

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



SOMMAIRE

Présentation p. 3

Conférence mondiale des sections
de la IV^e Internationale
(25, 26 et 27 octobre 1996)

- Rapport sur la situation mondiale p. 15
- Rapport sur quelques questions politiques depuis la proclamation de la IV^e Internationale p. 29
- Résolution p. 37

40^e Congrès de la section française
de la IV^e Internationale
(21, 22 et 23 décembre 1996)

- Discours de clôture p. 58
- Résolution p. 63

Document
sur la situation politique en Egypte p. 75

1936, France, Espagne :
les Fronts populaires p. 83
(Par Lucien Gauthier)

1796-1996 : la conjuration babouviste
a deux cents ans p. 111
(Dossier établi par Jean-Marc Schiappa, comprenant notamment une communication sur Babeuf et Trotsky, et un article de François Castéran)

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Présentation p. 3

**Conférence mondiale des sections
de la IV^e Internationale
(25, 26 et 27 octobre 1996)**

- Rapport sur la situation mondiale p. 15
- Rapport sur quelques questions politiques depuis la proclamation de la IV^e Internationale p. 29
- Résolution p. 37

**40^e Congrès de la section française
de la IV^e Internationale
(21, 22 et 23 décembre 1996)**

- Discours de clôture p. 58
- Résolution p. 63

**Document
sur la situation politique en Egypte** p. 75

**1936, France, Espagne :
les Fronts populaires** p. 83
(Par Lucien Gauthier)

**1796-1996 : la conjuration babouviste
a deux cents ans** p. 111
(Dossier établi par Jean-Marc Schiappa, comprenant notamment une communication sur Babeuf et Trotsky, et un article de François Castéran)

Présentation

L'année 1995 s'était terminée sur le "novembre-décembre français", sur les immenses manifestations pour le retrait du plan Juppé.

Devant cette mobilisation qui imposait, y compris à ceux qui refusaient l'évidence, la réalité de la lutte des classes, les médias sonnaient l'alarme : "*Premier soulèvement populaire contre Maastricht, manifestation contre la globalisation.*"

En même temps, ceux qui prétendaient justifier la destruction de la Sécurité sociale, l'accaparement à des fins de spéculation des fonds appartenant aux travailleurs, affirmaient la nécessité "d'abaisser le coût du travail" dans tous les pays devant se conformer aux normes de Maastricht, pour qu'ils puissent faire face à la "compétitivité" de pays présentés comme une réussite de la "globalisation", que la flexibilité et la légèreté des charges salariales transformaient en terre promise des "délocalisations". La Corée, par exemple...

L'année 1996 s'achève et 1997 commence sous le signe du puissant mouvement des travailleurs coréens et de leurs organisations syndicales se dressant contre la "loi d'esclavage" votée à la sauvette par la majorité gouvernementale. Avec détermination, les travailleurs coréens se rassemblent autour des organisations qu'ils ont constituées alors qu'ils se soulevaient contre la dictature militaire, refusent la flexibilité sauvage et la déréglementation qu'on veut leur imposer au nom de la "compétitivité" et de "la baisse du coût du travail". "*La gravité de la situation était telle que nous ne disposions que de ce moyen*", a dit le Premier ministre, pour justifier le coup de force par lequel la loi a été mise en vigueur, invoquant les normes qu'il fallait respecter pour que la Corée puisse être membre de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

Les 25, 26 et 27 octobre 1996, se réunissait la Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale. Dans le rapport sur la situation mondiale, il était rappelé que "*des industries qui partent d'Europe pour atterrir en Corée du Sud*" y sont confrontées à la constitution de la classe ouvrière et doivent se délocaliser à nouveau "*en Malaisie, en Thaïlande, dans des zones économiques spéciales*" et, parfois, reviennent en Europe. Le rapporteur précisait :

"Tout cela n'est pas un problème de Corée du Sud, d'Europe ou d'ailleurs. C'est le fait que, par ce biais-là, chaque fois diminue la part de la journée de travail consacrée à reproduire la force de travail elle-même. Par la mise en concurrence des ouvriers des différents pays, ce qui est baissé ici

sert de point d'appui pour baisser là, et ce qui est conquis ici sert de prétexte à de nouvelles délocalisations vers un autre pays. C'est une guerre à outrance pour faire passer la valeur de la force de travail en dessous de sa valeur. Cela intègre toutes les déterminations de la guerre mondiale que mène la classe capitaliste contre la classe ouvrière."

La bataille livrée par les travailleurs coréens au moment où cette présentation est écrite s'inscrit dans cette "guerre mondiale": Elle réaffirme ce qu'ont proclamé tous les mouvements qui ont marqué l'année écoulée : si elle a été une année où s'est accentuée la remise en cause des droits, la barbarie engendrée par le système capitaliste en pleine putréfaction, elle a aussi été une année où la résistance ouvrière à cette barbarie s'est renforcée, résistance dont la grève générale en Corée souligne le caractère international.

C'est ce caractère mondial — la manière concrète dont se manifeste l'unité mondiale de la lutte des classes — et ses conséquences pour l'action des militants organisés pour combattre le système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production qui étaient au centre des discussions de la Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale, la première conférence de ce type depuis la proclamation de la IV^e Internationale, en 1993.

Cette réunion internationale des délégués des sections de la IV^e Internationale se tenait au lendemain de la III^e Conférence mondiale ouverte. Elle n'en était pas un simple prolongement : elle en était distincte, si elle n'en n'était pas séparée.

Distincte, dans la mesure où elle réunissait les délégués des organisations qui, dans chaque pays, se situent sur le terrain du programme de la IV^e Internationale, et elle avait à prendre des décisions communes à ceux qui partageaient les conclusions du programme de la IV^e Internationale et pour qui sa proclamation affirmait la nécessité, comme condition pour ouvrir la voie à une issue victorieuse au combat émancipateur des masses opprimées et exploitées, de l'action pour construire le parti mondial de la révolution socialiste, constituant la réponse à la crise actuelle de l'humanité.

Elle n'en était pas séparée, car les militants et les sections de la IV^e Internationale avaient pleinement participé, à égalité de droits et de devoirs, avec toutes les forces se situant sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat, à la III^e Conférence mondiale ouverte.

De plus, pour les militants de la IV^e Internationale, cette conférence, dont l'ambition résultait du combat commun de toutes les forces associées à sa préparation, incarnait la mise en œuvre pratique de leur orientation et était reliée à la signification même de la proclamation de la IV^e Internationale. Pour la IV^e Internationale, la construction, dans chaque pays et à l'échelle mondiale, des instruments politiques nécessaires pour une issue victorieuse du combat des exploités et des opprimés passe nécessairement par des processus de regroupements larges, tels qu'ils s'opèrent dans l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et qui se sont affirmés à la Conférence mondiale ouverte.

C'est là la réponse à la crise sans précédent qui frappe de plein fouet le mouvement ouvrier à l'échelle internationale et dans chaque pays. C'est la seule voie pour surmonter cette crise. Aussi la Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale avait-elle à évaluer la portée de la Conférence mondiale ouverte qui l'avait précédée.

“Tous parlaient des mêmes choses”

C'est un délégué américain qui disait à peu près, même si cela peut apparaître comme un paradoxe, que le caractère passionnant de cette conférence provenait en un sens de son aspect répétitif. Il y avait soixante-dix pays — d'Afrique, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord, d'Asie et d'Europe — représentés et, par-delà les différences géographiques, par-delà le fait que certains venaient de vieux pays industrialisés, d'autres de ces pays que l'on dit par antiphrase "en voie de développement", tous parlaient des mêmes choses. Déréglementation, privatisations, remise en cause des systèmes existants de protection sociale et de santé, chômage, précarité : tels étaient les termes qui revenaient dans chaque contribution. Non pas qu'elles fussent identiques. C'est au contraire dans leur diversité qu'elles restituait l'unité mondiale d'une situation marquée par une offensive généralisée contre la classe ouvrière et ses droits, pour "abaisser le coût du travail" dans des conditions où, à l'échelle mondiale, le système capitaliste se survit en étant de plus en plus dominé par la spéculation et un parasitisme sans borne, tandis que partout les activités productives sont réduites et étranglées.

Une situation également marquée par la résistance de la classe ouvrière face à cette entreprise sans précédent de régression. Deux mois après la conférence mondiale, à la suite des puissants mouvements qui secouent l'Europe et qui concentrent, d'Athènes à Berlin, le refus des conséquences dévastatrices de Maastricht, ce sont les travailleurs de Corée qui se dressaient contre la déréglementation.

Ce qui ressortait du tableau dessiné à la conférence, ce n'était pas en effet un simple constat. Tout au contraire, et là aussi dans le contexte d'une grande diversité de situations et de formes, l'autre élément commun à toutes les contributions, c'était celui de la résistance des travailleurs et des peuples. Ce qui s'exprimait, c'était la volonté de millions de femmes et d'hommes de ne pas accepter, et les tentatives déterminées et répétées de faire échec à l'offensive destructrice en cours. C'était cela que matérialisaient aussi bien les interventions de militants ouvriers des Etats-Unis, centrées sur la signification de la constitution d'un Labor Party d'ores et déjà relié à des secteurs importants du mouvement syndical, que celles de délégués du Bangladesh portant sur les premiers jalons de la constitution d'un parti ouvrier indépendant.

C'était cette même résistance qui se manifestait dans les interventions des délégués africains soulignant la place des organisations syndicales indépendantes préservées comme telles par le combat contre les conséquences barbares des plans du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, dans celle du délégué de Belgique montrant comment le soulèvement de toute une population, déclenché par le caractère monstrueux de la corruption et du pourrissement des institutions de l'Etat, aboutissait à la levée en masse, unie, des travailleurs wallons et flamands que l'on cherchait à opposer les uns aux autres, à séparer au nom des "particularismes ethniques", dont l'usage criminel n'est pas réservé à l'Afrique.

C'était cette même résistance qui se manifestait dans les contributions des délégués du Brésil ou du Pérou parlant de la lutte effective contre les privatisations menée par les travailleurs, dans celles des délégués d'Europe de l'Est ou de l'ex-URSS montrant comment, là où le système capitaliste révélait avec une absolue clarté son "programme" de décomposition et de mafiosisation, malgré les difficultés, les travailleurs cherchaient à réorganiser leurs forces pour défendre leur survie, y compris physique.

C'est pourquoi l'un des rapporteurs à la Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale pouvait dire, à propos de la Conférence mondiale ouverte et du rapport entre l'Entente internationale des travailleurs et la IV^e Internationale, que “*nous avions tous été impressionnés (pourtant, nous l'avons tous réalisée ensemble). C'est le paradoxe. Chacun de nous en a réalisé un bout dans son propre pays. Mais c'est seulement dans la conférence qu'on a pu prendre la mesure de l'ampleur du regroupement en cours.*”

“Ampleur” qui prouve que commence à se constituer à l'échelle internationale le cadre dans lequel peuvent se retrouver, au travers d'actions communes, de campagnes décidées ensemble et d'un échange constant d'expériences, les forces qui, surgissant de la crise du mouvement ouvrier, se situent ou tendent à se situer sur le terrain de la résistance de la classe ouvrière et des peuples.

“Ampleur” qui procède de la manière même dont l'unité mondiale des luttes des exploités et des opprimés est aujourd'hui directement présente dans chaque combat, du fait même du caractère unificateur de l'offensive capitaliste. C'est pourquoi, par exemple, la Conférence mondiale ouverte s'est retrouvée, unanimement et déterminée, à porter son soutien à la grève des dockers de Liverpool. Une grève qui ne concerne que 500 dockers dans un port britannique et qui constitue pourtant un événement de la lutte des classes qui a une portée internationale : la résistance des dockers concentre en effet des éléments qui sont présents partout. C'est de la lutte contre la déréglementation et les privatisations qu'il s'agit. C'est, en fait, de la lutte pour sauvegarder la civilisation.

C'est de cette lutte dont participe le combat des travailleurs coréens. On ne peut aujourd'hui en prévoir l'issue immédiate. Mais la force d'une grève se généralisant malgré la répression, le refus des dirigeants de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU) de céder face aux menaces d'arrestations, l'unité d'action se réalisant entre les deux fédérations syndicales, la puissance et la détermination des manifestations font, en tout état de cause, de ce soulèvement ouvrier contre la flexibilité et la déréglementation un moment essentiel dans le développement de la lutte de la classe ouvrière, et pas seulement en Corée, mais dans toute l'Asie et dans le monde entier.

A la “globalisation” tant vantée du capital répond la “globalisation” de la résistance ouvrière. Aucun secteur géographique n'y échappe et, partout, le caractère international (“global”) est saisi. L'une des premières initiatives de la KCTU fut précisément d'appeler au soutien international.

Ce que la classe ouvrière de Corée a, à son tour, rappelé au capital mondial, c'est que si,

“*du point de vue de la bourgeoisie, le prolétariat est aussi l'un des moyens de production qui, tous ensemble, ne constituent qu'un seul mécanisme uniifié (...), le prolétariat est la seule partie du mécanisme à ne pas être automatique et, en dépit de tous les efforts, il ne peut être réduit à la condition d'automate*” (Léon Trotsky, *Bilan et Perspectives*, 1905).

La place de la IV^e Internationale

En dernière analyse, sauvegarder les acquis de la civilisation, barrer la route à la barbarie déjà présente signifie en finir avec le système capitaliste tel qu'il existe aujourd'hui, c'est-à-dire avec ce monstre destructeur que nous avons défini

comme l'impérialisme sénile, l'impérialisme dans ses phases de décadence et de pourrissement les plus avancées. C'est donc mettre fin au système de l'exploitation capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production.

C'est là le programme et la raison d'être de la IV^e Internationale, pour qui "la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire".

C'est à cette aune qu'il revenait à la Conférence des sections de la IV^e Internationale de définir ses responsabilités, les responsabilités de chacune de ses sections nationales, découlant de la Conférence mondiale ouverte et des décisions d'actions qui y avaient été prises.

Pour une réunion de militants, regroupés sur la base du programme de la IV^e Internationale, cela impliquait que l'on revienne aux conditions et aux motifs de la "reproclamation" de la IV^e Internationale. Cette décision, qui avait été prise en 1993, l'avait été au terme d'une longue discussion, vérifiant à partir des faits et de l'expérience historique la validité des principes de la IV^e Internationale, intégrant une analyse des développements les plus récents du système capitaliste, c'est-à-dire de l'émergence de ce qui a été défini comme l'impérialisme sénile. Cette analyse de la réalité politique, sociale et économique mondiale démontrait que, loin d'avoir "résolu ses contradictions" et d'ouvrir "une nouvelle ère de prospérité à l'humanité", la perpétuation du système fondé sur la propriété privée des moyens de production pourrissait sur pied et vouait la civilisation même à la décomposition.

C'est cela qu'illustre encore, parmi de multiples faits, ceux relevés dans *Le Monde diplomatique*, de décembre 1996, sur la criminalisation de l'économie mondiale. Cette étude montre bien que la "mafiosisation" n'est pas la constitution d'une "économie parallèle", mais qu'elle est au contraire au cœur de l'économie mondiale, parce qu'elle occupe une place éminente dans la réalisation du profit dans l'"économie légale".

« Selon l'Organisation des Nations unies (ONU), les revenus mondiaux annuels des organisations criminelles transnationales (OCT) sont de l'ordre de 1 000 milliards de dollars, un montant équivalent au produit national brut (PNB) combiné des pays à faible revenu (selon la catégorisation de la Banque mondiale) et de leurs trois milliards d'habitants. Cette estimation prend en compte tant le produit du trafic de drogue, des ventes illicites d'armes, de la contrebande de matériaux nucléaires, etc., que les profits des activités contrôlées par les mafias (prostitution, jeux, marchés noirs de devises (...)).

En revanche, elle ne mesure pas l'importance des investissements continus effectués par les organisations criminelles dans la prise de contrôle d'affaires légitimes, pas plus que la domination qu'elles exercent sur les moyens de production dans de nombreux secteurs de l'économie légale (...). Selon un observateur, "les performances du crime organisé dépassent celles de la plupart des cinq cents premières firmes mondiales classées par la revue Fortune (...), avec des organisations qui ressemblent plus à General Motors qu'à la mafia sicilienne traditionnelle".

Parallèlement, les organisations criminelles collaborent avec les entreprises légales, investissant dans une variété d'activités légitimes qui leur assurent non seulement une couverture pour le blanchiment de l'argent, mais aussi un moyen sûr d'accumuler du capital en dehors du domaine des activités criminelles. Ces investissements sont essentiellement effectués dans l'immobilier de luxe, l'industrie des loisirs, l'édition et les médias, les

services financiers, etc., mais aussi dans les services publics, l'industrie et l'agriculture. »

L'article se conclut par le constat suivant :

« L'effondrement de l'activité économique légale, industrielle et agricole a précipité un grand nombre de pays en développement dans la camisole de la dette et de l'ajustement structurel. Il est des pays où le service de la dette excède le total des recettes d'exportations légales. Dans certaines circonstances, les revenus tirés du commerce illicite procurent une source alternative de devises qui permet aux gouvernements endettés de remplir le service de la dette. C'est le cas des "narcodémocraties" d'Amérique latine où les narcodollars, une fois blanchis et recyclés dans le système bancaire, pourront servir aux gouvernements pour remplir leurs obligations auprès des créanciers extérieurs. L'acquisition de sociétés d'Etat par le crime organisé, grâce aux programmes de privatisation, est tacitement acceptée par la communauté financière internationale comme un moindre mal : elle permet aux gouvernements de rembourser leurs dettes. »

La multiplication des trafics illicites (dont le trafic de drogue n'est qu'un pari tant d'autres) permet de transférer des sommes énormes en faveur des créanciers privés et officiels. Il y a une logique dans cette restructuration, car, en dernière instance, les créanciers favorisent le système fondé sur la libre circulation de l'argent. Pour autant que le service de la dette soit remboursé, les créanciers ne font guère de distinction entre "argent propre" et "argent sale". Dans ces circonstances, selon les termes du rapport des Nations unies, "le renforcement du niveau international des services chargés de faire respecter les lois ne représente qu'un palliatif. A défaut d'un progrès simultané du développement économique et social, le crime organisé, à une échelle globale et structurée, persistera". »

La "criminalisation" de l'économie mondiale n'est donc pas un phénomène aberrant. Elle procède des conditions de fonctionnement actuelles de l'économie capitaliste et des formes de réalisation du profit.

Le contenu de la proclamation de la IV^e Internationale

Cette analyse a aussi porté sur le caractère contradictoire des développements de la lutte des classes.

Loin de marquer une quelconque "faillite du socialisme", les bouleversements à l'est de l'Europe, le renversement du Mur de Berlin, qui divisait la classe ouvrière et le peuple allemands, marquaient le soulèvement des masses contre le régime de la bureaucratie, soumise à l'impérialisme et organiquement opposée au socialisme. Simultanément, face au déferlement des masses porteuses de leurs exigences démocratiques et sociales, la bureaucratie, "passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois", comme le soulignait dès 1938 le programme de fondation de la IV^e Internationale, précipitait la liquidation de la propriété sociale, bradait à l'impérialisme ce qui demeurait des conquêtes de la révolution d'Octobre et de ses extensions.

La proclamation de la IV^e Internationale correspondait également à un bilan du combat mené contre le révisionnisme liquidateur qui l'avait disloqué en 1950-1953 et à l'aboutissement, dans le camp des "accompagnateurs" des plans du FMI, des ex-laudeurs de la bureaucratie stalinienne, naguère chargée d'avancer vers le socialisme "à sa manière".

La reproclamation de la IV^e Internationale n'avait donc rien d'un acte formel ou d'une décision soudaine, c'était un aboutissement et une décision réfléchie d'organisation correspondant aux tâches surgissant de la crise du mouvement ouvrier international, de l'offensive généralisée de l'impérialisme et de la résistance des travailleurs. Tâches qui se sont matérialisées précisément dans la préparation et la tenue de la III^e Conférence mondiale ouverte.

Dans le cadre de la IV^e Internationale reproclamée — ce qui ne signifie pas qu'elle soit *ipso facto* devenue le "parti mondial de la révolution socialiste" — en relation même avec les tâches reliées à sa reproclamation, la discussion s'est poursuivie.

Elle s'est poursuivie sur les fondements mêmes de la période actuelle, sur l'alignement de toutes les contradictions de l'impérialisme sénile, sur la remise en cause des cadres nationaux et sur le fait que toutes les institutions de la bourgeoisie, y compris son Etat, étaient déstabilisées par le degré de décomposition atteint par l'ensemble du système.

Ces éléments sont développés dans les rapports présentés à la conférence ainsi que dans la résolution qui a été votée — ces trois documents sont reproduits dans ce numéro de *La Vérité*.

Cette discussion n'était pas séparée des problèmes rencontrés par les sections de la IV^e Internationale depuis la reproclamation. Le premier rapport portait d'ailleurs sur ces problèmes, soulignant que, "dans un monde qui bascule, dans une situation où tous les rapports à l'échelle mondiale expriment à la fois la marche à la barbarie, la décomposition et, contradictoirement, la recherche par la classe ouvrière d'une issue, ce qui, par là même, signifie ouvrir une issue à toute l'humanité, le fait que nous, militants de la IV^e Internationale, combattions avec des militants d'origines diverses pour développer l'Entente internationale des travailleurs" est une question essentielle, car elle concentre l'action politique pour aider à la résistance des masses et à l'unité de cette résistance, et qu'elle pose pratiquement la question des moyens à même de surmonter la crise de la direction révolutionnaire.

La méthode de la IV^e Internationale

Leon Trotsky écrivait en 1935 :

« La crise de la direction prolétarienne ne peut évidemment pas être surmontée par une formule abstraite. Il s'agit d'un processus d'une durée extrêmement longue. Mais non pas d'un processus purement "historique", c'est-à-dire des conditions objectives de l'activité consciente, mais d'une chaîne ininterrompue de mesures idéologiques, politiques, organisationnelles, en vue de souder les éléments les meilleurs, les plus clairvoyants du prolétariat mondial sous un drapeau sans tache, de renforcer de plus en plus leur nombre et leur confiance en eux-mêmes, de développer et d'approfondir leur liaison avec d'autres couches plus larges du prolétariat, en un mot, de redonner au prolétariat, dans une situation nouvelle extrêmement difficile et chargée de responsabilités, sa direction historique. »

C'est cette méthode — qui est au cœur du programme sur lequel la IV^e Internationale a été fondée, le *Programme de transition* — qui s'est matérialisée dans l'Entente.

C'est à partir de cette méthode, par exemple, qu'a été abordée l'action des militants de la IV^e Internationale aux Etats-Unis. *La Vérité*, n° 16, avait publié le compte rendu du congrès de l'organisation américaine Socialist Organizer, où était définie, comme axe de notre intervention politique dans la lutte de classe, la perspective du Labor Party.

Depuis, en relation avec les conséquences de la situation mondiale s'exprimant avec une intensité toute particulière aux Etats-Unis, et au travers d'une action politique dans laquelle les militants trotskystes ont tenu toute leur place, le Labor Party s'est constitué à Cleveland, en juin 1996. Cette décision exprime aussi les déchirements qui traversent jusqu'au sommet l'AFL-CIO, déchirements qui expliquent qu'un secteur non négligeable de l'appareil dirigeant de la confédération syndicale américaine ait participé à la constitution du Labor Party.

La constitution du Labor Party est un événement politique considérable. Parce que cette constitution marque une rupture avec le système par lequel la bourgeoisie américaine assure sa domination (le système des deux partis), et que l'une des premières décisions du Labor Party a été le refus d'appuyer l'un quelconque des candidats des partis de la bourgeoisie, démocrate ou républicain, c'est comme parti ouvrier indépendant qu'il s'est constitué.

Cela n'ôte rien ni à la réalité des contradictions à l'œuvre en son sein ni à sa fragilité. Il est un enjeu direct de la lutte des classes aux Etats-Unis. L'indépendance d'action et d'expression des trotskystes est indispensable, non pour se "délimiter" à chaque fois, mais, au contraire, pour assurer l'unité sur le terrain des revendications de la classe ouvrière de tous les militants du Labor Party (et ceux-ci étaient largement présents dans la délégation américaine à la Conférence mondiale ouverte) qui veulent que le Labor Party soit l'instrument de ces revendications.

Une guerre sans pitié

« L'offensive actuelle visant à abaisser la valeur de la force de travail passe nécessairement par une offensive visant à atomiser ses institutions — pour reprendre l'expression de Trotsky, "les foyers de démocratie prolétarienne dans le cadre des institutions bourgeoises" — institutions que la classe ouvrière, par son combat, a arrachées (...), qu'elle a inscrites en quelque sorte dans les institutions de l'Etat bourgeois et qu'aujourd'hui il faut démanteler pour démanteler la classe »,

explique le rapport sur la situation politique présenté à la Conférence mondiale des sections.

La guerre par tous les moyens pour faire passer le "coût du travail" en dessous de la valeur de la force de travail afin d'apaiser l'appétit insatiable du profit spéculatif et parasitaire, parce qu'elle vise toutes les organisations ouvrières, tous les droits, tous les acquis qui fondent la classe comme classe dans le cadre de l'Etat bourgeois, implique donc non seulement la destruction des organisations syndicales comme telles, leur intégration, mais aussi la destruction de la démocratie.

Le rôle de plus en plus important dévolu aux prétendues "organisations non gouvernementales" (ONG) en est un exemple. Relais de la Banque mondiale, qui leur délègue des tâches déterminées par les "plans d'ajustement structurel", relais des gouvernements, dont elles sont censées être indépendantes, ces "entreprises humanitaires" totalement incontrôlables par les populations des pays où elles

opèrent, mais strictement contrôlées par les "donateurs", se substituent aux Etats et aux services publics pour assurer la gestion de la misère procédant des plans de pillage et de démantèlement du FMI et de la Banque mondiale.

C'est ainsi que, récemment, le bulletin de celle-ci tançait le gouvernement du Bangladesh parce qu'il demeurait trop strict dans le contrôle des ONG. Un rapport de la Banque mondiale de juillet 1996 recommande au gouvernement du Bangladesh de "*dégraisser les effectifs du gouvernement* (c'est-à-dire de procéder à de nouveaux licenciements dans un pays où 60 % de la main-d'œuvre sont au chômage ou sous-employés !)" et "*d'étendre le rôle des ONG*".

Mais ce n'est pas que dans les pays économiquement dépendants, dominés par l'impérialisme, que les ONG prolifèrent. Elles se développent aussi dans les pays industriellement avancés : elles sont l'une des armes de l'intégration. La mise sur le même plan des ONG et des organisations syndicales lors du sommet social de l'ONU prend ainsi toute sa signification.

Les organisations syndicales doivent cesser d'être des organisations de classe défendant les intérêts de leurs mandants (c'est-à-dire des salariés ne disposant que de leur force de travail) et devenir des "associations", dont les buts convergent avec ceux de tous les partenaires sociaux pour que soient respectées les nécessités de la "mondialisation".

Mais la "mondialisation", c'est précisément celle de l'offensive forcenée contre la classe ouvrière. C'est pourquoi la question des ONG a été une question politique débattue comme telle dans la Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale.

Si, comme conséquence même de la crise du mouvement ouvrier, il y a inévitablement des "points de contact" entre des ONG et des organisations ouvrières cherchant la voie de l'indépendance, pour la IV^e Internationale, la question des ONG est une question de principe fondamentale. Aucune de ses sections ne saurait s'engager dans une activité de ce type ou s'y associer. Ce qui est en cause ici, une fois encore, c'est l'indépendance des organisations.

C'est aussi le problème de l'indépendance des organisations syndicales qui est posé par la question de la "clause sociale".

Les péréplées auxquelles a été confronté Michel Hansenne, directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), lors du récent sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à Singapour — on le sait, d'abord invité marquant, il fut ensuite éconduit —, montrent que l'impérialisme américain entend traiter les différentes institutions internationales comme il traite l'ONU, c'est-à-dire comme un simple relais de sa politique. Mais elles soulignent aussi que, sous sa forme actuelle, comme institution dans laquelle les organisations ouvrières ont une représentation indépendante, l'OIT devient embarrassante.

Il est contraire aux "exigences des marchés", comme on aime à le dire, que se perpétue un système dans lequel les "normes" codifient, pour chaque cas, les droits les plus élevés arrachés par les travailleurs et auxquelles tous peuvent se référer. En y substituant une prétendue "clause sociale" indéfinissable et d'ailleurs réduite à "des principes" énoncés par les représentants de l'impérialisme américain, c'est tout le système juridique sur lequel s'appuient les droits des travailleurs qui est remis en cause.

Comme l'écrit *The Economist*, du 30 novembre :

"Les Etats-Unis tenaient à s'assurer le soutien des dix-sept autres membres de l'APEC, afin d'obtenir la réunion de l'OMC à Singapour pour obtenir un calendrier strict, visant à l'élimination des tarifs douaniers dans la haute technologie et l'information. Ils ne masquaient pas le bénéfice pour eux d'une telle opération, qui couvrirait dans l'année les exportations, estimées à 100 milliards de dollars."

Ces discussions, la Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale les a menées, reliées à la préparation des tâches procédant de la Conférence mondiale ouverte. Les plus récents développements de la situation internationale renforcent encore le fait que l'axe d'action correspondant à cette situation, c'est le combat uni contre les privatisations et la déréglementation.

L'impérialisme américain poursuit avec la même brutalité le renforcement de ses positions mondiales. Il agit ainsi comme un puissant facteur de déstabilisation à l'échelle mondiale et d'accentuation des facteurs d'explosion politique et sociale dans tous les pays. A la conférence de l'APEC, il n'y a eu en fait qu'un seul mot d'ordre, exprimant les intérêts de l'impérialisme américain, la mise en œuvre de ce que Clinton avait donné comme mission à l'APEC lors de sa constitution : "Découpler les importations américaines." C'est le mot d'ordre de la levée des barrières douanières. En d'autres termes, il s'agit d'ouvrir largement les pays d'Asie aux exportations américaines et à la prise de contrôle des branches "utiles" de l'industrie. C'est le démantèlement programmé des industries nationales. L'Asie, comme le reste du monde, doit devenir une "chasse gardée" de l'impérialisme américain, ce qui ne peut manquer d'aggraver la situation déjà critique des impérialismes européens.

Ce qui était à l'ordre du jour sous l'angle asiatique, à Manille, lors du sommet gouvernemental de l'APEC, s'est retrouvé au plan mondial à Singapour, lors de la réunion de l'OMC. Là aussi, l'impérialisme américain a fait prévaloir sans égard sa suprématie. Dans cette situation, comme l'écrit l'*International Herald Tribune*, du 18 décembre 1996 :

"(...) Le climat politique en Europe, c'est celui où les politiciens de Bonn à Athènes, angoissés par les nécessités de la compétitivité, dans une économie de plus en plus globalisée, essaient d'imaginer comment en finir avec un système de garanties généreux (sic), de longues vacances et de congés de maternité, de soins gratuits et d'autres postes subventionnés par l'Etat, sans déstabiliser les sociétés qui ont vécu jusque-là en incorporant ces avantages."

Souhait qui tient en effet de la volonté de résoudre la quadrature du cercle et qui aboutit à ce que le journal de la grande finance américaine, le *Wall Street Journal*, écrive à propos de l'Europe et de la marche à la "monnaie unique" :

"Le mécontentement de la population à l'égard de la monnaie unique européenne et de ses conséquences pour les économies nationales pourrait atteindre un point de rupture."

Le point de rupture

L'article poursuit :

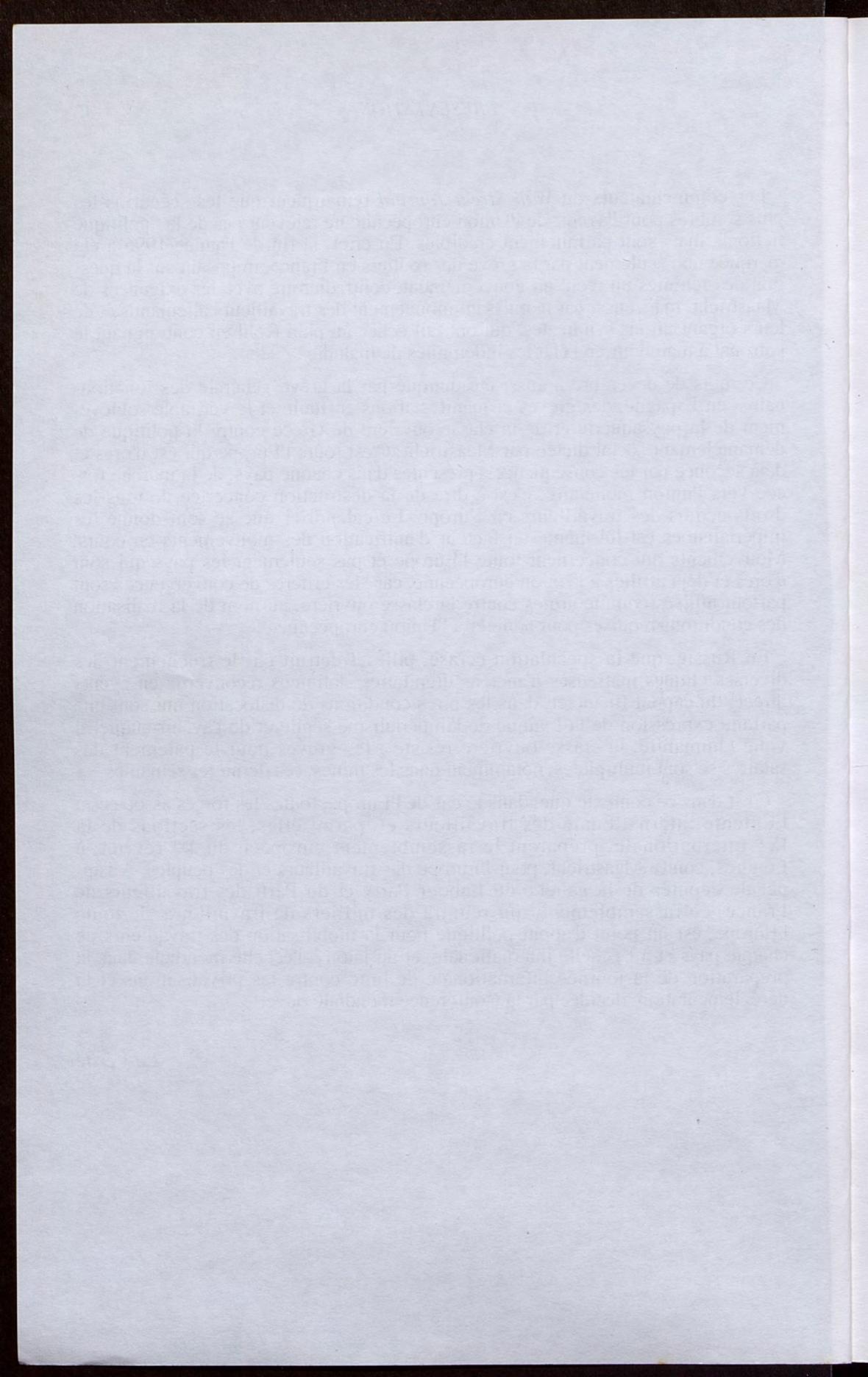
"Comme l'a montré le soutien populaire à une grève des routiers en France, les citoyens français sont préoccupés par le chômage et les modifications prévues du système de Sécurité sociale et de la fiscalité."

Les commentateurs du *Wall Street Journal* remarquent que les scénarios les plus sombres pour l'avenir de l'Union européenne ne relèvent pas de la "politique fiction", mais sont parfaitement crédibles. En effet, la fin de l'année 1996 a été marquée non seulement par la grève des routiers en France, imposant sur la question des retraites un recul au gouvernement, contradictoire avec les exigences de Maastricht, mais aussi par le puissant mouvement des travailleurs allemands et de leurs organisations syndicales, qui ont fait échec au plan Kohl en contraignant le patronat à maintenir en l'état les indemnités de maladie.

Ce mois de décembre a aussi été marqué par la grève générale des fonctionnaires en Espagne, des grèves et manifestations en Italie et le véritable soulèvement de la paysannerie et de la classe ouvrière de Grèce contre la politique de démantèlement social dictée par Maastricht. C'est toute l'Europe qui est d'ores et déjà secouée par les conséquences, présentes dans chaque pays, de la marche forcée vers l'union monétaire, c'est-à-dire de la destruction concertée de tous les droits acquis des travailleurs en Europe. Le calendrier que se sont donné les impérialismes est lui-même un facteur d'unification des mouvements en cours. Mouvements qui concernent toute l'Europe et pas seulement les pays qui sont d'ores et déjà affiliés à l'Union européenne, car "les critères de convergence" sont partout utilisés comme armes contre la classe ouvrière, au nom de la réalisation des conditions requises pour adhérer à l'Union européenne.

En Russie, que la spéculation écrase, pille et détruit par le truchement des diverses cliques mafieuses d'anciens dignitaires staliniens reconvertis en agents directs du capital financier, dans les pires conditions de dislocation qui sont une parfaite expression de la logique de l'impérialisme sénile et de l'avenir auquel il vole l'humanité, la classe ouvrière résiste : les grèves pour le paiement des salaires se sont multipliées, notamment dans les mines, ces dernières semaines.

C'est dans ce contexte que, dans le cas de l'Europe, toutes les forces associées à l'Entente internationale des travailleurs et, parmi elles, les sections de la IV^e Internationale, préparent le rassemblement européen du 1^{er} février, à Londres, contre Maastricht, pour l'Europe des travailleurs et des peuples. A l'appel de députés de la gauche du Labour Party et du Parti des travailleurs de France, ce rassemblement, qui réunira des milliers de travailleurs de toute l'Europe, est un point d'appui politique pour la mobilisation des travailleurs de chaque pays et à l'échelle internationale, et un jalon à l'échelle mondiale dans la préparation de la journée internationale de lutte contre les privatisations et la déréglementation, décidée par la Conférence mondiale ouverte.



Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale

(25, 26 et 27 octobre 1996)

Rapport sur la situation mondiale

C'est la première conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale depuis la conférence de reproclamation. Lorsque nous avons reproclamé la IV^e Internationale, nous avions fondé notre décision sur la base d'une élaboration politique et sur la base de textes vérifiant ce que nous avions appelé la validité du programme de la IV^e Internationale.

Je ne reprendrai pas ces documents ici, je rappellerai simplement que, depuis la conférence mondiale des sections, dans les trois dernières années, un certain nombre de textes ont été élaborés et publiés dans la revue *La Vérité*, visant à analyser ce que nous avons appelé les caractéristiques de l'impérialisme sénile, marqué tout à la fois par la plus formidable destruction des forces productives, la dislocation des Etats et la tendance à la dégradation de l'ensemble des relations sociales sur tous les continents.

Je reviendrai sur ces éléments dans un instant, mais, dans cette conférence des sections de la IV^e Internationale reproclamée, nous sommes tenus de porter jugement à la fois sur cette caractérisation et sur une question qui en découle : dans le *Manifeste du Parti communiste*, voilà près de cent cinquante ans, Marx et Engels écrivent ceci :

"L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour condition essentielle l'accumulation des richesses aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital. La condition du capital, c'est le salariat. Le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie la base même sur laquelle elle a établi son système de production et d'appropriation."

Et Marx et Engels en concluent :

"La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables."

Je cite à dessein ce passage. Cent cinquante ans se sont écoulés : le capitalisme ascendant a cédé la place à l'impérialisme et, aujourd'hui, à l'impérialisme sénile, décomposé et putréfié ; le développement des forces productives a cédé la place à la destruction des forces productives ; la sphère de la spéculation, du parasitisme économique sous toutes ses formes tend à prendre le pas sur la sphère de la production des marchandises.

Et, pourtant, si nous avons reproclamé la IV^e Internationale sur la base de la validité

du *Programme de transition*, cela suppose qu'aujourd'hui encore, même si c'est dans des conditions différentes, la condition du capital reste le salariat, autrement dit, que la classe capitaliste reste dépendante, pour sa survie et l'appropriation du profit, de l'exploitation de la classe salariée.

Si la reproclamation de la IV^e Internationale fondée sur la vérification du *Programme de transition* a un sens, cela suppose qu'aujourd'hui encore, bien que dans des conditions infiniment plus difficiles, la bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs et que, par conséquent, comme militants de la IV^e Internationale, nous combattions pour non seulement aider la classe ouvrière à résister, non seulement à préserver l'ensemble de ses conquêtes sociales et démocratiques menacées de liquidation, nous combattions non seulement pour aider la classe ouvrière à arracher ses revendications, mais nous combattions pour aider la classe ouvrière à arracher la victoire, c'est-à-dire la chute du système fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire l'appropriation collective des moyens de production.

C'est-à-dire que le combat pour la révolution prolétarienne est aujourd'hui à l'ordre du jour à l'échelle de l'ensemble de la société.

Camarades, poser cette question en ces termes n'est pas un rappel de principes, ce n'est pas un coup de chapeau — je crois que, de manière générale, la théorie mérite plus qu'un coup de chapeau, elle appelle une vérification pratique.

Si l'on veut soumettre cette appréciation de Marx et Engels à la vérification des événements aujourd'hui, que faut-il dire ?

- D'abord, que, aujourd'hui comme à toutes les phases du système capitaliste, la source de tout profit reste l'extorsion de la plus-value.

- Ensuite, que l'extorsion de la plus-value, aujourd'hui comme à chaque phase du système capitaliste, repose sur l'exploitation du travail salarié, c'est-à-dire sur le surtravail cristallisé en marchandises.

- Ensuite, il conviendrait de rappeler que, pour Marx — il a consacré de longs

chapitres du *Capital* à cette question —, le développement du système capitaliste comprend en lui-même de manière inhérente le développement des forces productives et que, par conséquent, le développement des forces productives comprend en lui-même, de manière inhérente, l'extension des marchés. Précisément, comme nous l'avons analysé dans de nombreux textes, la constitution du marché mondial, les limites de ce marché mondial ont abouti à une situation, celle de l'impérialisme décrit par Lénine en 1916, celle de la stagnation des forces productives synthétisée par Trotsky en 1938 et celle de l'impérialisme sénile, que nous avons précisée dans l'analyse faite dans les trois dernières années. Une situation où il devient de plus en plus difficile pour le capital de se mettre en valeur dans les conditions de la production des marchandises.

Marx — un article l'avait rappelé il y a environ un an — avait prévu ce qu'il appelait "*le phénomène de surproduction du capital*" et il avait évoqué que "*la surproduction de capital toujours bourgeonnante*", pour reprendre son vocabulaire poétique, aboutirait à la mise en sommeil du capital excédentaire. La particularité de l'impérialisme sénile, c'est que les phénomènes quantitatifs s'étant transformés en qualité, le capital excédentaire est à ce point excédentaire qu'il cherche par tous les biais et par tous les moyens à envahir des terrains qui échappent à la production des marchandises, mais qui constituent autant d'instruments détournés et parasites d'appropriation du profit.

Il a été expliqué, lors de la Conférence mondiale ouverte, qu'à l'époque où nous vivons, les cinq secteurs de l'économie mondiale qui connaissent la plus grande croissance sont : la prostitution, le trafic de drogue, le trafic des enfants et la prostitution infantile, la spéculation sous toutes ses formes et le développement de l'économie mafieuse sous toutes ses formes, dans laquelle s'inscrit le maintien à un haut niveau de l'économie d'armement. Il a été expliqué également à la Conférence mondiale ouverte que, dans le même temps, les indices de la production industrielle sont tous soit stagnants, soit en effondrement, que les investissements

dans la production sont au niveau le plus bas dans tous les pays industriels et que, dans des pays comme la France, l'Allemagne ou le Japon, les indices de production industrielle sont de 10 à 15 % plus bas qu'ils ne l'étaient il y a cinq ans.

Camarades, ces phénomènes, qui ont été décrits lors de la Conférence mondiale ouverte, il nous revient ici, dans le cadre de la conférence des sections de la IV^e Internationale, d'en éclairer la racine : il ne s'agit pas là d'aberrations — bien que, moralement et socialement, il s'agisse d'aberrations —, il s'agit là de l'expression, normale si l'on peut dire, naturelle, de la survie d'un régime de propriété qui étouffe les forces productives et dont la survie menace l'existence même de l'humanité.

Dans *Le Capital*, Marx relève que "le capitalisme attend le même profit de toutes les fractions du capital qu'il avance". Or aujourd'hui, nous le savons, le capitalisme tend à avancer d'abord des fractions de capital dans la spéculation et, par ailleurs, il en avance aussi dans la production. Mais parce qu'il attend que l'ensemble du capital avancé soit à égalité source de profit, il attend, par conséquent, que les conditions de mise en valeur du capital dans le procès de production des marchandises ne soient pas inférieures aux conditions de mise en valeur du capital dans la spéculation et le parasitisme économique.

Camarades, cela aboutit à quelque chose qui, partiellement, est éclairé par *Le Capital*, mais partiellement introduit un élément nouveau : dans le cadre du procès de production des marchandises — qui, je le répète, est la source unique de création de valeurs nouvelles, donc la source unique d'apparition de la plus-value, donc d'une richesse supplémentaire accaparée par les capitalistes —, l'appropriation de la plus-value s'opère de plus en plus sur le terrain de l'appropriation de la plus-value relative, c'est-à-dire de la réduction de la valeur nécessaire à la reproduction de la force de travail de l'ouvrier. Cela, Marx l'avait déjà décrit. Mais à l'époque, il avait analysé que les capitalistes, pour réduire la valeur de la force de travail des ouvriers, utilisaient comme moyen le développement de la productivité du tra-

vail, parce que, expliquait-il, le développement de la productivité du travail permet de produire les marchandises moins cher, donc de faire en sorte qu'une même consommation de l'ouvrier représentant moins de valeur, la part de la journée de travail qui resterait entre les mains du capitaliste serait plus importante. Donc, en développant la productivité, expliquait Marx, le capitaliste pouvait faire baisser la part du travail nécessaire de 4 à 3 heures sans remettre en cause la capacité de consommation de l'ouvrier et faire passer de 4 à 5 heures la part de surtravail cristallisées en plus-value.

Mais le développement de la productivité appelle le développement de la production. Et le développement de la production appelle le développement des marchés. La recherche de la plus-value relative, qui était facteur de développement des forces productives au XIX^e siècle, aujourd'hui, s'inverse dans ses conséquences : la forme principale et grandissante de réalisation de la plus-value relative aujourd'hui est la forme que Marx n'avait prévue que comme une exception tout à fait théorique et qui, aujourd'hui, est la forme générale, c'est-à-dire celle où s'abaisse constamment la valeur même de la force de travail. Forme paradoxale et aberrante du point de vue même des intérêts du capitaliste, puisque plus s'abaisse la valeur de la force de travail d'un ouvrier, plus s'abaisse sa capacité de consommation, plus cela pèse dans le sens de la réduction des marchés. Cela, c'est l'expression de l'impassé du régime capitaliste lui-même.

De manière immédiate, la classe capitaliste, aujourd'hui, pour tenter de préserver sa capacité à réaliser du profit dans la sphère de la production à des taux comparables à ceux que donne la spéculation, s'est engagée dans une guerre à outrance pour l'appropriation de la plus-value relative par l'abaissement forcé de la valeur de la force de travail, ce qui est sans précédent depuis que le système capitaliste est le système capitaliste.

Toutes les politiques de déréglementation et de destruction n'ont pas d'autres origines. Dans un article à paraître prochainement, sera établie l'historique des déréglementations. La première déréglementation, c'est 1971, le décrochage du

dollar par rapport à la référence or : c'est la déréglementation monétaire. Elle sera suivie des déréglementations financière, puis bancaire, puis industrielle et, enfin, sociale, pour arriver aujourd'hui à la phase de la déréglementation étatique et institutionnelle. Cette longue chaîne de déréglementations trouve son point de départ dans l'espèce de coup d'Etat monétaire par lequel l'impérialisme américain décide d'imposer le dollar comme référence de toutes les monnaies, et toutes les déréglementations qui suivent ont comme seule fonction non seulement de fausser les règles du jeu, mais de préparer les conditions de l'abaissement forcé de la valeur de la force de travail. Cette forme est aujourd'hui majeure.

On a parlé, à la Conférence mondiale ouverte, des délocalisations, de la globalisation, de l'abaissement du coût du travail, de ces industries qui partent d'Europe pour atterrir en Corée du Sud, qui, confrontées à la constitution d'une classe ouvrière en Corée du Sud, se délocalisent en Malaisie, en Thaïlande, dans des zones économiques spéciales et qui, pour certaines, reviennent en Europe. On a parlé, à la Conférence mondiale ouverte, de Huynndai, qui relocalise une entreprise au Pays de Galles. On aurait pu citer une autre entreprise sud-coréenne, Daewoo — les automobiles —, qui vient d'implanter une usine dans les locaux de l'ancienne usine automobile FSO, en Pologne, en expliquant que "*le coût du travail est devenu beaucoup trop élevé en Corée du Sud*", mais que, fort heureusement, il est devenu beaucoup plus bas en Pologne et, par ce biais-là, il ne s'agit pas de conquérir le marché polonais — qui reste assez limité —, mais de profiter de l'ouverture des barrières douanières avec l'Union européenne pour inonder le marché ouest-européen.

Tout cela n'est pas un problème de Corée du Sud, d'Europe ou d'ailleurs. C'est le fait que, par ce biais-là, chaque fois diminue la part de la journée de travail consacrée à reproduire la force de travail elle-même. Par la mise en concurrence des ouvriers des différents pays, ce qui est baissé ici sert de point d'appui pour le baisser là, et que ce qui est conquis ici sert de prétexte à de nouvelles délocalisations

vers un autre pays. C'est une guerre à outrance pour faire passer la valeur de la force de travail en dessous de sa valeur. Cela intègre toutes les déterminations de la guerre mondiale que mène la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

J'ai parlé des délocalisations. Mais qu'est-ce que la protection sociale ? C'est le salaire différé. La Sécurité sociale est partie prenante de la valeur de la force de travail. Faites disparaître la Sécurité sociale, c'est, d'une part, faire disparaître ce qui permet de reproduire, de soigner, de réparer la force de travail ; et, d'autre part, si un ouvrier veut quand même se soigner, il lui faudra prendre sur ses propres revenus. Donc, la force de travail perd de sa valeur par la destruction de la Sécurité sociale, et les capitalistes le comprennent bien.

Prenez les attaques contre les retraites, le passage des régimes de répartition aux régimes de capitalisation. Prenez toutes les mesures qui, dans le monde entier, s'appellent flexibilité, annualisation du temps de travail, en faisant disparaître la rétribution des heures supplémentaires et complémentaires, en faisant disparaître toutes les formes de primes : c'est l'abaissement de la valeur de la force de travail. Prenez en compte la politique de blocage des salaires, réfléchissez à la conséquence des réductions des budgets sociaux : c'est faire retomber sur les budgets des ménages ce qui, jusque-là, était pris en charge par l'Etat. Faites payer par des familles de travailleurs une cantine jusque-là gratuite ou quasiment gratuite pour les enfants à l'école, faites-leur payer les fournitures scolaires, qui ne sont plus prises en charge par l'Etat, faites prendre en charge une partie des frais d'hospitalisation jusqu'à présent gratuits : c'est, de nouveau, la dévalorisation de la force de travail. Parce que, dans la force de travail, dans la définition de sa valeur, il y a non seulement le salaire, il y a non seulement le salaire différé sous la forme de la Sécurité sociale ou autre, mais il y a, y compris, le fait qu'est cristallisé dans la valeur de la force de travail ce qui, étant assuré par des services publics gratuits, s'ajoute à la valeur de la force de travail comme résultat de la lutte de classe cristallisée depuis un siècle et demi.

Cette offensive mondiale contre la classe ouvrière se heurte, bien évidemment, à toutes les institutions qui constituent la classe ouvrière comme classe. Pourquoi cet acharnement contre les conventions collectives ? Pourquoi cet acharnement contre les statuts ? Pourquoi cet acharnement contre les Codes du travail ? Parce que, sous ces formes diverses, c'est la reconnaissance que la classe ouvrière est une. Tant qu'il y a un seul Code du travail au Sénégal, tout travailleur du Sénégal est en droit de s'y référer pour faire prévaloir des prérogatives communes quant à la valeur de sa force de travail. Tant qu'il existe une seule convention collective nationale dans tel secteur industriel en France ou en Allemagne, cela constitue la classe ouvrière comme classe et interdit d'individualiser les rapports d'exploitation pour dévaloriser encore davantage la force de travail.

C'est pourquoi l'offensive actuelle visant à abaisser la valeur de la force de travail passe nécessairement par une offensive visant à atomiser la classe ouvrière, donc à détruire ses institutions — pour reprendre l'expression de Trotsky, "les foyers de démocratie prolétarienne dans le cadre des institutions bourgeoisées" —, des institutions que la classe ouvrière, par son combat de classe, a arrachées depuis cent ou cent cinquante ans, parfois moins, qu'elle a inscrites en quelque sorte dans les institutions de l'Etat bourgeois et qu'aujourd'hui il faut démanteler pour démanteler la classe, démanteler pour atomiser la classe, pour faire disparaître tout ce ciment social, politique, économique qui fonde une classe.

Tout ce qui s'est dit dans la Conférence mondiale ouverte, tout ce qui a été dénoncé, tous les plans qui ont été mis en œuvre, s'il est possible, comme l'a dit le camarade égyptien, de dire que finalement ce sont les mêmes attaques avec les mêmes mots, les mêmes méthodes, les mêmes plans, c'est précisément parce que cela s'ordonne autour de cet axe unique — qui, soit dit en passant, confirme la validité de l'analyse de Marx, donc notre analyse sur le caractère central de l'extorsion de la plus-value comme source de profit, donc de notre analyse sur l'actualité de la révolution prolétarienne : à savoir

que la classe capitaliste n'a pas d'autre possibilité, à l'époque de l'impérialisme sénile, pour continuer à extorquer de la plus-value, que de se battre pour abaisser la valeur de la force de travail. Sauf que, pour le faire, elle utilise des moyens qui, s'ils vont jusqu'au bout, détruisent la classe ouvrière elle-même et, par conséquent, détruisent la société capitaliste elle-même.

Camarades, pour détruire ce qui constitue la classe comme classe, la question des organisations syndicales est une question centrale. Comment comprendre que l'offensive visant à l'intégration-destructrice des organisations syndicales soit une offensive internationale ? Elle prend des formes différentes : le tripartisme ici, l'intégration corporatiste là, l'unicité ailleurs, la multiplication des syndicats corporatistes de type COBAS, SUD, coordinations... Mais, fondamentalement, pourquoi cette offensive, comme ce sommet de Copenhague, pourquoi la mise à l'ordre du jour de la prochaine session annuelle de l'OIT sa transformation en institution de l'Organisation mondiale du commerce ? La classe capitaliste ne fait rien au hasard, elle comprend aussi bien que nous — et parfois mieux — que les organisations syndicales indépendantes constituent la classe ouvrière comme classe et que, par conséquent, il sera toujours vain de se fixer d'abaisser la valeur de la force de travail jusqu'au niveau le plus bas possible si cela ne passe pas par la destruction de l'indépendance syndicale (qui peut prendre la forme de la destruction physique des organisations, mais qui prendra plus souvent la forme de leur modification de nature).

D'où cette offensive internationale visant à transformer les organisations syndicales en rouages de l'Etat, avec les formes que nous connaissons dans tous les pays.

Alors, camarades, cela, c'est d'une certaine manière la racine théorique de ce qui a été débattu dans la Conférence mondiale ouverte, qu'il n'était pas question de débattre en tant que tel, parce qu'on ne va pas discuter du marxisme à la Conférence mondiale ouverte. Mais en revanche, pour la IV^e Internationale, il y a nécessité de vérifier son orientation politique à la lumière du marxisme. Parce qu'il apparaît

clairement aujourd'hui que cette offensive générale du capital vise à une précarisation générale de la classe ouvrière. Marx, dans *Le Capital*, explique que, pour les capitalistes, il y a la classe ouvrière en général et l'armée de réserve industrielle que constituent les chômeurs. Et Marx explique comment la classe capitaliste, selon les besoins, peut aller puiser dans l'armée de réserve ou pas.

A l'époque de l'impérialisme sénile, l'objectif avéré est de supprimer toute frontière entre ce qu'on pourrait appeler l'armée de réserve et l'armée d'active. L'objectif est de fondre toute la classe ouvrière dans un ensemble dépourvu de droits et de conventions, où chacun pourrait passer du statut de travailleur précaire au statut de travailleur à contrat plus durable, puis au statut de chômeur, puis au statut de travailleur à temps partiel, puis au statut de travailleur partiellement aidé, et où tout cela deviendrait une espèce de masse malléable sans organisation et sans protection.

On a donné l'exemple, lors de la conférence mondiale, des chiffres donnés par ce chercheur américain sur le fait que, au total, un tiers de la force de travail aux Etats-Unis est en réalité soit sans emploi, soit à la recherche de plus d'emploi.

Puisqu'on a beaucoup parlé de l'Angleterre, pour les camarades qui se demandent : comment se fait-il que la délégation anglaise ait à ce point été présente dans Conférence mondiale ouverte, je répondrai que cela a d'abord un rapport avec la lutte de classe en Angleterre, et donc avec la situation faite à la classe ouvrière en Angleterre, puisque, si j'en crois le directeur de l'institut de l'emploi de Grande-Bretagne, celui-ci se félicite de la baisse officielle du chômage en Angleterre, en disant :

"La principale raison, c'est la diminution du pouvoir octroyé aux syndicats."

Les choses sont claires. Et, en réalité, la situation du travail en Angleterre, cette prétendue baisse du chômage, qui est en fait une précarisation générale de la société, tient dans les faits suivants, livrés par un journal du capital financier français :

- les négociations salariales ne se font plus par branche, mais entreprise par entreprise ;
- la durée maximum du travail permise par la loi est de 8 760 heures, soit 24 heures par jour, 365 jours par an (on peut difficilement faire plus flexible) ;
- les charges patronales ne dépassent pas 18 % du salaire brut, comparées, dit le journal français, à 40 % en France ;
- 28 % des salariés travaillent à temps partiel, soit deux fois plus qu'en France ;
- conséquence (de détail, sans doute, pour le quotidien financier) : un ménage britannique sur quatre vit en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1 325 F par semaine et par famille.

C'est ça, l'enjeu. Et pour cet enjeu, confronté à la résistance de la classe ouvrière, l'impérialisme est amené à aller plus loin, jusques et y compris la dislocation des Etats. C'est une question que nous avons évoquée. On a parlé des guerres, on a parlé de l'ex-Yugoslavie, on a parlé de la Somalie, de l'Afrique, mais il faut dire clairement que même l'Etat bourgeois tel que la bourgeoisie l'a constitué pour ses propres besoins à l'époque de sa phase ascendante devient, aujourd'hui, un obstacle à la guerre à outrance dans laquelle elle est engagée contre la classe ouvrière. Pour quelle raison ? D'abord parce que les traits de l'Etat bourgeois lui ont été conférés à l'époque du développement des forces productives, lorsque la bourgeoisie, pour les besoins de la constitution du marché national, avait besoin de renforcer son Etat. Le renforcer, bien sûr, pour mater la classe ouvrière — c'est pourquoi il lui fallait un appareil de justice, de police, d'armée —, mais aussi parce qu'elle avait besoin d'un Etat pour faciliter les transports, les communications, bref le développement de sa propre capacité de produire. Et l'Etat bourgeois, dans tous les pays industriels, a développé les chemins de fer, les routes, le système de la poste, tout ce qui servait d'infrastructure au développement des forces productives.

D'autre part, la classe ouvrière, dans sa lutte de classe, a contraint l'Etat bourgeois à inscrire en quelque sorte dans ses

propres institutions des éléments qu'elle avait arrachés par sa propre lutte de classe. Dans le projet de résolution que nous avons envoyé aux camarades est cité ce passage d'Engels, où il dit : l'étalement des services publics à l'époque de l'Etat bourgeois, certes, cela ne change rien à la nature de l'Etat, ça ne supprime pas les rapports capitalistes, mais c'est tout de même un progrès économique qui prépare l'avenir.

A l'époque de l'impérialisme sénile, si, pour démanteler la classe ouvrière, c'est-à-dire pour démanteler ses institutions, il faut casser l'outil que représente l'Etat pour permettre le morcellement de la classe, nous sommes arrivés au stade où la bourgeoisie ne recule pas devant cela. C'est vrai dans les pays dominés par l'impérialisme, mais, camarades, qu'est-ce que la régionalisation en Italie, la réforme de l'Etat en France ? S'il y a un pays où on pouvait estimer que la question de l'unité de la République était solidement ancrée, c'était bien la France. Il n'y a pas de question nationale en France, pas de minorité nationale. Et aujourd'hui, pourtant, il y a une dislocation organisée de l'Etat, ce qu'on appelle la réforme de l'Etat. Je rassure les camarades, les trotskystes français sont toujours marxistes et ils sont pour la destruction de l'Etat bourgeois. Mais on se rappelle ce que Trotsky disait à propos de la bureaucratie stalinienne : les ouvriers russes réclament le privilège de la renverser eux-mêmes, ils ne sont pas favorables à ce que ce soit Hitler qui la renverse. De même, aujourd'hui, les ouvriers français se réservent le privilège de renverser eux-mêmes l'Etat bourgeois, parce que la réforme de l'Etat par la bourgeoisie vise à instaurer un autre type d'Etat et un système social et politique infiniment pires pour la classe ouvrière.

Qu'est-ce que la réforme de l'Etat ? Aujourd'hui, la France est une République. Comme elle est une République, tout citoyen a, dans ce pays, en principe du moins, des droits égaux inscrits dans la loi. Qu'il habite au nord, au sud, à l'est ou à l'ouest, quels que soient ses origines, la couleur de sa peau, ses opinions politiques et son statut social, il a le droit d'exiger l'inscription de son enfant à l'école

publique au moins entre six ans et seize ans et l'enfant doit être scolarisé, instruit par les mêmes programmes débouchant sur les mêmes diplômes. Quelle que soit sa situation géographique, sociale ou autre, il a le droit d'accéder à des services publics ; s'il veut bénéficier de l'électricité, c'est un droit qui lui est dû ; l'eau doit être acheminée jusque chez lui ; les ordures doivent être ramassées où qu'il habite ; le courrier doit lui être distribué ; s'il est chômeur, il a un droit, égal à tout autre chômeur, à un certain nombre d'indemnités liquidées par un organisme approprié ; comme assuré social, il bénéficie d'un droit égal aux autres assurés à la Sécurité sociale. Et, pour chacune des fonctions dont je viens de parler ou d'autres encore, il dispose comme interlocuteurs soit d'administrations, soit d'organismes de droit privé gérés paritairement, comme la Sécurité sociale, les ASSEDIC ou autres, dont la seule fonction est de garantir ses droits.

La réforme de l'Etat qui est en cours aujourd'hui vise à instaurer ce qui s'appelle des maisons des services publics, où tous les services que je viens d'évoquer, que ce soient des services publics, des organismes privés ou des associations de charité, seraient rassemblés dans des mêmes maisons localement, sous l'autorité du préfet, fusionnant leurs moyens financiers et en personnels. Dès lors, c'est la dislocation par région. Les moyens n'étant pas extensibles, l'autorité étant l'autorité du représentant local du préfet, il choisira ici de garantir tels droits et d'ignorer les autres, ailleurs de tout transférer à une association de charité, ou encore, comme c'est le cas déjà dans une ville de banlieue, de tout transférer à une banque privée, qui coordonne les "services publics" avec beaucoup de guillotines, parce qu'ils n'ont plus rien de publics. Ça, c'est la Yougoslavie, c'est des chefs de bandes contrôlant des portions de territoires, se disputant les prébendes, les subsides, c'est l'Europe des régions, c'est la carte d'une France livrée demain à une guerre civile, en même temps que la carte d'un système corporatiste, puisque les syndicats sont appelés à participer à l'intérieur même des structures de cette réforme de l'Etat.

Ce dont je vous parle, ce n'est pas dans un avenir incertain, c'est l'enjeu de la bataille ici, en France, maintenant.

Il faut discuter entre nous : est-ce que cette appréciation de la situation est exacte ? Est-ce que les racines telles que je viens d'essayer de les analyser sont correctement analysées ? Et, troisièmement : quelles conclusions s'en dégagent-il ?

Précisément parce que tout cela nous ramène aux conditions dans lesquelles la classe capitaliste ne peut faire naître son profit d'ailleurs que des conditions d'exploitation de la force de travail dans la production, il en découle une première conséquence : c'est que l'exploitation capitaliste existe toujours et que, par conséquent, la lutte de classe existe toujours. Dans les chiffres donnés par la Banque mondiale, on relève un total de 500 millions d'ouvriers employés dans l'industrie à l'échelle mondiale. Il s'y ajoute plus de 600 millions employés dans ce qui s'appelle les services et qui, pour beaucoup, relèvent également du processus de production, non pas direct, mais du processus indispensable à la réalisation de la production. Rajoutez 1,80 milliard employés dans l'agriculture, le cœur de l'économie, c'est la classe ouvrière. Et c'est, précisément, la classe ouvrière produisant les marchandises et à qui on extorque, par le mécanisme de l'exploitation capitaliste, la plus-value.

Il en résulte que les mêmes lois aboutissent aux mêmes effets. La classe ouvrière coréenne vivait sous la botte de la dictature, sans droits et sans syndicats, elle a été durement exploitée, mais elle a constitué ses syndicats, elle a arraché des droits collectifs. Et c'est d'ailleurs pourquoi, aujourd'hui, elle devient trop chère pour la classe capitaliste, qui délocalise ailleurs. La classe ouvrière brésilienne — qui n'a pas seulement produit le Parti des travailleurs et Lula — a d'abord été constituée à une époque où l'impérialisme considérait que, dans le cadre de la dictature, il y avait les meilleures conditions d'exploitation possibles. Et elle n'avait, à l'époque, aucun droit, sinon celui d'adhérer à des syndicats jaunes verticaux. Mais, quand on concentre des ouvriers par centaines de milliers dans des usines, on finit par faire resurgir les lois générales et his-

toriques de la lutte de classe et, en l'occurrence, cela a amené les ouvriers à chercher à arracher leurs syndicats des griffes des syndicats jaunes, à dégager des syndicats indépendants et, même plus tard, un parti ouvrier indépendant, même si, ensuite, ce parti, sous la férule de Lula passé à la II^e Internationale et avec la complicité des pablistes, des morénistes, de Favre and Co, a été transformé en parti ouvrier bourgeois. C'est-à-dire que les mêmes lois produisent les mêmes conditions de la lutte de classe.

C'est la première réponse pratique. Si le moteur du régime capitaliste, même à l'époque de l'impérialisme sénile, reste l'exploitation de la force de travail et l'extorsion de la plus-value, si la lutte de classe reste le moteur de l'histoire, alors la lutte de classe reste le moteur, l'axe et le vecteur de toute l'activité des militants de la IV^e Internationale. Quand je dis : la lutte de classe, je ne veux pas dire simplement les expressions différences de la lutte de classe, je ne veux pas parler seulement de la réfraction de la lutte de classe dans les appareils syndicaux ou politiques — bien que cela fasse partie de la lutte de classe. La lutte de classe, c'est aussi, c'est d'abord le mouvement par lequel la classe ouvrière cherche à résister, cherche à combattre. Par exemple, j'ai lu récemment une déclaration d'un patron de l'automobile du Brésil, qui disait : l'inconvénient au Brésil, c'est que c'est un pays où il y a des grèves tout le temps, on n'arrête pas d'avoir des grèves au Brésil, on a même été obligé de renoncer à la production à flux tendu parce qu'on est obligé de prévoir le risque d'explosion sociale, qui nous mange nos stocks.

Je crois que, quand on a la chance d'être dans un pays qui est celui où il y a des grèves tout le temps, cela serait bien de s'intéresser aussi à ces grèves telles qu'elles sont, au mouvement de la classe ouvrière cherchant à défendre ses droits.

Parce que c'est quand même le point de départ de tout. Le point de départ de la crise politique et institutionnelle en France, c'est le surgissement de la classe ouvrière, tel qu'il s'est manifesté en novembre-décembre dernier, c'est la lutte de classe. Le point de départ de la situation politique de crise qui va s'accélérer

en Allemagne aujourd'hui, c'est le mouvement continu par lequel la classe ouvrière, regroupant ses forces depuis mars et juin derniers, a multiplié les manifestations de rue, entraînant les organisations et les directions là où elles ne voulaient pas aller initialement, pour résister à sa destruction comme classe. Si dans des pays comme l'Inde ou l'Italie, l'impérialisme fait appel aux partis communistes pour diriger le gouvernement, c'est parce qu'il y voit le seul moyen pour essayer de contenir un mouvement de résistance qui se situe sur le terrain de la lutte de classe contre les privatisations en Inde, ou contre la destruction des conventions collectives nationales et des régimes de retraite en Italie. Donc, c'est le point de départ.

Ce premier aspect, qui vérifie ce que nous apprend la théorie de la révolution permanente, c'est-à-dire le caractère central de la classe ouvrière, se relie à un deuxième. Je discutais hier avec un camarade, qui me disait : c'est plus facile pour moi de comprendre les problèmes de la lutte de classe que la question nationale (c'est vrai que la question nationale est difficile). Mais, dans la situation actuelle, on ne peut pas faire abstraction de ce que la question de l'existence de la nation comme produit du développement du capital à une certaine période historique est aujourd'hui remise en cause de manière généralisée, parce que cela appelle des réponses politiques pour nous comme IV^e Internationale.

C'est évident dans les pays dominés par l'impérialisme. Le camarade d'Algérie l'évoquait ce matin : dans des pays comme l'Algérie, le Brésil, l'Azanie, le Bangladesh et beaucoup d'autres, aujourd'hui, le combat de la classe ouvrière contre les plans de déréglementation et de destruction incarne et concentre le combat pour la préservation de la nation contre son démantèlement, le combat pour la souveraineté nationale contre le pillage-démembrement par l'impérialisme.

Ce qui signifie, d'une certaine manière (les situations ne sont pas comparables, bien évidemment, d'un pays à l'autre), que, dans tous ces pays, est posée, de manière reliée, la question de la souveraineté nationale, de l'Assemblée constituante souveraine rétablissant la souveraineté

de la nation, de l'indépendance nationale et de la rupture avec le FMI, de l'indépendance de la lutte de classe et des syndicats, donc du parti ouvrier indépendant capable d'ordonner le combat pour l'indépendance nationale sur le terrain de la lutte de classe.

Cela est vrai pour les pays dominés par l'impérialisme et, sous une forme bien sûr différente, c'est vrai de plus en plus pour les pays impérialistes eux-mêmes. Dans la lutte à mort entre les différents impérialismes, on constate que, depuis que l'OMC a été constituée (la structure qui fonctionne le mieux, c'est celle dite du "contentieux", pour régler les contentieux entre Etats), le pays qui a le plus fait appel à la structure du contentieux, ce sont les Etats-Unis. Ils ont fait appel dix-huit fois à la structure du contentieux contre d'autres pays qui ne respectaient pas les règles de "loyauté" dans le commerce international. Sur ces dix-huit fois, l'application des règles "loyales et honnêtes" du commerce international libéralisé a donné raison dix-sept fois aux Etats-Unis. L'OMC n'est rien d'autre que la caisse de résonance des intérêts de l'impérialisme américain, mangeant des marchés comme moyen de préserver ses propres positions en écrasant les autres.

Si des camarades, ici, ont le sens de l'humour, je pourrai leur prêter un document très drôle, qui s'appelle : *Le bilan du commerce extérieur américain dressé par le département d'Etat*. C'est très drôle, parce que c'est un document où tout va bien. Cela commence comme ça : "Le commerce américain a progressé de près de 20 % cette année" et, ensuite, ils examinent secteur industriel par secteur industriel, pays par pays ; dans tous les paragraphes, il est écrit : on a gagné. Sur le Japon, on a gagné 30 % sur l'automobile, sur l'Europe, on a gagné 25 % là-dessus, sur cela on leur a piqué ce marché... C'est un catalogue de bonnes nouvelles... pour l'impérialisme américain.

On comprend bien que, dans cette situation, l'impérialisme américain n'hésite pas à exercer la pression la plus intense contre les impérialismes concurrents : l'impérialisme japonais sur le plan des marchés, c'est clair, l'impérialisme fran-

çais du point de vue de ses prétentions à avoir une politique internationale. Je vous cite deux déclarations de Warren Christopher à dix jours d'intervalle. Concernant l'Afrique, il a déclaré :

"Les Etats-Unis ne toléreront jamais que la France considère l'Afrique comme son marché réservé."

Et il y a deux jours, le même Warren Christopher, concernant les négociations de paix au Moyen-Orient, a déclaré, quand Chirac a demandé à participer aux négociations :

"Au Moyen-Orient, l'Europe fait exactement ce qu'elle a à faire, elle finance. Pour le reste, nous nous en occupons."

Cela a été dit avec cette grossièreté. L'Europe est la première qui contribue financièrement pour la Palestine, donc il a dit la vérité : tout le processus sur place est payé par l'Europe, et contrôlé par les Américains. C'est le rapport réel entre les impérialistes.

La conséquence, c'est que, même dans des pays comme la France (où, objectivement, du point de vue de la bourgeoisie impérialiste, la souveraineté nationale est pour le moins menacée), on assiste au spectacle où l'impérialisme français, de capitulation en capitulation devant l'impérialisme américain, renonce y compris à ses propres prérogatives comme bourgeoisie nationale. Bien sûr, la question de la souveraineté nationale ne peut pas être formulée dans les mêmes termes dans les pays dominés et en France. Mais, même en France, cette question est désormais posée, et ne peut être résolue que par le combat de la classe ouvrière, qui, en préservant son existence comme classe, est à même de préserver la nation contre la dislocation. C'est très exactement, d'ailleurs, la situation en Italie. C'est très exactement la situation en Espagne. Et, en sens inverse, c'est la situation en Allemagne, parce qu'il n'y a que la classe ouvrière qui combat pour l'unité sociale de la classe ouvrière, donc contre ce qu'un journal anglais appelait, il y a un mois, "*"la transformation de l'Allemagne de l'Est en nouveau Mezzogiorno"*". Et quand on sait que

le Mezzogiorno est aujourd'hui utilisé pour passer à la fédéralisation, donc à l'éclatement de l'Italie, on comprend ce que cela veut dire.

Donc, dans ces conditions, camarades, si on considère que les conditions d'exploitation créent les conditions de la résistance et de la lutte de classe, elles les créent dans des conditions nouvelles d'une telle manière que cela conduit, d'une certaine manière, à une bipolarisation accentuée. La trahison du stalinisme et de la social-démocratie n'est pas une chose nouvelle, mais la manière dont les appareils de la II^e Internationale et des différentes fractions stalinienennes prennent en charge directement aujourd'hui la mise en œuvre des plans les plus brutaux du FMI et de la Banque mondiale, la manière dont ils sont partout candidats à l'union sacrée, comme c'est le cas en Azanie, comme l'a expliqué le camarade, mais aussi comme c'est le cas en Algérie avec le soutien du parti stalinien à la pire politique de répression sanglante, comme c'est le cas en Italie où ils sont au pouvoir, en Inde où ils organisent les privatisations, il est évident que cela crée une situation nouvelle et pour le moins de gros bouleversements et de grande décomposition d'organisations existantes dans le mouvement ouvrier. C'est Bruno Trentin, l'ancien secrétaire général de la CGIL en Italie, qui a déclaré :

"L'austérité est incontournable."

Et ce sont les trois syndicats italiens qui viennent de signer un accord soutenant le budget du gouvernement.

Il y a cela, d'un côté. Et, de l'autre côté, la lutte de classe elle-même tend à dégager au sein des organisations des groupes, des courants, des individus, qui sont poussés d'une certaine manière par le mouvement général de la classe sur la voie de la résistance. Nous savions que cela existait comme tendance. C'est d'ailleurs sur cette base que nous avons fondé l'Entente internationale. Mais aujourd'hui, ce qui est nouveau, c'est que la tendance est en train de se matérialiser à une échelle sans précédent. Ce formidable mouvement de la classe ouvrière qui se cherche sur le terrain de la lutte de classe, c'est lui qui per-

met de comprendre la présence de syndicalistes et de députés britanniques, avec les représentants de centrales syndicales indépendantes dans une douzaine de pays d'Afrique, ou, sur un autre plan, la constitution du Labor Party des Etats-Unis. Et c'est un mouvement qui cherche tout à la fois à préserver les organisations de la classe ouvrière, à les arracher au corporatisme et à les projeter comme un facteur de résistance contre les plans du FMI et de la Banque mondiale.

Dans ce cadre-là, la question des syndicats est centrale. Il est certain que les possibilités de front unique très large sur le terrain de la préservation de l'indépendance des organisations syndicales posent au premier chef la question de la responsabilité de la IV^e Internationale. Quand je dis front unique, je ne dis pas fusion. On fait, par définition, un front unique avec des gens qui ne sont pas sur nos positions.

Si l'on considère la situation française, la centrale syndicale Force ouvrière est une centrale syndicale réformiste. Qu'est-ce qui explique qu'en novembre-décembre 1995, puis, plus récemment, quand il s'est agi de savoir si Force ouvrière allait se transformer en rouage du gouvernement pour détruire la Sécurité sociale, que, dans ces circonstances essentielles, la direction réformiste ait refusé de capituler (on a déjà vu, en d'autres circonstances, des directions réformistes de ce type capituler) ? La réponse à cela, c'est un faisceau de facteurs. Le premier facteur, c'est la résistance de la classe ; le deuxième facteur, c'est qu'aujourd'hui la bourgeoisie laisse tellement peu d'espace au réformisme que celui-ci ne peut même pas habiller une éventuelle capitulation de l'ombre de l'apparence d'une petite réforme qui la justifierait. Un réformiste sans réforme peut capituler. Mais à partir du moment où il ne le fait pas, l'indépendance de l'organisation syndicale est préservée — dans des conditions toujours instables et disputées. Dès lors, nous avons une responsabilité essentielle sur le terrain du front unique, ne cachant rien des désaccords que nous pouvons avoir sur telle ou telle question, mais nous avons une responsabilité essentielle de faire tout ce qui est en notre pouvoir, sur le terrain du front unique et dans le res-

pect de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats, pour consolider cette résistance à l'intégration corporatiste, parce qu'elle est un point d'appui pour toute la classe ouvrière.

Ça, c'est une forme française d'un problème posé dans tous les pays. Trotsky a dit : il y a seulement des circonstances très exceptionnelles comme des guerres, des krachs financiers, des révolutions, qui peuvent conduire des directions petites-bourgeoises à aller plus loin qu'elles ne le voudraient elles-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Et il ajoutait : mais, dans ce cas-là, on leur promet un soutien inlassable, on est pour le front unique tout en restant indépendant. La bizarrie, c'est que nous sommes entrés dans une période de circonstances exceptionnelles durables. Le krach financier : nous vivons dessus en permanence ; les guerres, elles existent sous la forme de soixante-quinze guerres en cours et de la guerre à outrance contre la classe ouvrière ; quant aux révolutions, on n'y est pas encore, mais, quand on parle de situation insurrectionnelle à propos de la Belgique depuis une semaine, quand les journaux en France disent que c'est une situation prérévolutionnaire, quand on entend des choses de ce type en Allemagne, sans parler d'autres pays, nous vivons une période de circonstances exceptionnelles durables, qui, donc, accroissent les possibilités que Trotsky imaginait comme très théoriques, rares, peu probables et les rendent aujourd'hui beaucoup plus probables.

Qui aurait pensé, il y a cinq ans, trois ans, un an, que nous formerions un comité de l'Entente avec des députés du Labour Party ?

Qui aurait pensé que nous aurions eu dans cette salle les secrétaires généraux de centrales syndicales de douze ou quatorze pays d'Afrique et tel dirigeant, principal membre de la direction d'un parti d'origine du PC d'Asie ? Et qui aurait pensé que nous aurions fait un front unique avec une partie de l'appareil syndical de l'AFL-CIO pour créer un parti ouvrier indépendant ? Ce ne sont pas des phénomènes nationaux, ce sont les formes nationales d'un processus qui, lui, est international. Et donc, nous avons une responsabilité, nous, comme IV^e Internationale, pour tra-

duire sur le plan d'une orientation de front unique, qui permet d'aller le plus loin possible dans la préservation de ce qui constitue la classe comme classe, pas au service d'intérêts de boutique, au service de l'aide à la réalisation de l'action des masses elles-mêmes. Faut-il rappeler que le *Programme de transition* s'appelle "la préparation de la prise du pouvoir autour d'un système de revendications transitoires par la mobilisation des masses"... C'est l'idée de la mobilisation des masses qui est posée.

La condition de cette bataille pour le front unique, c'est notre indépendance politique. Qui n'est pas indépendant politiquement ni organisationnellement ne peut faire le front unique avec personne. Qui n'a pas d'organisation, pas de journal (quelle qu'en soit la forme), qui n'exprime pas de manière indépendante son orientation politique, celui-là ne peut pas faire le front unique. Tout ce qu'il peut faire, éventuellement, c'est être à la traîne d'autres courants.

C'est sur ce point que je voudrais terminer. Qu'est-ce que veut dire l'indépendance politique et d'organisation, ou, si l'on veut, quel est le rapport entre l'Entente et la IV^e Internationale ? Je voudrais dire ceci : nous avons tous été, je crois, impressionnés (pourtant, nous l'avons tous réalisée ensemble) par la conférence mondiale. C'est le paradoxe : chacun de nous en a réalisé un bout dans son propre pays, mais c'est seulement dans la conférence qu'on a pu prendre la mesure de l'ampleur du regroupement en cours.

Camarades, je voudrais dire que je ne crois pas qu'il y ait eu des délégations plus représentatives que d'autres. Bien sûr, il y en a eu, mais elles étaient toutes représentatives dans le processus en cours dans leur propre pays. Ce qui m'a surtout frappé, c'est la chose suivante : pourquoi étaient-ils présents, ces camarades qui, pour beaucoup, n'ont rien à voir avec le trotskysme (la grande majorité), qui, pour beaucoup même ont des références idéologiques ou politiques très éloignées, des histoires très éloignées ? Pourquoi, quand on est tchadien et qu'on veut faire une centrale syndicale indépendante, pourquoi vient-on à la conférence mondiale ? Pourquoi, quand on est vietnamien et

qu'on veut enquêter sur la situation de la classe ouvrière dans son pays, vient-on à la conférence mondiale ? Pourquoi, quand on est russe et lituanien et qu'on veut, dans les conditions les plus difficiles, aider les travailleurs à résister, à préserver ce qu'ils ont conquis, vient-on à la conférence mondiale ? Pour une seule raison : c'est qu'il n'y a pas d'autre cadre qui se fixe pour but, non pas d'être l'Internationale avec un grand "I", non pas l'état-major mondial qui dirige je ne sais quoi, mais un cadre d'aide et d'appui à la résistance et à l'organisation de tout ce qui se situe sur le terrain de l'indépendance de classe.

Comme trotskystes, nous pouvons être fiers d'avoir mis en œuvre une orientation qui est la nôtre depuis longtemps, qui est celle de la Conférence mondiale ouverte, de la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire. Ça fait près de cinquante ans qu'on en discute dans la section française et trente ans à l'échelle internationale. C'est ancien, mais c'est un motif de fierté pour les trotskystes d'avoir pu la matérialiser. Pourquoi ? Parce que si la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, comme on sait que cette crise de direction, dans les conditions effroyables que nous connaissons, ne va pas se résoudre en claquant des doigts, elle ne va pas se résoudre simplement en disant aux travailleurs du monde entier : rejoignez la IV^e Internationale. Cela ne se passera pas comme ça. Donc, on sait que cela prendra nécessairement des formes complexes et différentes, mais dont l'élément commun, c'est le regroupement de tout ce qui se situe sur le terrain de l'indépendance de classe dans chaque pays.

L'Entente est ce cadre. Pour nous, comme militants de la IV^e Internationale, on ne peut pas se contenter de l'enregistrer, ce cadre nous place devant des responsabilités. Quand nous discutons comme nous avons commencé à le faire ici sur : comment avancer vers un parti ouvrier indépendant en Afrique du Sud, comment consolider l'aile gauche du Labour Party, qui refuse de capituler devant la direction du Labour sur la question de Maastricht, comment proclamer un parti ouvrier indépendant dans le combat

pour la Constituante au Bangladesh, nous prenons conscience que la classe ouvrière ne peut pas avancer sans, pas à pas, construire ses représentations politiques et que nous avons une responsabilité dans le fait de l'aider à le faire. Non pas de décider à sa place, mais d'en débattre pour essayer d'avancer.

De ce point de vue, la différence entre l'Entente et la IV^e Internationale réside en ce que nous sommes fondés sur un programme qui nous constraint à aller jusqu'au bout de la définition de nos tâches pratiques. Il peut y avoir, dans l'Entente, des organisations qui, elles-mêmes, sont liées à d'autres organisations, qui, peut-être, avec les ONG, ont un certain nombre de zones de recouvrement. Mais, nous, comme IV^e Internationale, on ne peut avoir affaire avec les ONG. Notre responsabilité est dans la mise en œuvre pratique des campagnes que nous avons décidées : le fait d'aider à réaliser, le fait que la classe ouvrière résolve pas à pas sa crise de direction.

Je terminerai sur deux discussions. L'une, c'est : quel est le rapport entre les campagnes et la construction du parti ? Des députés de la gauche du Labour Party sont aujourd'hui associés à des campagnes dans lesquelles l'Entente est engagée. Les camarades anglais pourraient le dire, il doit exister une gauche dans ce parti depuis aussi longtemps qu'il existe. Il existe en quelque sorte une gauche institutionnelle. Le Labour Party vote un certain nombre de choses, eux protestent, mais restent dans le cadre, et cela dure depuis très longtemps. Qu'est-ce qui a fait que les rapports se sont modifiés ? Bien sûr, la situation en Angleterre, d'abord la situation en Angleterre : l'exaspération grandissante dans la classe ouvrière, la révolte dans les syndicats et la résistance au cours droitier de Blair et de la direction des Trade Unions. C'est vrai. Mais autre chose aussi : il y a quelques années, nous avons soutenu une commission d'enquête contre la répression en Chine. Et puis, un député britannique s'est intéressé à cette commission d'enquête et il est venu. On ne le connaît pas. On a fait un bout de chemin ensemble sur la Chine. Et comme on a fait un bout de chemin ensemble sur la Chine, quand ensuite on a décidé de

faire une campagne internationale contre le travail des enfants, on l'a retrouvé, lui, et quelques-uns de ses amis.

Alors, on a fait un deuxième bout de chemin ensemble sur le travail des enfants. A Mexico, on a discuté sur la Conférence mondiale ouverte et, à cette époque, ils n'étaient pas très décidés encore. Nous convergions dans nos appréciations de Maastricht. Nous avons évoqué la possibilité d'une action commune, à l'échelle européenne, contre Maastricht. Mais c'était un projet. Qu'est-ce qui a permis d'aboutir effectivement à une campagne commune ? Ça, ce n'est pas nous, c'est le congrès du Labour Party et le congrès des Trade Unions qui l'ont décidé. Parce que là, la direction du Labour Party et la direction des Trade Unions ont dit : maintenant, c'est Maastricht, point à la ligne. Là, il y avait deux possibilités pour ces camarades-là : ils pouvaient capituler, ils pouvaient résister. Et s'ils cherchaient à résister, le fait d'avoir croisé notre route et d'avoir un point d'appui international était un élément important. C'est pour ça qu'ils sont venus, liés à la bataille des dockers de Liverpool, parce qu'on a mené cette campagne. Et ils sont venus pour chercher des points d'appui. Et, trouvant des points d'appui, ils ont aussi trouvé leur place dans l'Entente. Ils étaient venus d'abord pour essayer de faire quelque chose ensemble sur les dockers et ils sont repartis coorganisateurs du meeting de Londres, coorganisateurs du Comité international de Liverpool.

Nous ne sommes pas neutres, nous ne sommes pas passifs, nous ne comptons pas les points en disant : vont-ils capituler ou vont-ils résister ? Nous combattons de manière indépendante et, par ce biais-là, nous aidons les processus de résistance à se cristalliser.

L'autre élément que je veux donner en conclusion, c'est l'importante discussion que nous avons eue avec la délégation américaine. Camarades, il y a un Labor Party aux Etats-Unis. Est-ce un parti ouvrier indépendant ? Nous avons répondu : la raison pour laquelle c'est, pour l'heure, un parti ouvrier indépendant, c'est qu'il a été constitué sur la base du fait que les travailleurs qui en constituent la base militante, la base sociale, ont

poussé la direction, Mazzochi, à aller plus loin qu'elle ne le voulait elle-même sur la voie de la rupture avec le Parti démocrate, que nous y avons joué un rôle essentiel et que cela a abouti à ce que ce parti se soit constitué sur la base du refus de soutenir tout candidat démocrate et d'une prise de position de condamnation nette de la réforme de la protection sociale par Clinton. Mais nous avons ajouté : ça ne change rien à la nature de la fraction de l'appareil qui dirige ce parti, ça ne transforme pas le plomb en or et, par conséquent, nous restons, nous, indépendants. Le Labor Party n'est pas l'alpha et l'oméga de l'organisation trotskiste américaine. Et, dans une image dont chacun appréciera la poésie, nous avons défini la politique de la section américaine comme quelque chose de comparable à un quadrupède (chacun choisira celui qui lui convient), c'est-à-dire : intervention dans le Labor Party ; mais aussi mise en œuvre des campagnes de l'Entente internationale et constitution de chapitres de l'Entente internationale qui ne sont pas intégrés au

Labor Party, bien qu'ils recourent des militants du Labor Party ; mais aussi construction de Socialist Organizer comme organisation autour de son journal ; et, enfin et surtout, intervention politique indépendante sur le terrain de la lutte de classe directe, incluant le travail dans les organisations syndicales, par exemple la conférence continentale contre NAFTA, qui a organisé un front unique avec l'AFL-CIO de Californie que nous ne cherchons pas à imposer au Labor Party, pas plus que notre intervention dans la lutte de classe. Cela a été l'objet d'une discussion, d'une clarification politique entre nous et, pourtant, à l'heure qu'il est, le Labor Party est un parti ouvrier indépendant.

Mais la préservation de son indépendance dépend, au moins en partie, de notre propre aptitude à préserver l'indépendance d'organisation et d'initiatives politiques de notre propre courant trotskiste.

C'est la signification de la reproclamation.

Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale

(25, 26 et 27 octobre 1996)

Rapport sur quelques questions politiques depuis la reproclamation de la IV^e Internationale

Cette deuxième conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale se tient au lendemain de la III^e Conférence mondiale ouverte et trois ans après la conférence de reproclamation de la IV^e Internationale et de la II^e Conférence mondiale ouverte.

Tout au long de ces trois années, sur la base des décisions adoptées lors de la II^e Conférence mondiale ouverte et de la conférence de la IV^e Internationale, nous avons réalisé à l'échelle internationale une chaîne d'initiatives s'inscrivant dans la continuité de ce qui avait été adopté lors de la Première Conférence mondiale ouverte à Barcelone dans le *Manifeste contre la guerre et l'exploitation*.

La délégation au Fonds monétaire international, les conférences continentales, la tenue à Mexico du Tribunal international contre le travail des enfants, l'ensemble des initiatives prises sur des terrains divers, sous des formes adaptées, correspondaient à ce même objectif : la lutte contre les privatisations, la déréglementation.

Dans ce cadre, ce sont ces initiatives qui ont permis d'assurer la tenue de la III^e Conférence mondiale ouverte, à

laquelle nous avons participé. De cette conférence découlent une série de tâches pour la IV^e Internationale, partie prenante du développement de l'Entente internationale, tâches qui soulignent sa responsabilité. Cela démontre tout d'abord que la reproclamation de la IV^e Internationale n'était pas un acte formel. Ce n'était pas un coup de chapeau, c'était le produit d'une discussion de plusieurs années, d'une action politique de plusieurs années, qui, en relation avec les développements de la situation politique et notre intervention, ont rendu nécessaire la constitution d'un cadre international différent de celui qui existait antérieurement.

Il s'agissait non pas du rétablissement du centralisme démocratique à l'échelle internationale, mais de la mise en place d'un cadre de centralisation d'actions des sections de la IV^e Internationale, et ce, sur la ligne de la Conférence mondiale ouverte et de l'Entente internationale des travailleurs. Nous l'avions d'ailleurs indiqué dès la discussion de la conférence de reproclamation de la IV^e Internationale, l'établissement de ce nouveau cadre allait révéler une série de difficultés, de problèmes politiques, car la reproclamation de la IV^e Internationale, précisément parce que ce n'était pas un acte formel, visait à

modifier les relations établies tant dans la IV^e Internationale que dans l'intervention politique dans la lutte de classe et dans le regroupement constitué par l'Entente, et impliquait donc un tournant de la part des sections de la IV^e Internationale sur la ligne de développement de l'Entente internationale des travailleurs.

Nous avons, à partir de là, l'obligation, dans cette conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale, de discuter les problèmes politiques auxquels nous devons faire face dans cette situation. Tout d'abord, je voudrais souligner, en relation même avec ce qui a été dit dans l'introduction de la discussion, ce qu'est la responsabilité et la place de la IV^e Internationale. Dans un monde qui bascule, dans une situation où tous les rapports à l'échelle mondiale expriment à la fois la marche à la barbarie, la décomposition et, contradictoirement, la recherche, par la classe ouvrière, d'une issue, ce qui, par là même, signifie ouvrir une issue à toute l'humanité, le fait que nous, militants de la IV^e Internationale, combattions avec des militants d'origines diverses pour développer l'Entente internationale n'est pas une question secondaire.

Nous avons, à plusieurs reprises, dans les documents préparatoires à cette conférence, établi une analogie entre l'Entente internationale des travailleurs et la Première Internationale. Nous avons expliqué que ce qui avait été réalisé dans la Première Internationale, le caractère de la Première Internationale, où se retrouvaient les militants prudhoniens, les anarchistes, des syndicalistes, des socialistes d'obédiences diverses, le courant marxiste, bref le rassemblement du mouvement ouvrier qui cherchait à se constituer sur une base d'indépendance de classe, pouvait représenter une analogie avec l'Entente, mais en même temps, comme toute analogie historique, celle-ci est limitée.

D'abord, parce que les fondateurs de la Première Internationale, en la construisant, cherchaient à construire le mouvement ouvrier, à le constituer, à séparer la classe ouvrière des rangs du républicanisme bourgeois, dans une situation où la croissance du capital développait la classe ouvrière.

Aujourd'hui, pour nous, dans une situation marquée par la destruction massive des forces productives, la tâche qui est la nôtre est celle de la reconstruction du mouvement ouvrier, du rassemblement dans un cadre indépendant, en dégageant les forces ouvrières des appareils de l'Internationale socialiste, des partis soumis à la bureaucratie stalinienne jusqu'à la chute de celle-ci et des organisations non gouvernementales (ONG), véhicules de la destruction du mouvement ouvrier. En même temps, le caractère large qui a été celui de la III^e Conférence mondiale ouverte souligne notre responsabilité : la place de l'existence et de l'action de la IV^e Internationale, partie prenante de l'Entente internationale, mais ne se dissolvant pas, construisant, sur une base d'égalité avec l'ensemble des autres militants, tendances, organisations, l'Entente internationale des travailleurs.

Nous aborderons dans la discussion de demain l'analyse des développements de la situation mondiale, la place dans ce cadre de la classe ouvrière et la question de la démocratie ouvrière, qui n'est pas l'extension de la démocratie bourgeoise, mais qui contient en son centre la question de l'émancipation des travailleurs. En ce sens, nous ne sommes pas là, rassemblés, pour "témoigner" devant l'histoire, mais la discussion que nous devons avoir porte précisément sur la responsabilité et le rôle qui sont les nôtres dans la situation politique aujourd'hui, ce que nous avons à faire et comment le faire.

Je crois, camarades, que nous devons, à partir de là, commencer à examiner un certain nombre d'éléments de notre activité. Tout d'abord, l'une des discussions qui concentrent — et je crois que cela était présent dans l'ouverture de cette conférence — le combat pour la construction de sections de l'Internationale et de l'Entente, dans une situation où l'on voit cette décomposition, cette offensive contre le mouvement ouvrier et, notamment, cette destruction du mouvement ouvrier par le développement de l'ONGisation du mouvement ouvrier. Nous avons commencé à mener cette discussion dans l'Internationale et je crois que c'est une question importante, parce que ce n'est pas simplement qu'ONG et

bolchevisme sont incompatibles, mais que mouvement ouvrier et ONG sont incompatibles. Le développement des ONG aboutit à la destruction du mouvement ouvrier. L'incompréhension de cette question aboutirait à nous interdire d'agir pour la défense de l'indépendance des organisations ouvrières et conduirait à la décomposition les sections de la IV^e Internationale elles-mêmes. C'est pourquoi son assimilation théorique et pratique est essentielle.

Je crois que cette première indication caractérise les tâches auxquelles nous devons faire face. Après le succès de la III^e Conférence mondiale ouverte, nous sommes, camarades, comme militants de la IV^e Internationale, d'une certaine manière, à la croisée des chemins. Il n'y aura pas de développement linéaire automatique de l'Entente internationale des travailleurs sans une intervention politique et un renforcement de la IV^e Internationale, non pas en opposition, mais sur une ligne de développement.

Dans ce cadre, nous avons vu, dans la Conférence mondiale ouverte, le caractère très large des délégations, et cela souligne d'autant l'importance pour nous de la construction de sections de l'Internationale.

Par exemple, dans la section française, il y a une discussion, des questions politiques à régler pour avancer dans la voie du développement et de la structuration du Parti des travailleurs. Des résultats — vous avez pu le constater dans les meetings — ont été enregistrés, des succès ont été remportés. Mais, en même temps, la discussion politique se concentre sur une question : la construction du Parti des travailleurs, c'est la mise en mouvement de l'ensemble des adhérents, de l'ensemble des courants constituant le Parti des travailleurs, de la structuration des forces sur une base indépendante et non pas sur la base d'une mise à l'écart des adhérents du Parti des travailleurs auxquels se substituerait les seuls militants du CCI, section française de la IV^e Internationale, pour les tâches politiques à réaliser, parce que, dans ces conditions, on ne peut pas développer et construire le Parti des travailleurs, ni d'ailleurs la section française.

Il a été fait référence aux questions d'organisation — le "quoi faire" et le "comment" —, qui concentrent les problèmes d'orientation. Ne pas avoir une force, un parti, une organisation qui se développe et qui se construise, inévitablement, conduit à chercher ailleurs que dans l'organisation ouvrière indépendante la force sur laquelle on s'appuie, c'est-à-dire mène à une politique d'adaptation aux appareils.

Mais cette discussion n'est pas une discussion française, c'est une discussion internationale, qui, sous des formes diverses, existe dans toutes les sections de l'Internationale, bien évidemment sous des formes diverses. C'est la discussion dans la section brésilienne. Il y a, depuis plusieurs années, une discussion avec les camarades de la section brésilienne sur l'orientation à mettre en œuvre et c'est cette discussion sur l'orientation politique qui s'est concentrée ces dernières semaines sur la caractérisation politique du Parti des travailleurs du Brésil. Et je voudrais préciser, camarades : il ne s'agit pas d'une discussion doctrinaire et formelle sur le sexe des anges, d'un problème de terminologie abstraite. Des camarades, dans la direction brésilienne, veulent concentrer la discussion sur la question : avant, le Parti des travailleurs du Brésil était caractérisé comme un "parti ouvrier indépendant". Pourquoi a-t-on changé ?

Je répondrai : d'abord, discutons du fond politique. Que pense-t-il de la position formulée dans la lettre du secrétariat international ? Discutons non pas des formes, mais du fond politique sur lequel porte la discussion. Le secrétariat international a affirmé que nous ne pouvions pas caractériser le Parti des travailleurs du Brésil comme un parti ouvrier indépendant parce qu'un parti ouvrier indépendant, c'est un parti politique qui a une politique indépendante de l'impérialisme, ce qui n'est pas le cas de la direction du Parti des travailleurs du Brésil. On nous dit que cette réponse est simpliste. Ce n'est pas simpliste, c'est une donnée de base. La politique de la direction du Parti des travailleurs du Brésil est caractérisée par son inféodation à l'Internationale socialiste et, à travers l'Internationale

socialiste et le forum de São Paulo, à l'ensemble des décisions et des exigences du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

D'ailleurs, c'est le sens, expliqué par nos camarades brésiliens eux-mêmes, du voyage de Lula aux Etats-Unis, lors de la campagne électorale, donnant garantie sur garantie à l'impérialisme américain sur la politique qu'entendait mettre en œuvre le Parti des travailleurs s'il était victorieux à ces élections. C'est en ce sens que, sans en faire une discussion d'étiquette, nous avons indiqué que, pour notre part, nous considérions qu'on pouvait parler de parti ouvrier bourgeois. Mais que là, il fallait se garder de tout doctrinarisme et ne pas mettre sur le même plan l'ensemble des partis qu'on pouvait ranger sous cette étiquette.

Cette caractérisation est indispensable pour définir l'orientation. Pour autant, le fait de caractériser de cette manière le Parti des travailleurs du Brésil, et j'y reviendrai, ne signifie pas qu'il faut quitter le PT, parce que nous ne fondons pas pour définir notre participation au PT sur ce que fait ou ne fait pas l'appareil dans les conditions actuelles, mais du point de vue des intérêts et de la mobilisation des masses, c'est-à-dire dans une situation qui voit, sous l'effet des plans de l'impérialisme, la remise en cause de la nation, du Brésil, de sa dislocation comme Etat à travers le plan de liquidation des entreprises publiques de secteurs essentiels de l'économie ; donc, nous partons de cette question, de la résistance des masses et de l'aide que nous pouvons apporter aux masses. Ce n'est donc pas un débat idéologique, mais un débat théorique et pratique sur ce que nous faisons comme militants trotskystes pour rassembler largement dans le cadre du Parti des travailleurs du Brésil pour combattre la politique pro-impérialiste de la direction Lula.

Dans la direction de la section brésilienne, il y a apparemment des positions contradictoires ou, en tout cas, des votes distincts et opposés sur cette question. Je dis apparemment, parce que, en réalité, ce sont des positions symétriques d'opposition qui sont en fait une même position. Dans un des cas, on dit : ce n'est pas un

parti ouvrier indépendant, il faut sortir du Parti des travailleurs. Dans l'autre, on dit : on reste, car c'est un parti ouvrier indépendant. Les deux positions se déterminent par rapport à l'appareil et en aucun cas par rapport à la mobilisation des masses et à l'aide que la section de la IV^e Internationale, combattant dans le Parti des travailleurs, doit apporter aux militants et aux travailleurs qui cherchent à résister.

Notre participation ou notre présence dans le Parti des travailleurs n'est pas fondée par la recherche d'une définition "pointilleuse" de la nature du parti ouvrier indépendant ou pas, qui amènerait à le quitter ou pas, mais précisément sur les intérêts et besoins des masses. D'ailleurs, il est très significatif que, dans une lettre d'un responsable de la section brésilienne, on puisse lire :

"Quant au PT, nous pensons qu'il est en pleine crise et que son appareil est très fragile. La politique que cet appareil est obligé d'appliquer dans la mesure où il s'est subordonné à Washington est telle qu'elle amènerait à la destruction du parti comme parti avant qu'il ne se transforme en parti ouvrier bourgeois."

Cela, c'est de la littérature. La politique luliste détruit le Parti des travailleurs du Brésil et en fait un parti ouvrier bourgeois.

Il est dit également :

"On ne peut pas exclure que le redirectionnement existe comme possibilité théorique."

Bref, toute une série de développements pour souligner la fragilité de l'appareil, la possibilité de le "redirectionner", toute une série de formulations qui visent à écarter la caractérisation claire et nette de l'appareil luliste comme un appareil réactionnaire, pro-impérialiste, dressé contre les masses et comme obstacle à la mobilisation des masses et faisant le jeu des plans du FMI et de la Banque mondiale. Et pour autant, camarades, cette caractérisation ne signifie pas, comme le considèrent d'autres camarades dans la section brésilienne, que nous devions pour autant quitter le Parti des travailleurs, c'est-à-dire abandonner des centaines de milliers

d'ouvriers membres du Parti des travailleurs à la politique de la direction Lula. Une telle orientation, qui déserterait les rangs du combat contre l'appareil luliste, serait en réalité, derrière des phrases radicales, une capitulation en rase campagne contre la direction Lula au service de l'impérialisme et de la Banque mondiale.

Et puis, camarades, dans l'ensemble de ces documents, on parle de la fragilité de l'appareil, des contradictions dans l'appareil, de telles municipalités, de tels députés. Un élément est absent : la mobilisation des masses. Or, camarades, le front unique, c'est la mobilisation des masses qui le réalise. Il est fait référence d'ailleurs, dans un document, à la question de l'Allemagne et du SPD. C'est la mobilisation des masses allemandes dans des conditions particulières qui a imposé à la direction du DGB de rompre le pacte social qu'elle avait signé avec le gouvernement Kohl et à appeler à des manifestations dont les travailleurs se sont saisis par centaines de milliers pour manifester. Pour autant, cela ne change pas la nature de la direction du DGB. Mais dans une situation de crise, au moment où le SPD cherche à appuyer le gouvernement Kohl, le développement de la mobilisation des masses contraint la direction du DGB à rompre partiellement avec le gouvernement Kohl.

Quelle devrait-être notre attitude ? En Allemagne, les camarades, à juste titre, dans les congrès du syndicat, se sont saisis de la déclaration du dirigeant du DGB, l'ont soumise comme amendement. Ils n'ont pas fait une résolution contradictoire sur la ligne "*A bas la direction du DGB*". Ils ont pris la déclaration du dirigeant du DGB, qui disait : "*On ne peut pas accepter un tel plan.*" Ils l'ont soumise au vote des délégués et, dans un certain nombre de cas, cet amendement a été voté massivement. C'est-à-dire qu'ils sont intervenus activement pour aider les travailleurs, les militants, à combattre la politique de l'appareil. La discussion que nous avons eue à la précédente conférence mondiale, celle menée dans le cadre de l'Internationale, du conseil général, a permis d'avancer : en Allemagne, la section de la IV^e Internationale est indépendante, elle

combat comme organisation indépendante. En même temps, nous avons formulé ce qui était le mot d'ordre permettant de lutter contre la politique de la direction réactionnaire du SPD, compte tenu des particularités du mouvement ouvrier allemand et de la place du SPD, à travers le mot d'ordre : "*Le SPD doit rester le SPD*", au moment même où la direction du SPD cherche à "*rénover le SPD*", c'est-à-dire de l'aligner sur le soutien ouvert et direct à la politique du gouvernement Kohl.

Mais c'est la même question qui se trouve posée en Grande-Bretagne. Les résultats politiques enregistrés, la participation large de responsables syndicaux, de responsables et parlementaires du Labour Party à la Conférence mondiale ouverte est en relation même avec le fait que, en Grande-Bretagne, des développements politiques s'opèrent, que la nouvelle direction Blair du Labour Party vise à liquider tout ce qui a constitué le Labour Party pour mettre en œuvre les plans. Un camarade racontait que, dans une section du Labour Party préparant le congrès du Labour, tous les délégués intervenaient sur la question de la santé et de la protection sociale et que l'un des représentants de l'appareil de Blair répondait :

"D'accord, vous pouvez dire tout cela, mais de toute façon, lorsque nous serons au pouvoir, on sera obligé de faire la même chose que les conservateurs."

A travers le mot d'ordre : "*Que le Labour reste le Labour*", nous formulons cette exigence du combat contre la politique de la direction de Blair visant à liquider l'ensemble des droits et garanties de la classe ouvrière. Alors oui, on peut faire du radicalisme verbal et se contenter de répéter que le Labour Party et le SPD sont des partis réactionnaires caractérisés par Lénine dès 1914 comme des partis ouvriers bourgeois, passés de l'autre côté de la barrière de classe. Oui, on peut faire cela, mais alors, on ne construit ni la IV^e Internationale ni l'Entente internationale. Ce radicalisme apparent n'est en réalité rien d'autre que l'opportunisme le plus plat et l'adaptation à la politique de l'appareil. Formuler les exigences des travailleurs dans le Labour Party et dans le

SPD ou combattre à l'intérieur du Parti des travailleurs du Brésil, c'est aider pratiquement les masses, c'est notre rôle, car nous ne sommes pas là pour témoigner pour l'histoire.

A partir de cette question, nous pouvons aborder l'ensemble des problèmes politiques de formulation d'une orientation au Brésil comme dans les autres pays, mais nous devons d'abord régler cette question politique, parce que nous avons en relation avec cela la base des difficultés, des oscillations à mettre en œuvre une politique conséquente sur la question de l'Assemblée constituante au Brésil. Sur une telle orientation, que ce soit celle : "Il faut quitter le PT", ou celle : "Rester dans le PT, parce que c'est un parti ouvrier indépendant", nous ne pouvons formuler la question de l'Assemblée constituante non comme un mot d'ordre de propagande, mais sur la base d'un combat politique. Parce que, à quoi cela amène-t-il ? Cela amène à formuler dans un texte des camarades : "*rupture des députés avec la contre-réforme*" : mais la contre-réforme est en marche, elle est mise en marche par le gouvernement brésilien au compte de l'impérialisme, avec l'appui de Lula, et on ne peut pas contourner cette question, celle des institutions héritées de la dictature militaire, donc à partir de là du combat pour la Constituante, c'est-à-dire de la défense de la nation, de sa souveraineté contre la politique de l'impérialisme, de ses agents et de Lula.

Alors, je dirai précisément que la discussion ne porte pas sur le fait de savoir si le secrétariat international a changé de position ou pas, la discussion porte sur cette question. Nous ne sommes pas des déçus du lulisme, nous n'avons jamais été lulistes, nous avons toujours fondé notre intervention politique à l'intérieur du Parti des travailleurs du Brésil sur une orientation indépendante ; c'est cette discussion qu'il faut mener et c'est seulement à partir de cette discussion que nous pouvons dégager l'ensemble des autres éléments.

C'est une discussion du même type qui s'est menée avec les camarades américains. Pendant très longtemps, le SWP a fait de la propagande pour le Labor Party : un petit article dans *The Militant*, une fois

par semaine, mais jamais un combat pratique, effectif, dans la lutte pour le Labor Party. Nos camarades ont-ils eu, oui ou non, raison d'entrer dans le regroupement de militants syndicalistes, dont une partie est une fraction de l'appareil de l'AFL-CIO, qui posait de manière très générale le problème d'un Labor Party ? Avons-nous eu, oui ou non, raison d'y entrer ? Bien évidemment, le programme de ce parti n'est pas celui d'un parti révolutionnaire, mais le fait que se constitue ce type de regroupement, qui aboutisse à la constitution d'un Labor Party, représente un pas en avant non seulement pour le mouvement ouvrier américain, mais pour le mouvement ouvrier mondial. C'est l'expression de cette radicalisation des masses américaines, en relation avec la situation politique mondiale, conduisant une fraction de l'appareil de l'AFL-CIO à faire un mouvement vers la constitution d'un Labor Party, et, bien évidemment, c'est très hétérogène.

Pour certains des dirigeants qui sont membres de cette fraction de l'appareil, il s'agit en fait d'une manœuvre pour freiner le mouvement vers un Labor Party et tenter de l'inféoder au Parti démocrate. Mais fallait-il, oui ou non, combattre dans ce cadre, ou bien fallait-il, comme certains groupes qui se prétendent trotskystes, dénoncer le Labor Party comme quelque chose de réformiste et de réactionnaire ? Je crois que les camarades ont eu raison de faire le choix d'être parmi les fondateurs de ce Labor Party. Pour autant, cela ne signifiait pas s'aligner sur sa direction. Vous avez lu le compte rendu du congrès du Labor Party, vous avez vu que la bataille qui était au centre du congrès du Labor Party portait précisément sur la question des élections, sur la possibilité de présenter des candidats. Mais le fond était ailleurs, la discussion portait en fait sur la rupture ou non avec le Parti démocrate et il y avait dans ce congrès une volonté de centaines et de centaines de délégués d'agir pour faire pression sur la direction du Labor Party pour mettre en avant la question des candidatures comme une expression de l'indépendance de classe à travers la rupture avec le Parti démocrate.

Nous avons, nous, pratiqué une politique indépendante, pour aider ces mili-

tants à formuler cette exigence à travers l'amendement que nous avons proposé. Je ne reviens pas longuement là-dessus, nous l'avons développé et vous avez pu lire les textes soit dans *La Vérité*, soit dans *Informations ouvrières* et dans les autres publications des organisations. Cela nous renvoie à la discussion de départ, car cela n'a été rendu possible que parce que des dizaines et des dizaines de militants syndicalistes se sont regroupés dans le cadre de l'Entente et qu'au sein même du congrès du Labor Party, il y a eu une réunion de l'Entente, qui a regroupé 150 militants. Mais j'insiste sur le fait que cela n'a été rendu possible que parce que s'est constituée une organisation trotskyste aux Etats-Unis, qui, quelles que soient ses forces numériquement limitées, a combattu sur l'orientation de l'Entente internationale et pour le Labor Party.

Je dirai donc que cette discussion, sous des formes diverses, est une discussion que nous devons mener dans toute l'Internationale, parce que c'est précisément celle de la construction de forces ouvrières indépendantes. C'est, vous avez pu le voir, à travers la question des élections au Bangladesh, la constitution d'un regroupement-rassemblement des militants d'origines diverses, qui ont présenté des candidats aux élections. Cela est à mettre en relation avec la constitution d'un regroupement de la IV^e Internationale au Bangladesh, combattant sur une orientation visant à regrouper des forces d'origines diverses. Et c'est cette discussion que nous devons mener, et ce tournant que nous devons opérer dans l'ensemble des pays. Je crois que cela constitue le centre la discussion de cette conférence mondiale de la IV^e Internationale.

Je ne développerai pas sur d'autres cas. On aurait pu prendre bien des exemples,

mais je crois qu'à travers tous ces exemples, c'est ce même problème qui se trouve posé, c'est-à-dire le renforcement des sections de la IV^e Internationale, qui implique de développer la ligne de l'Entente internationale, dont je crois avoir précisé que ce n'était pas un "truc", ou quelque chose de circonstanciel, mais une orientation visant à rassembler dans un même cadre des courants d'origines diverses.

Et en ce sens, je conclurai sur cette question, camarades : la responsabilité qui est la nôtre au lendemain de la III^e Conférence mondiale ouverte est extrêmement importante.

Cette III^e Conférence mondiale ouverte avait un caractère extrêmement large. Elle a rassemblé non seulement quantitativement, mais aussi du point de vue de la représentativité des délégations, des forces extrêmement larges, qui ont toutes pris un certain nombre de décisions communes à travers notamment la décision d'organiser la journée mondiale contre la déréglementation-privatisation des 30 et 31 mai prochains, la question du soutien au combat des dockers de Liverpool, l'appel aux travailleurs d'Europe pour un rassemblement en janvier à Londres contre l'Europe de Maastricht, pour l'Europe des travailleurs et des peuples. Dans ce cadre, la réalisation de ces tâches doit être l'œuvre de l'ensemble de ceux qui l'ont décidé. Et cela souligne ce qui est notre responsabilité pour permettre la mise en œuvre de cette orientation dans tous les pays, avec tous ces militants qui étaient dans la conférence mondiale et également avec ceux que nous irons chercher et rassembler encore dans cette bataille. Je crois que cela définit précisément ce qu'est notre responsabilité et les enjeux de notre conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale.

est toutefois à l'origine de la crise. Il faut se rappeler que dans ce pays, comme dans tous les autres, le développement des industries et des services a été très lent au cours des dernières années. Les deux dernières années ont été marquées par une forte augmentation de la production industrielle, mais celle-ci n'a pas été accompagnée d'une augmentation correspondante de la production agricole. Cela a entraîné une forte augmentation de la pression sur le marché du travail, qui a atteint un niveau record au cours des dernières années.

Il ne faut pas oublier que dans ce pays, comme dans tous les autres, le développement industriel a été très lent au cours des dernières années. Les deux dernières années ont été marquées par une forte augmentation de la production industrielle, mais celle-ci n'a pas été accompagnée d'une augmentation correspondante de la production agricole. Cela a entraîné une forte augmentation de la pression sur le marché du travail, qui a atteint un niveau record au cours des dernières années.

Il ne faut pas oublier que dans ce pays, comme dans tous les autres, le développement industriel a été très lent au cours des dernières années.

C'est une discussion de la situation dans ce pays, mais il est nécessaire de faire une analyse à propos de la situation dans les autres pays d'Amérique latine.

Il ne faut pas oublier que dans ce pays, comme dans tous les autres, le développement industriel a été très lent au cours des dernières années. Les deux dernières années ont été marquées par une forte augmentation de la production industrielle, mais celle-ci n'a pas été accompagnée d'une augmentation correspondante de la production agricole. Cela a entraîné une forte augmentation de la pression sur le marché du travail, qui a atteint un niveau record au cours des dernières années.

Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale

(25, 26 et 27 octobre 1996)

Résolution

Introduction

Du 25 au 27 octobre 1996, les délégués mandatés par les sections des différents pays se réuniront en II^e Conférence mondiale de la IV^e Internationale. Celle-ci avait été précédée de la III^e Conférence mondiale ouverte de l'Entente internationale des travailleurs. Trois années se sont écoulées depuis la proclamation de la IV^e Internationale.

De notre décision de proclamer la IV^e Internationale, on ne saurait déduire que la IV^e Internationale et ses sections seraient dans la situation de proclamer résolue "*la crise de la direction révolutionnaire*". Pas plus, rappelons-le, que la proclamation de la IV^e Internationale, en 1938, ne l'avait résolue.

Nous considérons l'histoire du point de vue de la révolution sociale. Nous avons donc à répondre au problème central qui concentre le destin de l'humanité : les conditions économiques, sociales et politiques du pourrissement du système de la propriété privée des moyens de production ont-elles anéanti la nécessité objective de la révolution prolétarienne ?

Devrions-nous nous ranger au point de vue exprimé par D'Alema, dirigeant du PDS (ex-PC italien) au récent congrès de l'Internationale socialiste, qui s'est déroulé au siège de l'ONU : "Nous sommes les

seuls à nous porter candidats pour une fonction régulatrice de la modernisation capitaliste" ?

Rappelons que D'Alema est devenu vice-président de l'Internationale socialiste, dont le président est le "socialiste" français Pierre Mauroy, ancien Premier ministre de Mitterrand, pilier avec son parti de l'organisation de la décadence en France, comme le PDS l'est en Italie, tout comme les PC et ex-PC rebaptisés, qui se sont vautrés dans le lit du stalinisme.

Nous disposons de l'instrument du marxisme : encore nous faut-il apprendre à nous en servir pour résoudre les tâches de construction de nos sections. C'est-à-dire apprendre à nous servir du marxisme dans l'enchaînement des événements, des situations, des faits, pour l'avenir historique de l'humanité.

Et pour accomplir les tâches de construction, il faut en premier lieu, devant l'offensive générale contre le marxisme, rétablir la vérité en confrontant constamment la méthode aux faits. Et dans les faits, nous incluons le bilan du marxisme.

Nous partons du matériel historique accumulé dans le combat de la IV^e Internationale pour unifier notre activité organisée, pour l'accorder, en partant du

point de vue de la révolution prolétarienne, aux situations politiques toujours changeantes.

Nous avons une nouvelle fois à rétablir la méthode :

"Le marxisme n'est pas un dogme, mais une règle pour l'action."

Ainsi faut-il rappeler, par exemple, que Marx considérait la révolution de 1848 comme le prologue immédiat de la révolution prolétarienne, et définissait en 1850 les bases théoriques de la révolution permanente.

Marx s'est trompé sur "les délais". Serait-ce là, pour autant, une erreur de méthode ?

Ainsi faut-il rappeler que Lénine, en 1915, définissait les bases objectives de "l'ère des guerres et des révolutions".

Déduisant de la première guerre impérialiste sa transformation en guerre civile, Lénine, lors d'une conférence prononcée devant les jeunes ouvriers et étudiants suisses, le 22 janvier 1917, à la Maison du peuple de Zurich, n'en déclarait pas moins dans sa conclusion :

"Nous, les vieux, nous ne verrons peut-être pas les luttes décisives de la révolution imminente."

Mais je crois pouvoir exprimer avec une grande assurance l'espoir que les jeunes, qui militent si admirablement dans le mouvement socialiste, de la Suisse, du monde entier, auront le bonheur non seulement de combattre dans la révolution prolétarienne de demain, mais aussi d'y triompher."

Un mois avant la révolution de février 1917, neuf mois avant la révolution d'octobre 1917, Lénine déduisait, avec la méthode du marxisme, la perspective théorique de la "révolution imminente" et se "trompait" sur les délais !

Il nous revient de rétablir les bases scientifiques, la méthode du marxisme, qui établit la distinction entre le pronostic théorique et les pronostics politiques.

Pronostic théorique : Marx et Engels écrivent dans le *Manifeste du Parti communiste*, en 1847 :

"Toute l'histoire de l'humanité est celle d'une lutte sans répit, tantôt cachée, tantôt ouverte, une lutte qui s'est à chaque fois terminée par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, ou par l'anéantissement des deux classes en lutte."

Ce pronostic théorique est-il valide ?

La théorie, nécessaire pour s'orienter dans la masse des éléments, doit constamment être soumise à la vérification des événements, des situations, qui se modifient constamment.

Cela signifie que l'orientation pratique (pas de principe) change elle aussi. Produit et résultat de l'activité des forces vivantes, le pronostic politique a toujours un contenu alternatif.

Restituer le marxisme implique l'absolue nécessité de mesurer sa force comme force organisée, d'en mesurer le degré d'organisation en termes objectifs-résultats (bolchevisme).

Nous considérons l'histoire du point de vue de la révolution sociale. Ce point de vue est en même temps théorique et pratique.

Le marxisme heurte de front tout dogmatisme qui, cherchant à imposer la soumission à l'ordre pourriant du système de la propriété privée des moyens de production, interdirait toute controverse. Sa méthode, c'est le centralisme démocratique, tel que le *Programme de transition* le définit :

"Liberté complète dans la discussion, unité complète dans l'action."

La convocation de la II^e Conférence mondiale de la IV^e Internationale proclamée procède de la nécessité de tirer tous les premiers enseignements, d'établir le bilan des trois années écoulées.

C'est dans ce cadre que sont présentées les premières sections du rapport soumis à la conférence mondiale des sections.

Les conditions objectives

Dans la phase ascendante du capitalisme, la réalisation du profit passait, pour l'essentiel, dans la réalisation directe de la plus-value extorquée dans l'exploitation du travail salarié. A l'époque de l'impérialisme sénile, la réalisation du profit passe, pour l'essentiel, par la sphère de la spéculation. Bien évidemment, le profit garde pour seule origine la plus-value produite dans l'exploitation du travail salarié. Mais le parasitisme et la spéculation constituent désormais le mode essentiel de réalisation du profit, il en découle que la principale caractéristique de l'impérialisme sénile est de détruire le terrain même de la production mondiale : désindustrialisation, jachère, famine.

La destruction du système économique s'exprime dans le gonflement croissant du capital fictif occupant désormais une part majeure en comparaison du capital directement investi dans la production.

En décrétant la non-convertibilité du dollar en or, le président américain Nixon, en 1971, a ouvert une nouvelle phase de l'histoire mondiale, celle de toutes les déréglementations : déréglementation d'abord monétaire, puis financière, bancaire, économique, industrielle, puis, finalement, sociale.

Les données statistiques établissent en toute clarté les trois caractéristiques majeures de cette rupture, qui marque la phase de l'impérialisme sénile.

L'INVESTISSEMENT DANS LA PRODUCTION CESSE DE CROÎTRE

Si l'on considère l'investissement mesurable dans la formation brute de capital fixe — cette donnée de comptabilité nationale qui indique le niveau d'investissement dans les biens d'équipement (machines, usines, etc.) —, on constate qu'en chiffres absolus et à monnaie constante :

— de 1950 à 1973, la formation brute de capital fixe progresse en moyenne de 3,5 % par an pour les Etats-Unis, de 12,6 % par an pour le Japon, de 4,7 % par an pour le Royaume-Uni, de 5,9 % par an pour la France ;

— de 1973 à 1992, elle ne progresse plus que de 1,7 % par an en moyenne pour les Etats-Unis, de 3,3 % par an pour le Japon, de 1,3 % par an pour le Royaume-Uni, de 1,1 % par an pour la France. Notons que, pour ce dernier pays, pour la période de 1991 à 1995, elle a reculé en chiffres absolus, passant de 120,8 milliards de francs constants à 94,4 milliards, soit un recul de 36 % en trois ans.

Si l'on considère la formation brute de capital fixe en pourcentage par rapport au produit national brut, le résultat est encore plus net : pour chacun des quatre pays concernés, son niveau en 1990 est inférieur à ce qu'il était en 1970 !

LA PRODUCTION STAGNE, VOIRE RÉGRESSE

Si l'on considère la production mondiale de pétrole brut calculée en millions de barils par jour, celle-ci a progressé en moyenne de 7,35 % par an de 1950 à 1973, mais seulement de 0,2 % par an de 1973 à 1992.

Même tendance pour l'ensemble des minéraux et métaux : la production de fer, d'aluminium, de cuivre, de zinc, de nickel, de magnésium et d'argent, progressant à un rythme rapide de 1950 à 1973, est depuis en stagnation avec, parfois, de très légères variations à la hausse.

Les productions de plomb, d'étain, d'antimoine, de tungstène et de mercure, progressant régulièrement de 1950 à 1973, ont depuis connu un effondrement.

Quant à la production mondiale d'acier brut en progression, en moyenne, de 5,1 % par an de 1950 à 1973, elle n'a

connu ensuite, de 1973 à 1991, qu'une progression moyenne de 0,6 % par an.

De 1950 à 1959, le taux moyen de croissance du produit intérieur brut des pays du G 7 (les sept pays les plus industrialisés du monde) progressait, en moyenne, de 5,8 % par an ; de 1960 à 1969, de 5,6 % ; de 1970 à 1979, de 3,6 % ; de 1980 à 1989, de 2,7 % ; et de 1990 à 1995, le taux de progression est inférieur à 2 %.

La conséquence de cet arrêt de la croissance, de la désindustrialisation et de la destruction des bases de l'économie productive, c'est l'explosion du taux de chômage, dans les pays du G 7 en particulier. Tous pays confondus, ce taux de chômage, légèrement supérieur à 3 % en 1955, se maintient à peu près à ce niveau jusqu'en 1975, puis passe à plus de 5 % en 1980, plus de 8 % en 1985, et approche les 9 % en 1995.

L'EXPLOSION DE L'ÉCONOMIE SPÉCULATIVE

Concernant l'économie spéculative, c'est au tournant des années 1980 qu'elle s'envole, comme produit différé des mesures prises par Nixon en 1971 et de l'ensemble du processus de désaccumulation mondiale, qui voit les capitaux se retirer du secteur de la production pour s'orienter vers la spéculation.

Si l'on considère la capitalisation du rendement réel des actions aux Etats-Unis, elle a progressé en moyenne de 5,2 % de 1960 à 1969, puis régressé en moyenne de 1,4 % par an de 1970 à 1979 et progressé en moyenne de plus de 11 % par an de 1980 à 1995. La capitalisation du rendement réel des actions, en France, a stagné de 1960 à 1979 (+ 0,1 %), régressé de 1970 à 1979 (- 1,1 %) et connu une progression de plus de 14 % par an en moyenne de 1980 à 1995.

L'évolution de l'indice Dow Jones est plus qu'un symbole. Fixé en base 100 en 1931, il atteindra l'indice 500 en mars 1956. Il lui faudra attendre 16 ans et 8 mois pour doubler ce chiffre et atteindre l'indice 1 000 (novembre 1972) ; puis

14 ans et 2 mois pour doubler à nouveau et atteindre l'indice 2 000 (janvier 1987) ; seulement 8 ans et 1 mois seront nécessaires pour le doublement suivant (indice 4 000, février 1995) ; un an plus tard (février 1996), l'indice avait progressé de 40 % (5 600), il approche des 6 000 à la fin 1996. Et si l'on considère les places boursières de Francfort, de Londres, de Tokyo et de Paris, on verra que, durant la même période, elles connaissent une courbe similaire d'explosion de leurs indices.

LA MAFIOSISATION DEVIENT UN PHÉNOMÈNE MONDIAL

Tandis que s'accentue le processus de désaccumulation du capital et que les investissements productifs sont entrés dans une crise constante, à l'autre bout du processus économique, tous les mécanismes du parasitisme et du gaspillage connaissent un développement sans précédent. L'économie mondiale est soumise à une véritable mafiosisation. Un rapport du BND (service de renseignement extérieur de l'Allemagne) déclare explicitement que "*la criminalité organisée s'est développée au point de constituer une grave menace pour la société et son système économique dans le monde entier*", ce que la presse allemande et internationale a traduit par :

"La mafia internationale étend son emprise sur l'économie mondiale en procédant à l'achat de banques et d'entreprises de prestige."

Les études officielles signalent que la mafia contrôle en Russie environ 4 000 banques et leurs filiales, qui servent également au blanchiment de l'argent, en particulier de la drogue, et que, au total, elle contrôlerait la moitié des activités économiques du pays.

Le blanchiment de l'argent de la drogue a dépassé en 1995 le niveau de 500 milliards de dollars par an. Les fonds de pension américains, à partir desquels s'organise l'essentiel de la spéculation mondiale détruisant les forces productives, progressent de plus de 1 000 milliards de dollars

de capitalisation par an et représentent aujourd'hui un total de 62 000 milliards de dollars.

L'endettement atteint des sommets vertigineux. Dans tous les grands pays capitalistes développés (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Japon, Allemagne), les banques enregistrent des résultats financiers en constante augmentation, même si, périodiquement, elles sont confrontées à ce que la presse capitaliste appelle pudiquement "*les créances douteuses*" et qui ne sont que les "pertes et profits" de la spéculation, de l'économie mafieuse et du parasitisme. Pour les seules banques japonaises, l'évaluation des créances douteuses a été faite en 1995 à hauteur de 400 milliards de dollars, qui, pour l'essentiel, seront épousés par le budget japonais, c'est-à-dire par le contribuable. Il en est de même en France avec le scandale du Crédit lyonnais, comme cela avait été le cas, voilà quelques années, avec la faillite des caisses d'épargne aux Etats-Unis.

ENDETTEMENT ET PARASITISME

L'endettement croissant intervient comme un facteur supplémentaire de destruction des forces productives sous la double forme, d'une part, du désinvestissement des capitaux de la production et, d'autre part, de la destruction de la principale force productive, à savoir le travail humain, lequel est la cible, tout à la fois, des politiques de "déréglementation sociale" visant à abaisser le coût du travail et des allégements budgétaires remettant en cause, sous toutes les formes, les conquêtes intégrées dans la valeur de la force de travail (voir le Welfare Bill des Etats-Unis, le plan Juppé sur la Sécurité sociale en France, le "paquet" Kohl en Allemagne, etc.).

Concernant les pays dominés par l'impérialisme, sur l'ensemble des pays dits "en voie de développement", la dette extérieure totale représentait 62 milliards de dollars en 1970, 658 milliards de dollars en 1980, 1 218 milliards de dollars en 1986, 1 696 milliards de dollars en 1992 (source : Banque mondiale).

Concernant la dette publique des pays capitalistes développés, elle représente, dans l'Union européenne, près de 70 % du produit intérieur brut (PIB). La dette brute est passée de 45 % du PIB en 1970, aux Etats-Unis, à près de 65 % en 1994 dans ce même pays ; au Japon, elle est passée de 12 % du PIB en 1970 à plus de 78 % en 1994 ; elle est de plus de 50 % aujourd'hui au Royaume-Uni, près de 50 % en France.

UNE LUTTE À MORT POUR LES MARCHÉS

Le passage à l'impérialisme sénile signifie une lutte à mort de l'impérialisme américain pour assurer la perpétuation de la propriété privée des moyens de production par l'accentuation de sa domination exercée sur le monde entier. En retour, cette domination des Etats-Unis exige, comme condition de la préservation du régime de la propriété privée des moyens de production, le sacrifice du développement des forces productives et, en particulier, le sacrifice, pour la plupart des pays de la planète, de la base même de leur économie, des parts occupées par eux sur le marché mondial, en un mot, le sacrifice des bases matérielles que leur propre Etat doit défendre.

Cette accentuation du poids dominant des Etats-Unis sur l'économie mondiale et sur la situation mondiale s'est exprimée tout à la fois dans les relations bilatérales Etats-Unis - Allemagne, Etats-Unis - Europe, Etats-Unis - France, Etats-Unis - Japon, mais aussi dans la mise en place des structures conduisant au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et, de là, à l'Organisation mondiale du commerce. Le GATT a contribué au remodelage des structures de production, de consommation, d'échanges et du commerce. Le rôle central dévolu au GATT a été de constituer une instance où l'impérialisme américain se fixait l'objectif de "coordonner les politiques commerciales". Le GATT se trouvait, par conséquent, "contraint" d'ajuster les structures de production et de consommation aux "normes" de la concurrence internationale.

le. En réalité, il constituait donc l'instrument de la déréglementation permettant à l'économie impérialiste américaine de s'ouvrir toutes les portes de l'économie mondiale. En contrepartie de cela, comme le note une chercheuse française, "l'ouverture du monde risque d'accentuer la dégradation des conditions de travail en confrontant directement à la concurrence des pays en voie de développement où il y a des bas coûts de main-d'œuvre".

Sur le plan des relations commerciales, l'impérialisme sénile représente une inversion des signes de valeurs comparable à ce qu'il signifie sur le plan de la production industrielle. Au capitalisme ascendant correspondait le système fondé sur le libre-échange et la libre concurrence. Mais ce système du libre-échange du marché mondial, qui a prospéré au stade du capitalisme ascendant, a été détruit avec la première guerre impérialiste. Le système du commerce international mis en place après 1945 sous l'hégémonie des Etats-Unis, consacrés par la Deuxième Guerre mondiale comme puissance mondiale dominante, a reposé sur la reconstruction de l'économie mondiale à partir du volant d'entraînement constitué par l'économie d'armement. Mais au début des années 1970, ce système de commerce international rentre lui-même en crise, expression de la crise de déclin des Etats-Unis. S'impose alors la nécessité de restructurer l'économie mondiale, dont le GATT, au plan des échanges commerciaux, constitue l'une des institutions centrales.

Déjà, en 1944, lorsque les accords de Bretton-Woods avaient instauré les parités fixes rattachées à l'or par le biais du dollar, devenant ainsi la monnaie de réserve internationale, s'étaient mis en place le Fonds monétaire international (FMI), pour définir les mécanismes d'ajustement des conditions économiques, et la Banque mondiale, chargée de mobiliser sur les marchés financiers les capitaux à long terme nécessaires à la reconstruction des pays dévastés par la guerre. Ce dispositif, très rapidement contrôlé par les besoins de l'impérialisme américain, incluait les fondements de la Communauté économique européenne (CEE), devenue aujourd'hui l'Union européenne. Le projet existait

également à l'époque, dès 1945, de constituer une Organisation internationale du commerce (OIC), qui aurait été le pendant du FMI et de la Banque mondiale. C'est, en fait, en vue de constituer une OIC qui restera en suspens que se mettra en place le système du GATT visant à instaurer des réductions tarifaires, la réduction graduelle des protections nationales du commerce, pour les rendre conformes aux normes exigées par l'impérialisme américain.

Au nom de la mondialisation, de la lutte contre ce qu'ils appellent "*le cloisonnement du marché international*", le GATT s'est fixé un système fondé sur ce qu'il appelle "*des avantages mutuels et réciproques*", dont le véritable contenu, dans le prolongement du plan Marshall de la fin de la guerre, est l'expansion extérieure des Etats-Unis.

Le système mis en place, celui du GATT, devenu l'Organisation mondiale du commerce, a comme particularité d'être à la fois très contraignant et très flexible. Contraignant, dès lors qu'il s'agit d'enregistrer des accords favorables aux intérêts américains, mais flexible en ce sens que, dès lors que l'OMC ne permet pas de régler les contentieux dans le sens des intérêts américains, elle est systématiquement contournée par l'impérialisme américain. D'ailleurs, cette stratégie avait été clairement exposée par le secrétaire d'Etat américain au Commerce, Jeffrey Garten, qui avait déclaré en juillet 1995 :

"Les Etats-Unis ne sont pas prêts à attendre des années jusqu'à ce que l'Organisation mondiale du commerce impose l'ouverture des marchés en résolvant les différends commerciaux par la seule négociation. Notre objectif majeur n'est pas l'organisation mondiale du commerce. Notre objectif majeur est l'ouverture des marchés. L'OMC est un moyen pour y parvenir."

Dans la limite du possible, a-t-il précisé, Washington agira dans le cadre de l'OMC pour ouvrir les marchés, "mais si cela ne peut pas être réalisé de manière bilatérale ou à l'échelle régionale, alors nous ne resterons pas les deux pieds dans le même sabot". Jeffrey Garten a reproché aux industriels européens de ne pas "com-

prendre le degré d'urgence que représente pour les Etats-Unis l'ouverture des marchés". Car, a-t-il dit, il n'est pas question pour les Américains qu'ils "attendent pendant des années que les marchés soient ouverts".

C'est ainsi que l'OMC a vu les Etats-Unis refuser, par exemple, que les négociations sur la libéralisation des transports maritimes aboutissent à la date fixée dans la mesure où elles ne permettaient pas de répondre aux exigences américaines. Même chose concernant les pourparlers sur les télécommunications, qui ont été prolongés jusqu'à ce que l'accord convienne à Washington.

Même situation pour l'accord intérimaire sur les services financiers, jugé trop favorable aux intérêts de l'Union européenne et qui a été différé.

Le directeur général de l'OMC nommé en 1995, l'Italien Renato Ruggiero, ne cherche même pas à dissimuler la fonction de l'organisation qu'il préside. Dans une interview tirant le bilan de son organisation (*International Herald Tribune*, 29 juillet 1996), il déclare :

"Notre meilleure réalisation est l'organisme chargé de régler les conflits, qui constitue réellement le cœur de tout le système de commerce multilatéral. Environ 50 contentieux ont été présentés devant l'OMC (...). Les Etats-Unis sont le principal utilisateur. Sur les 50 cas, environ 18 procèdent d'une initiative des Etats-Unis et le bilan des Etats-Unis est plutôt bon : ils n'ont perdu que sur un seul contentieux."

Un journaliste pose la question suivante :

"Quelques critiques prétendent que Washington contourne l'OMC ou encore critiquent le fait qu'elle ait suspendu les discussions sur les télécommunications ou la libéralisation des services financiers. Quelle est votre réponse ?"

Renato Ruggiero répond :

"J'observe que les Etats-Unis agissent en vue de renforcer l'ensemble du système..."

Et ce petit fonctionnaire de l'administration américaine — car qu'est-ce d'autre que le directeur général de l'OMC — conclut en ces termes :

"Personne ne peut stopper la globalisation de l'économie. Cette globalisation amène avec elle la perspective d'une croissance sans précédent, mais cela exige également un ajustement. Le libre commerce est un outil pour la croissance et pour l'emploi. Regardez l'exemple des Etats-Unis, on peut voir que libre commerce et créations d'emplois marchent main dans la main."

Et à la question : "Qu'en est-il de l'Europe ?", il répond :

"Il y a nécessité pour les vieilles économies d'Europe de devenir plus flexibles."

Il résulte de cette prise en main de l'économie mondiale et du commerce mondial à travers l'OMC que les Etats-Unis, pour reprendre l'expression du *Guardian*, sont désormais "*les maîtres du commerce international*". Ils sont, en tout cas, devenus le premier exportateur mondial.

Traditionnellement, le marché de l'économie américaine était d'abord le marché intérieur et c'est la demande intérieure qui tire l'économie américaine. Mais à partir des années 1970, et encore plus à partir des années 1980, la conquête des marchés, en particulier sur les impérialismes concurrents, est devenue une question de survie pour l'impérialisme américain.

Selon le rapport annuel officiel du commerce américain en 1995, il apparaît que le total du commerce américain a progressé de 16,1 % en 1995, atteignant le chiffre sans précédent de 2 200 milliards de dollars. Comparée au produit national brut, la valeur totale du commerce représente 30 % du PNB en 1995, rapportée à 25 % en 1992. L'exportation ne représente, encore pour l'instant, qu'un tiers du commerce mondial des Etats-Unis (et deux tiers pour les importations), mais sa progression est en constante accélération, passant de 4,5 % en 1993 à 9 % en 1994, puis à 12 % en 1995.

Concernant spécifiquement le commerce des marchandises et des services, 1995 est la première année où les exportations ont progressé à un rythme plus soutenu que les importations. Les exportations de marchandises, en particulier, ont connu en 1995 une progression de 14,4 %, soit trois fois leur rythme de progression après 1992 et 1993. Et, tout particulièrement, ces chiffres s'accentuent quand il s'agit des relations avec les pays capitalistes développés. Globalement, en 1995, les exportations américaines de marchandises ont progressé plus rapidement (+ 2,3 %) que les importations. Mais en ce qui concerne spécifiquement les relations avec les pays capitalistes développés, les exportations se sont développées à un rythme supérieur de 50 % au rythme de progression des importations : les exportations de matières premières ont progressé de 32 % depuis 1992 ; les exportations de biens de consommation se situent à 26 % plus élevées en 1995 qu'en 1992 ; les exportations d'automobiles ont progressé de 28 % entre 1992 et 1995 (à signaler le poids particulièrement important des exportations d'automobiles vers le Japon, qui ont connu une progression de 53 % de 1994 à 1995).

Globalement, les relations commerciales entre les Etats-Unis et les autres pays capitalistes développés évoluent de manière significative. Cela se manifeste en particulier dans l'évolution des relations commerciales Etats-Unis - Japon, dont le rapport officiel dit lui-même que les exportations vers le Japon ont progressé cinq fois plus vite que les importations du Japon, précisant même, avec un cynisme et une ironie sans doute involontaires, que, "depuis 1992, les exportations vers le Japon ont progressé de 34,5 %, en dépit de la croissance économique extrêmement anémique du Japon durant cette période". Comment dire plus clairement qu'il y a eu pillage des parts du marché de l'impérialisme japonais par l'impérialisme américain ? Et cela est vrai également, dans une proportion moindre, pour les parts de marché des impérialismes européens.

C'est ainsi que, en deux ans, l'évolution des rapports Etats-Unis - Japon est la suivante : en 1993, pour 100 dollars d'impor-

tations japonaises aux Etats-Unis, il y avait 44 dollars d'exportations américaines au Japon. Deux ans plus tard, pour 100 dollars d'importations japonaises aux Etats-Unis, il y avait 52 dollars d'exportations américaines au Japon. Au total, le déficit commercial américain, qui avait progressé de 25 % entre 1993 et 1994, n'a plus progressé que de 5 % en 1995. Le déficit commercial Etats-Unis - Japon s'est réduit en 1995 de près de 10 %. Le déficit commercial Union européenne - Etats-Unis s'est réduit de près de 30 %. Le déficit Etats-Unis - Asie du Sud-Est s'est réduit de plus de 16 % durant la même période.

Les Etats-Unis dominent donc l'économie mondiale, ce qui ne signifie certainement pas atténuation des contradictions et des conflits, bien au contraire. Mais la base sur laquelle cette domination mondiale s'est accentuée est la combinaison de l'écrasement des impérialismes concurrents par le biais des traités commerciaux, de la domination du dollar permettant la domination de l'économie mondiale, d'une part, et, d'autre part, la déréglement sociale généralisée aux Etats-Unis, qui fait que, sous le chiffre trompeur de 5,7 % de taux de chômage officiel, il y a, en réalité, comme cela a été prouvé par de nombreuses études, une précarisation généralisée : plus d'un tiers de la force de travail américaine est soit au chômage, soit en travail partiel, soit en travail précaire, bref, à la recherche de davantage de travail pour pouvoir tout simplement survivre.

L'une des caractéristiques de l'impérialisme sénile, c'est que, là où Marx distinguait à l'époque du capitalisme ascendant entre l'armée de réserve industrielle que constitue l'armée des chômeurs, dans laquelle les capitalistes pouvaient, selon les circonstances, puiser une réserve de main-d'œuvre ou, au contraire, vers laquelle il pouvait renvoyer des travailleurs en surnombre, cette distinction qui existait naguère entre armée de réserve industrielle et armée d'active employée dans les usines tend aujourd'hui à s'estomper. A l'époque de l'impérialisme sénile, toute la classe ouvrière est destinée par la classe capitaliste à constituer une vaste armée précarisée de manière perma-

nente et passant indifféremment de phases d'emploi très partiel à des phases prolongées de chômage, puis d'emploi précaire, puis de chômage, etc.

Et c'est ce modèle de déréglementation que l'impérialisme américain entend généraliser au monde entier. Il s'est déjà partiellement généralisé, puisque la politique de délocalisation, qui a pris un essor considérable dans les quinze dernières années, se traduit par le déplacement des entreprises des vieux centres industriels d'Europe vers l'Asie du Sud-Est, puis des pays d'Asie du Sud-Est les premiers industrialisés : Corée du Sud, Thaïlande, Hong-Kong, vers d'autres, où la force du travail est moins chère ; et on assiste, y compris depuis quelques années, à des phénomènes de relocalisation fondés sur la destruction de la valeur de la force de travail dans les vieux pays d'Europe, c'est-à-dire que la délocalisation ayant joué son rôle de déréglementation sociale pour tous les pays, elle permet, d'une certaine manière, de boucler la boucle et de recommencer encore.

C'est ainsi, par exemple, que le groupe coréen Huyndai a décidé d'implanter prochainement une usine en Ecosse. Parmi les raisons de ce choix, il y a le fait que

l'offensive menée contre la classe ouvrière britannique par la destruction de ses salaires, de ses garanties collectives, la durée de la semaine de travail, la flexibilité accrue de l'ensemble des horaires ont fait, pour reprendre la formule du journal français *Le Monde*, "du travailleur britannique un des moins chers d'Occident" ; un ouvrier gallois de l'électronique gagne en moyenne 14 000 livres par an, c'est-à-dire 8 000 livres de moins qu'un ouvrier coréen, lequel, par les luttes de la classe ouvrière coréenne depuis une dizaine d'années, a conquis la garantie d'emploi jusqu'à la retraite et de nombreux avantages sociaux, incluant les repas gratuits et l'assurance maladie prise en charge par l'entreprise ainsi que l'éducation des enfants.

C'est ce modèle de délocalisation-relocalisation fondé sur la recherche exclusive d'une force de travail constamment dévalorisée que l'impérialisme américain entend généraliser. C'est ainsi que le sommet du G 7 à Lyon, en juin 1996, a été tout entier consacré à la généralisation dans l'ensemble des pays capitalistes des mesures de déréglementation sociale qui, à écouter l'administration américaine, ont fait leur preuve aux Etats-Unis.

Sur la question de l'Etat

Le 24 juin 1996, Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international, commentait les travaux du G 7 dans les termes suivants :

« Les pays engagés dans la réforme de l'Etat "gagneront la course du développement", a-t-il estimé, en jugeant que, "parmi les pays émergents, ce qui fait la différence, c'est ce que font, non pas les ministres de l'Economie, mais les ministres de la Justice". »

Il est extrêmement significatif que les plus hautes instances du capital financier international, celles qui sont chargées de coordonner et d'unifier les politiques anti-ouvrières, relient explicitement plans

d'ajustement structurel et réforme de l'Etat. La domination de la bourgeoisie comme classe exploiteuse de la main-d'œuvre salariée a été assurée, dans la phase ascendante, par l'instrument que constitue l'Etat, son cadre, ses normes, ses règlements, ses lois. Le prolétariat, tout à la fois utilisant et s'opposant à ce cadre, y a inséré ses conquêtes, garanties, lois ouvrières, Codes du travail.

Dans la phase du pourrissement du système de la propriété privée des moyens de production, l'impérialisme sénile est conduit à mettre en œuvre une politique de destruction de la force de travail, destruction économique mondiale où les forces productives sont également entraînées dans une phase de destruction.

C'est ainsi que la destruction de la force de travail, concomitante à la destruction des forces productives, devient le cadre de la "réalisation" sur le marché mondial du capital fictif, qui ne peut s'inscrire dans la production. La réforme de l'Etat — c'est-à-dire, en réalité, jusqu'à un certain point son démantèlement et sa dislocation — devient une nécessité entre les mains de la classe capitaliste.

Il nous revient de comprendre les mécanismes de cet apparent paradoxe et d'en dégager les conclusions pratiques et d'intervention qui en découlent.

Historiquement, l'Etat bourgeois s'est constitué comme instrument de la domination des classes exploiteuses, graduellement à l'intérieur du système féodal. Puis, bien sûr, prenant son plein essor avec la constitution du marché national, l'Etat prend toute sa place d'instrument entre les mains de la classe bourgeoise à l'époque du capitalisme ascendant. A l'époque du capitalisme ascendant, l'Etat bourgeois est devenu l'instrument par excellence visant, suivant la formule d'Engels, à préserver la propriété privée des moyens de production en maintenant "*les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les empêchements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés*".

Bref, pour reprendre la formule à laquelle recourent à plusieurs reprises Marx et Engels, l'Etat est par essence le conseil d'administration des affaires communes de la classe bourgeoise. Mais cet épanouissement de l'Etat dans la phase du capitalisme ascendant signifie, de manière concomitante, le renforcement de tout ce qui unitifie le marché national, tout ce qui lève les entraves, en particulier les entraves intérieures, à la libre circulation des hommes et des marchandises, c'est-à-dire à la liberté d'entreprendre, c'est-à-dire à la liberté d'exploiter du capital.

C'est la raison pour laquelle, sous des formes qui varient d'un pays à l'autre, l'époque du capitalisme ascendant correspond également à l'époque durant laquelle l'Etat bourgeois, dont l'essence est d'être un instrument d'oppression et d'exploitation, l'Etat bourgeois, dont les piliers essentiels sont les institutions répressives

et de maintien de l'ordre (police, armée, justice), est amené à incorporer dans son propre appareil, dans ces institutions, des organismes, des services, qui correspondent à la fois aux intérêts communs bien compris de la classe bourgeoise, mais aussi parfois (il peut s'agir des mêmes ou il peut s'agir d'autres) à ce que la classe ouvrière, se constituant et s'unifiant comme classe dans le cadre même de l'Etat constitué par la bourgeoisie, est à même d'inscrire comme conquêtes collectives arrachées par sa lutte de classe dans les institutions mêmes de l'Etat bourgeois.

C'est ainsi, par exemple, que l'étatisation — phénomène marquant du XIX^e siècle, concernant le développement des services publics (postes, etc.) — correspond aux intérêts bien compris de la classe bourgeoise, en même temps qu'ils inscrivent des éléments de progrès économiques et aussi de progrès social à l'intérieur même des institutions de l'Etat bourgeois. Engels, déjà, l'avait relevé, qui écrivait :

"L'étatisation (services publics, postes, chemins de fer, etc.) devenant une nécessité économique signifie, et seulement dans ce cas, un progrès économique, même si c'est l'Etat actuel qui l'accomplit. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé par la propriété d'Etat sur les forces productives".

précisait-il, tout en ajoutant ceci : à savoir que si la propriété d'Etat n'est pas la solution du conflit de classe, pas plus qu'elle n'est la solution du conflit à l'intérieur de la classe capitaliste, "*elle renferme en elle le moment formel, la façon d'accrocher la solution expropriatrice*".

Sur un autre plan, la classe ouvrière, se constituant comme classe et s'unifiant comme classe dans le cadre de l'Etat bourgeois constitué par la bourgeoisie, y a inscrit ce que Trotsky appellera plus tard "*les foyers de démocratie prolétarienne à l'intérieur même des institutions bourgeoises*", "*foyers de démocratie prolétarienne*", au nombre desquels il compte, bien évidemment, les syndicats ouvriers indépendants, mais aussi toutes les conquêtes sociales collectives qui constituent la classe comme classe : la Sécurité

sociale, les conventions collectives, les régimes de retraite, les statuts, etc.

Le passage de la phase du capitalisme ascendant à la phase de l'impérialisme sénile aujourd'hui se traduit, sur le plan de l'Etat, dans les termes suivants : la décomposition de l'économie mondiale, qui inclut la décomposition des forces productives elles-mêmes (processus de désindustrialisation, jachères, développement de l'économie spéculative) est à la base de la décomposition même des fonctions de l'Etat. La vague de privatisations qui s'est développée à partir du début des années 1980 ne relève pas d'un processus "classique" de privatisation. Nous l'avions, à l'époque, baptisée "privatisation-pillage" pour ce qui concerne l'ex-URSS. Il s'agissait, en réalité, de privatisation, pillage, destruction ; destruction non seulement des entreprises publiques, mais destruction des entreprises publiques comme parties intégrantes du processus de destruction de la classe ouvrière elle-même. Au-delà, le contenu des privatisations-destructions était de déboucher sur ce à quoi nous assistons aujourd'hui, à savoir la décomposition des fonctions publiques de l'Etat transférées aux sociétés privées. Non pas seulement leur transfert, mais leur décomposition par ces transferts.

On se rappelle de la description, par le chercheur du Brookings Institute de Washington, des conséquences sur le continent africain de la politique de dislocation-décomposition des Etats par l'impérialisme. Avec beaucoup de clairvoyance, il indiquait que l'impérialisme ne pouvait plus s'encombrer du maintien à tout prix des formes d'existence des Etats. Inévitablement, expliquait-il, l'impérialisme allait s'orienter vers la distinction entre une Afrique utile et une Afrique inutile, au risque de renoncer à la stabilité des Etats existants, et même à les disloquer. Il n'a fallu que quelques mois, quelques années, pour que, sous couvert de l'opération "Restore Hope", on assiste au démantèlement de toutes les formes d'institutions de l'Etat en Somalie. La Somalie est, aujourd'hui, un pays sans Etat, livré à des bandes rivales directement armées, organisées et entretenues par l'impérialisme, non pas sous la forme d'un conflit que l'impé-

rialisme ne saurait faire cesser, mais sous la forme d'entreprises délibérément entretenues de dislocation de l'Etat somalien, dont nul n'a que faire.

Mais la dislocation de l'Etat en Somalie, c'est le Rwanda, c'est le Burundi, c'est, sous une autre forme, ce que l'impérialisme cherche à réaliser en Afrique. Dans nombre de pays, comme le Sénégal, la nécessité de casser les conquêtes collectives que la classe comme classe a inscrites dans les institutions de l'Etat, par exemple le Code du travail, exige d'œuvrer, sous les formes les plus les plus diverses, à la dislocation même des Etats. C'est ainsi que l'impérialisme s'oriente vers une politique où ne subsisterait des fonctions de l'Etat que la violence organisée, organisant la décomposition sociale générée par les zones franches et l'ensemble de la politique de déréglementation. C'est, sous une autre forme, le processus en cours en Chine (on y reviendra). La déclaration de Camdessus est des plus claires : aujourd'hui, il convient d'étendre et de généraliser les processus de dislocation des Etats, y compris aux pays capitalistes développés.

Bien évidemment, répétons-le, le mode de production capitaliste reste le mode de production capitaliste. Y compris dans sa phase sénile, il est fondé sur l'extorsion de la plus-value dans le procès même de production de marchandises, et c'est la raison pour laquelle, plus que jamais, à l'époque de l'impérialisme sénile, les capitalistes se livrent, par tous les moyens, à une concurrence acharnée, qui prend les apparences d'une guerre économique et commerciale sans répit. La privatisation des fonctions économiques de l'Etat bourgeois livré aux sociétés privées, la concurrence entre "sociétés privées" et entre les pays deviennent de plus en plus acharnées.

On voit se modifier en profondeur les fonctions de l'Etat, qui cesse d'être instrument d'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les empêchements des capitalistes isolés, et qui devient un instrument exclusivement réduit aux fonctions de violence organisée, de répression contre la classe ouvrière. Il en résulte la généralisation des

guerres économiques que se livrent les capitalistes isolés ou les groupes de capitalistes isolés, les Etats eux-mêmes, guerres qui conduisent à la mafiosisation généralisée dans tous les pays des fonctions de l'Etat. Y compris de sa fonction primordiale de violence organisée contre les exploités et les opprimés. Et cela est vrai pour tous les pays, y compris pour les Etats-Unis, puissance dominante.

Il faut dire clairement que le processus de l'ex-Yougoslavie a une portée générale, qui ne renvoie que très secondairement à l'histoire spécifique de la question nationale dans l'ex-Yougoslavie et même, très secondairement, aux formes spécifiques de décomposition de la nomenklatura passée aux ordres de l'impérialisme.

La désagrégation de l'économie mondiale, la désagrégation des économies dites "nationales" exige l'atomisation politique de la société. La substitution aux partis, aux syndicats, à toutes les formes de représentation sociale et démocratique des ONG financées par la Banque mondiale remplit des fonctions essentielles dans la désagrégation des Etats. Elle est la base à la fois de l'étouffement de la démocratie et de la gangstérisation de la société. La désagrégation de l'Etat entraîne elle-même les formes politiques les plus réactionnaires. On l'a vu dans le cadre de l'ex-Yougoslavie, et on le voit aujourd'hui, y compris dans les pays capitalistes développés, sur le continent européen. Le développement, suscité délibérément, des regroupements de type "*ethnique*" sur le continent africain trouve son corollaire en Europe avec tous les processus de régionalisation jetant les bases d'un corporatisme de type nouveau.

La réforme de l'Etat que Camdessus appelle la "*généralisation*" trouve son expression avec l'offensive pour la fédéralisation, c'est-à-dire la dislocation de l'Etat par la dislocation de la nation, dans le cadre de l'Italie. Elle trouve son expression en Espagne. Elle se traduit dans la tendance à l'instauration d'un corporatisme de type nouveau. La réforme de l'Etat que Camdessus appelle de ses vœux trouve son expression achevée dans la réforme de l'Etat mise en œuvre en France, qui vise, tout à la fois, à la destruction de l'ensemble des missions de service public,

à leur atomisation au plan régional, cassant tous les éléments de l'unité, l'indivisibilité de la République héritière de la Révolution française. Dès lors, l'éclatement de la République en autant de régions, de groupes de pression locaux, de potentats locaux, la mise en place des maisons des services publics ouvrent la voie au déchirement, au démantèlement de la nation et de l'Etat. Cela se recoupe, par ailleurs, avec un projet déjà mis en œuvre, visant à placer l'ensemble des institutions sociales sous la coupe directe, non plus de l'Etat, mais des représentants du patronat et même de sa fraction la plus intégrée aux mécanismes de la spéculation, celle de la Fédération française des sociétés d'assurance.

Ce sont là les bases d'un corporatisme de type nouveau intégrant directement, non plus chaque syndicat à l'entreprise, mais toute la société dans "l'institution représentative commune" des entreprises en France. D'une certaine manière, au conseil d'administration commun des affaires communes de la bourgeoisie est substitué le directoire commun des entreprises intégrant les fonctions mêmes de l'Etat.

Dans la désagrégation de l'Etat, il faut noter, comme jouant un rôle important, la place dévolue aux Eglises de toutes sortes. Le rôle politique de l'islamisme, le rôle dévolu à l'Eglise catholique et à l'ensemble des appareils religieux, la tendance à institutionnaliser les représentations des religions catholique, juive, protestante, islamique, comme autant d'institutions de l'Etat s'intégrant à lui et se substituant aux fonctions de l'Etat par l'institutionnalisation de tout un système d'associations caritatives, tout cela contribue au démantèlement à la fois de la démocratie, des conquêtes sociales et des Etats eux-mêmes.

L'ex-URSS, la Yougoslavie, l'Europe des régions, l'Afrique utile coupée de l'Afrique inutile montrent que la tendance à la désagrégation de l'Etat, à sa dislocation, est un besoin pour l'impérialisme mondial pour lever les obstacles majeurs à la dévalorisation de la force de travail, c'est-à-dire dans sa guerre à outrance menée contre la classe ouvrière pour accentuer son taux d'exploitation par l'augmentation de la plus-value relative.

Le chaos institutionnel devient, d'une certaine manière, un instrument nécessaire et délibérément entretenu des processus de destruction économique de la société, de même que les guerres, les massacres,

les génocides à la rwandaise. C'est un arsenal d'ensemble de l'impérialisme pour briser toutes les formes organisées de la résistance de la classe ouvrière et des peuples, ouvrant la voie à la barbarie.

Le prolétariat et la révolution permanente

Il y a un siècle et demi, Karl Marx écrivait :

"Les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles propres à résoudre l'antagonisme entre les développements des forces productives et le marché."

Ce fondement de la révolution prolétarienne est-il remis en question par le processus de destruction des forces productives, qui entraîne et génère les processus de destruction de la force de travail, c'est-à-dire qu'elles détruisent, d'une certaine manière, *"les conditions matérielles propres à résoudre l'antagonisme entre le développement des forces productives et le marché"* ?

La question n'a rien de formel, elle est même éminemment pratique. Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels écrivent :

"Les armes dont s'est servie la bourgeoisie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même. La bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort, elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes : les ouvriers modernes, les prolétaires."

Et de conclure ce chapitre du *Manifeste du Parti communiste* :

"L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour condition essentielle l'accumulation des richesses aux mains des particuliers, la formation de l'accroissement du capital. La condition du capital, c'est le salariat. Le

développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie les bases mêmes sur lesquelles elle a établi son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables."

Est-ce toujours vrai ? Peut-on toujours dire, aujourd'hui, que la condition du capital, c'est le salariat ? Et que, par conséquent, la classe ouvrière conserve sa capacité à faire la révolution prolétarienne et, plus encore, qu'elle conserve sa capacité non seulement à faire la révolution, mais à la conduire à la victoire, à détruire le système de la propriété privée des moyens de production et à le remplacer par la République universelle des conseils fondée sur l'appropriation collective des moyens de production ?

On ne peut répondre à cette question de manière sentimentale, sur la base des souhaits ou des convictions intimes de chacun. La réponse à cette question ne peut être basée que sur les faits eux-mêmes. Bien évidemment, les conditions mêmes du système capitaliste tel qu'il existe aujourd'hui ont peu de chose en commun avec ce qu'était ce système au milieu du XIX^e siècle.

La mafiosisation de l'économie mondiale, se traduisant dans l'enflement sans cesse grandissant de la bulle spéculative, se traduit à la fois dans la dilapidation la plus brutale de la force de travail et dans l'effondrement catastrophique des conditions matérielles de la force de travail. Le capitalisme, aujourd'hui, prend comme principal visage celui d'un capitalisme usuraire, fondé, non pas sur la production des marchandises, mais sur la spéculation.

Il en résulte une véritable déstructuration de la classe ouvrière, qui va de pair avec la dislocation des nations et des Etats. L'effondrement catastrophique des conditions matérielles de la force de travail est accentué par la politique de déréglementation et de délocalisation. La masse croissante des chômeurs n'a plus aucun espoir de pouvoir retrouver un emploi stable et, tout au contraire, cette masse tend à s'augmenter par le flot continu de nouveaux chômeurs, en relation avec la destruction des droits et garanties arrachés par la lutte de classe. Les jeunes salariés de toutes catégories, les techniciens, les cadres, les ingénieurs, les intellectuels, rejoignent les ouvriers qualifiés et sont précipités, avec eux, dans des conditions comparables, dans la même situation de précarité généralisée.

La forme de déchéance que constitue le travail des enfants se développe monstreulement et conduit toutes les couches de la population laborieuse des villes et des campagnes à mener une existence qui tend, parfois, à prendre un caractère famélique. Tout cela, ce sont les traits de la décomposition sociale généralisée, de la dislocation de l'humanité qui caractérise l'impérialisme sénile.

Et il faut intégrer dans ce tableau les politiques dites de régionalisation, de décomposition dans tous les domaines. Il faut appeler les choses par leur nom : l'humanité tout entière est soumise à la décomposition et, pour la première fois dans la plupart des pays, la génération qui grandit aujourd'hui est assurée de vivre dans des conditions infiniment plus difficiles que celle où ont grandi les générations précédentes, y compris dans les pays les plus industrialisés.

Cette situation est indiscutablement nouvelle. Nous vivons dans un monde qui se décompose et, pourtant, même dans cette situation, la condition du capital, c'est le salariat. Même à l'époque de l'impérialisme sénile, le capital financier ne peut pas aller jusqu'au bout de la destruction de la classe ouvrière, ou alors il s'agirait de la destruction de toute l'humanité, de toute la société et du capital lui-même. C'est là que réside toute la contradiction. Le capital peut aller très loin dans la destruction de la classe ouvrière, au

sens de la destruction de ses conditions matérielles, physiques et morales d'existence ; il peut aller très loin dans la destruction de la classe ouvrière, au sens de la dévalorisation de la force de travail, de la détérioration des conditions d'existence, afin de s'accaparer des parts toujours plus grandes de plus-value relative pour compenser, par ce biais, le poids écrasant que fait peser la spéculation sur l'économie mondiale. Mais le capital ne peut aller jusqu'au bout de la destruction de la classe ouvrière, car s'il allait jusqu'au bout, cela voudrait dire qu'en détruisant la classe ouvrière, il provoquerait la destruction de la production des marchandises. Or la production des marchandises est la condition de la production de la plus-value. Détruire la production de marchandises serait détruire la possibilité de produire de la plus-value et, par là même, détruire la possibilité de se l'approprier. C'est là que réside la principale contradiction.

La formule de Marx "*la condition du capital, c'est le salariat*" est toujours valable. Dans des conditions effroyablement disloquées et modifiées, cela est vrai. Il n'en reste pas moins que, parce que la condition du capital c'est le salariat, l'exploitation capitaliste elle-même — même dans ses formes les plus déstructurées, disloquées ou décomposées — provoque dans la classe ouvrière le même processus, même si c'est sous d'autres formes, de prise de conscience de la nécessité de se constituer en classe pour défendre collectivement son existence comme classe. Par conséquent, le même processus provoque la lutte de classe. Et parce que la condition du capital, c'est le salariat, la conséquence du capital, c'est la lutte de classe. Et cette lutte de classe, à la fin du XX^e siècle comme au milieu du XIX^e, porte en elle, non seulement la résistance immédiate à l'exploitation, mais la capacité de permettre à l'humanité de passer à un autre stade du développement des forces productives, c'est-à-dire un stade où ce développement des forces productives ne sera pas plus entravé par des rapports de propriété qui l'étouffent.

Le dernier rapport de la Banque mondiale établit ce constat en toute clarté, même si les conclusions qu'il tire, on le verra, peuvent et doivent être largement

discutées. La population du monde en âge de travailler y est répartie par secteur et catégorie de revenus. Le rapport de la Banque mondiale distingue trois grands secteurs :

— “les économies à revenus élevés”, qui correspondent à une population active de 547 millions de personnes (remarquons que la population active est définie comme étant composée de toutes les personnes en âge de travailler de 15 à 64 ans, qu’elles soient employées ou qu’elles cherchent un emploi : cela comprend donc les chômeurs dits “de longue durée”, ceux qui cherchent un travail, mais n’en trouvent pas) ; dans ces économies à revenus élevés, 19 % travaillent dans l’industrie, 3 % dans l’agriculture, 42 % dans les services, 6 % sont chômeurs (indiscutablement sous-évalués) ;

— deuxième catégorie, celle appelée “économies à revenus intermédiaires”, qui correspond à une population active de 1 031 millions de personnes : 16 % travaillent dans l’industrie, 18 % dans l’agriculture, 25 % dans les services, 4 % sont chômeurs, 36 % sont non actifs ;

— enfin, “les économies à revenus faibles”, qui correspondent à 1 963 millions de personnes : 11 % travaillent dans l’industrie, 44 % dans l’agriculture, 16 % dans les services, 2 % sont chômeurs et 27 % sont inactifs.

Bien évidemment, tous ces chiffres doivent être maniés avec une certaine prudence. C'est ainsi, par exemple, que le rapport de la Banque mondiale inclut dans la main-d'œuvre aussi bien les personnes employées dans le secteur dit “informel” que dans le secteur formel. Remarquons que le secteur formel comprend les entreprises, publiques ou privées, qui emploient les travailleurs sous contrat et qui sont soumises au droit et à la réglementation. Mais sont inclus dans ce secteur formel la catégorie grandissante des contrats à durée déterminée et des contrats précaires, c'est-à-dire le travail sans statut et sans règle. De même faut-il prendre en compte que le développement des zones franches à l'intérieur des pays dotés d'une réglementation du travail introduit des zones géographiquement circonscrites, dans lesquelles les industriels qui produi-

sent n'ont pas à payer de droit sur les facteurs de production qu'ils emportent ; et, souvent, ne sont pas applicables dans ces zones franches certains éléments de la réglementation nationale.

Avec donc toute la prudence qu'appelle le maniement de telles statistiques, elles contiennent cependant des indications précieuses.

— Première indication : 104 millions de travailleurs dans l’industrie dans la première catégorie, 165 millions dans la deuxième, 216 millions dans la troisième, au total 485 millions de travailleurs sont employés directement dans l’industrie. Cela suffit à démontrer que, d’une part, la plus-value reste la base de toute l’économie, y compris de l’économie spéculative, qui conduit à la désindustrialisation et à la barbarie ; d’autre part, que travail formel et informel recouvrent un même prolétariat, en cela que la politique de délocalisation et de concentration dans les pays à revenu faible aboutit à transférer d’une certaine manière le prolétariat d’une région à l’autre, de même qu’elle aboutit à concentrer le prolétariat dans les zones franches à l’intérieur des pays à revenus élevés.

— Deuxième observation : 16 millions dans la première catégorie, 186 millions dans la deuxième, 864 millions dans la troisième : il y a donc plus d'un milliard d'habitants de la planète qui travaillent dans le domaine de l’agriculture, secteur soumis à l’offensive brutale des mises en jachère dans les pays à revenus élevés, mais aussi de la politique de désertification dans tous les pays, y compris les pays à faibles revenus. La question agraire reste, aujourd’hui, un moteur essentiel du combat d’émancipation et met à l’ordre du jour, en particulier dans les pays intermédiaires et les pays à revenus faibles, le combat pour l’alliance ouvrière et paysanne.

— Troisième observation : 230 millions dans la première catégorie, 258 millions dans la deuxième, 314 millions dans la troisième : au total, plus de 800 millions de personnes sont employées dans les services. Il faut qualifier ici le trucage qui consiste à mêler dans une même catégorie les “services” des travailleurs dont la place, au regard du procès de production,

n'est pas toujours la même : sont rangés, en effet, dans les "services" l'ensemble des salariés des services publics, qui, dans le domaine des transports, des communications ou du commerce, sont indispensables à la réalisation même du profit capitaliste et donc s'intègrent, sinon dans le procès de production de plus-value, du moins de manière indissociable dans le procès de réalisation ; sont rangés dans cette catégorie tous les salariés des services publics, produits du combat de la classe ouvrière et des peuples pour les conquêtes de la démocratie, pour les droits égaux des citoyens ; sont rangés dans ces services publics tous les travailleurs employés dans les secteurs qui relèvent de l'entretien de la force de travail, qu'il s'agisse de la santé, de l'instruction, de la qualification, des soins en tout genre, qui font, précisément aujourd'hui, l'objet de l'offensive destructrice de l'impérialisme ; et sont rangés également, pour une petite part, le développement de secteurs parasitaires qui procèdent directement de la putréfaction de l'impérialisme sénile.

Il n'en reste pas moins que, pour l'essentiel, les travailleurs des "services", dans leur immense majorité, sont partie prenante, non pas du prolétariat productif, mais du prolétariat dans son ensemble et que, en relation avec le prolétariat employé dans le domaine de l'industrie, ils constituent dans l'alliance possible avec la paysannerie la force motrice du combat d'émancipation.

Il reste que ces chiffres indiquent clairement que la condition du capital, en 1996, reste bien le salariat. L'alternative posée aujourd'hui est donc la suivante :

— ou bien, avec la destruction de leurs droits et garanties, les travailleurs du monde entier, dans tous les pays, sont réduits à l'état d'esclaves du système de pillage et de destruction des bases économiques mêmes de la civilisation ; alors, les conditions de vie des masses exploitées et opprimées se dégraderont de plus en plus ; alors, leurs besoins les plus élémentaires ne pourront plus être satisfaits ; maladies, famines, malnutrition et illettrisme accompagneront le processus de destruction des forces productives, la destruction du prolétariat comme force de travail

ouvrant la voie à l'effondrement de toute la civilisation.

— ou bien le prolétariat, les exploités, les opprimés, par leur action consciente, sortiront l'humanité de l'ornière du système pourriant de la propriété privée des moyens de production, qui l'entraîne à la barbarie.

L'économie mondiale livrée aux mafieux avec l'économie de marché, le pillage généralisé des bases matérielles de l'économie, la destruction des forces productives, y compris de la force de travail : faut-il déduire de ces faits que le prolétariat ne serait plus à même d'accomplir sa mission historique ? A cette question, on répondra que le récent rapport de la Banque mondiale, dans les données chiffrées qu'il donne (*voir plus haut*) vérifie que les classes restent toujours définies par leur place dans des rapports sociaux de production. Et que, par conséquent, le prolétariat conserve, certes dans les conditions les plus difficiles, sa position de classe exploitée par le capital et que, certes dans les conditions difficiles et obscures plus qu'elles ne l'ont jamais été, la lutte de classe reste le moteur de l'histoire.

On relèvera que le rapport de la Banque mondiale, tout en distinguant entre les pays à revenus élevés, intermédiaires et faibles, n'en est pas moins amené à écrire :

"Les conditions de vie des travailleurs urbains dans les différentes parties du monde sont de plus en plus interconnectées."

Et, tout en soulignant qu'"*il n'est pas impossible que les travailleurs des pays pauvres voient l'écart entre eux et les autres se creuser encore davantage*", tout en pronostiquant que "*certains travailleurs, surtout en Afrique subsaharienne, pourraient se trouver de plus en plus marginalisés*", la Banque mondiale, qui n'en est pas à une contradiction près, doit cependant admettre :

"Mais, dans les pays qui jouissent de taux de croissance confortables (Etats-Unis), les exclus de la prospérité générale (s'il y a des exclus, c'est que, probablement, la prospérité n'est pas générale,

NDLR) pourraient bien le devenir définitivement, enclenchant ainsi des cycles intergénérateurs d'exclusions."

C'est, d'une certaine manière, donner l'unité des attaques impulsées par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, sous l'égide des Etats-Unis, contre les droits des travailleurs du monde entier ; c'est donner l'unité de cette politique de dislocation, qui amène, par exemple, à ce que la Banque mondiale enjoigne à l'ensemble des pays de "redéfinir le rôle de l'Etat en transférant les

services publics au privé", mais c'est donner aussi l'unité de la lutte de classe mondiale, qui tend à se rassembler précisément dans le combat commun contre la marche à la barbarie.

C'est aussi la confirmation de la révolution permanente, en raison du fait que le prolétariat, dans les rapports sociaux de production en voie de pourrissement, reste, plus encore qu'hier, la seule classe, la seule force dominante susceptible de diriger les luttes émancipatrices des populations laborieuses exploitées et opprimées.

La question nationale

(Le rapport apporte quelques éléments complémentaires qui nous ont semblé nécessaires au texte "Sur la question nationale aujourd'hui", paru dans le dernier numéro de La Vérité.)

La nécessité de la révolution, de l'abolition du système pourrissant de la propriété privée, résulte de l'enchaînement du développement historique. Sans la révolution, les contradictions du système capitaliste, générées par les contradictions fondamentales entre les forces productives et les rapports de production capitaliste, entraîneront l'humanité à sa propre destruction dans la barbarie.

L'appropriation de la plus-value est la forme fondamentale du mode de production capitaliste et de l'exploitation des producteurs dont provient cette plus-value. La plus-value constitue, en dernière analyse, la somme de valeur d'où provient la masse de capital sans cesse croissante accumulée entre les mains des classes possédantes... Mais cette somme doit être réalisée sur le marché.

Les conditions politiques, le système des Etats (quelle que soit leur forme politique) et de leurs relations s'embourbent dans les conditions économiques marquées par le pourrissement du système de la propriété privée. Prisonnières des formes politiques de la société bourgeoise devenues depuis longtemps des entraves à

leur développement, les forces productives deviennent des "*forces destructives*" (Marx).

Il en résulte un processus de destruction des bases économiques de la civilisation, processus dans lequel s'inscrivent tous les efforts des institutions internationales de l'impérialisme (FMI, Banque mondiale, OMC, Union européenne), qui, en dernière analyse, constituent les conditions politiques préparant l'effondrement économique universel.

Les conditions de la mise en œuvre de la production capitaliste (marché) sont asservies à l'impérialisme américain, lui-même engagé dans le processus accéléré de la régression généralisée des forces productives.

Les Etats sont conduits à organiser la décomposition de l'économie mondiale et des économies dans tous les pays et sur tous les continents, décomposition dictée par le FMI, pour ne conserver que leurs fonctions répressives — dans les conditions analysées plus haut — face à la résistance des peuples à l'asservissement.

Brisant les anciens cadres ruraux de propriété en décomposition, qui entravaient le développement des forces productives, les révolutions bourgeoises (nationales) ont dégagé les voies de la constitution des nations.

Plus particulièrement pour la France, la Révolution de 1789, en établissant la nation bourgeoise une et indivisible, a liquidé avec les survivances du féodalisme les régions et tous les particularismes.

La décadence des forces productives conduit à une décadence des tendances centralisatrices propres au capitalisme.

Avec la décadence des forces productives, déréglementation, contre-réformes, privatisation des services publics, destruction des systèmes de transport, des équipements routiers, etc., entraînent la désagrégation des fonctions "économiques" des Etats assurant les conditions de fonctionnement "normal" de la production capitaliste.

Ce faisant, détruisant toute norme par la déréglementation, détruisant les services publics, etc., ils dérèglementent non seulement le travail, mais le système économique de la propriété privée et l'Etat — dont la fonction n'est plus d'assurer le respect de mesures et de règlements nécessaires au fonctionnement de la société capitaliste.

Tels sont les fondements de la décomposition des nations en régions. Les Etats, véritables corps politiques de la bourgeoisie, se décomposent en mafias corrompues gangrenant tous les gouvernements. Processus engagé à des niveaux divers dans tous les pays et sur tous les continents.

•
• •

Si le mode de production matériel est le facteur déterminant du développement de la société et de ses institutions, la perpétuation d'un mode de production dépassé (propriété privée) devient le facteur déterminant de la désagrégation de la société et de ses institutions.

La cause essentielle de la crise de la société bourgeoise est que les forces productives qu'elle a créées sont depuis longtemps sorties du cadre de l'Etat national. Ce cadre doit être dépassé soit par la marche à la désagrégation et à l'effondre-

ment de l'Etat national (Balkans), soit par la marche à la révolution prolétarienne, qui, en s'opposant à la destruction des nations, s'oppose à la destruction des forces productives, dont la principale est la force de travail qui les met en œuvre : lutte contre les privatisations, contre la déréglementation, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc. La destruction des bases de la "centralisation" économique et sociale (privatisation des services publics, déréglementation, etc.) conduit à la destruction des nations et se dresse contre les exigences vitales des nations opprimées.

Le système pourriant de la propriété privée des moyens de production provoque la décomposition des classes dirigeantes, la décadence des nations. Il est amené à détruire les nations et empêche d'avancer vers la solution des nouvelles questions nationales, qui se combinent aux vieilles questions non réglées.

Les impérialismes européens subissent les conséquences désagrégatrices de la mainmise américaine, avant tout par crainte de la révolution. La peur qu'ils ont des masses les amène à se soumettre à l'impérialisme américain. Ce problème devra être examiné dans la section du projet de rapport analysant la place des Etats-Unis dans le monde, entraînés eux-mêmes sur la voie accélérée de la décadence.

L'impérialisme sénile, avec ses institutions internationales — ONU, FMI, Banque mondiale, Union européenne, OMC, OCDE, pactes militaires —, conduit à atomiser les nations en provinces, en "ethnies", avivant les particularismes pour les opposer les uns aux autres. Le rôle destructeur des institutions internationales se dresse contre les nations, comme instrument de leur désagrégation, décomposant tous les pays, en raison de l'impossibilité de maintenir les conditions de l'extraction de la plus-value. En effet, le marché mondial n'a plus la capacité de réaliser la plus-value, en relation avec la destruction des forces productives, ce qui se traduit par l'accumulation forcenée de capital spéculatif se substituant à l'accumulation du capital productif.

Sur le marché mondial, les divers capitalismes se dépouillent mutuellement de

leur capital, sous la direction du FMI, qui les dépouille tous au profit de l'impérialisme américain.

Le développement des révolutions bourgeoises constituant les nations était nécessité par la contradiction entre les forces productives et les entraves que leur opposait la survie des formes féodales de propriété. Pour que de nouvelles formes de propriété puissent servir de bases à un nouvel élan des forces productives, la nécessité s'imposait que se constitue un marché national assurant le libre développement des forces productives.

Le développement du capitalisme s'est fait sur une extension systématique de sa base. L'expansion de chaque capitalisme national n'était rendue possible que parce qu'il disposait du marché mondial.

La survie de la propriété privée des moyens de production entraîne à la décomposition et à la barbarie, menaçant de liquider toutes les conquêtes historiques de la civilisation humaine, y compris les conquêtes de la révolution bourgeoise.

Les positions mondiales des Etats-Unis comme moteur de la décadence de l'économie mondiale dans toutes ses parties, faisant d'eux le pilier de la contre-révolution, explique tout à la fois la soumission aux Etats-Unis, par peur de la révolution, des classes dominantes dans tous les pays et le soutien, sur tous les continents, au gangstérisme des Eltsine, Lebed, Milosevic, Zéroual, Hassan II..., qui s'étend dans tous les pays.

Les guerres ethniques ravagent 70 pays recensés sur le globe ; les négociations "pacifiques", dans le cadre du GATT hier, de l'OMC aujourd'hui, ont pour but de consacrer la domination américaine dans le monde, d'imposer sa monnaie comme "régulateur" de l'échange des produits.

"Régulateur" par euphémisme, en fait comme instrument de désagrégation, de déréglementation et de pillage sur un marché mondial où, dans le cadre du capitalisme, les capacités de production ne peuvent trouver de débouchés.

GATT, OMC, ALENA, G 7, G 8... sont impuissants à "réguler" un marché mondial qui ne peut plus être régulé et n'ont d'autre fonction que de "planifier" la destruction des forces productives, la destruction des nations.

C'est ainsi que la domination du dollar marque la crise mortelle générale qui affecte la circulation des produits.

Au processus d'oppression d'une nationalité par une autre au sens habituel, est substituée la marche à l'oppression de toutes les nationalités par les bandes mafieuses contrôlant l'économie de la spéculation, qui décomposent les Etats et tendent à prendre possession de leurs représentations en décomposition, aggravant la dissolution-décomposition de toutes les nations.

La question de la démocratie, intégrée à la révolution permanente, resurgit dans la situation mondiale où l'impérialisme sénile est engagé, via ses institutions — FMI, Banque mondiale, Union européenne —, dans un processus de désagrégation de toutes les nations, y compris de la nation dominante, les Etas-Unis.

Dans tous les pays, la rénovation démocratique ne peut passer que par la révolution prolétarienne.

•
• •

Dans la phase de l'impérialisme sénile, plus encore que dans sa première phase, la solution des questions nationales, dans leurs dimensions actuelles, incombe au prolétariat.

Seule la révolution prolétarienne, à partir de la défense des droits et conquêtes, peut libérer les forces productives des tenailles du système pourriant de la propriété privée, et préserver ainsi chaque nation de la destruction.

l'Asie. C'est à dire que l'Asie n'a pas de frontières naturelles, mais artificielles, qui sont le résultat d'une volonté de domination et de conquête.

La dépendance des peuples de l'Asie est donc une conséquence de l'histoire.

C'est la cause de la domination de l'Asie par les puissances occidentales. L'Asie a été vaincue dans la guerre mondiale et l'Asie a été vaincue dans la guerre de Corée. Les puissances occidentales ont donc obtenu la victoire dans la guerre mondiale et l'Asie a été vaincue dans la guerre de Corée. Les puissances occidentales ont donc obtenu la victoire dans la guerre mondiale et l'Asie a été vaincue dans la guerre de Corée.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

Le résultat de cette domination est que l'Asie est devenue un pays pauvre et dépendant. Les puissances occidentales ont donc obtenu la victoire dans la guerre mondiale et l'Asie a été vaincue dans la guerre de Corée.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

C'est pourquoi l'Asie doit se battre pour sa survie et pour sa liberté.

40^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale (Conférence nationale du Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs)

— 21, 22 et 23 décembre 1996 —

Les 21, 22 et 23 décembre 1996, s'est tenu le 40^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale (Conférence nationale du Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs).

Ce congrès se tenait dans la période suivant immédiatement la III^e Conférence mondiale ouverte, convoquée à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs, et la Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale, qui s'est achevée le 28 octobre 1996.

Le congrès de la section française se déroulait dans une situation marquée par des développements importants dans la lutte des classes en France, développements reliés directement au mouvement d'ensemble qui, dans toute l'Europe, tend à dresser les travailleurs contre les conséquences de la mise en œuvre du traité de Maastricht.

Dans ses débats, le congrès de la section française de la IV^e Internationale a donc pu intégrer les conclusions des conférences internationales qui l'avaient précédé et définir les tâches de la section française, dans le cadre de l'action pour la construction du Parti des travailleurs, en fonction même des décisions internationales prises en commun.

Le congrès avait été préparé par une large discussion engagée dans les assemblées générales de militants et les conférences régionales. Cette discussion s'est poursuivie et s'est précisée dans le cours du congrès, aboutissant, sur la base d'une résolution présentée par la direction nationale sortante, à une résolution unanime, que nous reproduisons, dans ce numéro de *La Vérité*, à la suite du discours de clôture du rapporteur.

Parmi les événements politiques importants qui précédaient directement ce congrès, il y avait eu la journée du 16 novembre, appelée par les confédérations FO et CGT, dans des conditions où, comme le souligne la résolution adoptée par le congrès, ce qui a dominé,

"c'est ce qui s'est fait dans la région parisienne et dans nombre d'autres points, c'est-à-dire la réalisation de l'unité d'action des confédérations"

ouvrières sur la base des revendications qui sont très précisément celles de la classe ouvrière, au premier rang desquelles l'exigence du retrait du plan Juppé, exigence de reconquête de la protection sociale collective, reliée au mot d'ordre concernant l'arrêt des licenciements, le refus des privatisations et de l'ensemble des attaques contre la classe ouvrière et la jeunesse".

En effet, contre ce contenu de la journée du 16 novembre, les manœuvres n'ont pas manqué. Ainsi, le secrétaire général de la CGT, Louis Viannet, se refusant à être, aux côtés des dirigeants de Force ouvrière, à la tête de la manifestation parisienne, s'était rendu à Aurillac, ville du centre de la France où, au nom de la "défense de la région", se déroulait une manifestation occultant les revendications précises de la classe ouvrière (notamment le retrait du plan Juppé).

Un autre élément d'importance avait été le déroulement des élections aux organismes paritaires dans l'enseignement. Dans ces élections, les personnels de l'enseignement sont appelés à voter pour leurs représentants dans des instances où, paritairement avec ceux de l'administration, sont notamment contrôlés les mouvements de personnels, les mutations, etc. Les différentes organisations syndicales présentent des listes à ces élections. Le caractère sans précédent de la fraude organisée à l'occasion de ces élections comme moyen d'attaquer les positions de la confédération Force ouvrière dans ce secteur constitue un événement politique révélateur, expression de l'offensive corporatiste.

C'est pourquoi la résolution unanimement adoptée par le congrès dégage la signification de cette fraude délibérément mise en œuvre au plus haut niveau.

Discours de clôture

C'est sans doute une banalité, mais il faut y sacrifier, que de dire que nous avons eu un bon congrès. Mais puisque c'est vrai, je ne vois pas pourquoi on commencerait cette conclusion en disant le contraire.

Nous avons eu un bon congrès. Il se trouve qu'un autre congrès s'est achevé quarante-huit heures avant le nôtre, celui du Parti communiste français.

Je crois important — puisque nous avons placé tous nos travaux sous le signe d'une appréciation des bouleversements en cours dans la situation politique, des modifications de processus qui, se développant depuis des mois et des années, sont en train de s'accélérer, de moments où la quantité est en train de se transformer en qualité —, je crois important d'enregistrer que le parti stalinien étant passé du côté de l'ordre bourgeois depuis

soixante ans et même un peu plus, étant transformé aujourd'hui en instrument de mercenaires au service de Washington, ce congrès du Parti communiste français marque, en particulier dans son acte final, l'élection de ses instances dirigeantes, un pas de plus dans sa transformation en instrument direct d'une poignée de mercenaires au service de l'impérialisme.

Et je crois que cela a une certaine signification que, dans le même congrès, d'une part, soit affichée solennellement la sortie des représentants du bureau national de la CGT du bureau national du PCF, quand, d'autre part, rentre au comité national de ce même parti un individu comme Braouezec.

L'entrée de Braouezec, député-maire de Saint-Denis, au comité national du PCF, celui qui, il y a quelques semaines, a

déclaré : "Certes, jusqu'au milieu des années 1980, le conflit se déroulait au sein de l'entreprise entre la classe ouvrière au travers de ses organisations et la classe des possédants, mais cette période est close" ; celui qui vient de déclarer que "la pauvreté, l'exploitation, l'aliénation, la souffrance n'ont certes pas disparu, mais elles prennent de nouvelles formes", et que, par conséquent, "à l'antagonisme de classes qui a existé pendant très longtemps se substitue le conflit entre ceux du dehors et ceux du dedans, ceux du centre et ceux de la périphérie, ceux de la ville et ceux de la banlieue" ; celui qui se fait ouvertement le chantre du corporatisme, du parti "sociétal", de la négation de la lutte de classes, et qui le pratique quotidiennement dans sa ville de Saint-Denis en cherchant à vider les Bourses du travail des prérogatives des organisations syndicales indépendantes, incluant la CGT ; celui-là, son entrée au comité national marque la nécessité pour l'appareil stalinien d'aller jusqu'au bout.

Jusqu'au bout dans l'offensive de destruction des organisations ouvrières indépendantes, jusqu'au bout dans la prise en charge des exigences de l'impérialisme.

Et au même moment, en Italie, le gouvernement Prodi, avec le soutien de toutes les fractions issues de l'appareil stalinien décomposé, je veux dire aussi bien le PDS que Refondation communiste, fait passer un budget dont *Les Echos*, ce matin, écrivent

"qu'il est un exemple pour l'ensemble du monde occidental, parce que c'est l'accélération de la mise en œuvre des critères de convergence de Maastricht, de l'austérité budgétaire et des privatisations".

Trotsky avait expliqué, il y a déjà plus de soixante ans, que le stalinisme révise le marxisme avec l'aide des bottes de la Guépou comme instrument théorique. Sur ce plan, les choses sont en train d'aller jusqu'au bout dans le cadre de la mission désagrégratrice et destructrice de la classe ouvrière qui est celle du stalinisme. Et, en même temps — et nous en avons débattu dans ce congrès —, ce ne sont pas les points d'appui qui manquent, ce ne sont pas les manifestations de résistance qui font défaut.

Un camarade a dit tout à l'heure, se référant à la phrase de Lénine sur le fait que s'il reste un segment de civilisation, nous reconstruirons tout à partir de ce segment, qu'il reste beaucoup plus qu'un segment de civilisation.

Nous l'avons vu lors de la III^e Conférence mondiale ouverte, nous le voyons dans notre activité quotidienne.

C'est vrai : décomposition, recomposition, ça se traduit par le fait qu'au moment même où se déchaîne l'offensive la plus brutale qui menace l'existence même des organisations ouvrières indépendantes, nous ne sommes pas isolés. Et non seulement nous ne sommes pas isolés, mais nous sommes insérés par notre activité dans la résistance des masses dans le dégagement des courants, des groupes, des organisations, à l'échelle internationale et en France, qui, bien que ne partageant pas le programme de la IV^e Internationale, se relient à notre activité parce qu'ils cherchent à résister.

C'est donc dans une situation où tous ces processus sont en train de se précipiter, aussi bien l'offensive désagrégratrice qui conduit le stalinisme à aller jusqu'au bout que la volonté de résistance, que s'inscrivent les travaux de notre 40^e Congrès.

Nous l'avons dit ici : notre force, c'est la démocratie ouvrière. Non pas notre force à nous, trotskystes, comme une propriété exclusive, mais simplement que c'est la seule arme de la classe ouvrière que sa capacité d'organisation, de libre organisation sur le terrain de la démocratie ouvrière.

Nous n'avons donc pas, nous qui sommes un secteur de la classe ouvrière, mais qui n'avons pas d'intérêt distinct, d'autres armes ni d'autres forces à notre disposition. Et le mérite de ce congrès, c'est de l'avoir vérifié pratiquement.

Nous avons dit que notre activité, l'an prochain, sera placée sous le signe du quatre-vingtième anniversaire de la révolution d'Octobre. Nous aurons l'occasion de nous en expliquer, aussi bien dans *Informations ouvrières*, sur le plan qui est

celui du Parti des travailleurs, que dans l'organe de la IV^e Internationale, *La Vérité*. Mais essayons simplement d'évoquer ici, parce que quatre-vingts ans ont passé, parce que des tonnes de boue déversées par le stalinisme, reprises à leur compte par tous les tenants de l'ordre impérialiste, ont finalement brouillé l'image de la révolution d'Octobre, essayons simplement de restituer ici ce qui fut Octobre 1917.

Octobre 1917, c'est d'abord ces images qui ont été rapportées par Trotsky dans *L'Histoire de la révolution russe*, par John Reed, par d'autres, comme Rosmer : les images de ces assemblées d'ouvriers, de milliers d'ouvriers, parfois de paysans, de délégués, de soldats, de ménagères, comme disait Lénine, débattant à n'en plus finir pour trouver les réponses à la situation terrible à laquelle était confrontée la classe ouvrière russe : comment résister à l'offensive de l'impérialisme, comment réaliser la réforme agraire, comment prendre en main la gestion et l'organisation de la production ? Bref, comment faire en sorte que ce pouvoir arraché à la classe des expropriateurs devienne effectivement le pouvoir entre les mains de la classe des opprimés, des exploités.

L'image qui nous est transmise, c'est celle que nous allons essayer de faire revivre, celle que nous allons essayer de dégager, durant cette année 1997. C'est ce combat qui faisait dire à Lénine que l'Etat ouvrier doit être organisé de telle manière que la simple ménagère puisse prendre en charge sa gestion.

Nous savons que ces formulations, ces éléments de l'histoire vivante de la classe ouvrière ont fait pousser de hauts cris en leur temps à la classe des capitalistes, aux bureaucraties fonctionnaires de la II^e Internationale dégénérée, qui n'y voyait que désordre, anarchie, spectacle répugnant de gens mal dégrossis, peu civilisés et peu éduqués, tentant de prendre en main des questions qui, de loin, ne pouvaient que les dépasser.

Et nous, nous savons qu'en réalité, dans cet extraordinaire foisonnement, qui a vu des millions d'hommes et de femmes, d'ouvriers, de paysans, de sol-

dats, chercher à prendre en main l'avenir de la société, c'est la fin du désordre et de l'anarchie capitaliste qui était mise à l'ordre du jour. C'était au contraire la nécessité de construire un ordre nouveau sur les ruines d'un monde décomposé, de construire l'ordre ouvrier, qui s'affirmait.

Bien sûr, 1997 n'est pas 1917. Bien sûr, les conditions concrètes de la décomposition de l'impérialisme et des formes d'organisation de la classe ouvrière sont à bien des égards différentes. Bien sûr, quatre-vingts ans ont passé et les effets dévastateurs de la survie de l'impérialisme arrivé à son stade sénile, du stalinisme, de la social-démocratie ont largement contribué à modifier les conditions concrètes de l'exercice de la lutte de classe. Il n'en reste pas moins que l'ordre capitaliste montre chaque jour davantage son véritable visage, son incapacité à offrir le moindre avenir à l'humanité.

Cela se traduit concrètement par le fait que chacun des miracles qui nous est présenté, année après année, se termine littéralement en déroute économique et politique. Pas plus tard que ce matin, la presse annonçait que le miracle japonais se terminait dans un désastre sans précédent. Hier, c'était la Thaïlande. Avant-hier, c'était le Brésil. Il n'y a pas d'autre avenir pour le régime de la propriété privée des moyens de production que de conduire l'humanité de désastre en désastre.

Alors, dans cette situation, et c'est le sens de notre congrès, il n'y a pas d'autre solution pour la classe ouvrière que de combattre pour la propriété sociale, pour l'expropriation des expropriateurs. Et pour cela, pas d'autre moyen pour nous que de bâtir la section française de la IV^e Internationale et, au-delà, aider à bâtir le parti ouvrier indépendant comme la libre association d'hommes et de femmes libres.

Nous savons que, dans le flot des mensonges, des contre-vérités, dans le torrent de boue qui a été déversé contre le bolchevisme, il y a, entre autres choses, cette tentative d'assimiler le bolchevik à une espèce d'automate, cette tentative de confondre centralisme démocratique et bureaucratisme stalinien, cette tentative de

faire accroire que le bolchevisme serait la négation de la liberté de discussion.

Je crois que, pour ce qui nous concerne, nous qui avons participé aux travaux de ce 40^e Congrès, nous avons fait l'expérience pratique — si toutefois quiconque ait eu le moindre doute à ce sujet — que non seulement le bolchevisme n'était pas contradictoire avec la libre discussion, mais qu'il en était la condition. Et que l'accord entre nous, qui existe sur les bases du programme clairement délimitées, rend possible qu'à l'intérieur de ce cadre, les désaccords, les nuances, les points de vue différents s'expriment, non pas sur le terrain de polémiques stériles et d'affrontements se développant pour le besoin de l'affrontement, mais s'expriment et s'affrontent dans la recherche de solutions communes souvent possibles, ou qui parfois ne le sont pas.

Mais dans tous les cas, non pas pour le plaisir de développer une discussion et une polémique comme un but en soi, mais exclusivement dans la recherche commune des meilleures solutions conformes à l'activité du parti, c'est-à-dire aux besoins de la classe ouvrière.

Ce que nous avons pratiqué dans ce 40^e Congrès, nous ne l'avons pas pratiqué accidentellement ; nous avons, de ce point de vue, fait un pas sur la voie de la réappropriation du bolchevisme. Et que cela se fasse à l'aube de cette année du 80^e anniversaire de la révolution d'Octobre me semble de bon augure quant à la manière dont nous devons nous approprier l'histoire du mouvement ouvrier.

Pour nous, le bolchevik est certes un militant discipliné, mais ce n'est pas seulement cela. C'est d'abord un homme, une femme, qui, dans chaque cas, et sur chaque question, commence par se forger une opinion et qui n'hésite pas à la défendre courageusement, non seulement contre nos ennemis à l'extérieur de la IV^e Internationale, mais y compris à l'intérieur de notre organisation. Le bolchevik, c'est celui qui, même mis en minorité au sein de son organisation, certes, se soumettra parce que la discipline doit prévaloir dans l'action, mais ne renoncera pas pour autant à son point de

vue, et n'hésitera pas, s'il le juge nécessaire, même ayant été mis en minorité, à le présenter, à le représenter deux fois, trois fois, dix fois, dans la discussion.

Parce que, minoritaire, il l'est peut-être tout simplement parce qu'il a eu plus tôt ou de manière plus claire un point de vue qui, demain, sera nécessairement adopté par l'organisation ; et s'il pense que c'est le cas, c'est son devoir de le défendre et d'en débattre sans renoncer à son idée.

Pour nous, qui constituons la direction de la section française de la IV^e Internationale — je veux dire la direction au sens large, non seulement la direction nationale, qui a été élue, mais le congrès lui-même, qui, comme expression souveraine et la plus élevée de la démocratie dans le parti, est la direction du parti —, pour nous, qui sommes direction de la IV^e Internationale, il nous faut dans cette section française en tirer une conséquence. Diriger, ce n'est pas s'adresser aux cadres de l'organisation pour leur dire : appliquez, exécutez.

La tâche principale d'une direction, c'est d'aider chaque cadre, chaque militant, à élaborer d'abord sa propre opinion, à se forger les contours de sa propre volonté politique, à développer ce qu'on peut appeler sa personnalité politique propre, dans le cadre commun de l'organisation que nous construisons. C'est-à-dire de faire en sorte que chaque cadre, chaque militant soit placé dans une situation où sa propre indépendance d'esprit et d'opinion s'allie et se combine à l'esprit de discipline qui est à la base de la cohésion dans l'action.

Et si nous sommes capables de faire cela, ou en tout cas de faire un pas dans cette direction ; si nous sommes capables de tirer de ce congrès non seulement les conclusions politiques, mais aussi le cheminement de la discussion qui y a conduit ; si nous comprenons que faire un compte rendu du congrès, ce n'est pas simplement livrer des conclusions, livrer des textes, rédiger des résolutions d'application, bien que cela soit nécessaire ; si nous comprenons qu'il nous faut aussi faire l'effort de restituer aux camarades le déroulement de la discussion, l'exposé des positions

divergentes qui se sont exprimées, la manière dont la discussion les a finalement rapprochées, les positions qui en sont découlées, à partir de là, nous faisons notre travail de direction du parti. Nous donnons la possibilité à chaque militant du parti de prendre à son tour sa place dans l'exercice de la démocratie ouvrière.

Nous sommes trotskystes, mais, comme nous l'a appris Trotsky lui-même, ce n'est pas un nom que nous avons choisi. Trotsky disait :

"Je n'ai jamais prétendu, je ne prétends pas créer une doctrine particulière.

Il a été écrit dans le journal *Le Proletaire* : *"Il n'y a pas de théorie de la révolution socialiste, il n'y a pas de théorie de la révolution prolétarienne, il n'y a pas de théorie de la révolution ouvrière, il n'y a pas de théorie de la révolution communiste, il n'y a pas de théorie de la révolution bolchevique, il n'y a pas de théorie de la révolution trotskiste, il n'y a pas de théorie de la révolution stalinienne, il n'y a pas de théorie de la révolution trotskiste, il n'y a pas de théorie de la révolution stalinienne-trotskiste, il n'y a pas de théorie de la révolution stalinienne-trotskiste-bolchevique, il n'y a pas de théorie de la révolution stalinienne-trotskiste-bolchevique-socialiste, il n'y a pas de théorie de la révolution stalinienne-trotskiste-bolchevique-socialiste-communiste, il n'y a pas de théorie de la révolution stalinienne-trotskiste-bolchevique-socialiste-communiste-bolchevique-socialiste, il n'y a pas de théorie de la révolution stalinienne-trotskiste-bolchevique-socialiste-communiste-bolchevique-socialiste-communiste."*

Je suis, sur le plan théorique, un élève de Marx. Pour ce qui est des méthodes de la révolution, je suis passé par l'école de Lénine. Ou, si l'on veut, le trotskysme est pour moi un nom sous lequel les idées de Marx et de Lénine sont désignées par des épigones désireux de s'affranchir coûte que coûte de ces idées, mais n'osant pas encore le faire ouvertement."

Nous sommes arrivés à l'heure où les épigones le font ouvertement.

Ne craignons pas, quant à nous, d'affirmer ce que nous sommes, soyons des bolcheviks-léninistes.

40^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale (Conférence nationale du Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs) — 21, 22 et 23 décembre 1996 —

Résolution

1 La Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale a achevé ses travaux le 28 octobre. Au même moment, en France, les développements politiques dans la lutte de classe, qui ont conduit à l'appel des confédérations FO et CGT à la journée du 16 novembre, illustrent de manière significative la place que la section française de la IV^e Internationale peut et doit occuper, la place qu'elle a d'ores et déjà partiellement commencé à occuper dans le strict respect de l'indépendance réciproque entre partis et syndicats, qui exige le respect des instances, donc des prérogatives du syndicat. (Là où des militants du Parti des travailleurs, quel que soit le courant auquel ils appartiennent, occupent des responsabilités dans les syndicats, ils ne les occupent pas au compte de l'appartenance politique, mais au compte des syndiqués, quelles que soient leurs "appartenances politiques, philosophiques ou religieuses". C'est ainsi que le respect de l'indépendance réciproque équivaut au respect du mandat, c'est-à-dire de l'exercice réel de la démocratie syndicale, qui est partie constituante de la démocratie ouvrière comme le cen-

tralisme démocratique l'est également, sans que les deux puissent se confondre.)

Le 16 novembre représente une date d'une grande importance dans la mesure où elle a permis un recul de la ligne unicitaire de l'appareil stalinien, l'obligeant à l'action commune. Ce mouvement n'a certes pas été homogène. Dans nombre de points, l'appel au 16 s'est fait sur la base de l'unicité, comme à Aurillac, ou de l'ambiguïté. Cependant, ce qui domine, c'est ce qui s'est fait dans la région parisienne et dans nombre d'autres points, c'est-à-dire la réalisation de l'unité d'action des confédérations ouvrières sur la base des revendications qui sont très précisément celles de la classe ouvrière, au premier rang desquelles l'exigence du retrait du plan Juppé, exigence de reconquête de la protection sociale collective reliée aux mots d'ordre concernant l'arrêt des licenciements, le refus des privatisations et de l'ensemble des attaques contre la classe ouvrière et la jeunesse.

Ce qui domine, c'est l'unité d'action réalisée par les confédérations syndicales

sur la base des revendications ouvrières ciblées, précises : la décision d'appeler au 16 novembre constitue un élément de rupture avec Notat, la CFDT et le gouvernement au service du Fonds monétaire international et de l'Union européenne, de la rupture avec le bloc constitué à la CNAM entre la CFDT et le CNPF lors de l'élection à la présidence.

Il importe, au regard de l'enjeu de cette question, de revenir sur les conditions qui y ont conduit, car elles vérifient, pour ce qui nous concerne, les conditions de la mise en œuvre de l'orientation stratégique de combat pour le front unique (dont l'unité d'action syndicale est une composante), qui est celle de la IV^e Internationale.

a) La tendance générale liée à la décomposition de l'impérialisme sénile est celle de la marche au corporatisme. Les masses, en France comme dans le monde entier, cherchent à résister. En France, l'appareil de l'Eglise catholique romaine a fourni, tant sur le plan syndical que sur le plan politique, les éléments théoriques et pratiques du corporatisme contre l'indépendance de la classe ouvrière. La CFDT est un des fers de lance de cette offensive dans la marche au corporatisme, pour contraindre coûte que coûte à l'intégration des organisations syndicales.

b) La nature même de l'appareil décomposé du stalinisme conduit logiquement sa direction à s'engager sur la voie de la CFDTisation, c'est-à-dire du corporatisme. Hier mercenaires au compte de l'appareil international du stalinisme, l'appareil du PCF, l'appareil dirigeant de la CGT sont à la recherche de nouveaux maîtres.

Ceux-ci ne peuvent être que Washington, les plans du FMI et les organisations non gouvernementales (ONG). Cependant, sur cette voie, des secteurs de l'appareil s'opposent à ce que la CGT, fédérant des syndicats dont la place dans la lutte de classe reste l'indépendance, s'engage sur le cours de l'unicité corporatiste. Ce processus se combine avec l'effondrement de l'URSS, qui, aux yeux de nombreux militants et cadres, équivaut à la "patrie du socialisme".

c) L'appareil de Force ouvrière est un appareil réformiste, qui, par nature, n'a pas pour vocation de renverser l'Etat bourgeois. Mais **l'appareil réformiste, constitué dans le cadre de la démocratie bourgeoise**, dirige une centrale et des syndicats, qui ne peuvent survivre que comme syndicats constitués dans la lutte de classe, que comme syndicats indépendants. L'unicité, le corporatisme signifieraient tout à la fois leur disparition comme syndicats et la disparition de l'appareil réformiste comme tel. Dans un passé récent, par exemple, l'appareil de l'UIL en Italie, qui a participé à la marche à l'intégration corporatiste menée par les dirigeants staliniens de la CGIL, a payé cette politique par la désintégration de son organisation.

d) Cette résistance n'est évidemment pas indépendante du mouvement général des masses, en même temps qu'elle le nourrit. Les masses cherchent à réaliser leur mobilisation sur le terrain même de la lutte de classe. Elles l'ont montré très largement en novembre et décembre 1995. Par leur propre action, les masses cherchent la voie de la lutte de classe en dessinant les conditions de l'unité d'action des travailleurs et des syndicats sur la base des revendications précises. C'est la leçon de tous les mouvements de classe en juillet, en août, en septembre, les cheminots de Marseille, les travailleurs de l'aéroport de Nice, les travailleurs du CEV de Brétigny et beaucoup d'autres.

e) Cette pression des masses qui cherchent les voies de la résistance s'exerce également sur les organisations. Et elle s'exerce de manière contradictoire : d'une part, elle consolide et conforte les tendances qui cherchent, au niveau même des appareils, à résister à l'intégration corporatiste ; d'autre part, elle met d'autant plus à l'ordre du jour la constitution de l'unicité corporatiste, dont la direction de la CGT (avec ses rénovateurs, en pointe avancée) d'une part, l'aile "rénovatrice" dans la CGT-FO, d'autre part, sont les principales expressions organisées, cela pour faire barrage à la poussée des masses.

f) Pour comprendre la nature de ce qui s'est passé dans les élections paritaires,

il est nécessaire de le restituer dans son cadre politique, précisé quelques jours auparavant par Chirac en personne : "Il faut pacifier le social", a-t-il déclaré, précisant qu'il fallait à l'Etat imposer coûte que coûte "*un syndicalisme responsable*", incarné par Notat.

Au compte des intérêts du capital, l'application des injonctions du Fonds monétaire international met à l'ordre du jour l'accélération de l'offensive de destruction de l'école publique, dans la continuité de toute la politique réactionnaire, antilaïque, de la Ve République, offensive de destruction des confédérations ouvrières et du syndicalisme indépendant. A cette offensive s'oppose la pression des masses, de l'ensemble de la classe ouvrière cherchant à défendre l'école publique et laïque comme une conquête fondamentale ; l'aspiration des enseignants cherchant à reconquérir l'école de Jules Ferry, cherchant la voie du combat sur leurs authentiques revendications, s'inscrit dans cette résistance de la classe ouvrière.

C'est dans ces conditions, après l'éclatement de la FEN et du SNI, posant à une tout autre échelle la question de la réintroduction du syndicalisme confédéré et indépendant dans l'enseignement, qu'il est vital, pour la Ve République et le gouvernement Chirac-Juppé-Bayrou, de maintenir contre les enseignants le cadre de l'unicité corporatiste, s'exprimant par l'existence d'un syndicalisme officiel, adapté à la situation actuelle, courroie de transmission des contre-réformes, rouage de l'administration dans leur application. Ce syndicalisme officiel, dans des conditions qui sont celles de la crise des institutions, a deux branches complémentaires : la FSU, dirigée par l'appareil stalinien en voie de décomposition (auquel est dévolu la responsabilité principale dans l'enseignement), et la FEN-UNSA. Ce syndicalisme officiel est investi d'un rôle politique contre le syndicalisme ouvrier confédéré, contre l'existence même des confédérations ouvrières indépendantes.

Les positions qui sont celles de la CGT-FO et de sa direction, caractérisées par la défense de l'indépendance de l'organisation syndicale, fondent la volonté de la confédération de combattre pour

réintroduire le syndicalisme confédéré dans l'enseignement ; ces positions constituent la cible commune de l'appareil d'Etat et de tous les appareils associés à la mise en œuvre de l'unicité corporatiste. Les élections paritaires se sont déroulées dans ce contexte. Ainsi s'explique le maintien par Bayrou d'un scrutin organisé dans d'invisibles conditions aboutissant à couvrir et légitimer un nombre considérable de fraudes, dont le contenu politique est d'imposer aux enseignants le syndicalisme unicitaire contre le syndicalisme confédéré. Il s'agit de dévoiler l'aspiration des enseignants, exprimée en novembre-décembre 1995 et lors de la rentrée scolaire, à combattre pour leurs revendications sur un terrain de classe. Il s'agit de fournir à tous les tenants de l'unicité corporatiste les moyens d'une offensive accrue contre la CGT-FO et sa direction. Il s'agit d'interdire même la possibilité qu'existe dans l'Education nationale, dans la fonction publique ensuite, d'authentiques élections professionnelles, pour leur substituer sondages et manipulations. Il s'agit d'achever de substituer au paritarisme et au droit pour le syndicat de revendiquer la cogestion institutionnalisée (la communauté éducative), sur un axe : liquider les statuts, appliquer la réforme de l'Etat, détruire, privatiser l'école publique et laïque.

La fraude et l'assignation en justice de la secrétaire générale du SN-FOLC ont ce contenu, fait sans précédent, parce qu'elle a osé demander qu'un huissier vienne constater les conditions antidémocratiques dans lesquelles les élections étaient organisées.

En ce sens, le résultat des paritaires, dont le syndicat demande l'annulation, doit constituer pour nous le point de départ d'une offensive de construction d'une force politique dans l'enseignement contre le corporatisme, pour l'aide au front unique. La défense du syndicalisme confédéré, dans l'enseignement comme ailleurs, passe par la bataille politique contre le corporatisme et nécessite en permanence et de manière coordonnée une expression politique indépendante axée sur la construction du parti ouvrier indépendant.

Régler nos difficultés qui sont réelles nécessite qu'on parte de cette appréciation politique d'ensemble. Il faut comprendre que la politique du gouvernement Chirac-Juppé-Bayrou, que sa responsabilité dans le déroulement des élections paritaires, marquées par la fraude, visent à asseoir la FSU comme syndicat officiel, antinomique avec le syndicalisme ouvrier confédéré, chargé dans l'Education nationale de promouvoir une politique de destruction de l'école et des statuts. Il faut comprendre que si l'Etat a franchi une étape dans la voie visant à imposer le syndicalisme officiel, cela reste fragile : les enseignants, partie intégrante de la classe ouvrière, résistent à l'application des plans de démantèlement de l'instruction publique et du statut. Nous avons à assimiler que défendre et construire le syndicat indépendant confédéré dans l'Education nationale n'est pas une démarche idéologique. Au-delà de l'appréciation que nous pouvons porter sur la place de l'Etat dans les fraudes aux élections paritaires, nous devons assimiler que la résistance des enseignants ne peut s'ordonner qu'à partir de leurs revendications, des revendications du syndicat.

Cela ne peut se faire qu'en combattant pour définir et préciser ces revendications, au plan local, départemental, académique, national, construire le syndicat, constituer les instances, faire fonctionner la démocratie syndicale contre l'offensive corporatiste, dont le contenu est en définitive la destruction même de toute organisation syndicale indépendante. L'ampleur même des attaques constitue le terrain sur lequel le syndicat peut se renforcer, dès lors qu'il ordonne son activité pour la satisfaction des revendications, qui se concentre sur la défense du statut de l'enseignant, dont la mission est la transmission des connaissances dans le cadre de la laïcité de l'école.

g) Dans ces processus — au sein des masses comme au sein des organisations —, on ne saurait abstraire le rôle joué par l'intervention indépendante de la section française de la IV^e Internationale : le vote du rapport moral présenté en 1959, où Bothereau avait expressément refusé l'association capital-travail proposée par de Gaulle, le double non en 1969 préci-

sent clairement notre place. Comme militants syndicaux, nous combattons pour l'unité d'action syndicale sur des revendications précises, ciblées, contre l'intégration des syndicats. Comme militants politiques, ce combat, qui se situe dans le cadre de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats, s'intègre pour nous dans le combat politique pour le front unique.

Qu'est-ce que le front unique ? C'est l'aide à la mobilisation des masses comme moyen de la réalisation de l'unité de la classe ouvrière intégrant ses organisations, unité indissociable de son indépendance de classe, unité et indépendance de classe elles-mêmes indissociables de la réalisation du combat émancipateur. Le front unique n'est donc pas réductible à l'unité d'action syndicale.

Le point de départ de l'orientation de front unique, sa condition, c'est l'indépendance politique et organisationnelle du courant trotskyste définissant, avec l'outil du programme, les revendications transitoires du programme dont nous ne faisons pas un préalable dans le combat pour l'unité d'action syndicale. Cela amène les tâches d'intervention politique directe dans la lutte de classe.

La condition du front unique, c'est la compréhension, par la section française de la IV^e Internationale, du caractère de réaction sur toute la ligne de l'impérialisme sénile et de toutes les composantes de la classe capitaliste, quels que soient leurs contradictions et leurs conflits ; c'est la compréhension de l'absolue nécessité, pour sauver l'humanité et la civilisation de la barbarie, que soit abolie la propriété privée des moyens de production pour faire place à la République des conseils ouvriers. C'est la compréhension que la bourgeoisie française n'a pas de marge de manœuvre sur la scène internationale, hormis la marge de manœuvre que seule la lutte de classe indépendante pourrait ménager.

La condition du front unique, c'est la compréhension que tous les appareils contre-révolutionnaires de la II^e Internationale et du stalinisme décomposé sont engagés sur la voie de l'union sacrée.

La condition du front unique, c'est l'intervention politique indépendante dans la lutte de classe. En effet, la lutte de classe est la matière vivante de l'activité de ceux qui se fixent d'aider à l'émancipation de la classe ouvrière. C'est dans l'intervention politique indépendante dans la lutte de classe que s'exprime l'indépendance de la IV^e Internationale. C'est dans cette intervention que s'exprime l'unité de la théorie et de la pratique dans l'organisation. C'est dans cette orientation que se traduit pratiquement la compréhension que l'heure du régime de la propriété privée des moyens de production est passée, mettant à l'ordre du jour le combat pour l'appropriation collective des moyens de production. C'est là le sens de l'intervention politique dans la lutte de classe, telle que nous l'avons mise en œuvre dans le respect des prérogatives du syndicat — de manière, certes, partielle, mais néanmoins significative — dans la dernière période, dans l'aide à la mobilisation lors de la rentrée scolaire, dans l'aide à la constitution du comité d'unité d'action des syndicats arrachant les revendications au CEV de Brétigny, au centre de tri de Bobigny et dans d'autres secteurs.

La mise en œuvre d'une orientation de front unique traduit la compréhension que "la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat". Elle est donc indissociable de l'orientation visant à résoudre la crise de direction. Orientation qui, nous l'avons établi depuis les XVII^e et XVIII^e Congrès, passe nécessairement par la transition dans la construction du parti. Combattre pour le front unique est donc indissociable du combat politique pour la construction d'un parti ouvrier indépendant, sur la base de la plate-forme d'action politique du Parti des travailleurs, qui ne recoupe pas tout le programme de la IV^e Internationale. Combattre pour le front unique est indissociable de la constitution de l'Entente, la Conférence mondiale ouverte, les décisions politiques et pratiques qui ont été prises.

La mise en œuvre d'une orientation de front unique relie le combat pour la construction du parti et l'aide pratique à la réalisation du front unique sur le terrain de la lutte de classe.

C'est dans ce cadre que nous menons le combat politique pour la constitution, sous l'égide des Assises contre les privatisations et la déréglementation, pour la démocratie, de comités pour la préparation à la journée internationale du 30 ou 31 mai. Ce sont les délégués un pour cinquante représentant des comités politiques préparant la journée internationale contre les privatisations-déréglementation et le meeting de Londres.

Ces comités politiques visent, pour reprendre la formule de Trotsky, à aider les masses à "*briser la résistance contre-révolutionnaire des appareils*", résistance qui se concentre tout particulièrement dans la tentative de l'appareil stalinien décomposé de maintenir le lien avec la représentation du corporatisme (la CFDT), tentative que, pour l'instant, nous avons aidé les masses et les militants à faire reculer. Ces comités constituent également, toujours selon la formule de Trotsky, "*un formidable tremplin*" pour la construction du parti ouvrier indépendant.

Les résultats de l'action engagée par les chauffeurs-routiers salariés en novembre 1996, prolongeant l'explosion sociale de novembre-décembre 1995, mettent à l'ordre du jour des actions de masses à venir : la reconquête des règles collectives fondamentales, la re-réglementation comme exigence primordiale de défense de l'existence même de la classe ouvrière et des acquis de la civilisation.

Cela va particulièrement être sensible dans le secteur privé, dans lequel la déréglementation est très engagée et où les salariés ont vérifié en quelques années qu'elle fait éclater les protections collectives acquises (Code du travail, convention collective) et détruit l'emploi.

Prolongeant la loi quinquennale de 1993 instituant l'annualisation, la loi de Robien a pu être votée dès lors que le plan Juppé contre la Sécurité sociale a été instauré. Cette loi, au bénéfice de l'emploi "informel" et de la précarité :

- institutionnalise, par le chantage à l'emploi, la tentative d'intégration-destruction des organisations syndicales au dispositif des directions d'entreprise de la

gestion du personnel et de l'organisation du travail ;

- contribue à propulser un syndicalisme corporatiste officiel, que la CFDT revendique en militant notamment pour mille accords ;
- constitue un levier pour imposer la déréglementation ;
- permet ouvertement le pillage de la protection sociale.

Il s'agit d'une véritable escroquerie. L'accord d'entreprise doit explicitement préciser qu'il se situe dans le champ d'application de la loi de Robien et montrer que, en conséquence, il permet de "sauvegarder" ou de "créer" x, y ou z emplois.

Son abrogation, comme celle de la loi quinquennale et des lois Auroux, est une revendication ouvrière essentielle dans la lutte unie contre la déréglementation, pour la re-réglementation et le retour à la référence hebdomadaire de la durée du travail.

Nous l'avons établi lors de la conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale : ce qui, à l'époque de la fondation de la IV^e Internationale, était présenté comme une "possibilité théorique", à savoir que, "sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerres, défaites, krachs financiers, offensives révolutionnaires des masses, etc.)", des secteurs "puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture", tend aujourd'hui à devenir une possibilité inscrite dans le moment présent. Et cela, tout simplement parce que la "combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances" perd de plus en plus son caractère exceptionnel : l'effondrement de l'impérialisme sénile, la dislocation de l'Etat, la dislocation des institutions et des nations, la crise monétaire permanente, la résistance des masses cherchant à préserver leurs organisations et institutions ouvrières, tout cela crée des opportunités beaucoup plus grandes et fréquentes pour voir des organisations qui se réclament de la classe ouvrière refuser les plans meurtriers dictés par le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne.

Dès lors, la question du front unique est posée. C'est sur la ligne du front unique que nous avons conduit l'intervention dans la lutte de classe en novembre-décembre 1995, tout en préservant notre indépendance. Nous avons manifesté clairement notre indépendance, par exemple le 30 octobre, en condamnant le pas vers l'unicité syndicale. Sur cette ligne du front unique, sur la question de la présidence de la CNAM qui concentrerait le combat contre le plan Juppé, nous avons agi pour préserver l'indépendance du syndicat dans l'aide à la préparation du 21 septembre, et encore dans tous les processus et les étapes qui conduiront au 16 novembre. Nous l'avons fait en respectant ce qu'est le cadre du front unique et en reconnaissant, d'ailleurs, que le secteur de l'appareil réformiste qui pratiquait un front unique de ce type le faisait pour ses propres raisons, comme cela est normal, car front unique n'est pas fusion organique.

Le résultat de cela, c'est que ces réalisations sur la voie du front unique constituent un point d'appui décisif pour les militants du PCF et de la CGT, pour les travailleurs qui se reconnaissent dans la CGT et qui ont trouvé là un levier pour chercher à submerger la politique des dirigeants du PCF. Le front unique intervient comme un facteur essentiel permettant aux masses de **submerger l'obstacle des appareils**. Viannet avait dit : pour lui, le centre, c'était le rassemblement du Massif central à Aurillac, c'est-à-dire sur le terrain du corporatisme. Sur l'orientation de front unique, nous avons aidé le mouvement même des militants et des cadres à contraindre à une rupture : l'appel au 16, contradictoire avec l'appel à Aurillac, que, cependant, Viannet maintient, manifeste que, contraint à l'unité d'action syndicale indépendante, l'appareil ne change pas de nature. Il n'en reste pas moins que c'est un échec pour l'appareil stalinien, c'est un point d'appui pour le front unique. C'est un coup porté à la politique d'unicité corporatiste sous la houlette de la CFDT.

Comme section française de la IV^e Internationale, nous avons occupé, à partir d'une politique indépendante, notre place dans ce processus.

2 Peut-on, à partir de là, et sans rien méconnaître des difficultés qu'il nous faut surmonter dans notre propre activité, chercher à généraliser cette orientation ? Peut-on, en particulier, réaliser un pas en avant dans la construction du parti ouvrier indépendant ? La réponse à cette question ne peut être trouvée sur un autre terrain que celui de la démocratie ouvrière.

La démocratie ouvrière suppose que soit respectée la place spécifique de chacune des institutions que la classe ouvrière a édifiée et qui la constituent comme classe. La démocratie ouvrière suppose que soit combattue toute confusion entre le syndicat et le parti, entre le parti et le courant, entre le syndicat et le courant.

La démocratie ouvrière suppose que chaque militant du CCI, organisateur et constructeur du parti ouvrier indépendant, accomplisse le mandat de débattre avec un ou deux autres adhérents du Parti des travailleurs afin d'élaborer ensemble, semaine après semaine, les formes adaptées de la mise en œuvre de la politique du Parti des travailleurs, de son élaboration politique généralisée à tous les membres du PT.

La démocratie ouvrière suppose que chaque militant du CCI, diffusant l'organe du Parti des travailleurs comme organisateur d'une politique ouvrière indépendante, en fasse le levier d'organisation du débat politique afin d'organiser sur une politique indépendante.

Il faut établir clairement les racines des difficultés du Parti des travailleurs. A l'occasion de l'un des meetings tenu le 24 octobre, un journal régional relevait :

"Le Parti des travailleurs est un petit parti, et pourtant ce qui se débat dans la conférence mondiale ouverte et dans les meetings recoupe les préoccupations majeures de l'immense majorité."

Contradiction réelle. L'impact de nos campagnes et de nos propositions va indiscutablement en grandissant. Mais cette orientation politique n'est pas reliée par nous, comme CCI, à une orientation de construction fondée de manière systématique sur l'exercice de la démocratie

ouvrière dans le Parti des travailleurs. Il en découle qu'une politique correctement orientée sur le front unique ne peut, si elle n'est pas reliée à la construction effective du parti ouvrier indépendant (laquelle ne peut se mesurer que dans le paiement régulier de tous les timbres, dans la progression du nombre de cartes et de la vente du journal), que nourrir une tendance à mener une politique de pression plutôt qu'une politique indépendante.

Il ne suffit pas d'établir les racines de la situation. Il faut répondre à la question : dans une situation indiscutablement favorable à la construction d'un parti ouvrier indépendant, pouvons-nous surmonter la pression qui s'exerce sur nous et nous orienter sur l'exercice plein et entier de la démocratie ouvrière, dont le premier acte est le dialogue politique avec les adhérents du parti ? Poumons-nous le faire **tout de suite**, avec des résultats **tout de suite** ?

3 Nul ne peut prévoir la forme que prendront les événements dans les prochains mois. Mais il est clair que les ingrédients se rassemblent d'une situation révolutionnaire. Non seulement la classe ouvrière, mais toutes les couches de la société tendent à chercher les voies de l'action contre une politique qui les accable et les menace dans leur existence même. Les institutions de l'Etat sont secouées de convulsions dislocatrices au cœur même de l'appareil de la justice, de la police, de l'armée. Les différentes fractions des représentations politiques traditionnelles de la classe capitaliste se déchirent à belles dents, sans qu'aucune ne puisse se prétendre à même de mener une autre politique, toutes étant — quoi qu'elles en disent — subordonnées au FMI, à la Banque mondiale et à l'Union européenne.

Sa survie, le régime la doit, pour l'essentiel, au rôle de bouclier que remplissent avec application les dirigeants du PS et du PCF (avec le rôle de complément nécessaire joué par LO, la LCR, etc). Mais ces appareils eux-mêmes ne parviennent pas à capter le mouvement de la classe pour l'orienter vers une "issue" du type union de la gauche : il suffit de mesurer le

mouvement de l'abstention, y compris dans l'élection de Gardanne, pourtant idéale pour ceux qui utilisent le Front national comme moyen de fédérer l'union sacrée.

Il est incontestable que cette pression exercée par Washington et ses instruments que sont le FMI ou l'Organisation mondiale du commerce, pour l'application stricte et totale des plans destructeurs, provoque dans tous les pays, au sein des classes dirigeantes et de leurs gouvernements, et aussi dans les appareils, contradictions et crises. Bien sûr, nous avons à en tenir compte.

Mais il serait extrêmement dangereux de ne pas saisir le fond des rapports actuels. Le fond des rapports actuels, dictés par les exigences totalement désagré-gatrices du maintien en vie du système capitaliste, c'est qu'aucun gouvernement ni aucune fraction en son sein n'a la moindre marge de manœuvre.

Tous les gouvernements, quels que soient leurs états d'âme, sont sommés d'exécuter, quel qu'en soit le prix à payer. Le cas de Chirac est, en la matière, exemplaire.

Politique internationale, Moyen-Orient, Afrique ou autre, il est sommé de s'exécuter et, de fait, quelles que soient ses velléités politiques intérieures, c'est Maastricht qui dicte et il applique : plan Juppé, fonds de pension, déréglementation généralisée, démantèlement des services publics...

Et il serait illusoire de croire, quoi qu'ils en disent, qu'un Pasqua, un Séguin, un Jospin ou un Hue, s'inscrivant tous totalement dans le cadre des critères de convergence du traité de Maastricht et du FMI, ainsi que dans le cadre du respect des institutions de la Ve République, puissent mettre en œuvre une autre politique.

Il s'agit, dans ce domaine comme dans d'autres, d'être parfaitement conscient des rapports réels.

Dans ces conditions, la forme même de la crise révolutionnaire à venir sera radicalement différente des "crises révolutionnaires classiques" qui ont marqué le XX^e siècle, de 1917 à la révolution portugaise. Sans aucun doute, du fait même de la

décomposition imprimée sous l'égide de l'impérialisme américain, prenant y compris la forme du bouleversement des institutions de l'Etat et des nations, aurons-nous affaire à des formes beaucoup plus disloquées et convulsives d'affrontements entre les classes.

Ces conditions — qui résultent même de la survie-décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production dans les conditions de l'impérialisme sénile — seront donc infiniment plus difficiles. Il en découle que, plus que jamais, la IV^e Internationale, sa section française ont entre les mains la responsabilité d'aider, par leur action indépendante, les masses à s'ouvrir une issue.

4 Les décisions de la Conférence mondiale ouverte et leur traduction dans la conférence des délégués du 9 novembre fournissent le cadre de toute notre activité les six prochains mois.

Il est indispensable d'inscrire notre politique dans le cadre des développements qui secouent, aujourd'hui en particulier, le continent européen.

Que s'est-il exprimé au sommet de Dublin ? A coup sûr, la plus grande incertitude de tous pour l'avenir de leur politique, de la monnaie unique, de l'Union européenne..., et, en même temps, l'absence d'alternative pour les bourgeoisie européennes soumises au pilonnage du capital financier américain, donc l'obligation de poursuivre jusqu'au bout.

Au fur et à mesure que sont implacablement mises en œuvre, dans tous les pays d'Europe, les mesures découlant de la stricte application du calendrier fixé par l'Union européenne pour se conformer au traité de Maastricht, on assiste à une vague d'explosions sociales, de grèves, de manifestations, qui tend à gagner tous les pays, les uns après les autres, qui tend à unifier la lutte de classe autour de l'exigence commune d'abandon de cette politique dictée par Maastricht.

Cette résistance, qui se manifeste avec de plus en plus de force et de façon convergente à l'échelle de tout le conti-

ment, a été à l'origine des difficultés rencontrées dans la signature du pacte et du " compromis " final.

Grèves dans la poste britannique, grève des routiers, reliée en France à tous les mouvements contre la déréglementation ; et, la semaine du sommet de Dublin, il y a eu la grève générale des fonctionnaires espagnols contre le gel des salaires imposé par les critères de convergence, suivant de quelques semaines une grève générale des mineurs des Asturias contre la fermeture de leurs puits décidée par Bruxelles...

Une révolte paysanne en Grèce, bloquant toutes les routes, notamment celles qui mènent, au nord, aux pays de l'ex-Yougoslavie, pour exiger un réaménagement de leur dette et le paiement de la subvention supprimée par Bruxelles, suivant là aussi une grève générale des fonctionnaires contre le blocage de leurs salaires, etc.

En Allemagne, ces développements sont allés extrêmement loin. Kohl, le pilier de Dublin, à peine rentré chez lui, doit céder devant l'offensive frontale de la classe ouvrière allemande organisée dans ses syndicats pour récupérer ses 100 % d'indemnité de maladie.

L'IG-Metall fait reculer le patronat par la menace d'une grève de toute la métallurgie en janvier ; dans la foulée, la chimie, les grandes banques, le commerce arrachaient les 100 %. En dépit de la loi, les syndicats ont imposé un échec au gouvernement et au patronat, ont imposé le retour aux 100 %, ont ouvert une crise majeure au sein du patronat et de la coalition gouvernementale. Les syndicats viennent d'enregistrer un nouvel afflux d'adhésions.

C'est indiscutablement pour tenter de juguler le mouvement de résistance qui tend à s'étendre à toute l'Europe que le secrétaire général de la CES vient de fixer au 28 mai la date d'une mobilisation générale des organisations adhérentes pour réussir la " réforme " du traité de Maastricht.

C'est dans ce contexte qu'il nous faut inscrire l'importance décisive du rassem-

blement, à Londres, du 1^{er} février, des assises du 15 mars et de la journée internationale du 31 mai.

Que les délégués représentant des organisations ouvrières de soixante-dix pays aient décidé une journée internationale d'action et de protestation contre les privatisations et la déréglementation, c'est là un appel à la résistance internationale, et donc au regroupement dans chaque pays de tous ceux qui cherchent la voie de la résistance.

Que trente-cinq députés du Labour Party de Grande-Bretagne s'associent aux décisions de la Conférence mondiale ouverte pour organiser ensemble, le 1^{er} février, la conférence internationale et le meeting international de Londres, c'est un appel au regroupement de tous ceux qui veulent combattre pour la rupture avec Maastricht, à l'heure même où, en France, toutes les forces politiques institutionnelles, à droite comme à gauche, se proposent de préserver Maastricht en l'amendant.

Que des milliers de travailleurs dans le monde entier, des responsables politiques et syndicaux représentant tous les courants du mouvement ouvrier se rassemblent dans le comité pour la victoire des dockers de Liverpool, c'est un levier extraordinaire pour rassembler et organiser tous ceux qui, combattant pour la victoire des dockers, affirment leur volonté de combattre pour la victoire de la classe ouvrière sur ses revendications dans leur propre pays.

Que les délégués, le 9 novembre, décident de prendre en charge et d'organiser ces campagnes de la Conférence mondiale ; qu'ils décident de constituer à tous les niveaux un comité national, des comités départementaux, des comités locaux pour la journée internationale et le meeting de Londres ; qu'ils le fassent en consolidant et en élargissant la méthode : un délégué pour 50, et c'est là l'appareil politique de la lutte qui peut, d'ici les 30 et 31 mai, organiser 20 000, 25 000, 30 000 travailleurs et jeunes groupés sous le drapeau de la journée internationale.

Telles sont les ambitions, qui découlent de la situation, à partir desquelles la direc-

tion nationale des 8 et 9 novembre a été amenée à définir les objectifs précis de construction, ordonnés sur un calendrier d'ensemble, qui ont fait l'objet d'un premier bilan lors du 40^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale.

5 Le 40^e Congrès a également tiré le bilan d'une première phase qui s'achève dans la reconstitution de notre intervention dans la jeunesse. Un cadre politique a été constitué. Des dirigeants se sont dégagés. Ils ont, pour certains du moins, acquis l'expérience de l'intervention politique dans l'aide à la mobilisation de la jeunesse et dans l'aide à la construction de syndicats étudiants indépendants.

Dans la période qui vient, le mouvement de la jeunesse, dont la jonction avec le mouvement de la classe ouvrière a été délibérément empêchée par les appareillons (UNEF, UNEF-ID, etc.) en novembre et décembre, sera amené à réoccuper toute sa place. Quelle est la responsabilité des cadres trotskystes dans la jeunesse, disposant du levier politique d'une organisation politique de jeunes indépendante et de l'expérience encore limitée de la construction de syndicats étudiants indépendants ? La réponse à cette question a commencé à être élaborée dans le 40^e Congrès.

6 La Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale s'est tenue de manière parfaitement distincte, non seulement dans le temps et dans la composition de sa délégation, mais aussi et surtout par le contenu politique, de la Conférence mondiale ouverte de l'Entente internationale. Respecter cette distinction à tous les niveaux est la condition même du succès du développement des campagnes de l'Entente et aussi du renforcement de la IV^e Internationale.

L'Entente est le cadre international souple délibérément flexible à partir duquel s'organisent, sur le terrain de l'indépendance de classe des organisa-

tions ouvrières, les campagnes internationales sur lesquelles les composantes de l'Entente se sont accordées. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas de "direction de l'Entente", mais un comité de suivi large, qui se réunira au mois de juin. Le Parti des travailleurs et son secrétaire national ont reçu pour seul mandat de la Conférence mondiale ouverte de coordonner l'ensemble des activités de l'Entente.

Tout autre est la place de la IV^e Internationale, qui, lors de la conférence de proclamations, a affirmé la nécessité, comme condition pour ouvrir la voie à une issue victorieuse pour les masses, de rétablir le centralisme démocratique disloqué à l'échelle internationale depuis la crise de 1950-1953.

La signification de cette décision (*voir dans ce numéro le rapport introductif à la Conférence mondiale des sections*), c'est que, pour nous, le combat pour construire le parti mondial de la révolution socialiste est plus que jamais la réponse à la crise de l'humanité, comprenant que la construction d'un tel parti passe nécessairement par les processus de regroupements larges tels qu'ils s'opèrent dans l'Entente, mais que, pour nous, comme courant trotskyste, nous considérons que le parti mondial de la révolution socialiste ne pourra s'édifier que sur le programme du marxisme, celui de la IV^e Internationale, sans pour autant dresser notre programme comme un ultimatum.

Ayant élaboré pas à pas depuis 1947 la ligne de la transition dans la construction du parti révolutionnaire, inséparable de la construction de la IV^e Internationale, nous avons permis que l'Entente internationale, dans l'effroyable crise du mouvement ouvrier mondial, réalise avec succès la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière.

De cette compréhension du rapport entre IV^e Internationale et Entente internationale, Conférence mondiale des sections et Conférence mondiale ouverte, et dans son application particulière, Parti des travailleurs et Courant communiste internationaliste, il découle que les militants trotskystes doivent être à même, tout à la fois :

— de participer, sur le terrain de la démocratie ouvrière, à la construction du Parti des travailleurs comme un véritable parti ouvrier indépendant, où chaque adhérent trouve sa place ;

— de renforcer les rangs de la IV^e Internationale sur la base du programme.

Ce dernier aspect exige que soit définie une politique unifiée de recrutement et de

formation à la IV^e Internationale. Cette question a été à l'ordre du jour sous la forme d'une résolution particulière au 40^e Congrès.

**Adoptée à l'unanimité des délégués,
de la direction nationale sortante
et de la commission de contrôle
sortante**

en Egypte

Le document ci-dessous nous a été remis à l'occasion de la III^e Conférence mondiale ouverte par un membre de la délégation égyptienne. Son auteur n'est pas membre de la IV^e Internationale. Nous publions son texte comme une contribution à la discussion sur la situation mondiale.

Nous adhérons entièrement aux résultats de la conférence internationale sur les privatisations tenue au Mexique au mois de mars de cette année. Il est clair pour nous, aujourd'hui, que la pauperisation des travailleurs, le chômage, la corruption, l'inflation, la régression des niveaux de la croissance économique et des services, les conflits ethniques et régionaux, l'annihilation de toute volonté politique nationale indépendante dans les pays du tiers monde sont produits par l'assassinat totale et puissante de l'impérialisme international et de ses organismes, tels que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Union européenne pour imposer sa domination sur l'économie mondiale, ainsi que les politiques de privatisation et de libre-échange non institutionnelles qui en font partie de facto.

Les raports de ces organismes nous montrent eux-mêmes que leur politique est la cause directe des malheurs des peuples. L'expérience à moins de quatre ans de l'adoption des politiques de privatisation par les partis indépendants communistes, socialistes et progressistes, ainsi que par les régimes autoritaires, nous a montré que le résultat fut toujours la mort des travailleurs et le sang le long des travailles.

des peuples contre des peuples. Nous voulons à ce propos vous soumettre notre expérience nationale et notre lutte contre le plan d'ajustement structurel et définitif, en guise d'introduction, le plan du secteur public depuis sa fondation dans notre pays, dont l'objectif principal est toutefois de faire échouer les tentatives de nos ennemis de nous déstabiliser.

Vous avez peut-être entendu des débats au niveau du 1^{er} mai sur qui porte l'indépendance et qui porte la responsabilité de la révolution arabe. Nous croyons que l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Iran, la Tunisie, l'Egypte de notre bras, ont joué un rôle prépondérant dans la victoire de la révolution arabe. Mais il faut également reconnaître que les forces de l'ordre, les forces armées, les forces de sécurité, et les forces économiques derrière ces peuples ont également largement contribué à l'initiative de développement communiste arabe amical. Nous avons donc conservé nos droits sociaux sociaux pour assurer une meilleure vie et une meilleure vie sociale comme moyen pour nous débarrasser des calamités économiques au profit des forces armées britanniques au Moyen-Orient.

la Conférence nationale du PCI de 1957. Mais il n'est pas à l'abri d'un certain optimisme qui croit que l'avenir sera favorable pour la jeunesse, qui est fait l'objet d'un rapport intitulé "Les jeunes dans le IV^e Congrès" et qui fut présenté au congrès national de la IV^e Internationale.

À propos de l'importance des débats
qui se déroulent dans les sections socialistes
et socialistes-créatrices et sur lesquels le
mouvement d'une première phase est
en cours, nous disons : « La révolution de
la jeunesse continue dans sa jeunesse. »
Un autre passage a été consacré à ces
résultats et aux débats. Ils ont, pour
certains du moins, accéléré l'expansion de
l'organisation politique dans l'armée, à la
maison scolaire de la jeunesse et dans l'acco-
rdeur de syndicats étudiants.

Dans le débat qui vient, le mouve-
ment de la jeunesse doit se joindre avec le
mouvement de la classe ouvrière à un
mouvement empêché par les appa-
reillages (UNEF, UNER, UD, etc.) en
novembre et décembre, sera amené à
reprendre tout sa place. Quelle est la res-
ponsabilité des cadres trotskistes dans la
jeunesse, disposant du levier politique
d'une organisation politique de jeunes
qui, pendant toute l'expérience encore
ouverte, a été l'organisation de syndicats
étudiants ? La réponse à
ce questionnement a été donnée
dans le IV^e Congrès.

La Conférence mondiale des sec-
tions de la IV^e Internationale a eu
un caractère très important dans le
développement de l'Entente, dans le
mouvement socialiste mondial et dans la
construction de la Conférence mondiale
ouverte de l'Entente internationale.
Telle est cette contribution à tous les
mouvements, la condition même du succès
des campagnes des campagnes de
l'Entente, de tout le fonctionnement de la
Conférence mondiale ouverte.

Le rôle de la IV^e Internationale
est de servir à l'avenir à assurer l'
unité de l'Entente, de faire de l'Entente une
force unitaire dans le monde.

Il est évident, dans un pays où l'obliga-
tion sociale est forte, que l'Entente
doit être au contraire une force
de l'avenir, mais qu'il faut éviter de faire
que l'Entente soit une force de l'avenir
qui se réunit au mois de juin. Le
parti VI est, en effet, un parti d'arrêts
nationaux, mais il peut être un parti
de l'avenir. C'est pourquoi nous devons faire
que l'Entente soit une force de l'avenir
qui se réunit au mois de juin. Le
parti VI est, en effet, un parti d'arrêts
nationaux, mais il peut être un parti
de l'avenir. C'est pourquoi nous devons faire
que l'Entente soit une force de l'avenir
qui se réunit au mois de juin.

Tout autre chose que la place de la IV^e Internationale, qui, lors de la conférence de
reproclamation, a affirmé la nécessité,
comme condition pour ouvrir la voie à
une victoire pour les masses, de
rétablir le centralisme démocratique distingué
à l'Entente internationale depuis la
crise de 1930-1933.

La signification de cette décision (voir
dans ce numéro le rapport introductif à la
Conférence mondiale des sections), c'est
que, pour nous, le combat pour construire le
parti mondial de la révolution socialiste est
plus que jamais le reposé à la crise de
l'humanité, comprenant que la construction d'un tel parti passe nécessairement
par les processus de regroupements larges
tels qu'ils s'opèrent dans l'Entente, mais
que, pour nous, comme pourtant trotskystes,
nous considérons que le parti mondial de la révolution socialiste ne pourra étoffer
que sur le programme du marxisme, celui
de la IV^e Internationale, sans pour autant
croire notre programme comme un illu-
minum.

Ainsi élaboré pas à pas depuis 1937 la
ligne de la transition dans la construction du
parti révolutionnaire, inévitable de la
construction de la IV^e Internationale, nous
avons permis que l'Entente internationale,

dans l'effroyable crise du mouvement
ouvrier mondial, réalise avec succès la
Conférence mondiale ouverte pour l'internationalisation.

De cette compréhension du rapport
entre IV^e Internationale et Entente interna-
tionale, Conférence mondiale des sec-
tions et Conférence mondiale ouverte, na-
tive son application particulière. Parti des
travailleurs et courant communiste interna-
tionale, il décide que les militants
travaillistes doivent être à même, tout à la
fois,

Document sur la situation politique en Egypte

Le document ci-dessous nous a été remis à l'occasion de la III^e Conférence mondiale ouverte par un membre de la délégation égyptienne. Son auteur n'est pas membre de la IV^e Internationale. Nous publions son texte comme une contribution à la discussion sur la situation mondiale.

Nous adhérons entièrement aux résultats de la conférence internationale sur les privatisations tenue au Mexique au mois de mars de cette année. Il est clair pour tous, aujourd'hui, que la paupérisation des travailleurs, le chômage, la corruption, l'inflation, la régression des niveaux de la croissance économique et des services, les conflits ethniques et régionaux, l'annihilation de toute volonté politique nationale indépendante dans les pays du tiers monde font partie de l'agression totale et puissante de l'impérialisme international et de ses organismes, tels que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Union européenne, pour imposer sa domination sur l'économie mondiale, et que les politiques de privatisation et de libre-échange n'en constituent en fait que le fer de lance.

Les rapports de ces organismes reconnaissent eux-mêmes que leur politique est la cause directe des malheurs des peuples. L'expérience a montré, par ailleurs, que la lutte contre les politiques de restructuration fait partie intégrante du combat pour la démocratie, tant est réprimée dans le feu et le sang la lutte des travailleurs et

des peuples contre ces politiques. Je voudrais à ce propos vous soumettre notre expérience nationale et notre lutte contre le plan d'ajustement structurel et délimiter, en guise d'introduction, la place du secteur public depuis sa naissance dans notre pays, étant entendu que sa nature est très différente historiquement du secteur public dans les pays industrialisés.

Vous savez que l'Egypte a été une colonie anglaise de 1882 à 1922 et que notre indépendance a été reconnue suite à la révolution déclenchée de 1919 à 1922. Cependant, l'Angleterre a conservé en Egypte de nombreux monopoles et une réelle domination sur l'économie du pays. A l'exception des chemins de fer, de la poste et de l'eau de consommation, tout était demeuré entre les mains du capital étranger et des grands propriétaires terriens égyptiens, ce qui a fortement handicapé toute tentative de développement économique national autonome. L'Angleterre conserve aussi l'Egypte dans son aire propre de division internationale et coloniale du travail comme pays producteur de biens alimentaires au profit des forces armées britanniques au Moyen-Orient,

ainsi que du coton, monopole de son commerce international. L'Angleterre a conservé par la même occasion une présence militaire au Caire et dans différents sites stratégiques du pays.

Depuis cette époque, c'est-à-dire depuis le début des années 1920, deux courants ont pris naissance au sein du mouvement national, chacun préconisant une analyse et une action par rapport à la question économique :

— Le premier courant fut celui du Parti communiste égyptien, dont le programme préconisait l'évacuation du territoire national par les forces d'occupation, la fin des monopoles étrangers, par la nationalisation du canal de Suez et des autres capitales étrangers, la réforme agraire avec la dépossession des grands propriétaires et la distribution des terres aux fellahs... Et ce, comme condition de la consolidation de l'indépendance politique pour une indépendance économique capable d'un développement équilibré.

— Le deuxième courant fut celui de la bourgeoisie nationale avec les multiples partis, qui, prenant peur, s'est engagée dans une lutte sans merci contre le premier courant. Ainsi, le PC fut dissous en 1924, ses cadres et militants emprisonnés, et certains d'entre eux déchus de leur nationalité.

La bourgeoisie y trouva une occasion rêvée pour dominer le marché national et s'engagea dans l'édification des moyens économiques de sa puissance. Ainsi fut fondée en 1928 la banque Min, qui finança à son tour une longue chaîne d'entreprises dans les secteurs les plus divers, industries textiles, chimiques, engrâis, une entreprise d'aviation civile, une autre de transport maritime.

Elle participa aussi au capital des industries sucrières, et d'autres. Malgré cela, la banque Min demeura incapable d'atteindre ses objectifs, tant était puissante la concurrence du capital étranger et sa domination politique et économique. C'est ce qui explique que de larges pans de cette bourgeoisie aient continué à participer à la lutte pour l'indépendance totale et la démocratie.

Jamais le combat populaire ne s'est estompé, bien au contraire, et, dans les années 1940, il connut à la faveur du retour de l'influence communiste un plus grand approfondissement et une large extension. Les projets nationaux intégrèrent, outre la revendication d'indépendance et de démocratie, celle de la nationalisation des intérêts étrangers, ceux-ci devant constituer par leur accumulation le capital permettant un véritable développement économique autonome. Cette lutte connut son apogée en 1951. Mais suite à la faible organisation des forces révolutionnaires d'une part et d'autre part à leur émiettement, la bourgeoisie nationale a su trouver dans la révolution de 1951 sa deuxième occasion et ce dans un contexte international qui lui était favorable. Elle put ainsi étendre sa domination sur le marché national et appliquer sur le terrain des réalités sa conception de l'indépendance nationale.

L'intervention de l'armée, le 23 juillet 1952, sous la houlette de Nasser, est l'illustration de cette phase. Le programme qui en sortit préconisait, en effet, la lutte contre la colonisation, associée à une lutte contre les monopoles et le féodalisme, et ce, pour l'édification d'une économie nationale puissante. Il est bien entendu que les monopoles et le féodalisme ainsi désignés sont ceux des capitaux étrangers, d'une part, et des grands propriétaires terriens qui dominaient l'économie égyptienne, d'autre part.

Le pouvoir né le 23 juillet 1952 tenta de réaliser ce programme et réussit sur le plan politique à signer avec l'Angleterre la convention de 1954, qui permit l'évacuation des dernières troupes britanniques d'Egypte au milieu de l'année 1956. Sur le plan économique, le pouvoir entreprit de mobiliser le capitalisme égyptien pour exécuter les plans de développement mis au point par "l'Assemblée nationale de production" et autorisa néanmoins la participation du capital étranger à hauteur de 51 % du capital de chaque projet, à condition qu'il livre le matériel et la compétence technique.

En même temps, et pour permettre un élargissement du marché à l'investissement et à la distribution, le pouvoir décré-

ta la loi sur la réforme agraire. Celle-ci fut dès le départ défigurée et incomplète.

Cette politique allait à l'encontre des revendications populaires et était contraire aux aspirations des longues luttes et des sacrifices consentis. Le pouvoir, quant à lui, institua le parti unique et lança une campagne de répression contre les forces démocratiques, et tout spécialement les travailleurs et les communistes. Des dirigeants syndicaux furent exécutés en 1953 à Kasr Eddouar pour avoir organisé une grève pacifique contre la mainmise du Group Bank Min sur leur gagne-pain.

Malgré toutes ces concessions au capital étranger, le pouvoir bourgeois ne put obtenir que deux usines obsolètes d'Allemagne : l'une pour les engrains, à Assouan, et l'autre pour la sidérurgie, à Hélouan. Les organismes financiers bourgeois égyptiens et les milliardaires détenteurs de capitaux refusèrent quant à eux toute participation aux projets définis par "l'Assemblée nationale de production", qu'ils considéraient comme des projets d'industrie lourde et légère en contradiction avec leurs intérêts, plus préoccupés qu'ils étaient par d'importants gains rapides. Le capitalisme international, quant à lui, posa à sa participation des conditions politiques et militaires drastiques, que Nasser refusa.

Ainsi, sur le plan économique, le pouvoir du 23 juillet se trouva confronté à l'ardu problème du financement des projets de développement autonome, ainsi qu'à celui de l'énergie. Aussi redonna-t-il vie à un vieux projet de construction du haut barrage d'Assouan, longtemps délaissé par la bourgeoisie durant la domination étrangère. Le capitalisme international refusa toute participation au financement du projet tant que l'Egypte ne s'engageait pas dans ses projets politiques et militaires, ce qui conduisit Nasser à nationaliser le canal de Suez. Les royalties de ce dernier servirent à financer les travaux de construction du barrage.

La nationalisation du canal fut la première expérience réussie pour l'édification d'un secteur public en Egypte et dans la région, et sûrement aussi un coup fatal à la domination du capital étranger sur un

des secteurs les plus importants de notre économie. La réaction de la Grande-Bretagne et de la France ne se fit pas attendre et, en liaison avec Israël et avec la bénédiction des Etats-Unis, elles attaquèrent l'Egypte dans le but de la réoccuper et de remettre la main sur le canal de Suez.

La résistance du peuple égyptien, l'alliance du pouvoir avec les communistes ainsi que le contexte mondial empêchèrent que ce dessein aboutisse et permirent la victoire du peuple égyptien. L'expérience incita le pouvoir à réaliser l'importance de sa maîtrise des ressources du pays et l'amena à prendre des mesures d'égyptianisation des capitaux britanniques, français et belges. Il fonda la première entreprise d'Etat après celle du canal de Suez, entièrement publique, et lui confia la direction d'une longue chaîne de banques, d'industries et de groupements commerciaux. Mais la vétusté de ces industries ne permit pas d'assurer l'accumulation capitaliste nécessaire.

Les responsables de ces entreprises économiques déclarèrent à l'époque, à l'instar de l'Etat, que leur mission consistait à préparer ces projets pour une vente ultérieure au secteur privé égyptien. Parallèlement, les responsables politiques n'économisaient aucun effort pour inciter les capitalistes égyptiens à investir dans l'industrie, les assurant de la protection de l'Etat. Au même moment, celui-ci continuait à réprimer le mouvement démocratique dans le pays, et notamment les communistes, les syndicalistes et les ouvriers.

L'appel aux capitalistes égyptiens resta lettre morte et n'eut aucun écho durant cinq ans, bien que ceux-ci aient été favorables à un développement indépendant. Mais ils refusaient cependant de courir le moindre risque. Par ailleurs, le contexte international n'était pas très favorable à l'accumulation capitaliste par la bourgeoisie nationale à travers une expansion sur le marché mondial. Comme nous l'avons indiqué précédemment, les autorités avaient découvert, à travers la nationalisation du canal et l'égyptianisation des intérêts étrangers, une autre voie non traditionnelle pour réaliser l'accumulation capitaliste.

Nasser et de nombreux capitalistes l'avaient en effet compris, au point que, en 1960, le PDG de la banque Min a demandé lui-même à Nasser, au cours d'une entrevue, de procéder à la nationalisation de la banque, ce qui fut fait. Et c'est ainsi que la plus grande entreprise financière détenue par la bourgeoisie nationale égyptienne fut nationalisée à la demande de ses responsables.

En 1961, les autorités ont promulgué la loi des nationalisations massives, qui n'avaient d'équivalent à l'époque qu'en URSS et les pays d'Europe de l'Est. Cette mesure permit à l'Etat de contrôler directement 80 % des investissements industriels, 100 % du commerce extérieur, 100 % des transports lourds et près de 25 % du commerce local. Le contrôle de l'agriculture était par ailleurs presque total, à travers une banque détenant le monopole du crédit et de la distribution des engrains et des semences aux paysans ainsi que la commercialisation des principaux produits agricoles, à savoir : le coton, le riz, les céréales, aux prix fixés par cet organisme.

Ainsi, il apparaît que la naissance du secteur public en Egypte ne fut pas le résultat d'un hasard, mais une nécessité du développement que la bourgeoisie nationale elle-même a comprise à travers sa confrontation avec le capitalisme mondial. Elle l'adopta aussi pour dépasser les craintes des détenteurs de capitaux privés, en prenant appui et en exploitant la longue lutte populaire pour la nationalisation des intérêts étrangers et privés.

Il faut reconnaître, cependant, qu'il a manqué à cette lutte la direction et l'organisation révolutionnaires qui auraient pu la faire aboutir dans l'intérêt des masses populaires laborieuses. Ainsi, la loi des nationalisations de 1961 a entrepris de réformer fondamentalement les rapports de travail, l'Etat s'engageant entre autres à recruter tous les diplômés des lycées et des universités, à limiter les licenciements abusifs, à généraliser la couverture sociale des travailleurs et des accidentés du travail. L'Etat détermina aussi les heures de travail, reconnut les congés payés, l'augmentation progressive des salaires. Les femmes eurent les mêmes droits que les

hommes en matière de salaires et eurent droit aux congés de maternité entièrement payés ainsi qu'à une baisse de leurs horaires de travail pendant un an après le congé de maternité afin de pouvoir s'occuper du nouveau-né. La gratuité de l'enseignement fut étendue au supérieur et de nombreuses réformes furent réalisées dans le domaine des soins médicaux. Une caisse de compensation fut instituée par ailleurs pour stabiliser les prix des denrées et des produits de grande consommation.

Dans le domaine politique, en revanche, l'Etat ne fut pas aussi généreux, puisqu'il continua sa répression contre les forces démocratiques et leur interdit toute association politique ou syndicale. L'impérialisme continua de son côté à manifester sa plus grande hostilité au pouvoir égyptien. La bourgeoisie nationale, quant à elle, prit ombrage du caractère bonapartiste du pouvoir et surtout de la part qu'il lui réservait de la plus-value nationale. Elle crut un moment qu'elle dominait enfin le marché national et que, la lutte nationale se terminant, elle pouvait prétendre à la possession directe des moyens de production et à engager des rapports directs avec le capitalisme international, source d'approvisionnement en compétences et refuge lors des révoltes populaires.

Et c'est ainsi que commencèrent les attaques contre le secteur public, considéré par les idéologues de la bourgeoisie comme un secteur mal géré, aux entreprises déficitaires et aux dirigeants corrompus, et dont les ouvriers seraient tout simplement des fainéants par suite des avantages dont ils profitaient.

Dans les faits, hormis cette dernière allégation, tout le reste était vrai. Mais, dans leur ensemble, les résultats de ce secteur sont demeurés positifs et permirent le financement de la majeure partie des projets de développement. En plus, il garantissait aux travailleurs des rapports de travail équilibrés et à l'ensemble des consommateurs des produits de consommation bon marché, participant ainsi à stabiliser les taux d'inflation.

Rappelons, pour indication, qu'il y avait en Egypte, en 1961, moins de 200 usines moyennes, avec des équipements et

une technologie obsolète et où travaillaient près de 150 000 ouvriers. Au cours des six années qui suivirent, 800 usines modernes furent créées, faisant travailler un million d'ouvriers. C'est à cette époque qu'ont été institués pour la première fois un salaire minimum et un calendrier pour les augmentations de salaire.

En 1967, l'Egypte fut victime d'une agression israélo-américaine, ce qui a donné un nouveau tonus aux attaques et à la pression contre le secteur public en vue de le démanteler. Nasser lui-même entama vers la fin de sa vie des négociations avec la Banque mondiale et les Etats-Unis, et c'est ainsi qu'il accepta de cesser les hostilités avec Israël.

Le 15 mai 1971, la grande bourgeoisie s'est accaparée le pouvoir et, au bout d'un an seulement, a conclu un accord secret avec les Etats-Unis, par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite. Par cet accord, l'Egypte s'engageait à cesser toute propagande socialiste et à commencer la libéralisation de son économie. Le double discours perdura néanmoins jusqu'en 1990.

La libéralisation de l'économie commença avec la réforme monétaire et selon les étapes suivantes :

- dévaluation de la monnaie nationale selon divers procédés ;
- retrait de l'Etat de tout engagement économique, ce qui voulait dire un désinvestissement généralisé et une baisse de la croissance ;
- cessation des subventions publiques pour les produits de grande consommation et désengagement de l'Etat en matière de recrutement des diplômés ;
- baisse des services médicaux et de l'éducation, flottement des salaires et arrêt des promotions, atteintes graves au Code du travail ;
- encouragement de l'investissement privé et orientation privilégiée des investissements publics dans le domaine de

l'infrastructure vers des zones choisies, octroi de nombreux avantages fiscaux et douaniers aux investisseurs privés, qui, dorénavant, ne sont tenus par aucun Code du travail.

C'est ainsi que la plupart des droits acquis par les travailleurs ont été annulés au profit d'une minorité de privilégiés égyptiens et étrangers. Ainsi, l'Etat a commencé son entreprise de démantèlement et la privatisation du secteur public par un désengagement financier qui l'a privé des investissements nécessaires à son développement. En 1975, il décrète une séparation nette entre l'Etat et le secteur public, qui, dorénavant, est géré selon le Code du commerce et conformément aux lois du marché. Cette mesure a été combattue par les ouvriers, mais aussi par de larges pans de la bourgeoisie. Et c'est ainsi que ce secteur est revenu en 1983 sous la tutelle de l'Etat. Mais les attaques ont repris aussitôt, plus fortes et plus pernicieuses, utilisant tous les procédés imaginables pour affaiblir ce secteur. Et, en 1991, l'Etat promulga une loi faisant du secteur public un appendice du secteur privé. Il déclara clairement alors qu'il avait l'intention de le privatiser.

Les privatisations ont montré, tout au long de ces années, le désastre pouvant atteindre une économie livrée au profit d'une minorité et les malheurs que cela peut occasionner pour les travailleurs et l'ensemble du peuple laborieux.

— Le premier résultat de cette politique de privatisation est la fin de tout espoir d'assurer une accumulation de capital, celle-ci ne pouvant se faire, comme nous l'avons montré, que par des nationalisations massives. La vente à la Bourse des actions de ces entreprises se fait au quart de leur valeur réelle. Puis les prix baissent... Les entreprises privatisées sont privées de leur droit d'utiliser les montants de la vente aux fins d'investissement. C'est l'Etat qui s'en accapare le montant pour régler les dettes de ces entreprises quand elles sont déficitaires ou pour les investissements dans l'infrastructure de zones

choisies par les investisseurs privés. Et c'est ainsi que tombe à l'eau le rêve de toute une nation pour assurer son développement autonome et son indépendance politique, et autoriser un développement des forces productives capable le moment venu de construire le socialisme.

— Réaménagement des programmes de production des entreprises privatisées, qui délaissent généralement la production de biens destinés au grand public pour des produits de luxe.

— La privatisation s'accompagne d'un cahier des charges, qui n'assure aux travailleurs aucun droit et autorise la nouvelle direction à décider en toute liberté du recrutement et du maintien des travailleurs. Actuellement, ce sont des milliers de travailleurs qui perdent ainsi leur travail ou sont condamnés à la retraite anticipée.

— La privatisation s'accompagne de la libération des prix des produits, si bien qu'on assiste à l'augmentation — parfois de 100 % — des produits de l'entreprise privatisée. Nous ne sommes pourtant qu'au début du programme des privatisations, puisqu'il est prévu que celui-ci intéressera la poste, les télécommunications, les chemins de fer égyptiens et jusqu'aux assurances sociales.

• • •

Nous constatons enfin que, sur le plan économique et social, la politique de libéralisation et de privatisation a conduit à une baisse nette de la croissance, qui a été négative en 1993. En réalité, le taux de croissance, selon les statistiques officielles, a été de 1 % à 2,5 %, et encore cela n'est-il pas très significatif, puisque calculé selon le produit national brut monétaire.

La déréglementation des structures de production continue son chemin. L'impérialisme et la bourgeoisie locale ont délimité les secteurs qui, conformément à la division internationale du travail, correspondent le mieux à l'Egypte. Il s'agit du tourisme et des industries d'assemblage. Or en

Egypte, où plus de 50 % de la population sont illétrés et vivent en dessous du seuil de pauvreté, sont en train de se développer des activités qui ne profitent guère à la population. On délaisse en revanche l'agriculture, alors que les prix des produits alimentaires flambent et que les gens ne peuvent plus se nourrir. On est en train d'empêcher l'Egypte d'assurer son autonomie alimentaire par une alliance entre la bourgeoisie locale et le capitalisme international.

Tout cela se fait au nom du développement, du nécessaire investissement étranger, alors que les capitaux privés égyptiens qui profitent de l'aide et de la protection de l'Etat fuient le pays. C'est ainsi que 600 milliards de francs français ont fui vers les places financières d'Europe et d'Amérique, alors que le gouvernement leur a proposé, au cours de la décennie écoulée, plus de 60 milliards de francs en avantages fiscaux, que les capitalistes n'ont investi au cours de la même période qu'un montant de 20 milliards de francs et n'ont employé dans leurs projets que 20 000 travailleurs. C'est le tiers des ouvriers de la seule usine d'acier de Hérouan.

Il y a actuellement 3 millions de jeunes chômeurs entre 18 et 27 ans, représentant 5 % de la population totale et 25 % de la force productive. La dette extérieure de l'Egypte représente moins de la moitié du montant des capitaux égyptiens qui ont fui le pays. Le taux d'inflation est de 1 000 % par rapport aux prix en vigueur au cours de l'année 1980. A cette époque, le SMIC représentait l'équivalent de 80 francs français en 1967. Il est aujourd'hui d'environ 300 francs sur la base du taux de change de 1967.

Pour faire passer cette politique, l'Etat réprime violemment les mouvements sociaux, interdit toute association syndicale et tout parti ouvrier.

• • •

Il est inutile de vous dire que le peuple égyptien a combattu cette politique et continue son combat. A plusieurs reprises, les travailleurs et les couches populaires

ont manifesté pacifiquement et sont entrés en grève contre les mesures gouvernementales. Le pouvoir a parfois cédé et fut contraint de revenir en arrière ou de retarder la mise en place de certaines mesures. Nous avons obtenu ainsi un sursis de près de quinze ans (1975-1991).

En janvier 1977, à la suite de la décision du pouvoir d'augmenter les prix des denrées alimentaires conformément aux injonctions du FMI, la classe ouvrière a pris la tête d'une révolte populaire, les 18 et 19 janvier, qui a réuni un million de citoyens. Une vague de grèves et de manifestations de protestation, partie des zones industrielles (Hélouan), arsenal et combinat d'aluminium à Alexandrie, avait traversé le pays, ce qui avait obligé l'Etat à revenir à l'époque sur sa décision.

Le même phénomène s'est produit par la suite, quand la bourgeoisie s'attaqua aux droits et aux acquis des ouvriers dans le but de les annihiler ou de les réduire. Puis, par la suite, lors du licenciement massif des travailleurs des entreprises privatisées, plus connu sous le vocable de "dégraissement". A chacune de ces occasions, les ouvriers ont protesté, manifesté et engagé des grèves.

De même, des dirigeants des syndicats officiels se sont constitués en front de défense du secteur public et ont déclaré leur opposition à la privatisation de ce dernier, parce que cette mesure menace la paix et la stabilité du pays. Ainsi, et pour donner un exemple, l'action des travailleurs d'une société de Port-Saïd a permis de retarder de quatre mois sa privatisation et obligé le gouvernement à la réévaluer. Ainsi, son prix est passé de 165 millions de livres à 1 400 millions de livres.

LES OBJECTIFS DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

Les objectifs de la lutte des travailleurs peuvent être résumés ainsi :

- protection des droits et des acquis, extension et interdiction de les menacer ;

- arrêt des mesures de privatisation et récupération des entreprises privatisées ;

- arrêt de toute opération visant l'intégrité du secteur public ;

- développement de ce secteur par l'épuration des directions corrompues, participation des travailleurs à sa gestion et contrôle populaire de sa gestion ;

- faire prendre conscience aux travailleurs des dangers de la privatisation pour l'ensemble de l'économie nationale et la classe ouvrière, protection des travailleurs contre les nombreuses tentations de corruption : entre autres, la cession aux ouvriers des actions des entreprises privatisées ; refus de la retraite anticipée.

PROCÉDÉS ET MOYENS DE LUTTE CONTRE LA POLITIQUE D'ADAPTATION

Ceux utilisés par la classe ouvrière sont nombreux et divers.

- On peut citer, par exemple, la grève. Il y eut ainsi, de 1991 à 1994, plus de 650 grèves ou occupations d'usines : 200 ouvriers ont occupé l'usine Nasser pour protester contre le non-paiement des primes, alors qu'ils ont pleinement participé à résorber le déficit de la société de 30 millions à 11,5 millions de livres. On peut également citer l'exemple des ouvriers du port d'Alexandrie, ou, plus symbolique, des dirigeants syndicaux au siège du Parti nassérien de l'opposition pour protester contre la privatisation du secteur public.

- De nombreuses manifestations ont été organisées par les ouvriers de l'usine textile de Kafr Douar, en 1992, de l'usine Habi, de l'entreprise Nil pour les produits de consommation, de l'usine Gian, à Ismaïlia, etc.

- Les grèves de la faim : c'est une forme de protestation qui commence à se répandre, ainsi que le refus de toucher son salaire. Ainsi, 270 ouvriers de l'entreprise Bico avaient refusé de toucher leur salaire pour protester contre la baisse de son montant.

- Les pétitions.
- La lutte au niveau juridique. De nombreuses plaintes et actions judiciaires ont été engagées devant les tribunaux pour attaquer les privatisations, et ce par les syndicats et les directions de partis de l'opposition.
- Actions d'information syndicale.
- Commissions de soutien au secteur public mises sur pied aux plans national et local. Ainsi, il y a actuellement une commission nationale de lutte contre les privatisations et un mouvement populaire en cours de création pour la sauvegarde des biens de l'Egypte.
- Les élections au Parlement : de nombreux syndicalistes y ont pris part en tant que candidats.
- Election des syndicats ouvriers.

En résumé, la lutte contre la privatisation du secteur public se développe chaque jour davantage et prend des formes variées et originales.

Aussi, nous vous invitons, camarades, à nous soutenir par la publication d'un communiqué d'appui au combat de la classe ouvrière égyptienne et du peuple égyptien contre la privatisation du secteur public.

Vive le combat des travailleurs égyptiens !

Vive le combat des travailleurs du monde !

1936, France, Espagne : les Fronts populaires

Par Lucien GAUTHIER

1936-1996 : SOIXANTE ANS SE SONT ÉCOULÉS

Pour les "sociologues" et autres analystes, qui ne cessent de répéter qu'avec la chute du Mur de Berlin, le "mythe" de la lutte des classes, du syndicalisme et du marxisme s'est définitivement effondré, il fallait à tout prix, devant le surgissement de la lutte de classe en France fin 1995, expliquer qu'on ne pouvait en aucun cas établir de filiation avec les grands affrontements de classes dont le mouvement ouvrier français est coutumier.

Ainsi, nombreux d'articles ont été consacrés à démontrer les profondes différences avec 1936. Il n'est pas dans notre propos d'établir une analogie avec 1936 : chaque mouvement de classe a ses particularités (en 1936, il y avait une grève générale) et, en outre, ni la situation internationale ni la situation nationale ne sont les mêmes. Il faut en revanche réfuter les prétendus "experts", qui affirment qu'en 1936, il s'agissait d'un mouvement d'espoir, tandis qu'en 1995 il s'agit au contraire de désespoir, comme si le développement du mouve-

vement des travailleurs procédait de la psychologie. En réalité, ces affirmations cachent la thèse selon laquelle aujourd'hui, à la différence de 1936, la "gauche" — le PCF et le PS —, reconnaissant enfin la fin de la lutte des classes et abandonnant "l'idéologie de la transformation sociale", ne pouvait plus être le véritable porteur d'"espoir" des travailleurs inspirant et impulsant les grands mouvements de classe. Et ce, d'autant plus que, derrière cette "thèse", il y a l'idée qu'en fin de compte, c'était encore la période "révolutionnaire" de l'URSS et que Staline, par le biais de l'Internationale communiste, poussait au développement de mouvements révolutionnaires des travailleurs.

Il est évident que la lutte de classes, à notre époque, porte totalement la marque des rapports nouveaux issus de la chute du Mur de Berlin et de l'effondrement de l'URSS, et que, dans ces conditions, la place du PCF et celle du PS n'est plus la même non plus. En un mot, il suffit pour s'en convaincre de rappeler la place du PCF en 1936, son prestige, dont usaient ses dirigeants grâce à l'URSS, la "*patrie du socialisme*". Pour autant, faudrait-il

réécrire l'histoire et considérer que le PCF et le PS ont été, dans les années 1930, un facteur du développement de la lutte révolutionnaire, qu'ils ont "déclenché" la grève générale, que "l'espoir" motivait les travailleurs en cette époque, que Staline était le "grand organisateur" des révolutions ?

Il y a soixante ans, le surgissement des prolétariats français et espagnol revêtait une portée internationale. Il exprimait la volonté des travailleurs de tous les pays de porter un coup d'arrêt à la barbarie montante. Il constituait le tournant qui devait conduire à la révolution ou à la guerre.

En 1933, la victoire d'Hitler avait écrasé le prolétariat allemand — le plus puissant du monde —, détruit ses organisations, enfermé ses cadres et militants dans les premiers camps de concentration. En Italie, il en fut de même avec Mussolini, tandis que, de la Pologne à la Roumanie en passant par la Hongrie, des régimes autoritaires réprimaient la classe ouvrière et ses organisations. Le fascisme montait dans toute l'Europe.

Et en URSS ? Staline était au faîte de son pouvoir. Il décréta la nouvelle Constitution de l'URSS. Les soviets furent vidés de leur substance au profit d'un contrôle bureaucratique et policier. Le fait d'avoir été membre du Parti bolchevique en 1917 devint un facteur de suspicion. On arrêta les bolcheviks par milliers, puis, par centaines de milliers, ce furent les travailleurs qui se retrouvèrent dans les camps de Sibérie. Tortures, assassinats. Les leaders bolcheviks durent capituler, puis disparaître ou mourir tout de suite. Les procès de Moscou commencent. *"Il est minuit dans le siècle"*, écrit le révolutionnaire Victor Serge.

Mais Staline ne se contenta pas de frapper en URSS. Dans le monde entier, son appareil international, la GPU, monta provocations et assassinats contre les militants ouvriers "non staliens", et particulièrement contre les trotskystes.

La calomnie et la violence s'étendirent dans le mouvement ouvrier international. La division des rangs ouvriers s'approfondit.

dit, à l'opposé de la politique de front unique définie par les congrès de l'Internationale communiste. Les PC n'eurent de cesse de dénoncer les autres partis ouvriers comme "traîtres" et refusèrent tout unité d'action avec eux.

UNE POLITIQUE RÉvolutionnaire ?

La défaite de la révolution allemande en 1923, dont Zinoviev et Staline portent la responsabilité, laisse la révolution russe isolée. Le reflux de la révolution européenne, l'arriération des forces productives en URSS et la destruction de la classe ouvrière vont renforcer le développement de la bureaucratie. Celle-ci, produit de la pression impérialiste, se renforcera des défaites du prolétariat que son conservatisme engendra et, progressivement, elle se constituera en une couche sociale parasitaire, qui confisquera le pouvoir politique du prolétariat.

Dans cette période, la lutte des classes en Chine met à l'ordre du jour une situation révolutionnaire. La bureaucratie naissante, s'orientant désormais selon ses intérêts propres, est directement responsable de la défaite de la révolution chinoise en 1927. Staline est, selon le mot de Trotsky, *"le grand organisateur des défaites"*. D'instrument de la révolution mondiale qu'elle était, l'Internationale communiste devient l'agence de la diplomatie du Kremlin. Le soutien au "comité anglo-russe", qui regroupe des syndicats russes et britanniques, va permettre aux chefs réformistes anglais de briser la grève générale des travailleurs britanniques en se couvrant de l'autorité de la révolution d'Octobre, tandis que le soutien de l'Internationale communiste au Kuomintang permet à Tchang Kai-chek de briser la révolution chinoise.

Dès lors, il n'est plus possible de considérer l'"isolement" de la révolution russe comme un facteur purement objectif. L'orientation politique internationale impulsée par la bureaucratie devient un facteur décisif de sa propre consolidation sociale.

Trotsky analysera dès 1928 la prétendue théorie du "socialisme dans un seul pays" :

"La nouvelle doctrine dit : le socialisme peut être construit sur la base d'un Etat national. De là peut et doit découler, en dépit de toutes les déclarations solennelles, une politique de collaboration avec la bourgeoisie de l'extérieur. Les tâches des partis de l'Internationale communiste prennent alors un caractère secondaire : protéger l'URSS des interventions et non pas lutter pour la conquête du pouvoir. Il ne s'agit pas d'intentions subjectives, mais d'une logique objective de la pensée politique."

L'histoire confirmera ce jugement, comme elle vérifiera le diagnostic de Trotsky voyant dans les "zigzags" les plus brutaux de la bureaucratie la poursuite d'une même orientation fondamentalement conservatrice, inspirée par la défense des intérêts d'une caste anti-ouvrière :

"Le cours ultra-gauchiste se heurte de plus en plus à la marche des événements. C'est à partir de ce moment que l'on cherche des forces révolutionnaires toutes faites en dehors du prolétariat : d'où l'idéalisatoin de certains partis pseudo-paysans dans divers pays, le flirt avec Raditch et La Follette, l'exagération du rôle de l'internationale paysanne au détriment de l'internationale syndicale, le faux jugement sur les syndicats anglais, l'amitié par-dessus les classes avec le Kuomintang, etc. Toutes ces bêquilles par lesquelles le cours ultra-gauche aventurier tente de se soutenir devinrent, ensuite, les appuis essentiels du cours ouvertement droitier qui s'instaura lorsque les ultragauchistes, incapables de se retrouver dans la situation, se briseront contre le processus de stabilisation de 1924-1925."

Formellement, on observe de telles oscillations avant et après 1933. En effet, c'est une politique fondamentalement opportuniste qui s'exprime dans le soutien apporté en Chine à Tchang Kaï-chek au nom du bloc des quatre classes, politique que l'on peut assimiler à la politique de front populaire qui prévaudra à partir de 1935 (France, Espagne). C'est une politique ultragauche qui prévaudra à partir de 1928, en Allemagne, assimilant la social-démocratie à la gauche du fascisme, et qui

contribuera à l'écrasement du prolétariat sous la botte hitlérienne. La bureaucratie stalinienne utilisera à différentes reprises ces différentes formes de politiques, au moins en apparence. Car, à partir de 1933, une modification qualitative dans la politique du Kremlin apparaît.

En effet, en se constituant comme "agence de la bureaucratie mondiale au sein de l'Etat ouvrier", la bureaucratie devient une force conscientement contre-révolutionnaire dans l'arène internationale. Elle porte la responsabilité historique de la défaite du prolétariat allemand et, à partir de 1933, représente l'obstacle principal à la révolution. Le *Programme de transition* caractérise cette situation comme le "passage définitif de l'Internationale communiste du côté de l'ordre bourgeois". Pour l'Opposition de gauche, l'Internationale communiste "est morte pour la révolution"... La tâche de l'heure est donc d'entreprendre la construction de la IV^e Internationale.

Pour les militants qui se regroupent pour fonder la IV^e Internationale, il n'est pas d'autre voie pour empêcher la catastrophe qui monte, la guerre et le fascisme, que d'aider les masses à se frayer le chemin par la lutte des classes pour l'unité des rangs ouvriers, contre le stalinisme réactionnaire.

FRANCE : LE 6 FÉVRIER 1934

En 1936, les processus révolutionnaires s'amorcent en France et en Espagne, pour porter un coup d'arrêt à la menace qui pèse sur l'ensemble de l'humanité. Ces explosions révolutionnaires plongent leurs racines dans la réaction des travailleurs du monde entier face à la défaite du prolétariat allemand et dans la résistance des travailleurs au capital qui a recours à l'instrument du fascisme. Les travailleurs français et espagnols, par leur propre mobilisation, ont dû surmonter la formidable division orchestrée par les partis liés au Kremlin. Le tournant est l'année 1934, contrecoup à la victoire d'Hitler en Allemagne.

En Espagne comme en France, sous des formes très différentes, les régimes en place connaissent alors une profonde crise politique, qui se combine avec une crise économique profonde.

La France subit les répercussions de la crise mondiale de 1929. La production industrielle chute, le chômage se développe (plus d'un demi-million de chômeurs), l'inflation galope et frappe non seulement les ouvriers, mais ruine des milliers de paysans, tandis que la corruption et les scandales éclaboussent ministres et députés.

Après sa "victoire", en 1918, le capital financier français s'est heurté aux nouvelles exigences de la situation mondiale, à la concurrence avivée de ses "alliés", la Grande-Bretagne et surtout les Etats-Unis, qui ont "débarqué" en Europe et injecté massivement des crédits en Allemagne. Capital de "rentiers", le capital français s'est replié sur son empire. Il a gardé la stature d'une grande puissance impérialiste à l'échelle mondiale et prétend jouer ce rôle.

Mais ce fardeau est trop lourd pour l'impérialisme français, qui doit le faire supporter à la classe ouvrière, à la petite bourgeoisie et aux paysans. Moyennant quoi, l'impérialisme français, inévitablement frappé, devra se plier à la réalité et se cantonner à la place amoindrie qui est désormais la sienne en Europe et dans le monde.

Avec la tension sociale qui s'exacerbe, une crise s'ouvre au sein de la bourgeoisie, secouant la République, et notamment son principal parti, le Parti radical. Le pouvoir est incapable de faire face aux ligues fascistes, incapable de dompter la classe ouvrière et incapable de redonner à la bourgeoisie française sa place de première puissance européenne.

Les classes moyennes, la paysannerie, les commerçants sont parmi les principales victimes de la crise, et les partis dans lesquels ils placent leurs suffrages, notamment le Parti radical usé par le pouvoir, se révèlent impuissants et salis par les scandales financiers.

En Allemagne, les petits-bourgeois exaspérés par le chaos économique avaient cherché une voie dans les partis "nouveaux" — fascistes — qui, financés par le grand capital, ont utilisé la colère des classes moyennes pour abattre les organisations ouvrières.

Coincée entre les deux classes fondamentales — bourgeoisie et prolétariat —, la petite-bourgeoisie oscille de l'une à l'autre. En Allemagne, c'est la division des rangs ouvriers par le PC, interdisant le front unique, qui l'a poussée vers les solutions extrêmes en bouchant toute perspective.

En France, les ligues fascistes sont utilisées de la même manière pour tenter de faire de la petite-bourgeoisie un "bétier" contre la classe ouvrière, et contre tous les acquis démocratiques.

Mais en 1934, avec l'affaire Stavisky, qui impliquait le Parlement, la corruption des politiciens et de la bourgeoisie se trouva étalée en pleine lumière.

Stavisky était un escroc, déjà condamné auparavant, qui avait constitué une fortune en quelques années grâce à ses relations dans les milieux politiques et policiers. Son procès, reporté dix-neuf fois, impliquait dans une immense escroquerie des ministres, des députés et des préfets.

Le personnel politique et le grand capital se trouvaient mis en danger par les révélations que pouvait faire Stavisky... Le 8 janvier, on découvrit le corps de Stavisky. On connaît le titre célèbre du *Canard enchaîné* : "Stavisky a été suicidé d'une balle tirée à bout portant."

Le Parti radical, en la personne de ministres et de journalistes, fut touché par les inculpations et les arrestations. L'indignation grondait à tel point que, le 27 janvier, tout le cabinet Chautemps dut démissionner et se trouva remplacé par Daladier, le dirigeant "gauche" du même Parti radical, qui constitua aussitôt un nouveau ministère.

Bien entendu, les ligues fascistes utilisèrent l'affaire contre le système parle-

mentaire et la République. Elles se saisissent de la mutation du préfet Chiappe (qui leur était proche), à la suite de l'affaire Stavisky, pour appeler à manifester vers le Palais-Bourbon le 6 février.

L'Humanité annonça, le 6 au matin, que le Parti communiste allait aussi manifester :

"Tous à 20 heures rond-point des Champs-Elysées pour manifester aujourd'hui vigoureusement à la fois contre les bandes fascistes et contre le gouvernement qui les protège et les développe, contre la social-démocratie qui, par sa division de la classe ouvrière, s'efforce de l'affaiblir."

De fait, on verra dans la manifestation les cortèges Croix de Feu et des cortèges PCF... Le 6 février au soir tourna à l'émeute, fascistes et gardes mobiles tirant sur la place de la Concorde. Le lendemain, on dénombra vingt morts et plusieurs centaines de blessés.

Trotsky écrivit :

"C'est maintenant le tour de la France ; le 6 février 1934 y constitua la première répétition du banditisme fasciste."

Le 7 février, à 14 heures, Daladier, qui venait d'obtenir la confiance de la Chambre, démissionna pour être remplacé par un "sauveur" en la personne de Gaston Doumergue. Celui-ci forma un gouvernement de combat avec Pétain, Tardieu, Laval, Herriot, Adrien Marquet.

Mais, dans les faits, c'est un régime bâtarde qui se mit en place. Doumergue et ses successeurs gouvernèrent par décrets-lois, tandis que le Parlement se dessaisissait d'une part importante de ses prérogatives pour se plier aux exigences du capital financier. Désormais, l'appareil d'Etat, la police et l'armée constituèrent l'axe du gouvernement, tandis que le capital financier se servait des bandes fascistes comme moyen de pression. Ce gouvernement prenait un caractère bonapartiste, mais c'était le gouvernement d'un impérialisme décadent, oscillant.

Cependant, la classe ouvrière allait réagir.

UN RÉGIME BOURGEOIS MORIBOND

Parallèlement à la France, l'Espagne connaissait depuis 1930 une impasse totale. Historiquement, elle souffrait du fait que sa bourgeoisie avait été marquée dès sa naissance par la décadence et s'était avérée incapable d'unifier le pays, de régler la question nationale et, plus généralement, d'assurer pleinement les tâches démocratiques bourgeoises ; bien plus, loin d'en finir avec le système monarchique, elle s'était soumise à l'appareil militaire et monarchique. Cette incapacité de la bourgeoisie espagnole sera décisive pour le développement de la lutte de classe en Espagne, notamment à travers la portée du combat pour la république, opposée à la monarchie dont les institutions étaient totalement identifiées à la domination bourgeoise.

La bourgeoisie espagnole avait fait preuve de son immense faiblesse avec la Première République, instaurée le 11 février 1873. À peine au pouvoir, elle entra directement et ouvertement en conflit avec les masses. Le 3 janvier 1874, un coup d'Etat militaire mit fin à la république démocratique. Il fut suivi d'un autre coup d'Etat militaire, le 29 décembre 1874, qui mit Alphonse XII sur le trône. Trotsky écrit :

"Dans le pays du particularisme et du séparatisme, l'armée a pris par la force des choses une importance énorme comme force de centralisation. Elle est devenue non seulement l'appui de la monarchie, mais aussi le conducteur du mécontentement des classes dominantes, et avant tout de son propre mécontentement."

Contre la dictature et la monarchie, le mouvement ouvrier espagnol ne cessa de mener un combat acharné (1). Devant son incapacité à faire face aux événements et

(1) Influencée par Bakounine, la Fédération régionale espagnole de l'Internationale comptait plusieurs dizaines de milliers de membres au cours des années 1870-1880. En juillet 1879, le Parti socialiste ouvrier espagnol était constitué. Il fonda en août 1888 la centrale syndicale Union générale des travailleurs (UGT). Les 30, 31 octobre et 1^{er} novembre

à maîtriser la classe ouvrière, la seule solution bourgeoise, ce fut une fois encore la dictature, la répression, le pouvoir de l'armée. Le 23 septembre 1923, un coup d'Etat militaire portait au pouvoir le général Primo de Rivera.

Après la chute du dictateur Primo de Rivera, congédié en 1930 par le roi Alphonse XIII parce qu'il avait échoué à disloquer la classe ouvrière et à stabiliser le régime, la crise ne cessa de s'approfondir. Le 12 avril 1931, les élections municipales provoquées et préparées par le successeur de Primo de Rivera, Berenguer, donnèrent une majorité écrasante aux partis républicains. Le 14, Alphonse XIII, sans abdiquer pour autant, s'enfuit. La II^e République espagnole fut proclamée. Les élections aux Cortes constituantes du 28 juin confirmèrent les résultats des élections municipales. Le gouvernement provisoire gouverné par Zamora, catholique, conservateur et centralisateur, s'étendait jusqu'aux socialistes Prieto et Largo Caballero, ce dernier étant secrétaire de l'Union générale des travailleurs. Bientôt, Zamora, opposé à la séparation de l'Eglise et de l'Etat et aux lois sur les congrégations, démissionna du gouvernement. Le républicain Azaña lui succéda. Zamora n'en devint pas moins président de la République après l'adoption de la Constitution le 9 décembre 1931.

Les élections municipales d'avril 1933 traduisirent la désaffection des masses à l'égard des partis républicains. Le ministère Azaña tomba. Un gouvernement dirigé par Lerroux (c'est-à-dire par la droite conservatrice et cléricale) lui succéda et les Cortes furent dissoutes. Les abstentions furent massives : plus de 40 % dans les provinces de Barcelone, Saragosse, Huesca, Tarragone, Séville, Malaga, Cadix. La CNT et la FAI avaient appelé à ne pas voter. Les socialistes conservèrent leurs voix. Mais ils avaient présenté leurs propres listes et, par le jeu de la loi électorale, le nombre de leurs députés aux Cortes fut réduit de moitié. Les républicains étaient battus. Le nouveau gouvernement liquida les réformes des premières années de la république.

Mais l'extrême-droite classique, inspirée par Mussolini et impulsée par l'Eglise,

s'était regroupée. Elle avait formé la CEDA (Confédération espagnole des droits autonomes), dirigée par Gil Robles. La CEDA devint le groupement politique le plus important aux Cortes. Le 1^{er} octobre 1934, un nouveau gouvernement fut formé, dirigé par Lerroux : il comprenait trois ministres de la CEDA.

LA RIPOSTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

En France, au lendemain du 6 février, militants et travailleurs se mobilisent spontanément, exigeant des dirigeants des partis et syndicats qu'ils agissent. Le 9 février, le Parti communiste français, qui a "oublié" son appel à la manifestation du 6, organise à la République une manifestation contre les ligues fascistes. Des milliers de militants socialistes s'y joignent. Toute la nuit, du faubourg du Temple aux rues de Belleville, quelques dizaines de milliers de militants s'affrontent à la police.

Dans tout le pays, militants socialistes et communistes se mobilisent pour que leurs dirigeants organisent la riposte unitaire aux ligues fascistes soutenues par Doumergue.

La pression est telle que, le 7 février au matin, la commission administrative de la CGT se réunit. Elle décide d'appeler à une grève générale de 24 heures pour le lundi 12 février. Dans la soirée, elle convoque les organisations suivantes : la SFIO (le Parti socialiste), le Parti d'unité prolétarienne (né d'une rupture au sein du PCF), l'Union anarchiste, la Ligue des droits de l'homme, la Fédération ouvrière et paysanne (anciens combattants). Elle leur demande d'appuyer la grève du 12.

1910, à Barcelone, la Confédération nationale du travail (CNT) était constituée, sous l'influence des anarcho-syndicalistes.

Toute l'histoire du mouvement ouvrier espagnol est marquée par d'intenses combats de classe, férocement réprimés. A partir de 1917, le souffle de la révolution russe attisa le feu révolutionnaire du jeune prolétariat espagnol. De 1919 à 1923, ce fut une suite de grands mouvements, de batailles parfois sanglantes. La CNT comptait plus d'un million d'adhérents et l'UGT plusieurs centaines de milliers.

De leur côté, les fédérations SFIO de la Seine et de la Seine-et-Oise se prononcent, dans la nuit du 6 au 7 février, pour l'unité d'action avec le PCF et la CGTU. Le PCF dénonce le PS comme étant "avec la république des fusilleurs". Mais la pression de la base enflé parmi les rangs du PCF et de la CGTU, comme dans le secteur de Saint-Denis, qui se prononce pour le front unique et commence à agir avec les militants socialistes.

La CGT et la CGTU ayant lancé toutes deux le mot d'ordre de grève générale pour le 12 février, la grève est massive. A Paris, par exemple, la préfecture doit reconnaître que 30 000 des 31 000 agents des PTT ont cessé le travail. Partout, c'est la grève. Quatre millions de grévistes sont annoncés officiellement.

A Paris, deux manifestations sont convoquées. La première à l'appel de la SFIO et de la CGT, la seconde par le PCF et la CGTU.

Les deux cortèges, forts de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, s'avancent l'un vers l'autre. De part et d'autre, un cri jaillit : "Unité ! Unité !" Les deux cortèges fusionnent dans l'enthousiasme et une gigantesque manifestation rassemble au coude à coude ouvriers socialistes, communistes, militants de la CGT et de la CGTU, travailleurs inorganisés, qui défilent sur toute la largeur du cours de Vincennes. La presse réactionnaire devra décrire "*le calme véritablement impressionnant du défilé*".

Dans tout le pays, la grève générale est suivie et les manifestations sont impo-santes. Le 12 février 1934, la classe ouvrière impose à ses dirigeants le front unique ouvrier.

La réplique du 12 février tourne une page de l'histoire du mouvement ouvrier et des rapports entre les classes en France. Militants et travailleurs ont réussi à imposer aux dirigeants, pour un moment, le front unique ouvrier. A partir de là, le mouvement ouvrier français et la lutte de classe du prolétariat vont connaître de nouveaux développements, car le 12 février a marqué l'échec du 6 février.

En Allemagne aussi, le fascisme avait connu des défaites, mais en fin de compte, il bénéficia de l'absence de perspectives offertes à la petite-bourgeoisie par les partis ouvriers. Par son élan, la classe ouvrière française impose le front unique à ses chefs, et c'est lui qui va agir comme pôle d'attraction pour l'exigence de la petite-bourgeoisie : "Il faut que ça change."

Le 12 février, commence à se constituer en France un mouvement ouvrier de masse. Rapidement, la SFIO va dépasser la centaine de milliers de militants, le PCF approcher de la centaine de milliers, tandis que les deux centrales syndicales bénéficient d'un afflux de centaines de milliers de nouveaux syndiqués. Ainsi s'annoncent de grands affrontements de classes.

En Espagne, au printemps 1933, sous l'effet de la montée en force de la droite conservatrice et réactionnaire et de l'aspiration à l'unité des rangs ouvriers, une première ébauche de front unique ouvrier s'est esquissée à Barcelone : l'Alliance ouvrière (AO). Elle comprend le Bloc ouvrier et paysan, la Gauche communiste, l'UGT catalane, l'Union socialiste, les syndicats minoritaires au sein de la CNT, l'Union des "rabassaires" (petits paysans). Avec l'appui de Largo Caballero, déçu par sa participation au gouvernement Azaña-Prieto, l'Alliance ouvrière s'étend en Catalogne, à Madrid, à Valence. Dans les Asturies, la direction régionale de la CNT se déclare d'accord avec la constitution d'une Alliance ouvrière. L'Alliance ouvrière sera donc réalisée et elle comprendra l'UGT et la CNT, malgré la direction nationale de cette dernière, opposée au front unique des organisations ouvrières que matérialise l'Alliance ouvrière.

La direction du PCE, quant à elle, en 1933 et au début de 1934, caractérise le PSOE et l'Alliance ouvrière comme social-fascistes.

Avec Lerroux, la marche à l'Etat corporatiste et fasciste était ouverte. Le 4 octobre, l'UGT donne l'ordre de grève générale. A Barcelone, le mouvement est rapidement liquidé. A Madrid, la grève est effective. La grève se poursuit jusqu'au

12 octobre. Dans les Asturies, c'est l'Alliance ouvrière, à laquelle le PCE se rallie au dernier moment, qui donne sa puissance à l'insurrection. La CNT appelle à la grève générale aux côtés du PS et de l'UGT. La grève est effective dès le 4. Le 5, dans toutes les Asturies, les grévistes désarment la police. Le 6, ils s'emparent d'Oviedo. Ils constituent le comité révolutionnaire, qui prend le contrôle des Asturies.

Mais l'échec du mouvement sur le plan national permit au gouvernement de concentrer ses troupes sur les Asturies. Il les lança à l'assaut, troupes marocaines et légion étrangère en tête. Oviedo tomba le 12. Les combats se poursuivirent jusqu'au 18 octobre. La division des rangs ouvriers dans l'ensemble de l'Espagne, le refus des dirigeants nationaux de la CNT de se joindre au mouvement, alors que les dirigeants de la CNT des Asturies y participaient, entraînent la défaite de la grève générale d'octobre 1934.

La répression qui s'ensuivit — 3 000 travailleurs tués, 7 000 blessés, 40 000 emprisonnés — ne parvint pas à écraser le sentiment révolutionnaire qu'avait inspiré l'insurrection des Asturies. Elle demeura la référence aux yeux des travailleurs, avec son "Alliance ouvrière", ses comités ouvriers, son mot d'ordre "UHP" ("Union des frères prolétaires"), qui devint celui de toute la classe. Malgré l'écrasement des Asturies, un tournant de la lutte des classes vient de s'opérer.

Car la crise politique de la bourgeoisie n'était pas résolue pour autant. Le gouvernement Lerroux restait instable. La CEDA était minoritaire au sein du gouvernement. Zamora refusa de donner à Gil Robles, qui l'exigeait, la direction du gouvernement. Des scandales discréditèrent bientôt complètement le gouvernement, que quittèrent les ministres de la CEDA.

En septembre 1935, le gouvernement Lerroux fut contraint de démissionner. Les Cortes devinrent ingouvernables. Zamora se résigna à les dissoudre. La République parlementaire agonisait. Les élections de février 1936 allaient marquer un tournant décisif.

FRONT UNIQUE OU FRONT POPULAIRE ?

En France, pendant plusieurs semaines, après le 12 février, les dirigeants du Parti communiste et de la SFIO cherchent à maintenir la division. Le comité central du PCF du 15 mars se prononce contre le front unique, au nom de "*l'unité à la base*". Le 11, le conseil national de la SFIO avait affirmé que la lutte ne pouvait être conduite "*que sous l'action socialiste*".

Cependant,

"dans le Parti socialiste, le mouvement à gauche s'amplifia, domina entièrement dans la Seine et dans une série de fédérations de province (Est, Midi, surtout). Dans le PC, la lutte de Doriot refléta le même état d'esprit. Dans les syndicats, les multiples comités de vigilance, d'alliance ouvrière, etc., virent le jour. Dans des milliers de localités, ils maintinrent la liaison entre les diverses organisations qui s'étaient trouvées littéralement jetées les uns contre les autres le 12 février (...).

Pendant des semaines et des mois (particulièrement en avril et mai), l'action des bureaucrates dirigeants s'exerça contre la réalisation du front unique des organisations, c'est-à-dire contre les masses. Avec plus ou moins d'habileté, l'action était la même, à la tête des organisations ouvrières qui n'ont de communiste ou de socialiste que le nom. Mais l'action à la base ne cessait de rapprocher contre le fascisme les combattants des diverses tendances et couches sociales. En juin, ces manifestations se firent plus amples, plus serrées, plus fréquentes : l'heure était proche où les bureaucrates devraient céder" (Entre-Deux Guerres, P. Naville, EDI).

La bureaucratie du Kremlin a senti le danger. La France et l'Espagne concentrant les développements mondiaux, il faut tourner et répondre à l'aspiration des masses et des militants à l'unité, en la trahissant.

Dans leur ouvrage *Juin 36*, Danos et Gibelin citent *L'Humanité*, du 31 mai, qui reproduit un article de la *Pravda* :

"L'IC estime que l'appel au front unique devant la menace fasciste (...) est nécessaire dans certaines conditions (...). Un pareil appel est possible dans un pays comme la France, où la social-démocratie n'a pas encore été au pouvoir, où (...) les ouvriers socialistes pensent que leur parti ne suivra pas le chemin de la social-démocratie allemande."

Ils poursuivent :

"Le PCF réunit une "conférence nationale" le 23 juin, en vue de prendre le "tournant" et de mandater le comité central et le bureau politique afin qu'ils proposent à la direction de la SFIO un pacte d'unité d'action contre le fascisme et la guerre. Le 25, le bureau politique du PCF propose à la commission administrative permanente de la SFIO un tel pacte d'unité d'action. La direction de la SFIO tente de maintenir sa position anti-unitaire. Mais les masses et les militants veulent ardemment l'unité des deux partis.

Le 2 juillet, les fédérations socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise et la région parisienne du PC organisent en commun un grand meeting. La profonde volonté des travailleurs socialistes et communistes s'y manifeste puissamment (...). La gauche de la SFIO mène campagne pour l'acceptation des propositions communistes. Marceau Pivert écrit : "Nous souhaitons que le conseil national dise avec le maximum de netteté : camarades du Parti communiste, pour l'action commune à l'échelle nationale, voici notre signature, voici nos mains fraternelles." Le 16 juillet 1934, le conseil national de la SFIO décide à une écrasante majorité d'accepter le pacte d'unité d'action qui est signé par les représentants des deux partis le 27. Dès le mois d'août, une première manifestation réunit socialistes et communistes pour l'anniversaire de la mort de Jaurès » (Juin 36, Danos et Gibelin, Mas-péro).

Le pacte d'unité d'action vise en fait à répondre à la volonté d'unité d'action des travailleurs, tout en les maintenant dans le cadre de la III^e République, sans jamais poser la question du pouvoir, du gouvernement Doumergue qui multiplie les attaques contre la classe ouvrière.

Trotsky écrit à ce propos, à la fin d'octobre 1934 :

"Quels sont les objectifs de ce front unique ? Jusqu'à maintenant, il ne l'a pas dit aux masses. La première et la plus importante (des questions) est qu'il faut lutter pour le pouvoir. Le but de ce front unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin" (Où va la France ?).

Mais précisément, pour le Kremlin, c'est ce qu'il faut éviter à tout prix. Le PCF va être à l'avant-garde, pour noyer l'unité d'action entre les partis ouvriers dans une union plus large... avec le Parti radical, qui est au gouvernement.

Dès le 7 octobre, Maurice Thorez lance la fameuse formule du "Front populaire" au cours d'un grand meeting à la salle Bullier, qui sera suivi de la proposition, faite au comité de coordination du PS et du PCF, d'élaborer un programme permettant d'inclure le Parti radical au sein d'un Front populaire. Le 24 octobre, à Nantes, où se tient le congrès du Parti radical, les déclarations des dirigeants de ce parti sont plus "sociales". Bien que le Parti radical continue à participer au gouvernement Doumergue, Maurice Thorez, au comité central du PCF de novembre, se déclare satisfait de l'évolution de ce parti :

"Tout cela n'est certes pas le programme des communistes. Mais ces revendications, ces aspirations exprimées dans la déclaration du Parti radical s'y trouvent, croyons-nous, parce qu'elles correspondent en général du désir du peuple de France."

Le gouvernement Doumergue tombe le 8 novembre, la Chambre refusant d'adopter son projet de réforme de la Constitution. La situation économique ne cesse de s'aggraver, pas au point cependant qu'il apparaisse nécessaire au capital financier de liquider le parlementarisme, ainsi que le proposait Doumergue. Au contraire, le tournant du PCF vers le Front populaire lui donne la garantie que celui-ci se dressera contre les masses au cas où celles-ci deviendraient menaçantes. De son côté, la SFIO, si elle hésite à se prononcer clairement pour le Front populaire, n'en montre pas moins ses dispositions à adopter cette politique.

LE PARTI RADICAL À LA FOIS AU GOUVERNEMENT ET AU FRONT POPULAIRE

Dans *Juin 36*, Danos et Gibelin soulignent deux motifs du "tournant" du Parti radical vers le Front populaire :

« D'abord un événement intérieur, qui, pour les chefs radicaux, ne peut manquer d'être de la plus haute importance : l'évolution du corps électoral. Les élections cantonales et municipales d'octobre 1934 et de mai 1935 reflètent un net glissement à gauche. En octobre, le Parti communiste gagne 100 000 voix, le nombre de ses élus passe de 11 à 26 et, en mai, dans la Seine, ses suffrages progressent de 75 000 à 139 000 et ses élus de 4 à 25 (50 sièges à pourvoir). Au contraire, le Parti radical, discrédiété par sa participation aux gouvernements réactionnaires, est en plein recul. Il est grand temps pour lui de voler au secours de la victoire, car les élections législatives sont proches. »

Un autre événement, d'ordre international cette fois, peut faire croire aux radicaux que le tournant communiste est sincère : le pacte Staline-Laval.

Laval, qui s'est rendu à Moscou pour la signature du pacte d'assistance franco-soviétique, a, du 13 au 15 mai 1935, des conversations politiques avec Staline. Le communiqué officiel laisse déclarer que les deux pays ont le devoir "de ne laisser en rien affaiblir les moyens de leur défense nationale" et ajoute : "A cet égard, M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité." En présence de cette déclaration inattendue qui frappe de stupeur de nombreux militants, le PC publie immédiatement cette affiche : Staline a raison ! »

Le Parti radical s'était défini en 1907, lors de son congrès de Nancy, comme "résolument attaché aux principes de la propriété individuelle, dont il ne veut ni commencer ni même préparer la suppression". Disposant d'une influence dans des couches de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes, il a fait partie depuis 1885 de toutes les combinaisons gouver-

nementales de la III^e République. Mais la crise de 1929 a précipité à la faillite et à la ruine des centaines de milliers de petits commerçants, de petits paysans, de petits épargnans. Aussi, dès les années 1930, écrasés par la crise, des secteurs entiers de la petite bourgeoisie commencent-ils à se détourner du Parti radical. En effet, le Parti radical est le parti à l'aide duquel la grande bourgeoisie entretenait les espoirs de la petite bourgeoisie en une amélioration de sa situation. Il n'a pu jouer ce rôle qu'aussi longtemps que la situation économique restait supportable pour la petite bourgeoisie. A partir du moment où le grand capital subit les conséquences de la crise mondiale de 1929, la petite bourgeoisie cherche d'autres voies, alors que le Parti radical reste fidèle à ses liens avec le grand capital et voit sa force et sa réalité électorale décroître à mesure que la crise se développe. C'est dans cette situation que Daladier devient au sein du Parti radical le leader d'une "aile gauche". L'aile gauche d'un parti attaché au maintien de la propriété privée des moyens de production, à la défense de l'Etat. A la chute du gouvernement Doumergue, succède le gouvernement Flandrin, qui, toujours avec l'appui des radicaux, tente de poursuivre la même politique. L'inflation continue, la fuite de l'or également, le chômage continue à s'accroître. Flandrin ne peut obtenir les pleins pouvoirs le 31 mai à la Chambre. Le gouvernement dirigé par Laval obtient l'investiture de la Chambre le 7 juin, assortie de "pouvoirs exceptionnels". Les radicaux participent à ce gouvernement, tout en négociant la constitution du Front populaire.

La précipitation de la crise nécessite d'aller plus avant dans la constitution du Front populaire. Le congrès de Mulhouse de la SFIO va avoir une importance décisive pour la constitution du Front populaire. Il se tient du 9 au 12 juin 1935. A l'instigation de Trotsky, les trotskystes sont entrés en août 1934 à l'intérieur de la SFIO ouvertement, en y défendant leur programme. Le mode de fonctionnement de la SFIO, qui reconnaît le droit de tendance, leur donne cette possibilité. L'appréciation de Trotsky est qu'après la capitulation de l'Internationale communiste en Allemagne et la politique de la "troisième période", toute nouvelle mon-

tée des masses se traduira en un premier temps par un afflux des travailleurs révolutionnaires à l'intérieur des partis sociaux-démocrates. Aucune illusion cependant : les partis sociaux-démocrates sont et resteront des partis ouvriers bourgeois et, à un certain stade, la rupture avec eux ne sera pas moins indispensable que ne l'a été l'entrée en leur sein pour y organiser cette couche de travailleurs qui poussent "à gauche".

Les trotskystes ont rapidement obtenu d'importants succès (fédération de la Seine, Jeunesses socialistes, en province). Ils vont combattre au congrès de Mulhouse contre la politique du Front populaire.

Les résultats du congrès de Mulhouse sont les suivants : la résolution Molinier-Rous, qui préconise la lutte pour le pouvoir, un gouvernement du PS et du PCF, un programme de revendications transitoires, obtient 105 mandats ; celle de la Bataille socialiste (à laquelle Pivert s'est rallié) obtient 777 mandats. Celle de Blum obtient 2 025 mandats. Les deux dernières motions se situent sur l'orientation de la politique de Front populaire. Aucun obstacle n'existe plus sur la voie qui mène au Front populaire.

Le 17 juin se constitue le Comité du rassemblement populaire. Sa tâche immédiate est de préparer les manifestations populaires du 14 juillet 1935. La date de la "fête nationale" est évidemment significative.

Lors des premières négociations pour définir le programme du Front populaire, le Parti communiste refuse toutes les mesures qui peuvent porter atteinte au capital et que met en avant l'aile gauche du Parti socialiste, telle que la nationalisation des banques, des chemins de fer et des mines, en expliquant que de telles exigences ne pourraient qu'épouvanter le Parti radical, défenseur de la propriété privée.

Après la manifestation du 14 juillet 1935, Jacques Duclos explique devant les militants communistes de la région parisienne la signification de cette politique :

"Nous ne repoussons pas les hommes qui sont à la droite du Parti radical, qui veulent avec nous défendre la liberté. Pour notre part, nous n'avons jamais demandé au Parti radical d'accepter nos mots d'ordre et notre programme. Mieux, nous avons eu l'occasion, aussi bien dans le comité d'action à Paris qu'à Lyon, de nous éléver contre certaines exigences mises en avant par d'aucuns pour amener la rupture avec les radicaux."

Le cabinet Laval, au sein duquel siègent six ministres du Parti radical, dont Edouard Herriot, son président, se livre à une attaque forcenée contre la classe ouvrière et les masses au moyen de décrets-lois. Travailleurs et jeunes manifestent. Les heurts avec la police se multiplient.

Le 15 juillet 1935, sont promulgués des décrets-lois qui réduisent de 10 % toutes les dépenses publiques (sauf les pensions militaires) de l'Etat et des collectivités locales, dont les salaires des fonctionnaires et assimilés ; réduction également des prestations des assurances sociales et des rentes, majoration de 20 à 25 % de l'impôt sur le revenu. Le 8 août, nouvelle série de décrets-lois, et encore le 30 octobre.

La classe ouvrière subit toujours les attaques du capital, mais elle se prépare incontestablement à l'offensive. Dès lors, et jusqu'à la grève générale de juin 1936, de puissantes manifestations, toujours plus impressionnantes, se succèdent, réalisant l'unité des travailleurs.

LE MOUVEMENT POUSSÉ À LA RÉUNIFICATION SYNDICALE

En octobre 1934, les dirigeants de la CGT, Jouhaux, Dumoulin, Bothereau, etc., avaient modifié leur position : jusqu'alors, ils exigeaient des dirigeants de la CGTU qu'ils rentrent à la CGT en dissolvant la CGTU et ses syndicats. Ils acceptent désormais que des discussions s'engagent sur la réalisation de l'unité organique des deux centrales. Mais les "unitaires" ne tiennent pas à l'unité orga-

nique et les "confédéraux" exigent la dissolution des fractions au sein des confédérations.

Le 19 mars 1935, les comités confédéraux nationaux avaient constaté l'échec des pourparlers sur l'unité organique. Mais après le pacte franco-soviétique, brusque tournant du PCF : le 6 juin, Gitton annonce dans *L'Humanité* que le PCF renonce aux fractions dans les syndicats. Les pourparlers sont repris.

Le 27 septembre 1935, les congrès de la CGT et de la CGTU fixent une procédure de réunification syndicale : au sommet, une commission mixte ; fusion des syndicats, des fédérations et des unions départementales ; un comité confédéral national enregistrera ces fusions et désignera un bureau national provisoire ; réunion d'un congrès confédéral national qui se tiendra à Toulouse, du 2 au 5 mars 1936.

A la vérité, l'unification syndicale était devenue inévitable. Bien avant que l'unité soit décidée, de nombreux syndicats fusionnaient. La pression des travailleurs pour reconstituer la grande CGT était la plus forte.

En juillet 1935, les effectifs de la CGT étaient évalués à 700 000 membres, ceux de la CGTU à 200 000. En 1937, le nombre de cartes placées sera de 4 936 025 !

Au mois d'août 1935, les travailleurs des arsenaux réagissent contre les conséquences des décrets Laval, qui les frappent durement.

A Brest et à Toulon, les ouvriers font grève. Ils hissent le drapeau rouge sur les arsenaux de ces deux villes. Du 5 au 9 août, se déroulent de violentes manifestations, au cours desquelles il y a trois morts. Ces mouvements sont l'expression concentrée du développement de la lutte des classes à venir.

Léon Trotsky écrit :

"Le danger immédiat en France consiste en ce que l'énergie révolutionnaire des masses, dépensée morceau par morceau dans des explosions isolées

comme à Toulon, à Brest, à Limoges, fasse place à l'apathie... La tâche des partis prolétariens consiste non pas à freiner et à paralyser ces mouvements, mais à les unifier et à leur donner une plus grande place" (Où va la France ?).

C'est précisément pourquoi, contre le mouvement des masses qui monte, le Kremlin et les dirigeants du PCF ont élaboré la politique du Front populaire.

Jacques Duclos ne s'y trompe pas. Il déclare, le 23 juillet 1935 :

"La secte des trotskystes qui s'intitule bolchevique-léniniste, alors qu'ils sont aussi éloignés du bolchevisme-léninisme que le socialisme national de Jean Hennessy du socialisme, n'a qu'un objectif : consommer la rupture entre les masses populaires et celles qui suivent les autres groupements du Front populaire."

Le Front populaire exige la chasse aux militants lutte de classe, et donc aux trotskystes. Mais tenter de contenir et de faire refluer le mouvement des masses exige qu'à la SFIO aussi s'organise la chasse aux sorcières. Déjà, au congrès de Mulhouse, Blum a annoncé qu'il faudrait en finir avec la tendance trotskiste des bolcheviks-léninistes.

Ce sont d'abord les militants des Jeunesses socialistes qui sont frappés. A la conférence nationale de Lille, le 29 juillet, douze membres de la commission exécutive de la Seine des Jeunesses socialistes, trotskystes et sympathisants trotskystes, sont exclus. Le 1^{er} octobre, ce sont quinze dirigeants trotskystes que la commission administrative exclura.

Le 26 septembre, la 15^e section du PS, qui est la section de Pivert, organise une réunion de militants socialistes de gauche de la Seine, à laquelle mille militants participent. Le 30 septembre, la Gauche révolutionnaire est constituée : l'orientation affirmée est celle de la lutte des classes, mais elle se prononce pour le Front populaire en le gauchissant sous l'appellation "Front populaire de combat".

La constitution de la Gauche révolutionnaire dresse ainsi un obstacle au mouvement des militants PS évoluant à

gauche vers les bolcheviques-léninistes (2).

Pendant ce temps, le gouvernement Laval poursuit ses attaques contre les masses, tandis que le Parti radical va accepter, tout en restant au gouvernement de Laval et en le soutenant au Parlement, de participer au Front populaire. L'opération se réalise en octobre 1935, où le congrès du Parti radical, qui se tient salle Wagram, décide d'adhérer au Front populaire.

A la suite de divergences au comité exécutif du Parti radical, Herriot, ministre du gouvernement Laval, démissionne de la présidence du parti.

La politique étrangère de Laval est mise en cause à la Chambre, car il a soutenu l'Italie fasciste, qui a occupé l'Ethiopie, en torpillant les sanctions décidées par la Société des nations (SDN) contre l'Italie.

Le 10 janvier 1936, l'accord sur le programme de Front populaire se réalise entre le PCF, la SFIO et le Parti radical.

Le 18 janvier, 88 députés du Parti radical votent contre la confiance au gouvernement Laval ; 45 ont voté pour, 10 se sont abstenus.

Le 19 janvier, Daladier est élu président du Parti radical. Les ministres radicaux vont démissionner du gouvernement Laval, qui à son tour démissionne.

Sarraud, radical "de droite", forme le nouveau gouvernement, un gouvernement de transition jusqu'aux élections législatives. De nombreux radicaux occupent d'importants ministères. Les députés SFIO votent pour la confiance, ceux du PCF s'abstiennent.

Le Front populaire est en marche. Son programme est la "défense de la République", il exclut toute atteinte à la propriété privée des moyens de production et assure la défense des institutions, de la police, du corps des magistrats, des hauts fonctionnaires : de l'Etat.

ESPAGNE : LE FRONT POPULAIRE ET LES MASSES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

En Espagne, le 15 janvier 1936, la Gauche républicaine, l'Union républicaine, le PSOE, l'UGT, le PC, le POUM signent le programme d'alliance électorale, base du Front populaire.

(2) Au début des années 1930, produit du développement de la lutte des classes, un processus de recomposition s'amorce dans le mouvement ouvrier.

La prise de contrôle de l'Internationale communiste par l'appareil de Staline va provoquer des ruptures et la constitution d'organisations qui, pour autant, ne se regroupent pas avec l'Opposition de gauche.

Pour toutes ces formations venues de l'IC, se trouve posé le problème des rapports avec les organisations provenant de scissions de la social-démocratie.

L'Opposition de gauche va proposer à ces organisations de constituer un cadre d'organisation minimal. Ce sera la *Déclaration des Quatre*, signée par le SAP, l'OSP, le RSP et l'OGI.

Malgré une grande souplesse de la part de Léon Trotsky, les désaccords ne cessent de s'accumuler, notamment sur le fait que certaines des organisations participant par ailleurs à un autre regroupement, le Bureau de Londres, qui rassemble des organisations opportunistes et conciliatrices, qui s'opposent en réalité à bâtir la nouvelle Internationale.

Les développements, évolutions à gauche, puis les reculs de ces organisations sont à mettre en relation avec toute la situation mondiale, qui se caractérise par une remontée de la lutte des classes, notamment en France et en Espagne. Dans ces circonstances, les appareils de la II^e et de la III^e Internationales ne restent pas inactifs : contre l'aspiration des masses à l'unité, ils vont dresser le barrage du Front populaire. La question de l'indépendance de classe du prolétariat et de celle des groupes révolutionnaires va donc être au centre de la nouvelle étape du combat pour la nouvelle Internationale. Car le poids de cette situation va se faire sentir non seulement sur les organisations de "gauche", mais aussi dans les rangs des partisans de Trotsky.

C'est cela qu'on appelle le centrisme. C'est la définition de ces groupes évoluant entre réformisme et révolution, et que, par sa politique, Trotsky tente d'attirer sur le terrain du bolchevisme. Mais, devant les développements de la lutte des classes et la constitution des Fronts populaires, nombre de ces groupes issus de la crise des appareils vont dès lors cesser d'évoluer à gauche tout en maintenant un discours radical. Celui-ci leur sert en réalité de masque

Si le premier point de ce programme stipulait "*une large amnistie des délits politiques commis avant novembre 1935*" — point décisif pour les masses, car après l'écrasement des Asturias, la répression avait jeté 40 000 travailleurs en prison —, la suite du programme se situait ouvertement sur le terrain du respect de la propriété privée et de l'Etat bourgeois : le point 3 rejettait le principe de la nationalisation des terres, le point 5 l'allocation chômage, le point 6 la nationalisation des banques, exigences que les partis ouvriers avaient mises en avant... pour les abandonner devant le refus des partis républicains.

Le POUM (3) justifie sa participation au Front populaire au nom de la loi électorale et de l'aspiration des masses à l'unité. Dans cette situation, les masses, portant leurs voix contre la monarchie, donnent la majorité au Front populaire, qui recueille 287 sièges, contre 132 à la droite et 32 au centre. La véritable nature du Front populaire se révèle dans la répartition des sièges, suivant des listes déterminées préalablement dans les "sommets" : 84 députés pour la Gauche républicaine de Azaña, 37 pour l'Union républicaine de Barrio, 38 pour l'Esquerra de Companys, 90 au Parti socialiste, 16 au PCE, un au POUM, un au Parti syndicaliste. La FAI et la CNT n'avaient pas appelé au boycott comme à l'habitude, sans pour autant se prononcer pour les listes Front populaire.

Les partis bourgeois (Azaña, Barrio) sont surreprésentés. Les masses se tournent vers le PSOE et le PCE, et non pas vers les "républicains", qui rejettent toutes leurs revendications. Dès le lendemain des élections, des manifestations de masse, sans attendre les décrets gouvernementaux, ouvrent les prisons et libèrent les ouvriers détenus depuis 1934. Ainsi, dès le 17 février, la prison de Valence est "libérée" par les militants de la CNT ; à Oviedo, plusieurs centaines sont aussi libérés, et des milliers dans toute l'Espagne.

Les 18 et 19, des grèves commencent dans tout le pays pour la réintégration des condamnés ou des licenciés. Vers la fin du mois de février, en différents endroits du pays, les travailleurs agricoles et les petits

paysans s'installent sur les terres des grands propriétaires. Des conflits éclatent entre garde civile et paysans, tandis que, dans les villes, la "Phalange" s'attaque aux militants ouvriers.

Le dirigeant de la gauche du PSOE et de l'UGT, Largo Caballero, multiplie les déclarations fracassantes, tandis que son

à leur refus de rompre avec les appareils et les constitue donc en flanc gauche du Front populaire et en obstacles à la construction du parti révolutionnaire, car ils rassemblent des fractions de militants et de travailleurs se radicalisant, mais qui se retrouvent alors soumis, "à gauche", aux appareils avec lesquels ils venaient de rompre.

C'est précisément à partir de l'analyse de ces développements de la lutte de classe en France et du renforcement à gauche de la SFIO que Trotsky appelle les trotskystes français à entrer dans la SFIO. Au sein même de l'Opposition de gauche, des voix s'élèvent contre une telle orientation. Mais cette intransigeance masque mal en fait la recherche de la conciliation avec les groupes centristes et le refus d'avancer pratiquement dans la voie de la IV^e Internationale. Ainsi, Nin et son groupe, résolument hostiles à l'entrisme dans le PSOE au nom de la lutte pour la IV^e Internationale, participeront peu après à la fondation du POUM. Nin dissoudra sa fraction dans ce parti et acceptera de signer le programme électoral du Bloc des gauches.

Si, en France, les trotskystes collaboreront avec la gauche de la SFIO dirigée par Pivert, celui-ci, en fin de compte, se refusera à rompre le lien avec l'appareil et opposera à l'orientation de front unique la ligne du Front populaire de combat, comme si la version gauche du Front populaire ne signifiait toujours pas la soumission à la bourgeoisie et au Parti radical.

Quand Pivert sera expulsé de la SFIO et fondera le PSOP, Trotsky proposera alors à Pivert la fusion du PSOP et du POI, "car ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable avant-garde révolutionnaire de quelques milliers d'hommes comprenant clairement la situation". Il ne lui propose pas d'adhérer à la IV^e Internationale, mais de définir ensemble une orientation générale commune, sur la base de laquelle pourrait s'effectuer la collaboration politique au sein de son parti avec les militants de la IV^e Internationale. Pivert s'y refusera.

(3) Tandis qu'une aile gauche se dessine dans le PSOE sous la direction de Caballero contre Prieto (la droite), les Jeunesses socialistes évoluent à gauche, mais, dirigées par Santiago Carrillo, elles vont fusionner avec les staliens. Dès le début de 1934, Trotsky avait invité ses partisans en Espagne à entrer dans le PSOE et les Jeunesses socialistes pour y former un courant. Mais les trotskystes espagnols se refusent à suivre cette orientation, et leur dirigeant, Andrés Nin, va former le POUM avec le Bloc ouvrier et paysan de Maurin (issu du PCE).

rival à la tête du PSOE, Prieto, dénonce une telle attitude et appelle au respect du programme du Front populaire, en se prononçant pour la constitution d'un gouvernement de Front populaire.

Au lendemain des élections, Azaña forme le gouvernement. Sous la pression de Caballero et de l'UGT, le PSOE n'y participe pas, mais le soutient. En mai, Azaña devient président de la République et Quiroga lui succède au gouvernement — auquel ne participent toujours pas de ministres socialistes, bien que Prieto, dirigeant du PSOE, se soit prononcé pour un gouvernement à l'image du Front populaire en France.

Le gouvernement fera voter l'amnistie, un statut d'autonomie pour la Catalogne. Une étude sur la "réforme agraire" est décidée. Mais tout cela n'est rien : les masses l'ont déjà réalisé.

JUIN 1936 : LA RÉVOLUTION FRANÇAISE COMMENCE

En France, la campagne électorale s'ouvre le 7 avril. Le jour même, à la radio, Maurice Thorez déclare :

"Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, nous qui sommes des laïques, puisque tu es notre frère et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis."

"Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix de Feu, parce que tu es le fils de notre peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption."

Le premier tour des élections exprime dans ses résultats une très forte poussée vers les partis ouvriers PS, PCF, tandis que les radicaux s'effondrent.

Dès le lendemain, Daladier pour les radicaux, Severa pour la SFIO et Thorez pour le PCF lancent un appel au désistement en faveur du candidat de "la gauche" le mieux placé au deuxième tour. Cela va sauver le Parti radical, qui avait perdu 25 % de ses voix au premier tour. Au

second tour, le 3 mai, le PCF a 72 députés, la SFIO 146 et les radicaux 116 (moins 43 députés).

Si le "programme" du Front populaire ne contient aucune mesure ouvrière, les travailleurs n'attendent pas. Dès le 11 mai, la grève éclate à l'usine Bréguet, au Havre. Le 13, aux usines Latécoère, à Toulouse. Ces grèves défensives pour la réintégration d'ouvriers licenciés sont victorieuses.

Le 14, la grève des usines Bloch, à Courbevoie, se prononce pour une augmentation des salaires. Un accord est finalement signé. Des mouvements du même type éclatent à Longwy et Vénissieux.

Les radicaux ont refusé que la manifestation de victoire du Front populaire ait lieu le 24 mai au mur des Fédérés (ils ne sont pas pour la Commune). La manifestation est fixée au 14 juin. Mais la tradition oblige PS et PCF à manifester le 24 mai.

"Jamais pareille affluence n'a été dénombrée : plus de 600 000 manifestants défilent jusqu'à la nuit devant le mur des Fédérés, où Blum et Thorez, entourés de leaders SFIO et communistes, se trouvent côte à côte. La foule ouvrière prend conscience de son nombre et de sa force" (Juin 36, Danos et Gibelin).

Le 26, le mouvement de grève se généralise dans la région parisienne. Le 1^{er} juin, la grève générale s'étend dans toute la métallurgie parisienne.

Sarraut, Premier ministre, déclare au Sénat que les patrons ont demandé que la police n'intervienne pas :

"Pas d'usage de la force. Nous risquons le conflit sanglant. Cela nous interdira peut-être de reprendre la direction de nos usines."

Le mouvement se répand comme une traînée de poudre. Les occupations d'usines se multiplient. Plusieurs séquestrations de patrons ont lieu. Dans Juin 36, Danos et Gibelin soulignent le caractère de ces actions, la plupart du temps spontanées :

“Déclenchement du mouvement dans une ou plusieurs entreprises ; négociations sur la base des entreprises ; généralisation spontanée à toutes les entreprises de la ville ou de la région.”

Ils soulignent également que “l’extension des grèves aux petits établissements employant parfois moins de 10 salariés est un des traits caractéristiques des grèves de 1936”.

Vidal, le député SFIO de Marseille, rapporte en séance de la Chambre, le 26 juin 1936, qu’à “chaque fois qu’on négocie la fin d’une grève, il en naît dix autres ; ou la grève même que l’on a arrêtée recommence quelques jours plus tard”.

Contre les dirigeants réformistes et staliniens du Front populaire, qui parlent de “grèves économiques”, L. Trotsky écrit en juin 1936 :

“L’essence du mouvement actuel réside précisément dans le fait qu’il brise les cadres corporatifs, professionnels ou locaux, en élevant au-dessus d’eux les revendications, les espoirs, la volonté de tout le prolétariat. Le mouvement prend le caractère d’une épidémie. La contagion s’étend d’usine en usine, de corporation en corporation, de quartier en quartier. Toutes les couches de la classe ouvrière se répondent, pour ainsi dire, l’une à l’autre. Les métallurgistes ont commencé : ils sont l’avant-garde. Mais la force du mouvement réside dans le fait qu’à peu de distance de l’avant-garde suivent les lourdes réserves de la classe, y compris les professions les plus diverses, puis son arrière-garde, que d’ordinaire messieurs les chefs parlementaires et syndicaux oublient complètement (...). Ce qui s’est passé, ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C’est la grève. C’est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c’est le début classique de la révolution” (Où va la France ?)

Le 2 juin, 100 000 métallos de la région parisienne sont en grève. Le 4 juin, on compte 12 000 grèves et 9 000 occupations d’usines.

Le 16 juin, devant le CN de la CGT, Jouhaux déclare que “le mouvement s’est déclenché sans qu’on sût ni comment ni où”.

Léon Trotsky écrivait le 9 juin 1936 : “La révolution française a commencé.”

« Le déclenchement de la grève est provoqué, dit-on, par les “espoirs” que suscite le gouvernement de Front populaire. Ce n’est là qu’un quart de vérité et même moins. S’il ne s’était agi que de pieux espoirs, les ouvriers n’auraient pas couru le risque de la lutte. Ce qui s’exprime avant tout dans la grève, c’est la méfiance où tout au moins le manque de confiance des ouvriers, sinon dans la bonne volonté du gouvernement, du moins dans sa capacité à briser les obstacles et à venir à bout des tâches qui l’attendent. Les prolétaires veulent “aider” le gouvernement, mais à leur façon, à la façon prolétarienne. Assurément, ils n’ont pas encore pris conscience de leur force. Mais ce serait les caricaturer grossièrement que de présenter les choses comme si la masse n’était inspirée que par des “espoirs” en Blum. Il ne lui est certes pas facile de rassembler ses idées sous la tutelle des vieux chefs qui s’efforcent de la faire rentrer, le plus vite possible, dans la vieille ornière de l’esclavage et de la routine. Malgré tout, le prolétariat ne reprend pas l’histoire au commencement. » (Où va la France ?).

JUIN 1936 : LE DÉBUT DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Courant février, Madrid voit éclater une multiplication des grèves, qui gagnent y compris les liftiers et les garçons de café. La profondeur révolutionnaire du mouvement s’exprime dans le fait qu’il ne s’agit plus de la satisfaction de telle ou telle revendication, mais de la prise de contrôle des entreprises. Les ouvriers des tramways s’emparent de la compagnie et une souscription énorme s’ouvre pour les soutenir.

Le 1^{er} juin, 70 000 ouvriers du bâtiment de Madrid commencent une grève générale sur la base d’assemblées convoquées par l’UGT et la CNT. Le patronat résiste. La tension monte... la violence aussi. La Phalange attaque les ouvriers. Le comité de défense de la CNT prend alors en main la direction de la grève et l’auto-défense armée. Le 4 juillet, le ministre du

Travail fait donner satisfaction aux grévistes. L'UGT appelle à la reprise, la CNT à la poursuite. Des heurts se produisent entre CNT et UGT. C'est dans cette situation que se prépare le soulèvement militaire, car ce qui est en cause, c'est la propriété privée.

Le gouvernement et tous les dirigeants du Front populaire savent que des généraux préparent un soulèvement, mais en aucune façon l'armée — dont nous avons vu plus haut qu'elle était un facteur essentiel — n'est mise en cause.

Le 17 juillet, le soulèvement militaire commence au Maroc (alors espagnol). Le gouvernement le nie. Le 18, il reconnaît qu'une partie de l'armée est soulevée, tout en refusant de l'admettre sur la péninsule, alors que le soulèvement est déclenché à Malaga et à Séville.

Largo Caballero et l'UGT se contentent de demander au gouvernement républicain de donner des armes aux organisations ouvrière. Celui-ci refuse et reçoit le soutien du PSOE et du PCE, qui déclarent dans un communiqué commun :

"Le gouvernement commande, le Front populaire obéit."

Le gouvernement démissionne le 19, à 4 heures du matin. Il a choisi. Ce n'est que plus tard, le 18, que l'UGT et la CNT appellent à la grève générale.

En l'absence de toute perspective politique, sans armes, sans organisations, avec un nouveau gouvernement — celui de Barrio, encore plus à droite, qui propose des négociations aux généraux rebelles —, les militants et les travailleurs font échouer le coup d'Etat militaire à Barcelone, à Madrid, à Valence, à Malaga, dans une formidable mobilisation. Là où les fascistes l'emportent, la responsabilité en incombe aux dirigeants. C'est le cas de Saragosse, où la direction de la CNT, le 18 au soir, appelle les travailleurs à rentrer chez eux sous prétexte que toutes les garanties ont été données par le général-commandant. Le 19, le général-commandant tourne la troupe contre les ouvriers. Il en va de même à Oviedo.

A Barcelone, devant le refus de la généralité, dirigée par le "républicain" Companys, d'armer les ouvriers, les militants se sont armés comme ils l'ont pu. Quand les troupes "rébelles" passent à l'offensive, par milliers les ouvriers se jettent à l'assaut. Les "rébelles" sont bloqués par une foule qui sans cesse remplace les morts. Dans l'après-midi, plusieurs unités militaires se rallient à la "cause du peuple". Les insurgés sont écrasés.

A Madrid, UGT et CNT appellent à la grève générale. La CNT réquisitionne des véhicules et des armes. L'UGT distribue des armes conservées clandestinement depuis 1934. Les barricades s'élèvent. Le combat ne commence que le soir. Déjà, tout le monde sait que Barcelone a gagné. Quelques heures plus tard, les militaires annoncent leur reddition.

L'Etat bourgeois a volé en éclats. Là où les fascistes dominent, c'est l'armée qui encadre tout et réprime. Là où elle a échoué, le gouvernement Giral n'a qu'une autorité formelle. Partout ont survécu des comités locaux, régionaux, provinciaux, qui détiennent le pouvoir, sans pour autant se centraliser et disputer le pouvoir au gouvernement.

Le pronunciamiento a échoué. La guerre civile commence. Une situation de double pouvoir s'instaure.

Partout, les comités, les juntas s'organisent, non seulement au plan militaire, mais en saisissant les usines et en les faisant fonctionner. Le jour même de sa constitution, le gouvernement Barrio démissionne. Le gouvernement de Giral, qui lui succède, décrète — ce qui est déjà fait — la dissolution de l'armée, l'armement des ouvriers.

Dans Barcelone, les milices ouvrières armées patrouillent en ville. Sur les entreprises, des affiches annoncent : "Collectivisée par le peuple." Les églises sont fermées. Il n'y a pratiquement plus de forces de police (elles sont passées du côté des fascistes ou se sont intégrées dans les milices). Le comité central des milices antifascistes, en Catalogne, se compose d'un représentant du parti stalinien, un du POUM, deux de la FAI, trois

de la CNT et trois de l'UGT. Il faut noter qu'alors que tout le monde avait reconnu la CNT comme la force dominante, celle-ci accepte que l'UGT — qui lui est dix fois inférieure en nombre — ait autant de représentants qu'elle. Organisation politique au pouvoir à la fois législatif et exécutif, le comité s'organise en créant des commissions de travail et des commissions spécialisées, qui sont de véritables ministères. Mais le comité ne déclare à aucun moment occuper la place de la généralité de Companys.

Les comités locaux ou régionaux ont des formes très diverses : certains regroupent des représentants des milices avec les organisations ouvrières, pour d'autres c'est une union UGT-CNT. Mais quelles que soient leurs différences, ils se sont tous attribué des fonctions législatives et administratives, décident des questions immédiates comme le contrôle des prix, mais aussi de la socialisation des entreprises, de l'expropriation des biens du clergé ou des grands propriétaires terriens, de la presse, de l'éducation, des assurances sociales.

L'ébauche d'un pouvoir nouveau est illustrée par la liquidation de l'armée et de la police, et la constitution de "milices de l'arrière" occupant des fonctions de police. Des tribunaux révolutionnaires se mettent en place, sur la base de la révocation des juges et des fonctionnaires. Les milices se forment pour le front, elles sont nées à l'initiative des partis et syndicats... Dès le 24 juillet, une première colonne de 3 000 combattants, commandée par le dirigeant anarchiste Durruti, est constituée par le comité central de Barcelone. Les chefs des premières colonnes sont des militants politiques ou syndicaux.

Les bases économiques de la puissance de l'Eglise ont été détruites en quelques jours de révolution. Il en va de même pour la bourgeoisie. Nombre de chefs d'entreprise ont pris la fuite avant le soulèvement militaire, ou rejoignent les zones contrôlées par les franquistes.

Les usines sont saisies par les comités avec les syndicats. Quand ce n'est pas le cas et que l'entreprise conserve son propriétaire, les comités ouvriers contrôlent,

leur visa est obligatoire pour tout chèque émis par la direction.

Les chemins de fer et l'énergie sont contrôlés par un comité CNT-UGT. A l'usine Ford, le directeur a accepté de rester comme technicien (il s'est enfui plus tard), tandis que l'usine est dirigée par un comité de dix-huit salariés. Tout le pays voit se développer des comités dans les usines.

La campagne est le théâtre d'un vaste mouvement de collectivisation. Le PCE mène cependant une campagne acharnée contre la collectivisation, lui opposant le partage des terres.

En Aragon, le comité d'Aragon, sous l'influence des anarchistes, organise la collectivisation des trois quarts des terres... Il existe 450 communautés, regroupant 430 000 paysans.

Cette marche à la prise du pouvoir se heurte à la "légalité républicaine". Le PCE est en première ligne sur ce terrain, mais aussi la droite du PSOE, alliée au PCE. Ensemble, ils déclarent qu'il faut d'abord gagner la guerre, et donc respecter l'autorité du gouvernement.

Car le gouvernement subsiste. Giral cherche en permanence à conserver une quelconque autorité préservant les formes d'un appareil d'Etat. Il est fortement appuyé par la reconnaissance étrangère, notamment de la Grande-Bretagne et de la France. Si l'armée a été disloquée, si les milices ont été créées par les partis et les syndicats et si celles-ci délivrent des certificats aux combattants auxquels le gouvernement doit payer la solde, c'est là un signe de sa faiblesse, mais en même temps, cela signifie que l'organisation des milices se fait au compte de l'Etat. Celui-ci en profite pour essayer d'organiser un état-major sous la forme d'une intendance des milices.

Quand le gouvernement reconnaît milices et comités révolutionnaires, il ne peut pas faire autrement. Mais il cherche en permanence à les faire entrer dans le cadre républicain, en nommant gouverneurs ceux qui ont été désignés par les militants.

Il ne pouvait faire plus. La révolution ouvrière était trop forte. Il fallait passer à une autre étape.

La révolution espagnole a commencé, mais face à elle se dresse, au nom de la "lutte contre le fascisme" et de la "défense de la République", le Front populaire.

LES GOUVERNEMENTS DE FRONT POPULAIRE...

En France aussi, devant la révolution qui a commencé, il faut passer à une autre étape. Le 4 juin, Sarraut remet sa démission au président de la République, Lebrun, qui, immédiatement, supplie Léon Blum de constituer son gouvernement pour se mettre au travail. Blum proteste : il faut respecter les usages et la Constitution, et convoquer la Chambre pour obtenir l'investiture... Mais Lebrun insiste : l'heure n'est pas à ce légalisme. Le 4 juin, à 18 h 15, le ministère Blum est constitué.

"A ce moment, dans la bourgeoisie et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on n'espérait plus que dans une sorte d'intervention providentielle, je veux dire l'arrivée au pouvoir de l'homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force" (Léon Blum au procès de Riom).

Dès sa nomination, Blum s'adresse aux grévistes pour faire rentrer les travailleurs, mais rien n'y fait. Paniqué, le grand patronat propose à Blum une rencontre avec les syndicats. Ce seront les négociations et les accords Matignon, le 7 juin. Par peur de la "révolution française qui a commencé", le patronat lâche sur les contrats collectifs, le droit de se syndiquer, l'augmentation des salaires jusqu'à 15 %. Du *Populaire* à *L'Humanité*, on va célébrer la victoire des travailleurs et appeler à la reprise du travail.

Les travailleurs, eux, comprennent que le patronat, en lâchant, témoigne de sa peur de perdre beaucoup plus. Et non seulement la grève ne s'arrête pas, mais de nouveaux secteurs entrent en grève.

Si, en France, pour contenir le mouvement, ce sont les appareils qui sont montés en première ligne en juin, la nature pro-impérialiste du Front populaire s'exprime dans la manière dont le gouvernement Blum traite les travailleurs en Afrique du Nord.

Face à la grève d'ouvriers agricoles en Algérie, la gendarmerie tire, les colons sont appelés à se constituer en milices d'autodéfense. L'aviation survole la campagne. Des conflits violents ont lieu à Constantine, aux mines de l'Ouenza le 29 juin, à Alger, Mostaganem, Oran le 30, à Geryville le 3 juillet, de nouveau à Oran le 4 juillet. L'Algérie, c'est la France !

C'est ce qui amène Maurice Thorez, dans un rassemblement au gymnase Jean-Jaurès, à Paris, à préciser la politique contre-révolutionnaire dictée par Moscou pour reprendre en main les militants qui se laissent aller aux tendances "gauchistes" :

"Notre but reste le pouvoir des soviets, mais ce n'est pas pour ce soir ni pour demain matin (...). Alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir un compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications."

Dès le lendemain de ce célèbre discours, un mot d'ordre revient dans toutes les bouches des dirigeants du PCF :

"Il faut savoir terminer une grève."

L'offensive contre les masses est menée par les dirigeants du PCF, en liaison avec le gouvernement de Front populaire, qui, le 12 juin au soir, a fait saisir à l'imprimerie le journal des trotskystes *Lutte ouvrière*, qui titre : *"Dans les usines et dans les rues, le pouvoir aux ouvriers."*

Jacques Duclos écrit le 27 juin, dans *L'Humanité* :

"Les radicaux ont raison, quand ils proclament que ce qu'ils ont voulu, en prenant place dans les rangs du Front populaire, c'est faire cesser le chômage démoralisant, assurer aux ouvriers, dans la sécurité qui garantit l'avenir, un salaire suffisant pour mener une vie digne, calme et heureuse."

Les radicaux ont raison, quand ils déclarent avoir voulu, en adhérant au Front populaire, réaliser une union nationale capable de faire face à la menace que fait peser sur nous l'ardeur guerrière des dirigeants d'un grand pays voisin. Cette préoccupation est en somme identique à celle qui nous a poussés, nous, communistes, à lutter pour l'union du peuple français, pour une France libre, forte et heureuse, dont le destin sera digne de son passé glorieux.

Les radicaux ont raison, quand ils déclarent n'accepter aucune menace contre la propriété privée, et nous n'hésitons pas, nous, communistes, à proclamer que c'est là également notre souci, en ajoutant que ce qui menace aujourd'hui la propriété, c'est la puissante domination économique des deux cents familles contre laquelle nous nous dressons de toutes nos forces.

En résumé, les radicaux ont raison de rappeler que les réformes sur lesquelles se sont mis d'accord les partis du Front populaire ne sont, somme toute, en gros, que la reproduction du vieux programme du Parti radical-socialiste."

La "gauche" de la SFIO, derrière Marceau Pivert, "radicalise" les discours du Front populaire en appelant à un Front populaire de combat, à une "radicalisation" du Front populaire... avec les radicaux.

A cette orientation de Front populaire de combat, Trotsky oppose la constitution des comités d'action :

"Les comités d'action, dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France et aussi de donner à ces masses la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir" (Où va la France?).

Il précise :

"Le comité d'action est l'appareil de la lutte (...). Et les "gauchistes" du type

Marceau Pivert ne font que protéger cet appareil (celui du Front populaire) de la colère des masses. On ne peut sortir de cette situation que si l'on aide les masses en lutte et, dans le processus même de la lutte, à créer un appareil nouveau qui réponde aux nécessités de l'heure. C'est précisément en cela que réside la fonction des comités d'action (...).

Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésitation créé une organisation locale de combat si on les avait appelés à le faire (...). La première condition pour ce faire est de comprendre soi-même clairement la signification des comités d'action comme l'unique moyen de briser la résistance anti-révolutionnaire des appareils des partis et des syndicats.

Cela signifie-t-il que les comités d'action doivent remplacer les organisations de partis et des syndicats ? Il serait absurde de poser ainsi la question. Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, leurs groupements, leurs traditions, leurs organisations. Les partis continuent de vivre et de lutter. Au cours des élections aux comités d'action, chaque parti essaiera naturellement de faire passer les siens.

Les comités d'action prendront leur décision à la majorité, avec entière liberté pour les partis et les fractions de s'y grouper. Les comités d'action, par rapport aux partis, peuvent être considérés comme des parlements révolutionnaires : les partis ne sont pas exclus, bien au contraire, puisqu'ils sont supposés nécessaires ; mais en même temps, ils sont contrôlés dans l'action et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris."

Malgré ce matraquage politique, cette mobilisation forcenée des dirigeants du PCF et de la SFIO, le mouvement de grève connaît encore de nouvelles flambées. Si la grève décroît dans la métallurgie parisienne et dans les grands centres industriels, elle s'étend dans les campagnes : les ouvriers agricoles des grosses fermes occupent les propriétés des hobereaux et hissent le drapeau rouge.

Le mois de juillet voit une décrue des grèves. La manifestation de victoire prévue pour le 14 juin a été reportée au 14 juillet pour cause de grève générale.

Le 14 juillet 1935, des centaines de milliers de travailleurs défilent devant la tribune dressée place de la Nation.

Ils sont submergés par leurs illusions, ils croient "à la victoire", alors qu'à cette tribune siège l'état-major du Front populaire, barrage à la révolution.

... SERVENT LA CONTRE-RÉVOLUTION

Quand, le 17 juillet, la rébellion militaire éclate au Maroc espagnol, le gouvernement Blum, soutenu par le PCF, va montrer son "sens des responsabilités".

Avec la guerre civile qui commence, les masses espagnoles appellent à l'aide. Dans un premier moment, Blum va livrer quelques armes au gouvernement républicain déliquescent. Mais le gouvernement anglais proteste immédiatement, alors que l'Allemagne et l'Italie commencent à envoyer ouvertement troupes et armes pour aider Franco et que l'Eglise se mobilise contre les "rouges".

Les ministres radicaux menacent de démissionner. "Le Front populaire oserait-il armer le Front populaire espagnol?", interroge *L'Echo de Paris*.

Et malgré les cris qui montent des rassemblements populaires, le 7 août, le gouvernement Blum annonce qu'il se rallie à la thèse de la "non-intervention", à une attitude de neutralité.

Le Front populaire, en France, participe à l'étranglement de la révolution espagnole.

Le 4 septembre, en Espagne, Giral démissionne. Un nouveau gouvernement est formé, avec Largo Caballero à sa tête. Pour la première fois, un dirigeant socialiste va former un gouvernement, et c'est un dirigeant de "l'aile gauche" et "révolutionnaire" du PSOE : le leader de l'UGT. Ce gouvernement, formé du PSOE, du PCE, de l'UGT et de six ministres bourgeois, a défini sa tâche : la première étape est de gagner la guerre. Si la CNT ne par-

ticipe pas au gouvernement, elle en reconnaît la légitimité et l'autorité.

Progressivement, les comités locaux, soumis à l'action des appareils, reconnaissent "l'autorité" du gouvernement. A Barcelone, la formation du nouveau conseil de la généralité signifie en réalité la liquidation des organismes de pouvoir révolutionnaire par leur intégration aux institutions officielles. La présence et le soutien de la CNT à de telles manœuvres apparaissent souvent aux yeux des travailleurs comme une "légalisation des conquêtes révolutionnaires".

Solidaridad Obrera, l'organe de la CNT, écrit alors :

"Il n'est plus possible, pour le bien de la révolution, que persiste la dualité de pouvoir. Il est nécessaire que l'organisation qui contrôle l'immense majorité de la population travailleuse s'élève au plan des décisions administratives et exécutives."

Le POUM renchérit :

"Nous vivons dans une étape de transition, dans laquelle la force des faits nous oblige à la collaboration directe, dans le conseil de la généralité, avec les autres fractions ouvrières."

Cette "transition" soutenue par la CNT et le POUM est en réalité l'arrêt de mort des comités. Le 1^{er} octobre, le comité central des milices se dissout. Le 9 octobre, un décret pris en conseil avec l'accord de Nin et de la CNT dissout tous les comités en Catalogne.

Le PSOE et le PCE appellent la CNT à aller jusqu'au bout de cette orientation et à entrer dans le gouvernement Caballero. Après de multiples négociations, des luttes au sein de la CNT, quatre ministres "anarchistes" de la CNT entrent au gouvernement : G. Oliver, ministre de la Justice ; F. Montseny, ministre de la Santé ; Lopez au Commerce et Peiro à l'Industrie. La CNT justifiera ce changement de la position traditionnelle antiétatique des anarchistes en expliquant :

"Les circonstances ont changé la nature du gouvernement et de l'Etat espagnol, le gouvernement a cessé d'être une

force d'oppression, l'Etat n'est plus l'organisme qui divise la société en classes.

Nombre de militants de la FAI et de la CNT paieront de leur vie une telle politique.

Leon Trotsky écrivait, le 17 décembre 1937 :

« Leçons d'Espagne, dernier avertissement : les théoriciens du Front populaire ne vont au fond pas plus loin que la première règle d'arithmétique, celle de l'addition : la somme des communistes, des socialistes, des anarchistes et des libéraux est supérieure à chacun de ses termes. Pourtant, l'arithmétique ne suffit pas dans l'affaire. Il faut au moins la mécanique : la loi du parallélogramme des forces se vérifie même en politique. La résultante est, comme on le sait, d'autant plus courte que les forces divergent davantage entre elles. Quand des alliés politiques tirent dans des directions opposées, la résultante est égale à zéro. Le bloc des différents groupements politiques de la classe ouvrière est absolument nécessaire pour résoudre les tâches communes. »

Dans certaines circonstances historiques où un tel bloc est capable d'attirer à lui les masses petites-bourgeoises opprimées, dont les intérêts sont proches de ceux du prolétariat, la force commune d'un tel bloc peut se trouver beaucoup plus grande que la résultante des forces constitutantes. Au contraire, l'alliance du prolétariat avec la bourgeoisie, dont les intérêts, à l'heure actuelle, dans les questions fondamentales, font un angle de 180°, ne peut, en règle générale, que paralyser la force révolutionnaire du prolétariat.

La guerre civile, où la force de la violence a peu d'action, exige de ses partisans un dévouement suprême. Les ouvriers et les paysans ne sont capables d'assurer la victoire que quand ils mènent la lutte pour leur propre émancipation. Les soumettre dans ces conditions à la direction de la bourgeoisie, c'est assurer d'avance leur défaite dans la guerre civile.

(...) Le fait le plus étonnant politiquement est que, dans le Front populaire espagnol, il n'y avait pas en fait de parallélogramme des forces ; la place de la bourgeoisie était prise par son ombre.

Par l'intermédiaire des staliniens, des socialistes et des anarchistes, la bourgeoisie espagnole s'est subordonnée le prolétariat sans même se donner la peine de participer au Front populaire : la majorité écrasante des exploiteurs de toutes nuances politiques était passée dans le camp de Franco. Sans aucune théorie de la révolution permanente, la bourgeoisie espagnole a compris, dès le début du mouvement révolutionnaire des masses, que, quel que soit son point de départ, ce mouvement était dirigé contre la propriété privée de la terre et des moyens de production et qu'il était absolument impossible d'en venir à bout par les moyens de la démocratie.

C'est pourquoi il n'est resté dans le camp républicain que des débris insignifiants de la classe possédante, MM. Azaña, Companys et leurs semblables, avocats politiques de la bourgeoisie, mais nullement la bourgeoisie elle-même. Ayant tout misé sur la dictature militaire, les classes possédantes surent en même temps utiliser leurs représentants politiques de la veille pour paralyser, désagréger, puis étouffer le mouvement socialiste des masses sur le territoire "républicain".

Ne représentant plus à aucun titre la bourgeoisie espagnole, les républicains de gauche représentaient bien moins encore les ouvriers et les paysans : ils ne représentaient rien en dehors d'eux-mêmes. Pourtant, grâce à leurs alliés socialistes, staliniens et anarchistes, ces fantômes politiques ont joué dans la révolution un rôle décisif. Comment ? Très simplement en tant qu'incarnation du principe de la révolution démocratique, c'est-à-dire de l'inviolabilité de la propriété privée. »

Le PCE confirme :

“ La révolution qui se déroule dans notre pays est la révolution démocratique bourgeoise (...). En cette heure historique, le PC, fidèle à ses principes révolutionnaires et respectueux de la volonté du peuple, se place aux côtés du gouvernement qui exprime cette volonté, aux côtés de la République, aux côtés de la démocratie. Le gouvernement espagnol est issu de la victoire électorale du 16 février et nous le soutenons et le défendons parce qu'il est le représentant légal du peuple en lutte pour la démocratie et la liberté ” (Mundo Obrero, Dolores Ibarruri, 30 juillet 1936).

Le PCE reçoit l'aide matérielle et en "conseillers" de l'URSS. Les brigades internationales sont ainsi politiquement contrôlées par l'Internationale communiste. Le PCE contribue puissamment à la défense de Madrid et son influence grandit, d'autant plus que s'y réfugie aussi tout ce qui s'oppose à la révolution. Il annonce être passé de 30 000 à plus d'un million.

Au printemps 1937, la situation politique n'est plus la même qu'en juillet et septembre 1936. L'Etat est en pleine reconstruction, une armée républicaine est reconstituée, la police fonctionne à nouveau, les conseils municipaux ont repris leur fonction, un pouvoir judiciaire est rétabli et les masses sont refoulées par le gouvernement.

Déjà, le POUM a été exclu du gouvernement de la généralité de Catalogne. Le gouvernement Caballero a rempli sa fonction : gouvernement "gauche" du Front populaire, avec la participation de toutes les organisations ouvrières, inspirant confiance aux masses, qui le considèrent comme leur gouvernement, il est en réalité un instrument de reconstruction de l'Etat bourgeois.

LES FRONTS POPULAIRES À L'OFFENSIVE CONTRE LES MASSES

En septembre 1936, en France, les masses sont rentrées. La grève n'a pas pu déboucher politiquement à cause des dirigeants de la SFIO et du PCF. La classe ouvrière a arraché des droits, mais l'ordre social n'est pas modifié. La guerre civile fait rage en Espagne et les masses françaises sont désarmées devant cette situation.

La droite reprend ses activités. La Cagoule se manifeste. Les patrons s'organisent pour la contre-offensive. La hausse des prix réduit jour après jour les "conquêtes" des accords Matignon. La fuite des capitaux organisée par le grand capital aggrave le déficit de la balance du commerce extérieur. Le 25 septembre, le franc est dévalué. Le gouvernement de

Front populaire refuse de mobiliser les masses, d'instituer le contrôle des changes et des mouvements de capitaux. Il s'aligne sur les intérêts de la classe dominante.

Blum propose l'échelle mobile des salaires pour lutter contre les conséquences de la dévaluation, mais l'opposition se déchaîne, soutenue par de nombreux députés radicaux. Le Front populaire se désagrège. Blum recule. Finalement, cette capitulation est sanctionnée par un vote : les radicaux "de droite" votent contre le gouvernement, les communistes acceptent de voter le texte gouvernemental...

A chaque occasion, Blum tergiverse, louvoie et donne finalement gain de cause au patronat. La hiérarchie catholique entre en scène. Le 31 octobre, les cinq cardinaux français déclarent :

"Notre pays, il faut l'avouer, a connu peu d'heures aussi graves (...). Les principes naturels du droit à la propriété, du droit à la liberté, du respect de la parole donnée et des contrats consentis, qui constituent les fondements de la civilisation, nous les voyons aujourd'hui systématiquement violés, et, ce qui est plus grave encore, on les regarde comme des préjugés qu'il faut définitivement écarter (...).

"La vraie cause, nous ne le redirons jamais assez, c'est l'athéisme pratique, auquel notre pays semblait s'être résigné pour la vie nationale. Car Dieu, chassé officiellement de partout, est devenu pour les masses "le Dieu inconnu", et du même coup l'ordre moral et social, dont il est le nécessaire fondement, devait chanceler et tomber (...). Oui, il faut chasser de nos écoles ces virus révolutionnaires (...)."

L'Eglise et la droite, main dans la main, entretiennent une campagne de haine, dénonçant la guerre civile que, selon elles, le Front populaire veut provoquer, alors que toute la France bourgeoise applaudit aux victoires des fascistes de Franco.

Le 7 octobre, pour la première fois, la police "libère" une entreprise occupée par les grévistes. Avec stupeur, les masses voient le gouvernement qu'elles considéraient comme le "leur" s'opposer brutal-

ment à leurs revendications après les avoir limitées et contenues.

C'est ce à quoi les radicaux exhortent le gouvernement de Front populaire, les partis ouvriers du Front populaire, le PS et le PCF : commencer à faire reculer et à réprimer le mouvement des masses. D'ores et déjà, ils se préparent à liquider le Front populaire une fois qu'il aura rempli sa fonction.

En janvier 1937, à la conférence nationale du Parti communiste, à Montreuil, Maurice Thorez célèbre les vertus du Front populaire :

"Nous resterons les animateurs et les meilleurs défenseurs du Front populaire. Le mot d'ordre des communistes a été, reste et restera : tout pour le Front populaire, tout par le Front populaire."

L'année 1937 commence bien pour le patronat. D'après le bulletin quotidien du Comité des Forges, du 24 février 1937 :

"La production a continué, dans les dernières semaines, à bénéficier du regain d'activité qui, depuis l'automne, s'est manifesté dans les branches essentielles."

La dévaluation a profité à la reprise, au patronat, qui continue à exporter les capitaux, à spéculer contre le franc, tandis que les conditions sont devenues plus difficiles pour les masses. Les "économistes" du grand capital déclarent qu'il faut restreindre la consommation intérieure, accroître la productivité, remettre en cause les 40 heures...

Le 13 février, Léon Blum s'adresse aux fonctionnaires. Il admet que leurs revendications sont justifiées, mais "*un temps de pause est nécessaire*".

De même, au conseil national de la SFIO, il déclare :

"Nous sommes obligés d'agir avec prudence, d'avancer pas à pas. Désormais s'affirme la nécessité d'une pause."

Les dirigeants du PCF approuvent.

En Espagne aussi, le Front populaire passe à la contre-offensive. L'isolement

de la république et le soutien matériel de l'URSS donnent une place particulière aux conseillers soviétiques en Espagne. Plus, dans une lettre à Caballero, Staline écrit qu'il faut attirer les amis d'Azaña au gouvernement "pour empêcher les ennemis de l'Espagne de la considérer comme une république communiste, ce qui constitue le pire danger pour l'Espagne". Indispensable pour restaurer l'Etat en 1936, Caballero n'est plus l'instrument adapté en 1937. Les incidents entre lui et le PCE se multiplient, tandis que la direction stalinienne se rapproche de Pietro pour lancer avec lui une offensive, se nourrissant des défaites militaires, contre le gouvernement Caballero. Dans le même temps, les staliniens amplifient une politique d'épuration et de calomnies contre tous les militants ouvriers, tandis qu'au sein du POUM et de la CNT, sous l'effet de la réaction des travailleurs, se développe un courant d'opposition à l'opportunisme des dirigeants.

Le PCE veut aller jusqu'au bout. Son terrain d'attaque sera Barcelone, la capitale révolutionnaire de la Catalogne, où les incidents se multiplient. Le 3 mai, sous les ordres de Rodriguez Samas, commissaire à l'ordre public, membre du Parti socialiste uniifié de Catalogne (PSUC, le PCE en Catalogne), trois camions pénètrent à l'intérieur du central téléphonique (qui est sous le contrôle d'un comité UGT-CNT et gardé par la CNT) et cherchent à s'en emparer. A l'initiative des comités et des militants locaux, la classe ouvrière se mobilise. Le soulèvement contrôle pratiquement la ville. C'est alors que les dirigeants de la CNT interviennent pour négocier un compromis avec Companys. La CNT se retire du central téléphonique et appelle les travailleurs à quitter les barricades, à reprendre le travail ; ses dirigeants dénoncent le groupe des "amis de Durruti" qui veulent poursuivre la lutte. La capitulation est complète. Les colonnes du POUM et de la CNT descendues sur Barcelone pour aider les ouvriers sont arrêtées. Le gouvernement central, en même temps qu'il envoie les ministres de la CNT calmer les travailleurs de Barcelone, fait croiser une partie de la marine au large de Barcelone et détache une colonne motorisée de 5 000 gardes d'assaut du front de Jarama. Le général

Pozas, ancien chef de la garde civile, devenu membre du PCE, est nommé commandant des troupes de Barcelone. Le PSUC poursuit son offensive. Il assassine des militants de la CNT et de la FAI, il occupe la principale gare de Barcelone en chassant la CNT. L'offensive contre-révolutionnaire s'amplifie dans toute la Catalogne. La fin de l'autonomie de la Catalogne ouvre une nouvelle étape de la reconstruction et de la centralisation de l'Etat bourgeois.

Le gouvernement de Caballero démissionne le 14 mai. Il n'est plus adapté à la tâche nouvelle du Front populaire : la répression. Le nouveau gouvernement, dirigé par Juan Negrin, du PSOE, comporte des ministres du PSOE, du PCE, des partis républicains, de l'Esquerra catalane. L'UGT et la CNT ne sont plus présentes. Le gouvernement Negrin écrase tout ce qui subsiste de la révolution. Le POUM est interdit, ses militants sont arrêtés. Nin est enlevé et assassiné par le NKVD. Le conseil de défense de l'Aragon est dissout. Tous les comités nés de juillet 1936 et subsistant encore sont détruits. L'autonomie de la Catalogne n'est plus qu'une chimère vide de sens.

La FAI est mise au pas. Les dirigeants de la CNT s'inclinent devant le nouveau gouvernement. Un moment, Largo Caballero résiste : il n'accepte pas la politique exigée de l'UGT par le gouvernement Negrin. On met alors en place un comité PSOE-PCE, qui, par de véritables coups de force s'appuyant sur l'appareil d'Etat, brise la résistance de l'UGT.

La censure est établie, le gouvernement monopolise les émetteurs radio, une police spéciale est constituée sous le contrôle du PCE et du NKVD : le Service des investigations militaires. Il n'y a plus de milices, mais une armée nationale. Des tribunaux spéciaux sont institués.

L'ordre bourgeoise se rétablit, il ouvre la voie aux fascistes, qui vont de victoire en victoire.

On pouvait lire, dans la *Pravda*, du 17 décembre 1936 :

"Pour ce qui est de la Catalogne, l'épuration des trotskystes et des anar-

chistes a commencé. Elle sera menée avec la même énergie qu'en URSS."

La bureaucratie reconnaît à sa manière, cynique et réactionnaire, l'unité mondiale de la révolution et de la contre-révolution, le lien qui existe entre les procès de Moscou et l'assassinat en Espagne des anarchistes, des poumistes, des trotskystes, de la répression contre les trotskystes en France, qui combattent l'alliance avec la bourgeoisie et la "coexistence pacifique" d'avant la lettre.

Le Front populaire était la riposte de la bureaucratie aux nouveaux développements de la lutte des classes. C'était l'alliance avec la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne. La caste parasitaire cherchait à liquider l'irruption révolutionnaire des masses pour s'opposer à la révolution prolétarienne en Espagne et en France, qui avait fait basculer les rapports mondiaux et contribué à une montée révolutionnaire en URSS. C'était là aussi la crainte de Staline de voir les masses soviétiques se dresser contre lui, en s'appuyant sur la vague révolutionnaire à l'ouest de l'Europe, et affluer dans les rangs de l'opposition. D'où la nécessité, à ce moment, de redoubler les coups contre l'opposition en URSS.

LE MASSACRE DE CLICHY

En France, le 16 mars 1937, le Parti social français (les anciennes Croix de Feu) décide d'organiser une réunion à Clichy. Le gouvernement de Front populaire refuse de l'interdire. Une contre-manifestation est organisée à l'appel du maire SFIO de Clichy, Charles Auffray, et des communistes Nayle et Honel, respectivement conseiller général et député. La police du ministre socialiste Marx Dormoy ouvre le feu. Il y aura cinq morts et des centaines de blessés.

Quatrième Internationale, de mars 1937, rapporte :

"Dormoy et Blum, accourus en smoking du gala de l'Opéra, sont conspués avec violence par les travailleurs : 'Dormoy assassin ! Dormoy démission !'"

Des dizaines de barricades sont dressées, puis déclimées par la garde mobile de Dormoy et Daladier. Thorez, accouru à l'appel du député de Clichy, Honel, n'ose dire mot. "Sales trotskystes", lance-t-il seulement aux travailleurs qui se défendent avec acharnement. »

Dans la nuit même du 16 au 17, la nouvelle se répand dans le prolétariat et y provoque une émotion profonde. Il comprend que c'est son avant-garde qui a été mitraillée sur les ordres de Blum. Dans la journée du mercredi 17, la grève commence dans une série d'entreprises, dont Renault. Les ouvriers exigent la grève générale et commencent à chasser les fascistes, notamment des contremaîtres et des chefs de service. Les directions syndicales d'usine se réunissent d'urgence. Dans la soirée, l'union régionale du bureau confédéral est saisie de centaines de résolutions exigeant une réponse foudroyante. Mais l'objectif de la grève reste incertain, et c'est sur cela que vont jouer les dirigeants réformistes pour briser le mouvement.

Léon Blum prend la défense du ministre de l'Intérieur. Il déclare que le gouvernement défend les libertés, qu'il a protégé la réunion du PSF. Il condamne l'initiative des élus du Front populaire de Clichy. Aucune sanction ne sera prise contre les responsables de la fusillade de Clichy.

L'émotion est immense dans la classe ouvrière : comment est-il possible que le gouvernement de Front populaire puisse faire tirer sur les travailleurs que les élus du Parti socialiste et du Parti communiste ont mobilisés contre la tenue d'une réunion fasciste dans une ville ouvrière ? L'Union des syndicats de la région parisienne décide d'une grève limitée à la matinée du 18 mars. Le 21, un immense cortège suit les corps des victimes de la fusillade. Il se déroule dans la plus pure réconciliation, sous l'égide du Front populaire qui a assassiné. Cependant, l'union départementale de la région parisienne, que dirigent les militants du PCF, laisse déployer le drapeau de la IV^e Internationale.

Le 23 mars, à la Chambre, Jacques Duclos propose un vote de confiance. Les députés communistes sont bien sûr parmi

les 362 députés qui votent la confiance au gouvernement des fusilleurs de Clichy !

Seuls les pivertistes et les trotskystes dénoncent les "assassins de Clichy". *La Jeune Garde*, organe des Jeunesse SFIO, dirigée par des militants gagnés en partie au trotskysme, sort un numéro spécial intitulé : "Huit milliards pour l'emprunt - Cinq morts à Clichy - L'argent de la bourgeoisie se paie avec le sang des ouvriers." L'organisation de jeunesse est dissoute et 22 dirigeants des JS exclus. Quant à la "Gauche révolutionnaire", elle est dissoute au conseil national du 18 avril.

Les dirigeants du PCF poursuivent leur besogne, avec cynisme et obstination. Au moment où le capital se prépare à frapper, Thorez conforte la bourgeoisie, démobilise le prolétariat :

"Nous sommes les partisans décidés de la tranquillité et de la concorde. Nous l'avons montré dans des circonstances où personne n'a osé prendre les responsabilités que nous avons prises. Nous avons eu le courage de dire aux ouvriers en grève : tout n'est pas possible !"

"Nous nous refusons, surtout en considérant les événements d'Espagne, à accepter la perspective de deux blocs dressés irréductiblement l'un contre l'autre et aboutissant à une guerre civile dans des conditions qui seraient pour notre pays encore plus redoutables que pour l'Espagne, ne serait-ce qu'en raison des menaces d'Hitler."

"Nous aimons la France."

DU FRONT POPULAIRE À FRANCO

Avec le gouvernement Negrin, on continue certes à parler de "révolution populaire", mais ce qui est à l'ordre du jour, c'est la remise en cause des conquêtes révolutionnaires. Le gouvernement allège la pression sur l'Eglise, qui pointe le nez. Des propriétaires terriens sortent de prison et réclament leurs terres saisies en 1936. Ils ont pour eux la loi. En Catalogne, le décret sur la collectivisation des terres est annulé, car "contraire à

l'esprit de la Constitution". Un décret du 28 août 1937 permet au gouvernement de prendre en main toutes les usines métallurgiques et les mines (c'est-à-dire contre les comités ouvriers). *The Economist*, journal patronal britannique, ne se trompe pas en écrivant :

"L'intervention de l'Etat dans l'industrie allait à l'encontre de la collectivisation et du contrôle ouvrier, rétablit le principe de la propriété privée" (28 février 1938).

Des politiciens bourgeois qui s'étaient réfugiés en France reviennent et siègent au Parlement. Les usines travaillent sous la loi de la "militarisation". Sur les six couloirs de cellules que compte la prison Modelo, à Barcelone, deux et demi sont réservés aux militants du POUM et de la CNT.

Le Times, du 8 novembre 1938, écrit, à propos de l'action du gouvernement de Front populaire, qu'elle "consiste dans une ferme réaction à la violence d'en bas".

La guerre continue. Mais pour se battre contre Franco, l'Espagne "démocratique", où l'ordre est restauré, reste aussi isolée que l'était l'Espagne révolutionnaire de 1936. Le rôle dévolu au Front populaire par les puissances impérialistes "démocratiques" n'est pas la victoire contre Franco, mais la victoire contre la révolution.

Le 28 mars 1939, les troupes de Franco entrent à Madrid. Il y aura eu un million de morts entre 1936 et 1939, des centaines de milliers d'exilés sont parqués dans des camps par le Front populaire de France.

DU FRONT POPULAIRE À PÉTAIN

Malgré la résistance confuse, mais farouche, des masses, en l'absence d'un parti révolutionnaire, la politique des dirigeants de la SFIO et du PCF a sauvé la bourgeoisie et désarmé la classe ouvrière. La révolution n'a pas été vaincue par la bourgeoisie, ce sont les dirigeants, Blum, Thorez, qui l'ont disloquée depuis l'intérieur du mouvement ouvrier. La classe

ouvrière, cherchant une voie pour transformer la société, s'est tournée vers les partis qui se réclament du socialisme et du communisme. Lui imposant recul après recul, ils l'ont conduite à la défaite.

Le 21 juin, le gouvernement Blum tombe, après avoir été mis en minorité au Sénat. Sans aucun appel aux masses, il démissionne dans une relative indifférence.

C'est le radical Chautemps, membre du précédent gouvernement, qui forme un nouveau gouvernement de Front populaire. Le PCF, qui avait refusé d'entrer dans le gouvernement Blum, propose cette fois de participer au nouveau gouvernement. Son offre est repoussée. Le cabinet Chautemps, composé de radicaux et de socialistes, entre en crise. Le PCF décide de s'abstenir. Cependant, le gouvernement démissionne, car le groupe socialiste décide de retirer ses ministres.

Blum va s'efforcer de répondre aux vœux du PCF en constituant un gouvernement "d'union nationale", sous la direction de Herriot. Le projet échoue. Paul Reynaud veut voir le gouvernement s'étendre à droite, jusqu'aux fascistes. Chautemps forme alors un nouveau gouvernement, auquel la SFIO ne participe pas, la proposition de participation de Blum et de Paul Faure ayant été rejetée par le conseil national. A la chute de ce gouvernement, Blum fera encore une tentative pour un gouvernement d'union nationale. Nouvel échec. Pour répondre à l'Anschluss, il constitue un gouvernement, qui ne dure que 26 jours, jusqu'au 10 avril 1938.

Une nouvelle vague de grèves se propage dans la métallurgie. Elle commence aux usines Citroën, le 24 mars, et s'étend à de nombreuses entreprises de la région parisienne. Mais bientôt, la direction du PCF freine.

Le 10 avril, Daladier constitue un gouvernement de radicaux, de centristes catholiques et de "modérés", où sont aussi présents Paul Reynaud, Sarraut, Ramadier. C'est la "revanche" sur la classe ouvrière, sur la grande peur de mai-juin 1936. Il s'agit de faire payer la classe

ouvrière suivant un programme bien défini : augmentation de la production, blocage des salaires, restauration de l'ordre.

Le Front populaire continue. Le gouvernement Daladier-Reynaud a été investi par 575 voix contre 5, c'est-à-dire que les groupes SFIO et PCF ont voté la confiance.

Au nom du Front populaire, les mesures s'abattent contre la classe ouvrière avec le retour à la pratique des décrets-lois : nouvelle dévaluation, blocage des salaires, augmentation des impôts, atteintes au droit de grève et à l'activité syndicale.

Le 30 septembre, les accords de Munich sont signés entre Hitler, Mussolini, Daladier et Chamberlain. Le territoire des Sudètes, dont la population est allemande, est rattaché à l'Allemagne. Les accords de Munich laissent les mains libres à Hitler contre la Tchécoslovaquie. A son retour, Daladier obtient la confiance de la Chambre par 535 voix pour. Les 78 députés du PCF votent contre. L'orientation de la politique de l'impérialisme français devient inacceptable pour le PCF.

Le gouvernement Daladier demande les pleins pouvoirs. Le PCF vote contre, les députés de la SFIO s'abstiennent.

Le 1^{er} novembre, Paul Reynaud, devient ministre des Finances, déclare :

"C'en est fini de la semaine des deux dimanches."

La classe ouvrière doit produire le plus possible, le plus d'heures qui soient. Les cheminots sont tenus d'effectuer des travaux relevant de la Défense nationale. Paul Reynaud commente :

"Le régime capitaliste étant ce qu'il est, pour qu'il fonctionne, il faut obéir aux lois."

Le 10 juillet 1940, la Chambre Front populaire (moins les députés communistes, le PCF ayant été dissout par Daladier le 26 septembre 1939) vote avec le Sénat les pleins pouvoirs à Pétain, par 569 voix, 80 contre et 17 abstentions. Les deux tiers des radicaux ont voté Pétain.

La leçon est claire : lorsque viennent au pouvoir des gouvernements de Front populaire, cela signifie que les conditions d'une existence durable de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme ont cessé d'exister. La société bourgeoise est en crise ouverte, la façade parlementaire demeure, mais ce sont les appareils des partis ouvriers et les syndicats qui sont alors en charge de contenir le mouvement des masses et d'étayer l'Etat bourgeois en crise.

En effet, dans une situation où la résistance de la classe ouvrière ne permet pas à la bourgeoisie d'avoir recours au fascisme pour écraser la classe ouvrière, la classe dominante doit d'abord contenir le mouvement des masses pour préserver sa domination de classe et elle a besoin pour cela du Front populaire.

En juin 1936, en France, le Parlement était relégué au troisième plan ; ce sont les appareils du PCF, de la SFIO et de la CGT qui ont contenu le mouvement des masses et ensuite fait refluer la grève générale. C'est Blum, avec les appareils, qui, face à la grève, était le représentant de l'Etat, le Parlement n'étant réduit alors qu'à une simple chambre d'enregistrement. Le Front populaire, en France, a fini par jouer pleinement son rôle de défenseur du régime capitaliste.

En Espagne, dès juillet 1936, les Cortes ne jouaient aucun rôle. L'Etat bourgeois avait explosé. C'était le PSOE et le PCE qui soutenaient le fantomatique gouvernement bourgeois. Le Front populaire, pour défendre l'ordre bourgeois, a permis la victoire de Franco.

Des leçons d'Espagne et de France, Trotsky conclura, dans le *Programme de transition* :

"Usurpant le drapeau de la révolution d'Octobre, le Komintern, par la politique conciliatrice des "Fronts populaires", voulut la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne."

Lucien Gauthier

1796-1996

La conjuration babouviste a deux cents ans

La Vérité a décidé de publier une série d'articles et de documents à l'occasion du bicentenaire de la conjuration des Egaux, entamée par la publication du *Manifeste des plébériens* dans le journal de Babeuf, *Le Tribun du peuple*, en novembre 1795, concrétisée par la constitution d'un directoire secret le 30 mars 1796, interrompue par l'arrestation de Babeuf et de nombre de ses amis le 10 mai 1796, Babeuf étant guillotiné le 27 mai 1797.

Il est devenu habituel de rappeler que Marx qualifiait de "premier parti communiste agissant" ce regroupement de partisans de "l'égalité absolue", de la "communauté des biens". Marx se serait-il trompé ? Cette conjuration a-t-elle existé ? L'abolition de la propriété privée faisait-elle partie de ses objectifs ? Sur cette question comme sur les autres, *La Vérité* a un point de vue, dont nous faisons juges lecteurs et militants. La publication et la diffusion d'un dossier sur la tentative babouviste fait partie de nos tâches politiques du jour. En effet, grande est l'actualité du combat mené à l'aube du capitalisme pour lier démocratie politique et communisme, car, à l'époque de l'impérialisme sénile, deux siècles plus tard, ce combat est tout simplement celui non seulement de l'avenir de la civilisation, mais même de sa préservation.

Ce dossier consacré à Babeuf et au babouvisme comprend plusieurs documents. Certains des collaborateurs ponctuels de ce dossier ne sont pas membres de la IV^e Internationale, mais ont estimé possible d'aider, sur un aspect précis, à la connaissance du babouvisme, et ce, dans les colonnes de la revue de la IV^e Internationale. Membres ou non de la IV^e Internationale, il nous faut, ensemble, examiner le passé pour résoudre les questions du présent. Voilà pourquoi la revue de la IV^e Internationale publie les articles suivants :

- Un article envoyé par un collaborateur de notre revue au journal *Le Monde*, à l'occasion du deux centième anniversaire de l'arrestation de Babeuf. *Le Monde* ne l'a pas publié. *La Vérité* le fait... Les raisons de non-publication par les uns sont les raisons de la publication par notre revue.
- Un article du camarade François Castéran, qui, rappelant les indispensables connaissances historiques de la conjuration, établit le lien entre la Révolution

française, la démocratie et le combat pour l'abolition de la propriété privée, Engels écrivant : "En ce qui concerne l'égalité, Babeuf et ceux qui prirent part à sa conspiration tirèrent des idées de la démocratie de 1793 les conclusions les plus poussées qui pouvaient l'être à l'époque."

- L'interview des responsables de l'Association des amis de Gracchus Babeuf de la ville de Saint-Quentin. Nous les remercions des détails ici donnés sur leurs activités et les assurons de notre soutien.
- Une communication sur Babeuf et Trotsky prononcée lors du colloque d'Amiens, en 1989, et publiée avec l'accord du responsable de ce colloque, Eric Walter, que nous remercions à cette occasion.
- Un (parmi beaucoup d'autres) texte de Babeuf, extrait du *Manifeste des plébiciens*.
- Une sélection bibliographique établie par notre camarade Nicole Bossut.

Précisons que nous ne prétendons en aucun cas clore par ce dossier la discussion sur les relations entre la conjuration babouviste de 1796 et le combat de la classe ouvrière internationale à la fin de ce siècle.

Anniversaires, anniversaire

Le 10 mai 1996 est, dans l'histoire politique française, le premier 10 mai depuis la mort de François Mitterrand. C'est prévisible : l'occasion est rêvée de parler et de reparler du personnage, occasionnellement du 10 mai, éventuellement du socialisme.

Les hasards du calendrier font de ce 10 mai un autre anniversaire, d'un événement fondateur du socialisme : il y a deux siècles, la police du Directoire exécutif, sous l'impulsion de son président, Lazare Carnot, arrêtait Gracchus Babeuf et ses amis ; il était guillotiné un an après. Consécutivement, les notables répandaient dans le pays la peur de l'égalité sociale. Babeuf était le promoteur d'une des premières doctrines collectivistes et l'instigateur de la conjuration des Égaux, visant à faire de la France un pays sans propriétaires.

Ce hasard du calendrier peut être interrogé de plusieurs manières. On pourrait confondre les deux périodes en accumulant les citations et les références en dépit

de toute réflexion ou démarche historique sérieuse. C'est la solution la plus superficielle. Il est facile de penser à la France de 1996 quand Babeuf écrivait, il y a deux siècles, par exemple :

"Tout le monde est indigent d'après ce régime-ci, excepté la poignée d'agoteurs (spéculateurs) et de coquins qu'il protège."

Dans le même ordre d'idées, on pourrait jeter ici ou là de multiples phrases de Marat, de Robespierre, de Saint-Just ("le bonheur est une idée neuve en Europe", contre les critères de convergence de Maastricht, par exemple), mais cet anachronisme méthodologique desservirait les fondateurs de la République, transformés en statuettes religieuses. Et ce télescopage de deux réalités, celle du passé et celle du présent, aboutirait à la pire des bouillies indigestes.

Mais puisque ce 10 mai est présidiable à souhait, on peut interroger les derniers présidents de la Ve République dans leurs discours respectifs.

Le défunt président Pompidou affirmait, lors des élections législatives de 1973, que l'opposition de l'époque (Parti socialiste et Parti communiste) voulait "partager jusqu'à la petite propriété, jusqu'à la plus petite boutique", reprenant les exacts termes de la proclamation du Directoire exécutif au moment de la proscription de Babeuf et de ses amis. Que la gauche au pouvoir fit bien autre chose que de remettre en cause la propriété est une autre question.

Lors de la campagne électorale des élections présidentielles de 1981 (qui allaient aboutir à ce fameux 10 mai 1981), le président Giscard entamait celle-ci en se rendant à la maison natale de Carnot, à Dijon, et en rendant hommage à ce dernier. Lazare Carnot fut le principal responsable de la répression contre Babeuf et les siens, allant jusqu'à signer de sa main les 245 mandats d'arrêt visant les babouvistes.

Le 14 juillet 1989, date symbolique d'entre toutes les dates symboliques, le président Mitterrand, lors de sa conférence de presse, affirmait sa préférence parmi les hommes de la période révolutionnaire au même Carnot, retrouvant là aussi ses prédécesseurs. Que François Mitterrand

ait choisi le proscripteur d'un premier socialiste contre ce socialiste-là est, maintenant, peu surprenant.

En janvier 1995, dans une réunion publique à Nancy, M. Philippe Séguin, président actuel de l'Assemblée nationale, affirmait, en parlant de celui qui allait être président de la République :

"On voudrait le comparer à Gracchus Babeuf."

Que, là aussi, il n'y ait rien de commun était une évidence, et il faut être *L'Humanité*, du 6 mai 1996, pour parler de "désillusion" un an après la victoire de Jacques Chirac.

Mais, par-delà les aspects tragiques de ces déclarations, il y a bien plus remarquable : la Ve République, par ses chefs successifs, avec une régularité et une obstination notables, a rangé au banc des accusés le promoteur de l'égalité absolue ou (ce qui est la même chose) glorifié son proscripteur.

Une crainte identique habiterait-elle nos présidents ? Un homme arrêté il y a deux siècles devient-il digne de combat politique ? Justifiée ou pas, cette crainte doit être notée.

Il y a deux cents ans, Gracchus Babeuf et les Egaux fondaient le premier "parti communiste réellement agissant"

"La Révolution française n'est que l'avant-courrière d'une autre révolution bien plus grande, bien plus solennelle, et qui sera la dernière"
(Sylvain Maréchal)

Prenant la défense de la conjuration des Egaux et de Gracchus Babeuf en 1847, Karl Marx estimait qu'elle représentait "la première apparition d'un parti communiste réellement agissant" (1). De même, les

fondateurs de la II^e, de la III^e et de la IV^e Internationales ont toujours estimé que

(1) Marx, *Oeuvres*, la Pléiade, Gallimard, t. 3, p. 757, dans l'article "La critique moralisante et la morale critique".

l'action politique des babouvistes visant à renverser le régime du Directoire constituait la première tentative de prise du pouvoir, au compte de la majorité "plébéienne" de l'époque, par une organisation "prolétarienne" centralisée politiquement.

Ainsi, le nom et l'action de Babeuf (qui se fit surnommer "Gracchus" au début de la Révolution française, en référence au tribun romain assassiné pour avoir tenté une réforme agraire de répartition plus égalitaire des terres) marquent une page fondamentale de l'histoire du mouvement ouvrier.

Si, deux cents ans après les faits, il convient de parler d'histoire lorsqu'on relate le déroulement de la conjuration des Égaux, on s'intéressera dans le cadre de cet article aux enseignements, à l'expérience et à la compréhension des rapports entre les classes que propose aux militants d'aujourd'hui l'activité de ces centaines de révolutionnaires de l'an IV (2), qui combattirent jusqu'au bout pour l'établissement du "bonheur commun" et de l'égalité.

GRACCHUS BABEU ET LES ÉGAUX

Pour mieux comprendre la pensée politique des principaux dirigeants de la conjuration, à commencer par Babeuf lui-même, il est nécessaire de revenir sur quelques éléments biographiques (3). Fils d'un commis des gabelles et d'une mère servante illettrée, François-Noël Babeuf entra en 1788 (il a dix-huit ans) au service d'un notaire feudiste (spécialiste du droit féodal). Il écrit en 1795 :

"J'étais feudiste dans l'ancien régime, et c'est la raison pour laquelle je fus le plus redoutable fléau de la féodalité dans le nouveau."

En effet, Babeuf indique que "ce fut dans la poussière des archives seigneuriales que je découvris les affreux mystères des usurpations de la caste noble", le droit féodal étant avant tout un monstrueux arsenal juridique étudié pour exproprier toujours davantage la petite exploitation paysanne. En 1789, il publie

Le Cadastre perpétuel, livre dans lequel il préconise l'égalité fiscale, des secours publics pour les pauvres, une éducation offerte à tous. Il y démontre que,

"comme il est impossible que chacun puisse se procurer tout ce qui est physiquement nécessaire, il faudroit toujours que les hommes s'entraidaissent ; et, loin qu'un tel arrangement nuisît à la félicité commune, il est sensible que si toutes les fortunes trop excessives en biens fonciers (...) étaient distribuées entre tous ces habitants malheureux, quel que soit leur nombre, chacun d'eux vivrait dans une honnête aisance".

En 1791, regrettant de ne pas pouvoir devenir lui-même député à l'Assemblée législative, il fit part de son programme au député de sa circonscription et critiqua la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789, qu'il considérait comme insuffisante et contradictoire, réduisant à rien les principes de liberté et d'égalité qu'elle proclamait : le peuple n'a aucune raison de défendre l'égalité nominale et les lois si celles-ci le maintiennent dans sa misère et sa pauvreté. Il milite en Picardie en faveur du partage des terres, c'est-à-dire

"la mise en commun de toutes les terres, puis leur partage égal entre les familles ou encore la socialisation plus ou moins générale des terres provenant des communautés religieuses et leur remise aux travailleurs sans propriété, ou encore le partage égal du territoire des communes entre toutes les familles" (4).

Pendant cette période, l'activité militante de Babeuf est incessante : il publie texte sur texte, pétition sur pétition, se trouve à l'origine de nombreux mouvements populaires revendicatifs. Pour ne

(2) L'an IV du calendrier révolutionnaire commence le 23 septembre 1795 (1^{er} vendémiaire) et se termine le 21 septembre 1796.

(3) Le lecteur qui souhaite en savoir plus sur l'activité de Babeuf avant le 9 thermidor (chute de Robespierre) se reporterà à l'ouvrage fondamental de Victor Daline, *Gracchus Babeuf à la veille et pendant la Révolution française, 1785-1794*, Editions du Progrès, 1987.

(4) Maurice Dommange, *Gracchus Babeuf et la conjuration des Égaux*, Librairie de l'Humanité, 1922.

prendre qu'un exemple, au printemps 1790, Babeuf organise un mouvement contre les gabelles et les taxes de consommation, qui existent toujours et continuent de frapper ignoblement la paysannerie. Il rédige une pétition, qui est rapidement adoptée par 800 communes picardes et artésiennes. A cause de cette action, il est conduit en prison sur l'accusation de vouloir semer l'anarchie et le désordre. Il sera libéré après un plaidoyer de Marat en sa faveur dans *L'Ami du peuple*.

Son activité, Babeuf la mène en partant

"de la situation concrète des revendications ; puis, à l'aide de fragments des textes théoriques qu'il pioche dans ses propres écrits, manuscrits et imprimés, il compose un texte qui généralise (...). Composant un texte qui généralise, il conclut à la nécessité d'une refonte locale du système. Il part toujours de la revendication locale pour en inférer une revendication beaucoup plus large. Il multiplie à cet effet écrits et projets personnels envoyés à l'Assemblée (...). Pour le choix des terrains de lutte, il colle à l'événement. Il varie et complète les cibles visées : d'abord les ruraux prolétarisés frappés par la réaction féodale, ou accablés par les cens et les champarts (qui sont des prélèvements opérés sur la récolte des paysans au profit des seigneurs [...] et qui subsistent toujours, NDLR) ; puis les urbains touchés par la fiscalité indirecte des aides (plus encore que les ruraux) et par la volonté de se réapproprier les bois des communaux ; enfin, le peuple des campagnes miné par les gabelles (...).

Pour prendre pied dans les structures locales de pouvoir, il fait de la presse le tremplin de sa carrière politique (...). Les débuts de l'année 1791 voient l'aboutissement de ces différentes formes d'action mises en œuvre par Babeuf. Tout le dispositif est désormais en place : actions légales par la presse, actions légales par les pétitions, actions parallèles par la pression et le recours (ou le soutien) à la désobéissance ou à l'insurrection. Et tout repose désormais sur sa présence continue au cœur des luttes, partout où le système craque" (5).

L'action de Babeuf, consciente, délibérée et déterminée, véhiculée par une stratégie et un projet politique qui ne cessent de s'enrichir jusqu'à sa mort, l'éloigne

des philosophes et des utopistes, autant qu'elle le rapproche des communistes d'hier et d'aujourd'hui.

Pendant la Convention jacobine (dirigée par Robespierre, Saint-Just, Couthon...), en l'an II, Babeuf se montre très critique : il estime que le régime en place aboutit à l'exclusion du peuple de la scène politique qu'il occupait depuis le 10 août 1792 (renversement du trône et convocation d'une Convention élue au suffrage universel). Il se ralliera cependant en l'an III aux thèses de Robespierre et de Saint-Just et à la nécessité d'une dictature coercitive pour défendre la Révolution, réclamant l'application de la Constitution de 1793 qui proclamait que "le but de la société est le bonheur commun", ainsi que l'application des décrets de ventôse (présentés par Saint-Just à la Convention en février 1794). Ces décrets étaient destinés à fournir des "secours territoriaux" aux "patriotes indigents" par le séquestre des biens des ennemis de la Révolution.

On le voit donc, Babeuf n'a cessé d'être impliqué dans les débats et les luttes de son temps. Dans son activité, il part systématiquement du besoin des masses (il parle de la "plèbe" pour qualifier la population laborieuse) pour élaborer des revendications, un programme, qui dès 1791 demande "le contrôle permanent du peuple sur les élus et les administrateurs" et qui proclame que la Révolution doit assurer "l'égalité des jouissances". Notons qu'entre novembre 1793 et mai 1797, le véritable révolutionnaire professionnel qu'il était passa vingt-neuf mois en prison contre quatorze en liberté !

Parmi les dirigeants de la conjuration des Egaux, il faut citer Philippe Buonarroti, révolutionnaire toscan, qui gagna la Corse dès l'éclatement de la Révolution française pour y participer. Après avoir accompli diverses missions, il obtint de la Convention en mai 1793, et sur proposition de Robespierre, la nationalité française. Alors qu'il exerce la fonc-

(5) François Wartelle, "Babeuf et la Picardie", rapport au colloque Gracchus Babeuf d'Amiens, en 1989, Publications de la Sorbonne, 1994.

tion de commissaire national dans la principauté d'Oneille, territoire conquis à l'est de Toulon, la Convention thermidorienne (appelée ainsi en référence au 9 thermidor — 27 juillet 1794 —, jour du renversement du Comité de salut public dirigé par Robespierre) le rappelle et le fait emprisonner en mars 1795.

C'est en prison qu'il fait la connaissance des futurs conjurés. L'importance historique de Buonarroti est fondamentale : militant révolutionnaire inlassable, il dirigea et organisera de nombreuses sociétés secrètes égalitaires, "néobabouvistes" et républicaines jusqu'à sa mort en 1837 ; témoin de premier plan, il publierà en 1828 l'*histoire de la conjuration des Egaux* (6) et aura des liens plus ou moins organisés avec tous les révolutionnaires de son temps : Auguste Blanqui, le dirigeant du mouvement chartiste anglais, Bronterre O'Brien, ou le fondateur de la Ligue des Justes en Allemagne, Weitling...

Citons également Darthé, membre du directoire du Pas-de-Calais, "*magistrat républicain et incorruptible*" selon Buonarroti, Félix Lepeletier, originaire de la haute noblesse, frère du conventionnel assassiné par un garde du corps de Louis XVI, Sylvain Maréchal, militant communiste (il est pour la mise en communauté des biens et des richesses) et athée, Antonelle, ancien juge au tribunal révolutionnaire, Bertrand, qui dirigea la Commune de Lyon en 1792.

LE PROGRAMME DES BABOUVISTES

Les idées politiques de Babeuf se précisent tout au long de son activité et son rôle personnel demeure fondamental, mais le programme et les propositions politiques de la conjuration n'étaient pas de son seul fait. Les militants qui décident, le 30 mars 1796, de créer un directoire secret de salut public ont tous apporté leur expérience, leurs propositions à l'élaboration de la doctrine. Comme nous allons le voir, et contrairement à tous les courants, philosophes et individus prônant l'égalité avant eux, les Egaux de 1796, même s'ils sont

inspirés par Rousseau ou le *Code de la nature* de Morelly (attribué alors à Diderot), écrivent et militent avec l'**objectif conscient** de prendre le pouvoir pour réorganiser pratiquement, sur de nouvelles bases, la société. Les décrets, préparés pour le cas où la conspiration eût triomphé, rendent au peuple la propriété du sol, à la loi la réglementation du travail, à la collectivité le soin d'organiser la production, la circulation et la répartition des richesses.

Les Egaux fondaient leur action sur une série de textes programmatiques. Tout d'abord, ils soutenaient inconditionnellement la Constitution de 1793, que Babeuf considérait comme un "*grand acheminement*" vers "*le plus haut degré du bonheur social*".

Il convient de remarquer, avant de poursuivre, que les Egaux ne considéraient pas cette Constitution comme une fin en soi, mais comme un moyen pour faire aboutir leurs idées. Leur principal document programmatique est *L'Analyse de la doctrine de Babeuf*, qui fut affichée et diffusée très largement à Paris et en province. Elle proclamait :

1. — La nature a donné à chaque homme un droit égal à la jouissance de tous les biens.

2. — Le but de la société est de défendre cette égalité et d'augmenter, par le concours de tous, les jouissances communes.

3. — La nature a imposé à chacun l'obligation de travailler : nul n'a pu se soustraire au travail sans crime.

4. — Les travaux et les jouissances doivent être communs.

5. — Il y a oppression quand l'un s'épuise par le travail et manque de tout, tandis que l'autre nage dans l'abondance sans rien faire.

6. — Nul n'a pu sans crime s'approprier exclusivement les biens de la terre ou de l'industrie.

(6) Philippe Buonarroti, *Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf, suivie du procès auquel elle donna lieu et des pièces justificatives*, réédité aux Editions sociales en 1957.

7. — Dans une véritable société, il ne doit y avoir ni riches, ni pauvres.

8. — Les riches, qui ne veulent pas renoncer au superflu en faveur des indigents, sont des ennemis du peuple.

9. — Nul ne peut, par l'accumulation de tous les moyens, priver l'autre de l'instruction nécessaire pour son bonheur. L'instruction doit être commune.

10. — Le but de la Révolution est de détruire l'inégalité et de rétablir le bonheur commun.

11. — La Révolution n'est pas finie, parce que les riches absorbent tous les biens et commandent exclusivement, tandis que les pauvres travaillent en véritables esclaves, languissent dans la misère, et ne sont rien dans l'Etat.

12. — La Constitution de 1793 est la véritable loi des Français, parce que le peuple l'a solennellement acceptée."

Cette "analyse", qui, à sa façon, dresse le constat du maintien des inégalités et du reflux des conquêtes sociales, est un exposé des motifs et des buts qui met à l'ordre du jour la poursuite de la Révolution. Polémiquant avec l'ancien président du Comité de sûreté générale, Vadier, que les idées communistes plongeaient dans l'expectative, les Egaux rédigèrent sept articles pour préciser le sens de leur action, leurs revendications immédiates et l'organisation de l'Etat qu'ils proposaient. Il s'agissait de :

"1. — Réunir toutes les richesses actuelles sous les mains de la République.

2. — Faire travailler tous les citoyens valides, chacun suivant sa capacité et ses habitudes actuelles.

3. — Utiliser les travaux, en rapprochant ceux qui s'aident mutuellement et en donnant une nouvelle direction à ceux qui sont uniquement l'effet de l'engorgement actuel des richesses.

4. — Réunir continuellement, dans les dépôts publics, toutes les productions de la terre et de l'industrie.

5. — Distribuer également les productions et les plaisirs.

6. — Tarir la source de toute propriété, de tout commerce particulier, et leur substituer une diminution sage, confiée à l'autorité publique.

7. — Etablir des maisons communes d'éducation, où chacun s'accoutumerait au travail le plus conforme à ses forces et à ses penchants."

Les babouvistes estimaient qu'une insurrection victorieuse ne pourrait pas à elle seule rétablir la Constitution démocratique de 1793 et imposer leurs propositions. Ils cherchaient bien la restauration d'un gouvernement révolutionnaire, tel que celui qui fut renversé le 9 thermidor an II. Ils dénonçaient dans leurs textes l'installation d'une nouvelle aristocratie sur les ruines du féodalisme. Dans *Le Tribun du peuple*, n° 34, Babeuf écrit :

"Qu'est-ce que la Révolution française ? C'est une guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres."

Pour Babeuf, il y a donc bien deux classes antagoniques dans la société. Même si la "plèbe" de la fin du XVIII^e siècle ne possédait pas la notion de ses droits et intérêts communs, de son unité, de sa force et de la nécessité d'une discipline comme la classe ouvrière de la fin du XIX^e, on peut néanmoins parler de prolétariat embryonnaire pour l'époque. C'est en effet dans cette "réserve" de main-d'œuvre considérable que le capitalisme puisera pour croître et donner naissance au prolétariat proprement dit. Les ouvriers des manufactures se trouvent d'ailleurs présents parmi les Egaux, à côté d'échoppiers ou de boutiquiers, mais leurs revendications dans la conjuration ne sont pas distinctes de celles des autres catégories. La propagande babouvine les vise tout particulièrement, notamment dans les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marcel, qui furent sous la direction de la bourgeoisie des manufacturiers, fabricants et entrepreneurs, à la pointe de la révolution en 1789.

"Songeons, poursuit Babeuf dans le même article, que nous n'avons voulu révolutionner que pour réparer les maux qui désolent le monde ; que pour remettre chaque homme à sa place ; que pour renverser les désordres, la misère

générale que les exécrables institutions ont enfantés ; que pour remplir l'affreux déficit du grand nombre et corriger l'opprimant superflu du petit ; que pour remplir le but de la société qui est le bonheur commun. Oui, l'objet de cette révolution est aisance à tous. Voilà notre but. Voilà ce que nous avions presque déjà atteint ; voilà ce qu'il faut que nous atteignons de nouveau..."

Quelques mois auparavant, Babeuf écrivait dans *Le Manifeste des plébésiens* :

"Le prétendu droit d'inaliénabilité des propriétés est un crime populicide", ou encore qu'il faut "établir l'administration commune" et "supprimer toute propriété particulière".

Buonarroti précise :

"Il est nécessaire que toutes les productions de la terre et de l'industrie soient déposées dans des magasins."

En l'an IV, la petite production marchande domine partout, et les babouvistes ne peuvent envisager de la supprimer. Cependant, l'institution d'une administration commune de distribution des ressources est prévue avec minutie. Ce programme, selon Albert Soboul,

"constituait, par rapport aux idéologies sans-culotte et jacobine, caractérisées l'une et l'autre par l'attachement à la propriété privée fondée sur le travail personnel, un renouvellement profond ou plus exactement une brusque mutation : la communauté des biens et des travaux pronée par Babeuf fut la première forme de l'idéologie révolutionnaire de la nouvelle société issue de la Révolution elle-même. Par le babouvisme, le communisme, jusqu'à là rêverie utopique, était érigé en système idéologique finalement cohérent."

Notons que Babeuf ne suit pas Sylvain Maréchal lorsque celui-ci écrit, dans *Le Manifeste des Égaux* :

"Disparaissez, révoltantes distinctions de gouvernants et de gouvernés."

Pourachever la Révolution en transformant l'égalité civile des textes en égalité sociale, Babeuf, Buonarroti et Darthé estiment que la prise du pouvoir et la réactivation de la politique de la Terreur, c'est-

à-dire l'instauration d'une dictature provisoire, dont le but serait d'assurer la transition vers la "République des Égaux", sont indispensables.

LE DÉROULEMENT DE LA CONJURATION

Après le 9 thermidor an II, la réaction bourgeoise releva la tête. L'échec des manifestations armées jacobines et sans-culottes d'avril et mai 1795 (12 germinal et 1^{er} prairial an III) contre la Convention thermidorienne envoya nombre de futurs babouvistes en prison.

Depuis la victoire de Fleurus contre les armées autrichiennes, le 26 juin 1794, le danger extérieur des contre-révolutionnaires royalistes devient très limité. Le pouvoir n'a alors plus besoin des mêmes bataillons "plébésiens" pour défendre ses intérêts. Plus question, donc, de répondre comme auparavant aux exigences des sans-culottes ! Les propriétaires, avec l'instauration du Directoire, en novembre 1795, reprendent alors toute leur place. Le thermidorien Boissy d'Anglas s'écria :

"Un pays gouverné par les propriétaires est dans l'ordre social."

L'écrasement du mouvement sans-culotte et la proscription des derniers conventionnels montagnards contribuent bien à "briser l'élan révolutionnaire". De plus, la masse de la population vit alors dans une misère extrême et subit une crise des subsistances qui provoque une poussée considérable des prix alimentaires pendant l'hiver 1794-1795 : on comptait de plus en plus de suicides, de morts de faim, de cas de malnutrition (le nombre de décès l'emporte alors sur le nombre de naissances, et l'on interdit les statistiques sur le nombre des suicidés). La guerre se poursuivait dans plusieurs départements et la spéculation sur les biens nationaux et les anciennes possessions du clergé battait son plein.

L'année 1795 est donc particulièrement dure pour le peuple français. C'est cette année-là que fut adoptée la nouvelle

Constitution, dans laquelle la question de la propriété prenait une place centrale. Nombreux sont cependant les démocrates qui n'acceptent pas ce renversement de tendance. Fin 1795, pour faire contrepoids aux clubs royalistes qui se constituent, des partisans "de gauche" du Directoire créent le Club du Panthéon. Carnot et Barras, principaux dirigeants du Directoire, en interdisent l'accès aux anciens montagnards, ce qui permet aux babouvistes d'y devenir très influents. Ils mènent en effet une campagne acharnée contre la spéculation et le pouvoir des banquiers, pour la distribution des biens nationaux aux défenseurs de la patrie, et pour l'application des décrets de ventôse. Le Directoire, qui cherche un petit prétexte officiel pour fermer ce qu'il considère comme un repère de brigands, le trouve lorsqu'on lit à la tribune du club un extrait du *Tribun du peuple*, qui dit :

"Qui peut dire que la persécution, que l'oppression du peuple se ralentissent, quand chaque jour il lui devient plus difficile de subsister, par l'accroissement, toujours progressif de la protection donnée à l'insatiable cupidité du signe (du billet de banque) ? (...) Tout le monde est indigent d'après ce régime-ci, excepté la poignée d'agioteurs et de coquins qu'il protège."

Le club est fermé le 9 ventôse an IV (24 février 1796) par l'armée, sous les ordres d'un certain Bonaparte, qui vient tout juste d'écraser une insurrection royaliste. Cette fermeture ne fait qu'aggraver la répression qui touchait déjà les démocrates. Sur le sens du mot démocrate, Babeuf écrira, dans le n° 35 de son journal, et pour se démarquer des autres membres du club :

"Ma plume n'a jamais été seulement républicaine, elle fut et elle ne cessera d'être démocratique et plébienne, et c'est bien différent."

Constatant l'essor de la misère, la croissance des inégalités, les chefs babouvistes ainsi que les dirigeants de plusieurs groupes démocrates, parmi lesquels d'anciens jacobins, montagnards ou hébertistes, s'entendent alors pour constituer un centre unique de direction, auquel tous les révolutionnaires pourraient se ral-

lier, pour organiser un renversement du Directoire. Le 30 mars 1796 est créé le directoire secret de salut public. Sur la base de la diffusion de textes et d'articles, la conspiration se structurait. Le directoire secret, qui se réunissait tous les jours, avait nommé des agents dans chaque arrondissement de Paris et dans les principales grandes villes. Ces militants s'étaient connus pour beaucoup dans l'action sans-culotte, convaincus en prison. La diffusion de la presse babouviste rendait leurs points de vue et leur engagement homogènes. Le but de ces agents était en quelque sorte de "tâter le pouls des masses", de recruter les éléments les plus avancés et de préparer sur le terrain les conditions de l'insurrection (localiser les dépôts d'armes, chercher les anciens canonniers de l'armée et les recruter...), de collecter des fonds.

Pour chacun de leurs rapports, le directoire secret rédigeait une réponse, avec de nouvelles propositions. Les agents étaient choisis parmi des révolutionnaires expérimentés, éprouvés, introduits et connus dans leurs quartiers. Maurice Dommangé explique en effet que

"l'expérience de la Révolution était là pour montrer aux Égaux qu'il n'y avait pas de changement possible sans la conquête de la capitale".

Les agents avaient comme consigne d'assurer l'affichage et la diffusion des textes du directoire secret par tous les moyens (par affiches, chansons, réunions dans les greniers...). Une circulaire du directoire secret précise :

"Les journaux vous serviront de boussole et d'instructions générales (...). Vous ne devez pas monter le thermomètre de l'énergie au-delà du degré fixé par ces mêmes journaux."

La même circulaire indique à chacun des agents qu'il

"est chargé d'organiser, dans son arrondissement, une ou plusieurs réunions de patriotes, d'y alimenter, d'y diriger l'esprit public par des lectures de journaux populaires et par des discussions sur les droits du peuple et sur sa situation présente. Ces agents tiendront une note du thermomètre journalier de

l'esprit public. Ils rendront compte, dans ces notes, des dispositions plus ou moins favorables des patriotes ; ils signaleront les individus qu'ils remarqueront les plus capables de seconder la marche du mouvement qu'il convient d'amener ; ils indiqueront le genre d'emploi ou la tâche révolutionnaire auxquels ils croiront que chacun des individus est propre ; ils désigneront pareillement les intransigeants, les faux-frères qui tenteront de se glisser dans les rassemblements, et ils rendront compte encore des entraves et des oppositions mises par ceux-ci au développement de l'énergie, à l'inspiration des bons principes et des idées régénératrices" (7).

Un objectif important fut d'implanter la conjuration dans l'armée, sans laquelle toute insurrection était vouée à l'échec. Les agents militaires du directoire secret prirent alors de nombreux contacts, dans la Légion de police à Paris, dans le Nord - Pas-de-Calais, en Champagne, dans le Midi, à Lyon. Nombreux sont les officiers, voire des généraux, qui se font les relais de la propagande. Plusieurs clubs de province servaient également de relais à l'agitation babouviste, dont on retrouvait du matériel de propagande jusque dans les armées d'Italie et de Rhin-et-Moselle.

Si les idées babouvistes pénètrent dans les milieux ouvriers, les conjurés ne parviennent à mobiliser politiquement que de très faibles effectifs dans les manufactures et les faubourgs, agités pendant tout le Directoire essentiellement par des grèves économiques. On note cependant, en 1796, plusieurs grèves et mouvements de mobilisation des ouvriers des manufactures, dans lesquels les Egaux eurent un rôle déterminant.

Le directoire secret avait calculé qu'il pouvait compter sur 17 000 hommes. Cela peut sembler très optimiste, compte tenu de la répression contre l'ancien personnel sans-culotte, du manque d'adhésion des meneurs des faubourgs (qui furent les fabricants bourgeois) de 1789, compte tenu du nombre des abonnés au *Tribun du peuple* (580, ce qui est pourtant considérable pour l'époque), parmi lesquels sont comptés les cadres du mouvement. Mais ce chiffre, même quelque peu surévalué, relève avant tout l'étendue réelle que prenait alors la conjuration. On peut estimer

la formation babouviste à plusieurs milliers de partisans, même si leur adhésion aux idées communistes de la direction ne sont pas partout vérifiables : on trouve des babouvistes en Picardie, en Moselle, en Dordogne, en Normandie, à Paris, dans le Jura, le Doubs, à La Rochelle, Rochefort, Arles... bref, dans toute la France.

Le gouvernement, Carnot et Barras à sa tête, supportait mal le développement du babouvisme, particulièrement dans l'armée, dont Carnot connaissait l'importance stratégique.

Le 14 avril, il lance une proclamation aux citoyens de Paris, dénonçant ceux qui veulent "mettre en activité le code atroce et impraticable de 93, opérer le prétendu partage de toutes les propriétés".

Le 16 avril, les deux conseils du Directoire votent l'institution de la peine de mort contre tous ceux qui, sous quelque forme que ce soit, œuvrent pour le rétablissement de la royauté ou de la Constitution de 1793. La lutte est sans merci entre le Directoire et le comité secret. Ce dernier rédige l'"Acte d'insurrection", qui réaffirme son attachement à la Constitution de l'an II.

Dans le dernier numéro du *Tribun du peuple*, le 5 floréal an IV (24 avril 1796), Babeuf répond aux calomnies affirmant qu'il voulait piller les petites boutiques et était payé par l'étranger. Ce qu'il veut, dit-il, c'est "détruire les fortunes colossales" au profit des petits. Le 28 avril, le gouvernement décide d'envoyer cinq régiments soupçonnés d'être infiltrés aux frontières, mais deux refusent d'obtempérer, dont la Légion de police : l'agent du deuxième arrondissement indique en effet dans son rapport que

"la résolution du Conseil sur le départ de la Légion de police a excité de la part des soldats les plus violents murmures. Tous ont dit qu'ils ne partiraient pas ; les patriotes éclairés qui se trouvent parmi eux profitent de cette circonstance pour leur faire sentir et connaître la scélérité du gouvernement : tous le détestent aujourd'hui et disent qu'il faut leur

(7) Extraits de la circulaire créant les agents principaux.

foutrer la baïonnette dans le ventre avant que de partir" (8).

Mais la répression s'abat immédiatement avec violence : dix-sept légionnaires sont exécutés, des dizaines condamnés aux fers.

Au lendemain de cet échec, un agent militaire babouviste, Grisel, dénonce la conjuration à Carnot. Un mandat d'arrêt déjà prêt depuis quelques jours est lancé contre trente-quatre des principaux conjurés ; au total, 247 mandats d'arrêt seront lancés contre des babouvistes ou anciens jacobins qui leur sont liés en quelques semaines.

Le jour même de l'arrestation en masse (le 10 mai), le Directoire annonce la découverte d'une conspiration tendant à livrer Paris "à un pillage général et aux plus affreux massacres". Tout au long de l'été, les Égaux rescapés essaient de provoquer des "émotions populaires". Avec des jacobins, ils se dirigeront à plusieurs centaines vers le camp militaire de Grenelle, dans la nuit du 9 au 10 septembre, pour le soulever. Ils pensaient y trouver un appui, mais se trouvent en fait pris au piège dans une provocation du gouvernement : c'est un massacre, plus d'une vingtaine sont tués, plus de cent sont arrêtés, trente autres seront fusillés par une commission militaire constituée de façon expéditive pour l'occasion. Si Babeuf et ses amis préfigurent le combat émancipateur du mouvement ouvrier contre l'oppression capitaliste, le premier gouvernement "libéral" français, pour sa part, est une préfiguration de la justice bourgeoise "versaillaise", c'est-à-dire mensongère, barbare et sanglante.

Considérant la présence parmi les accusés d'un député, Drouet, le Directoire met en place une procédure judiciaire exceptionnelle pour juger tous les conjurés devant une Haute Cour. Quatre mois et demi sont consacrés aux actes préliminaires de procédure, en particulier dans la convocation des seize jurés. L'acte d'accusation établit l'existence d'un "*complot contre la sûreté intérieure*". Les accusateurs allèrent très loin dans la calomnie, accusant les condamnés de servir la cause du prétendant au trône et de

marcher sous les fleurs de lys. Un des accusés répondit :

"Il s'agit d'un crime dont le but était d'ébranler jusque dans ses fondements la société française",

exprimant clairement le ressentiment de la bourgeoisie et sa peur. Les accusateurs perçurent ainsi, sur la base des faits, l'organisation des Égaux comme structurée, active, inquiétante, avec de nombreuses ramifications. Les seules limites du mouvement babouviste ne résidaient donc pas dans sa structuration clandestine ou son efficacité, mais bien dans l'absence d'une classe ouvrière qui naîtra de l'essor et du développement du mode de production capitaliste.

"Ce procès politique, qui agissait puissamment sur les événements du dehors, devait en subir le contre-coup. Les élections de germinal an V (mars 1797) avaient donné la majorité aux royalistes dans les conseils. La Haute Cour voulut offrir satisfaction aux nouveaux élus. Elle poussa la clôture des débats. Le 5 prairial, les jurés se retiraient pour prendre une décision" (9).

Ils rendirent leur verdict le 25 mai à 4 heures et demie du matin. On ne décapi-
tait déjà plus de contre-révolutionnaires depuis quelque temps, mais Babeuf et Darthé furent exécutés le 27 mai 1797 pour avoir attenté à la majesté de la sacro-sainte propriété.

Pendant le procès, les babouvistes se défendirent avec véhémence, et leur plaidoirie réfléchie, élaborée, fut un élément central dans la diffusion de leurs idées. Mais la conjuration était définitivement brisée en tant qu'organisation (10). L'étendue de la répression (jusqu'à 600 arrestations et procédures) sur plus de

(8) Copies des pièces trouvées dans le local que Babeuf occupait lors de son arrestation, deuxième volume, page 146, publié par le Directoire en l'an V.

(9) Maurice Dommangeat, *op.cit.*, page 51.

(10) Pour plus de détails et d'informations sur l'organisation de la conjuration et la répression qui la démantela, voir l'ouvrage de J.-M. Schiappa, *Gracchus Babeuf avec les Égaux*, synthèse la plus récente sur la conjuration, publié aux Editions ouvrières en 1991.

trente départements, fut également un moyen pour éliminer d'anciens montagnards et autres opposants.

Seuls quelques dizaines de militants, après le procès et la prison, poursuivront une action subversive, égalitaire, antibonapartiste, puis républicaine. Mais les babouvistes et leurs idées auront une postérité considérable dans le mouvement ouvrier pour s'être battu pour "cette idée (qui) élaborée de façon conséquente, est l'idée d'un nouvel ordre mondial" (11).

LA IV^e INTERNATIONALE EST L'HÉRITIÈRE DES CONJURÉS DE 1796

La doctrine de l'égalité développée parallèlement à la fondation de la théorie économique sera rapidement confisquée par la bourgeoisie conquérante, pour justifier la transformation de la société du privilège de caste en société du libéralisme. Engels dans *l'Anti-Dühring*, précise cependant à ce propos :

"Les revendications bourgeoisées d'égalité sont accompagnées de revendications prolétariennes d'égalité. De l'instant où est posée la revendication bourgeoise d'abolition des priviléges de classe, apparaît à côté d'elle la revendication prolétarienne d'abolition des classes elles-mêmes" (12).

"L'égalité" des Egaux ne pouvait, en 1796, atteindre ce contenu social. Cependant, pour mieux mesurer la pertinence historique des mots d'ordre des Egaux, reportons-nous à Lénine, qui explique en 1917, dans *L'Etat et la Révolution*, que

"la démocratie a une importance énorme dans la lutte que la classe ouvrière mène contre les capitalistes pour son affranchissement. Mais la démocratie n'est nullement une limite que l'on ne saurait franchir ; elle n'est qu'une étape sur la route de la féodalité au capitalisme et du capitalisme au communisme. Démocratie veut dire égalité. On conçoit la portée immense qui s'attache à la lutte du prolétariat pour l'égalité et au mot d'ordre d'égalité, à condition de comprendre ce

dernier exactement, dans le sens de la suppression des classes" (13).

Il faut reconnaître l'intelligence politique de ces hommes, qui, néanmoins, ne pouvaient pas dans la pratique dépasser les possibilités de la société de leur temps. Les babouvistes croyaient qu'un simple appel propagandiste à la raison portait en lui tous les éléments de persuasion, et qu'une prise de pouvoir rapide et violente, avec l'instauration d'une dictature, suffirait à renverser définitivement le cours des choses, cela sur le constat simple que tous les hommes étant égaux en nature, ils devaient être également égaux dans leurs jouissances.

Ce que les babouvistes ne pouvaient pas savoir, ni comprendre, cinquante ans avant le *Manifeste du Parti communiste*, c'est que leur action, leur but, étaient sans rapport avec les conditions économiques et les rapports de classes du moment et qu'ils ne pouvaient pas encore mettre sur la scène politique un prolétariat ayant une large conscience de classe, seule force sociale capable d'effectuer la transition vers le communisme. Ils seront néanmoins un facteur de réflexion important pour Marx et Engels, qui écriront dans le *Manifeste* :

"Les premières tentatives directes du prolétariat pour faire prévaloir ses propres intérêts de classe, faites en un temps d'effervescence générale, dans la période du renversement de la société féodale, échouèrent nécessairement, tant du fait de l'état embryonnaire du prolétariat lui-même que du fait de l'absence des conditions matérielles de son émancipation, conditions qui ne peuvent être que le résultat de l'époque bourgeoise (...)."

En estimant nécessaire la dictature à l'encontre des anciens oppresseurs et des possédants, ils préfiguraient bien l'action et les débats de la Commune de Paris de 1871 et la nécessité établie par Marx, puis Lénine, de la dictature du prolétariat

(11) Marx-Engels, *La Sainte Famille*, Ed. sociales, 1969, page 145.

(12) *Op. cit.*, page 136, Ed. sociales, 1977.

(13) *Œuvres*, tome 25, page 509.

comme phase de transition du capitalisme au socialisme (14).

Proposant un programme au candidat à la législative de sa circonscription, Babeuf écrivait, le 20 août 1791 :

"Il faut que la Constitution soit un patrimoine national où se trouve tout à la fois, pour le peuple, le pain de l'esprit et le pain du corps, où une stipulation pour la vie intellectuelle et la vie matérielle complète soit non seulement claire, précise, positive, mais encore immédiatement sanctionnée par la mise en commun de toutes les ressources indéfiniment multipliées et accrues au moyen d'une organisation savamment combinée et du travail général sagelement dirigé."

La force de ce point de vue communiste, rédigé il y a plus de deux cents ans, balaye la "modernité" déclarée de la Constitution antidémocratique de la Ve République, mise en place après un coup d'Etat militaire (le bicentenaire du 18 Brumaire approche lui aussi), dernier assaut historique d'une bourgeoisie française en décomposition.

La lutte de la classe ouvrière française pour l'égalité des droits et la démocratie s'inscrit dans la continuité historique du babouvisme. Face à la dislocation du caractère national de l'Etat, c'est-à-dire de l'offensive pour pulvériser les droits ouvriers et démocratiques, en France

comme partout où sévit l'impérialisme, le mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine, permettant au peuple de définir la forme et le contenu de la démocratie, ne cesse d'acquérir de l'importance.

"La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie".

expliquaient Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*. Le mot d'ordre des babouvistes, actualisé par les fondateurs du socialisme scientifique, par Lénine, puis par la IV^e Internationale, demeure non seulement "*le cri de guerre du prolétariat français*", mais est devenu le cri de guerre du prolétariat mondial construisant ses organisations indépendantes pour matérialiser et faire aboutir ses revendications démocratiques et ses revendications ouvrières.

François Castéran

(14) Le lecteur qui voudra approfondir la question de la place de la Révolution française et du babouvisme chez Marx et Engels se reportera avec intérêt à la note 2 (page 596) du chapitre VIII de l'édition de la *Vie de Karl Marx*, de F. Mehring, traduit et annoté par Gérard Bloch, Ed. Pie, 1984.

Interview des responsables de l'association Les Amis de Gracchus Babeuf (Saint-Quentin)

• Peux-tu présenter l'association Les Amis de Gracchus Babeuf, son histoire, ses objectifs, ses initiateurs, ses membres ?

• L'association Les Amis de Gracchus Babeuf a été fondée à Saint-Quentin (Aisne), le 6 octobre 1993. L'idée d'une telle association est plus ancienne. Saint-Quentin, ville natale du tribun du peuple, a

connu, en tout cas depuis le début du siècle, différentes manifestations ayant trait à Gracchus Babeuf.

Rappelons pour mémoire le refus par la préfecture, au début du siècle, du nom de Gracchus Babeuf pour la place où se trouve la Bourse du travail ; elle fut réinaugurée... en 1989, à l'occasion des célébrations du bicentenaire de la Révolution française.

A l'occasion du VIII^e Congrès de la SFIO, qui s'est déroulé à Saint-Quentin, du 16 au 19 avril 1911 (cela a fait l'objet, d'ailleurs, du premier numéro du bulletin de l'association), en présence de Jaurès, aura lieu une manifestation de plusieurs milliers de personnes en hommage à Babeuf.

Sans oublier la permanence des travaux de la Société académique de Saint-Quentin.

C'est dans les années qui précèdent le bicentenaire qu'est envisagée sérieusement la constitution d'une association. Il faudra néanmoins attendre encore cinq ans avant que ce soit une réalité.

Ces années-là, au-delà de la préparation d'officielles commémorations médiatiques, ont été pour beaucoup l'occasion de redécouvrir une période de notre histoire qui a eu une portée dépassant, dans le temps et l'espace, largement les frontières de notre pays.

Et tout régionalisme mis à part, ce n'est pas la moindre des choses de constater que quelques-uns parmi les hommes les plus importants qui ont fait, en ces temps-là, l'histoire sont nés ou ont vécu ici.

Dans le département de l'Aisne, il y a eu Camille Desmoulins à Guise, Condorcet à Ribemont, Saint-Just à Blérancourt ; dans le département voisin du Pas-de-Calais, à moins de soixante-dix kilomètres, Robespierre à Arras. Chacune à leur manière, ces communes ont témoigné, au travers de l'érection de monuments, de l'ouverture de musées, de l'hommage qu'elles rendaient à ces hommes.

Si l'on trouve à l'hôtel de ville de Roye (Somme) — c'est dans cette ville que Gracchus Babeuf s'établit et impulsua plusieurs batailles —, un médaillon à l'effigie de Gracchus Babeuf et un buste (œuvre d'un sculpteur local) dans la salle du conseil municipal, en revanche, à Saint-Quentin, à peine une place !

Alors, l'association s'est fixé les objectifs suivants :

- aider à la propagation des écrits et des idées de Gracchus Babeuf, des babou-

vistes, ainsi que des écrits de ceux qui leur ont consacré des études ;

- organiser, chaque année, le 27 mai ou en fin de semaine suivant cette date, une manifestation, place Gracchus-Babeuf, à Saint-Quentin ;

- permettre la construction, à Saint-Quentin, d'un monument en hommage à Gracchus Babeuf, qui y naquit.

Les initiateurs ont constitué un conseil d'administration, qui a été légitimé lors de la première assemblée générale de l'association.

- Constituée d'enseignants et de salariés, liés pour certains d'entre eux au mouvement ouvrier et démocratique, attachés à l'étude de l'histoire pour d'autres, ils ont impulsé depuis maintenant trois ans les activités de l'association, qui regroupe plus de quatre-vingts adhérents. Parmi ceux-ci figurent plusieurs universitaires historiographes et des démocrates, militants ou non ; si les Saint-Quentinois ne constituent que 20 % de l'association, les adhérents picards sont plus de 55 %. Le reste d'entre eux, plus de quarante, se répartissent sur toute la France. Il convient de signaler qu'il y a également des adhérents dans d'autres pays (Russie, Italie, Suisse et Angleterre).

• Association composite, donc ?

- Nous ne croyons pas que ce terme soit juste, en l'occurrence. Si l'on s'en tient à la définition du dictionnaire, on y lit que "*composite*" est l'association "*d'éléments très différents, souvent disparates*". Si notre association regroupe des membres d'origines diverses, ils ont pourtant un point commun : Gracchus Babeuf. La permanence, les nouveaux apports de la recherche historiographique tendent à lui redonner toute sa dimension du point de vue historique.

Cela contribue à préciser la réalité et l'ampleur de la place qu'il occupe à l'aube du mouvement ouvrier et ce n'est pas contradictoire avec le souhait que soit honoré à Saint-Quentin la mémoire d'un de ses enfants.

• Que peut apporter aux lecteurs de *La Vérité*, revue théorique de la IV^e Internationale, l'activité des Amis de Gracchus Babeuf, association exclusivement, si j'ai bien compris, tournée vers la connaissance du passé et refusant (à juste titre, me semble-t-il) de s'impliquer dans les combats politiques du présent ?

• Nous ne sommes pas une "association babouviste". Nous nous définissons comme une "société de pensée". Les statuts de l'association déterminent précisément la place de celle-ci, les limites de son activité et de son engagement.

Sa composition en est le reflet et en même temps indique que plusieurs de ses adhérents sont issus ou partie prenante du mouvement ouvrier et démocratique. Ils ont probablement, en tant que citoyens, ce qui est leur droit, un engagement personnel.

Nous le savons, Babeuf occupe dans la Révolution française une place charnière, la continuité et le dépassement, la poursuite et la rupture.

Nous souhaitons que cette année, qui est celle du deux centième anniversaire de la conjuration des Egaux, et que l'année prochaine, qui sera celle du deux centième anniversaire de sa mort, soient l'occasion de faire un pas supplémentaire vers une pleine connaissance de Babeuf et des Egaux.

Et aussi qu'une réelle avancée soit faite pour l'édition des œuvres complètes de Babeuf en français (il n'existe actuellement, sur les quatre tomes des œuvres en russe, qu'un seul tome en français !).

On a l'habitude de dire que "*le passé éclaire le présent*", en ce sens, nul doute que les lecteurs de *La Vérité*, revue théorique de la IV^e Internationale, puissent être attachés à acquérir une meilleure maîtrise du passé. Ce passé, qui constitue probablement une part de leur passé.

A la place qui est la nôtre, nous entendons, modestement, contribuer à faire œuvre historique en aidant à élargir la connaissance de cette partie du patrimoine culturel international.

• Quelles sont les prochaines activités de l'association ? L'abolition de la propriété privée, "le bonheur commun" sont-ils, pour vous, un souci pleinement historique ?

• Outre la poursuite de la publication de notre bulletin (nous souhaiterions à ce propos faire de celui de fin d'année un numéro spécial consacré à la "conjunction"), nous envisageons, conformément à la discussion de la dernière assemblée générale, faire de la commémoration de l'an prochain un moment particulier, qui pourrait prendre la forme d'un rassemblement large à Vendôme, vers le 25 mai 1997. Nous allons d'ailleurs prendre les initiatives appropriées à cette perspective dès les prochaines réunions de l'association.

Particulièrement important, nous sommes à l'initiative d'un troisième colloque scientifique international consacré à "Babeuf et les babouvistes en leur temps" pour octobre 1997, à Saint-Quentin.

Pour cela, nous avons, au cours des deux dernières années, constitué un comité de parrainage composé d'élus locaux et de Picardie, de responsables du mouvement ouvrier et démocratique et, bien sûr, d'un nombre important d'éminents universitaires et chercheurs français, mais aussi d'Italie, de Russie, de Suisse, de Norvège. Nous avons, d'ores et déjà, une douzaine de communications qui sont proposées et, là aussi, d'Angleterre et également du Brésil.

Pour répondre à la deuxième partie de la question, il faut bien reconnaître que toute l'histoire de l'humanité est celle d'une recherche permanente du "bonheur commun". Notre association tend à regrouper les amis de Gracchus Babeuf, c'est un choix. Celui d'un homme qui, toute sa vie durant, a combattu pour le "bonheur commun", pour "l'égalité parfaite".

Au fur et à mesure que nous-mêmes découvrons l'homme et les combats de Babeuf, nous sommes frappés de l'actualité des questions qu'il a posées. Faut-il pour autant, comme vous l'indiquez dans votre question, mettre un signe égal entre

“bonheur commun” et abolition de la propriété privée ? Babeuf, combattant pour une société de justice et d’égalité, une société “où la terre ne serait à personne et ses fruits à tout le monde”, avait, de fait, répondu.

Cela est-il pour nous “un souci pleinement historique” ? Restons-en, si vous le voulez bien, à la définition du dictionnaire : est historique “ce qui relève de l’étude ou des perspectives de l’histoire”.

Bernard Rogier,
président de l’association

Claude Martin,
secrétaire de l’association
Les Amis de Gracchus Babeuf,

30, rue des Patriotes,
02100 Saint-Quentin.

Cotisation annuelle : 70 F.

L’“image” de Gracchus Babeuf dans l’action et la pensée de Trotsky

Ce texte reprend celui d’une communication sur Babeuf et Trotsky prononcée lors du colloque d’Amiens, en 1989, allégé d’un certain nombre de notes.

L’édition de l’ouvrage de Tamara Kondratieva sur le parcours des analogies (1) a, en relation directe avec les événements récents en Union soviétique, relancé l’étude des analogies entre Révolution française et révolution soviétique, plus particulièrement dans une phase du reflux du mouvement révolutionnaire. Dans ce cadre, l’examen de l’“image” — pour conserver le terme du Congrès mondial des historiens de juillet 1989 — de Gracchus Babeuf dans l’action et la pensée, en un mot dans la politique, de Léon Trotsky s’imposait donc.

Cet examen nécessite la recension préalable des références à Babeuf dans l’œuvre écrite de Trotsky. On connaît sa biographie : il fut une des figures de la II^e Internationale avant 1914, puis un des fondateurs et dirigeants de la III^e Internationale et, ensuite, bien sûr, de la IV^e Internationale. Pour lui, le combat politique ne pouvait se concevoir en dehors de la construction d’une organisation internationale révolutionnaire. C’est probablement l’aspect fondamental de son action politique (2). La longévité de sa vie politique

(quarante ans, avant d’être assassiné sur ordre de Staline) est aussi un point de cet intérêt. Sa contribution à l’étude, entre autres, de la dégénérescence de la révolution russe et, plus particulièrement, l’analogie entre la dégénérescence thermidorienne de la Révolution française et la dégénérescence de la révolution soviétique constitueront, enfin, une troisième raison de notre examen.

Dès 1906, dans *Bilan et Perspectives*, Trotsky cite, à deux reprises, Babeuf, de manière symbolique cependant. D’une part, en reprenant la citation de Heine sur la situation du Paris de 1840, où étaient en vente diverses brochures révolutionnaires, parmi lesquelles le classique ouvrage de Buonarroti : la *Conspiration pour l’égalité*.

(1) Tamara Kondratieva, *Bolcheviks et Jacobins, itinéraires des analogies*, Paris, 1989.

(2) Voir les vingt-quatre tomes des *Oeuvres* de Léon Trotsky (1933-1940), Paris, 1978-1988 ; on peut trouver de très utiles indications dans J.-J. Marie, *Trotsky, le trotskysme, la Quatrième Internationale*, Paris, 1979.

té, dite de Babeuf (3). D'autre part, sur ce qu'il appelle les "prémisses du socialisme", Trotsky cite le projet d'un quaker anglais en 1696, "un siècle avant la conspiration de Babeuf" (4), prônant les coopératives agricoles de production, ce qui est une manière de souligner la place originelle de Babeuf dans le mouvement communiste.

Réfugié en France pendant la Première Guerre mondiale, après le ralliement des dirigeants socialistes à leurs patries respectives, Trotsky cherche à définir les tendances de l'histoire du socialisme français, et, ce faisant, il est amené tout naturellement à faire commencer le mouvement ouvrier français à Babeuf. C'est le sens des rappels de Babeuf, dans le texte "*Une époque s'en va*" de décembre 1915 sur la mort de Vaillant (5) comme dans la lettre ouverte à Jules Guesde, ministre d'Etat du gouvernement d'Union sacrée, en date du 11 octobre 1916, énumérant "*le socialisme de Babeuf, de Saint Simon, de Blanqui, de la Commune, de Jaurès et de Jules Guesde — oui, de Jules Guesde aussi !*" (6) ; à cette occasion, il définit ainsi les rapports entre babouvisme et blanquisme : "*Blanqui est dérivé de Babeuf*" (7), dérivé et non descendant ou disciple.

Après la victoire de la révolution d'Octobre, lors de la fondation de la III^e Internationale, c'est encore l'image de Babeuf que Trotsky invoque. Dans le *Manifeste de l'Internationale communiste*, adopté par le Premier Congrès de 1919, il écrit :

"Nous, communistes, unis dans la III^e Internationale, nous nous reconnaissons les continuateurs directs des efforts et du martyre héroïque acceptés par une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg" (8).

Par la suite, avec la bureaucratisation du Parti bolchevique et du Komintern, la comparaison, l'analogie entre les deux Thermidor, éventuellement avec Babeuf, entre son combat et celui de l'Opposition de gauche, ne pouvait pas ne pas apparaître. On ignore (à ce stade) le profit que tira Trotsky de la lecture éventuelle des études nombreuses publiées en URSS sur

Babeuf, le babouvisme et la conjuration des Egaux, parmi lesquelles il faut noter, au premier chef, la traduction de l'ouvrage de Buonarroti, puis celle de l'ouvrage de Dommangeat, à Leningrad, en 1925 (9).

L'étude de l'action de Babeuf après et contre Thermidor ne pouvait manquer de passionner les militants de l'Opposition de gauche. On connaît l'exemple de Victor Daline, animateur de cette opposition dans les Jeunesses communistes et qui deviendra, plus tard, après la terrible épreuve de la déportation, le meilleur spécialiste de Babeuf. On sait la disparition ou l'exécution, par ordre de Staline, d'historiens comme Freiberg, Loukhine, Iakob Starosselski (auteur de *Problèmes de la dictature jacobine*, membre de l'Opposition, disparu en déportation après 1934), etc. Notons seulement que Gérard Rosenthal, avocat et camarade de Trotsky, témoigne encore des discussions en 1933 sur la comparaison entre les deux grandes révolutions et mentionne Babeuf à cette occasion (10).

Il faut souligner que Trotsky et le principal spécialiste de Babeuf de l'époque, Maurice Dommangeat, ont été en rapports personnels lors du second exil de Trotsky en France (rencontre en août 1934, courrier et tentatives infructueuses de collaboration avec les dirigeants du syndicat des instituteurs, parmi lesquels Dommangeat), et que celui-ci offrit les *Pages choisies de*

(3) L. Trotsky, *Bilans et perspectives*, Paris, rééd. 1974, p. 39.

(4) *Ibid.*, p. 79.

(5) L. Trotsky, "Une époque s'en va", dans *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*, Paris, 1967, p. 39.

(6) "Lettre ouverte à Jules Guesde", *ibid.*, p. 46.

(7) *Ibid.*, p. 39.

(8) *Manifeste, thèses et résolutions des quatres premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, 1919-1923, rééd. Paris, 1975, p. 34.

(9) Voir bibliographie dans M. Dommangeat, *Pages choisies de Babeuf*, Paris, 1935, p. 29 et pp. 34-35.

(10) G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, Paris, 1975, p. 137.

Babeuf à Trotsky. À cette occasion, ce dernier le félicite :

"Je vous remercie chaleureusement de vos Pages choisies de Babeuf. Je n'en ai lu pour le moment que le tiers. Mais j'ai déjà feuilleté le reste et je ne veux ajourner l'expression de mon admiration tout à fait sincère pour votre travail empreint de pénétration historique, d'honnêteté scientifique et de remarquable érudition" (11).

Il y eut donc une lecture de première main des textes de Babeuf par Trotsky et, par exemple, de l'introduction de l'ouvrage de Dommangeat, dans lequel celui-ci souligne la place de la comparaison entre les Thermidor français et soviétique. Trotsky a-t-il poursuivi la lecture de l'ouvrage de Dommangeat, comme il semble le souhaiter ? Rien ne permet de l'affirmer ni de le démentir. A-t-il lu la note de la page 118, où Dommangeat souligne que les babouvistes refusaient de "laisser se former dans l'Etat une caste bureaucratique" (12) ? C'est possible. En l'état, on ne peut que relever cette connaissance du babouvinisme. Par la suite, en juillet 1936, Trotsky écrivit à Victor Serge :

"S'il (Dommangeat, NDLR) peut donner une fois l'an un article sur Babeuf à notre revue, ce sera parfait" (13).

Enfin, en 1936, dans *La Révolution trahie* (14), ouvrage clé de l'analyse de la dégénérescence de l'Union soviétique, à deux reprises, Trotsky fait référence à Babeuf, à partir du travail de Rakovsky connu sous le titre (très discutable) "Les dangers professionnels du pouvoir" (15), dans le chapitre sur "le Thermidor soviétique". Et Trotsky proclamant à cette occasion le plus grand bien du texte de Rakovsky, qui "reste ce qui a été écrit de mieux sur ce sujet" (16) (les raisons "professionnelles" de la dégénérescence de la révolution), il importe de nous y arrêter quelque peu.

Cet ami de Trotsky, principal dirigeant après lui de l'Opposition de gauche, homme de grande culture, avait une incontestable familiarité avec les problèmes de l'histoire de la Révolution française. Trotsky développe :

"Rakovski évoquait les péripéties de la Révolution française du XVIII^e siècle et l'exemple de Babœuf (sic), qui, sortant de la prison de l'Abbaye, se demandait aussi avec stupeur ce qu'était devenu le peuple héroïque des faubourgs de Paris ? La révolution est une grande dévoratrice d'énergies individuelles et collectives. Les nerfs n'y tiennent pas, les consciences flétrissent, les caractères s'usent. Les événements vont trop vite pour que l'afflux de forces nouvelles puisse compenser les déperditions. La famine, le chômage, la perte des cadres de la révolution, l'élimination des masses des postes dirigeants avaient amené une telle anémie physique et morale des faubourgs qu'il leur fallut plus de trente ans pour se lever de nouveau" (17).

Plus loin, Trotsky rappelle ceci :

"Rakovski cite une curieuse remarque de Babœuf (sic) sur le rôle joué dans cette évolution par les femmes de la noblesse, très recherchées parmi les jacobins. 'Que faites-vous, s'exclame Babœuf, lâches plébéiens ? Elles vous embrassent aujourd'hui, elles vous égorgeront demain.' Le recensement des épouses des dirigeants, dans l'URSS, donnerait un tableau analogue" (18).

Nous ne pouvons reprendre ici le texte original de Rakovsky, un peu plus ample que ce qu'en cite Trotsky. Mais insistons sur la place de ce texte dans la réflexion de Trotsky, qui parlait de son "enthousiasme" à la lecture de ce document. Rakovsky base sa réflexion sur l'analyse suivante : ce "que représente une classe

(11) L. Trotsky, *Oeuvres*, t. 5, pp. 146-147.

(12) M. Dommangeat, *op. cit.*, n° 1, p. 118.

(13) L. Trotsky, *Oeuvres*, t. 10, p. 305.

(14) L. Trotsky, *La Révolution trahie*, Paris, 1936, Ed. Grasset ; c'est l'édition utilisée ici ; précisons que nous conservons la graphie des noms de Rakovsky et de Babeuf telle qu'elle figure dans cette édition.

(15) K. Rakovsky, "Lettre à Valentinov", dans *CLT*, 1984, n° 18, pp. 81-95.

(16) L. Trotsky, *La Révolution trahie*, p. 120.

(17) *Ibid.*, pp. 106-107.

(18) *Ibid.*, p. 122.

qui prend l'initiative", c'est "un maximum d'unité et de cohésion", alors que, "quand une classe s'empare du pouvoir, c'est une partie d'elle-même qui devient l'agent de ce pouvoir"; il développe "l'histoire du Tiers Etat qui a triomphé en France", en rappelant, exemples à l'appui, que "la réaction politique (...) débute déjà avant Thermidor"; il cite l'exemple de Babeuf interpellant les Jacobins (ce qui n'est pas entièrement exact) sur leurs épouses et précise, un peu plus loin :

« Babeuf, à sa sortie de la prison de l'Abbaye, après avoir jeté un regard autour de lui, commença à se demander ce qu'était devenu le peuple de Paris, les ouvriers des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, ceux qui prirent la Bastille le 14 juillet 1789, le palais des Tuilleries le 10 août 1792, qui assiégerent la Convention le 30 mai 1793 — sans parler de leurs nombreuses autres interventions armées ; il résuma ses observations en une seule phrase, où perce l'amertume du révolutionnaire : "Il est plus difficile de rééduquer le peuple dans l'attachement à la liberté que de conquérir cette dernière" ; Babeuf formula son programme en deux mots (je parle ici de son programme de 1794) : "Liberté et Commune élue". » (19).

Notons ceci, qui est capital pour notre étude d'aujourd'hui : Rakovsky souligne que le programme de Babeuf, c'est "*Liberté et Commune élue*" et insiste : "*son programme de 1794*", le distinguant explicitement, par là même, de son programme de 1796. Ainsi, dans le numéro 13 du 1^{er} vendémiaire an III du *Journal de la liberté de la presse*, Babeuf insère l'adresse du Club électoral se concluant par :

"Nous vous demandons le prompt rapport de vos comités sur la garantie de la plus illimitée des opinions et de la liberté de la presse. Nous vous demandons que le peuple rentre dans la plénitude de ses droits, en nommant ses fonctionnaires" (20).

La distinction — correcte — opérée par Rakovsky du programme de Babeuf de 1794 de celui de 1796 n'est pas tirée de l'ouvrage d'Aulard. Cela nous conforte dans l'appréciation d'une bonne connaissance de Babeuf (ou au moins du Babeuf

sous la réaction thermidorienne) par Rakovsky, lequel a aussi lu de près le numéro 29 du *Tribun du peuple*, où Babeuf note que "le parti plébien s'est laissé gagner de supériorité" et interroge :

"Comment réacquérir, après l'avoir laissé échapper, cette supériorité de puissance ?"

C'est dans le même numéro que l'on trouve l'apostrophe :

"Lâches plébériens, qu'avez-vous fait ? Ne voyez-vous pas que ces patriciennes déhontées (...) qui vous font l'honneur de se prostituer dans vos bras de roturiers, vous étoufferont dès qu'avec vous elles seront parvenues à rétablir les choses sur l'ancien pied."

Les variations de vocabulaire entre le texte de Babeuf et celui de Rakovsky proviennent-elles des traductions successives ou d'une citation de mémoire ? Rien n'est certain, mais ce problème nous mène à ne pas exclure une lecture de seconde main du journal de Babeuf par Rakovsky.

Plus important : comment ne pas voir, dans le passage de Rakovsky sur le surgissement, lors de la prise du pouvoir par une classe révolutionnaire, d'une partie de cette classe, "qui devient l'agent de ce pouvoir", une réminiscence de Buonarroti et, plus particulièrement, du passage sur les "dangers d'une classe exclusivement instruite dans l'art de gouverner" (21) et sur la nécessité de l'éducation pour éviter de tels errements et, partant, pour éviter la constitution d'une couche dirigeante nou-

(19) K. Rakovsky, *op. cit.*, p. 86 et pp. 91-92.

(20) *Journal de la liberté de la presse*, n° 13, 1^{er} vendémiaire an III, Paris, rééd. EDHIS. Sur la réaction thermidorienne et le combat de Babeuf, voir K. Tonnessen, *La Défaite des sans-culottes*, rééd. Paris-Oslo, 1978. Notons au passage une erreur de fait (que Trotsky reproduira, alors que Dommanget indique le contraire) : Babeuf est mentionné comme libéré de l'Abbaye après Thermidor ; or Babeuf ne fut emprisonné à l'Abbaye que du 11 nivôse an II au 1^{er} germinal an II, date à laquelle il fut transféré à Sainte-Pélagie. Voir R. Legrand, *Babeuf et ses compagnons de route*, Paris, 1981, dont le chapitre sur les prisons de Babeuf fait la synthèse des pérégrinations pénitentiaires du tribun.

(21) Voir les textes de Buonarroti et de Rakovsky cités en annexe.

velle, distincte et permanente, en un mot la bureaucratie ?

Si l'on examine l'ensemble de ces citations ou rappels, on voit que, sur une distance de plus de trente ans, soit l'ensemble de la vie politique de Trotsky, les références à Babeuf sont essentiellement de deux ordres :

— d'une part, en tant que premier communiste, fondateur du "premier parti communiste réellement agissant", pour rappeler la célèbre phrase de Marx (22) ;

— d'autre part, en tant que témoin devant Thermidor.

Le premier aspect, la première "image" de Babeuf dans la pensée et l'action de Trotsky, le rappel de Babeuf comme fondateur du socialisme est, somme toute, relativement classique dans la tradition révolutionnaire ; on pense ici à ce qu'ont pu écrire, entre autres, Jaurès, Guesde, sans même parler de Marx et Engels, voire de Wilhelm Liebknecht (23). Et, on l'a vu, Trotsky ne manque que rarement une occasion de souligner la filiation entre les babouvistes et les communistes révolutionnaires ultérieurs. Mais, d'autre part, les références au deuxième aspect (le résistant à Thermidor) sont quantitativement moins nombreuses, bien que plus développées.

Arrêtons-nous à cette contradiction apparente. En effet, il existe un lieu commun, celui de la comparaison, voire de l'identification entre la conjuration des Egaux et le courant trotskiste (Opposition de gauche, puis IV^e Internationale à partir de 1933). Cette identité se trouve sous la plume d'auteurs aussi divers qu'Isaac Deutscher, pour qui "l'Opposition devait donc renverser cette bourgeoisie tout comme Babeuf et sa conjuration des Egaux avaient cherché à renverser la bourgeoisie thermidorienne" (24), ou encore Boris Souvarine, qui, dans sa biographie de Staline, écrit :

"Il (Trotsky, NDLR) se voit dans la posture de Babeuf sous le Directoire et voudrait fomenter un sursaut de jacobinisme prolétarien" (25).

Un peu plus loin, il insiste :

"Trotsky, poussant à fond le parallèle avec la Révolution française, se comparaît en 1927 à un Babeuf ayant conservé sa tête : il couvre ainsi d'une caution vénérée, mais anachronique, sa tactique de suicide" (26).

Victor Serge, enfin, selon le souvenir de Pierre Naville, affirmait en 1927 : "Nous sommes des babouvistes qui avons encore la tête sur les épaules" (27).

On peut même citer, avec des réserves, Gérard Rosenthal, qui, lors de l'assassinat de Trotsky, évoque "pour la seconde fois Babeuf, réincarné dans le géant rivé à son rocher" (28).

On l'a vu, dans le cas au moins de Boris Souvarine, cette identité (parce que, ici, il faut parler d'identité) est présentée comme venant de Trotsky lui-même. Or cette comparaison ne se trouve jamais sous la plume de Trotsky, pourtant riche en comparaisons de toutes sortes entre le Thermidor français et le Thermidor soviétique.

Il faut donc interroger Trotsky lui-même. Pour ne prendre que les exemples les plus importants et les ouvrages les plus développés où Trotsky revient sur Thermidor et l'analogie thermidorienne, signalons la brochure *L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme* (29), ou *La Révolution trahie*, en 1936, qui contient tout un chapitre sur le Thermidor soviétique.

(22) K. Marx, "La critique moralisante et la normale critique", dans *Textes* (1842-1847), Paris, 1970, p. 103.

(23) Pour Jaurès et Guesde, voir Daline, *Gracchus Babeuf à la veille et pendant la Grande Révolution française (1785-1794)*, Moscou, 1976, pp. 15 à 21 ; pour W. Liebknecht, voir *Le Mouvement socialiste*, 1899.

(24) Deutscher, *Le Prophète désarmé*, Paris, p. 395.

(25) B. Souvarine, *Staline*, rééd., Paris, p. 395.

(26) *Ibid.*, p. 398.

(27) Cité dans P. Naville, *Trotsky vivant*, rééd. Paris, 1975, p. 30, pp. 49 à 73.

(28) G. Rosenthal, *op. cit.*, p. 317.

(29) "L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme", dans L. Trotsky, *Oeuvres*, t. 5, pp. 68-69.

tique (30), voire la biographie inachevée de Staline, qui contient un appendice sur la "réaction thermidoriennne", s'appuyant sur une lecture serrée de l'ouvrage de G. Lefebvre, *Les Thermidoriens* (31).

Dans l'évolution de la pensée de Trotsky, c'est bien l'année 1935 qui apparaît comme l'année fondamentale pour le sujet qui nous occupe : publication de l'article "L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme" et, à cette occasion, autocorrection des approximations analogiques antérieures ; lecture de l'ouvrage de Dommange, correspondance avec celui-ci ; travaux préparatoires à la rédaction de *La Révolution trahie* et, donc, au premier chef, réflexion sur l'article de Rakovsky, comme le prouve la citation qu'il en donne dans l'article sur la Constitution de 1936 de l'URSS (32).

C'est dans ces études, pour reprendre la belle formule de Tamara Kondratieva, que "*l'analogie est mise au service de la pensée théorique*" (33), puisqu'elle a été débarrassée de ses aspects formels.

Trotsky, écrivant que "*l'analogie avec Thermidor a servi à obscurcir plutôt qu'à éclaircir la question*" (34) parce qu'elle procérait d'un aspect purement conventionnel, nous permet de revenir sur ce qu'il appelle lui-même une erreur : présenter Thermidor comme le passage du pouvoir d'une classe à une autre. L'analogie a, par définition, ses limites.

"Elle (la démarche comparatiste, NDLR) se heurte, en effet, aux limites inhérentes à tout raisonnement analogique : maniée avec rigueur, une analogie suppose qu'une exacte proportion entre ressemblances et dissemblances puisse être établie".

souligne Tamara Kondratieva (34). Trotsky, à l'occasion de sa correction sur Thermidor, rappelait les différences entre les deux révolutions et, ce faisant, se référait à Babeuf et à son combat qui eut lieu "en vain", dit-il.

Le 1^{er} février 1935, quelques semaines avant d'écrire à Dommange, il rédige "L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme", où on relève ces lignes capitales :

"Sans analogie historique, il est impossible de s'instruire dans l'histoire. Mais une analogie doit être concrète : les ressemblances ne doivent pas faire oublier les différences. Les deux révolutions ont mis fin au féodalisme et au servage. Mais l'une, par son aile la plus radicale, tenta en vain de sortir des limites de la société bourgeoise ; l'autre renversa réellement la bourgeoisie et créa un Etat ouvrier. Cette différence de classe, qui ramène l'analogie à des limites matérielles indispensables, a une importance décisive pour faire un diagnostic" (36).

Sans nommer Babeuf, c'est bien lui que Trotsky évoque quand il rappelle, comme différence essentielle entre la Révolution française et la révolution russe, l'impossibilité pour la première de "sortir des limites de la société bourgeoise" malgré "son aile la plus radicale" et, partant, insiste sur la différence préalable à établir devant toute analogie.

Babeuf est donc au cœur, non de l'analogie, mais de l'écart de l'analogie, non dans les ressemblances, mais dans les différences entre les révolutions. Relevons que Trotsky, par avance, se gaussait de toute tentative, des stalinien en particulier, de s'accrocher à son autocorrection pour essayer de discréder sa position.

Il faut relever (et nous atteignons ici au cœur du débat) que tous les auteurs cités plus haut estiment que la défaite de l'opposition trotskiste était inévitable, comme la défaite de Babeuf était elle-même inévitable. Ainsi, Deutscher estime que Trotsky était un "*prophète désarmé*", qui "*ne comprit pas que la montée du sta-*

(30) L. Trotsky, *La Révolution trahie*, pp. 104-134.

(31) L. Trotsky, *Staline*, Paris, rééd. 1979, 2 tomes ; t. 2, pp. 277-320.

(32) L. Trotsky, "La nouvelle Constitution de l'URSS", dans *Œuvres*, t. 9, pp. 192-193.

(33) T. Kondratieva, *op. cit.*, p. 231 et sq.

(34) L. Trotsky, "L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme", p. 70.

(35) T. Kondratieva, *op. cit.*, p. 245.

(36) Voir note 29.

linisme était l'inévitable (souligné par nous), résultat du monopole bolchevique du pouvoir" (37). Souvarine, pour sa part, estime aussi que cette évolution était inévitable, logique, nécessaire (38). Serge considérait, en 1928, que les opposants étaient "voués à la défaite" (39), au même moment où il comparait l'Opposition de gauche et la conjuration des Egaux.

Cette évolution, présentée comme inévitable, nécessaire, du léminisme vers le stalinisme, malgré des différences considérables (politiques, philosophiques et autres), constitue, ici, le patrimoine commun de Souvarine, Victor Serge, Isaac Deutscher (et de bien d'autres : le plus récent étant l'académicien soviétique Afanassiev, qui, dans un débat télévisé, en novembre 1989, en France, présentait "Lénine, Staline, Trotsky" comme relevant d'une "même culture"). Et cette conception est à mettre en relation avec l'analogie qu'ils tracent entre Babeuf et Trotsky.

Mais qu'en est-il pour Trotsky lui-même ? Pour Trotsky, au contraire, cette défaite n'était nullement inéluctable : elle avait pour cause une situation politique internationale momentanément défavorable et non une situation économique qui aurait rendu le socialisme impossible. Tout au contraire, la situation économique depuis l'après-Première Guerre mondiale a créé les conditions propices à la destruction de la propriété privée et des frontières nationales. Toute la III^e Internationale avait été construite et éduquée en ce sens et combattait pour la révolution internationale. C'est fondamentalement l'échec de la révolution allemande, en 1923, qui sonnera le glas de ses espérances et accélérera le processus de bureaucratisation de l'Etat.

Il y a, bien sûr, une différence essentielle dans la nature de classe des sociétés respectives : la France bourgeoise en 1796 et l'Union soviétique ouvrière (ou, comme le corrigeait Lénine dans ses tentatives de mieux cerner la nature sociale de l'URSS, un "Etat ouvrier et paysan") dans la seconde moitié des années 1920 (40). Mais cela ne suffit pas à ruiner toute tentative analogique.

C'est la zone de différences qu'il faut appréhender. La Révolution française impliquait-elle la stabilisation connue sous le nom de "réaction thermidorienne" ? Oui. Trotsky estimait que c'était une étape nécessaire, inévitable, dans le développement historique (41) ; en cela, il ne se distinguait pas de l'ensemble des marxistes ou des historiens.

Les Egaux pouvaient-ils renverser le Directoire ? Non, bien sûr. Engels parle d'une tentative "insensée" dans l'*Anti-Dühring* (42). Et rappelons que Rakovsky étudiait cet ouvrage (mais dans quelle édition ?) au moment même où il rédigeait sa lettre à Valentino.

La révolution d'Octobre impliquait-elle le stalinisme comme son évolution normale, naturelle ? Non.

La révolution socialiste se développant internationalement pouvait-elle empêcher, puis détruire le stalinisme ? La question est posée dès cette époque, et la grève générale de juin 1953, dans ce qui était à l'époque la partie Est de Berlin, a fondé cette problématique, encore théorique chez Trotsky en 1936.

L'analogie Babeuf-Trotsky est inopérante parce que les points de différence sont plus nombreux et, surtout, plus importants que les points de comparaison, pourtant réels. A l'instar de l'analogie de Thermidor, mais pas pour les mêmes raisons, elle contribue plus à obscurcir le débat qu'à l'éclairer. Elle privilégie des aspects formels, par ailleurs réels, au détriment de contenus sociaux, historiques, économiques, voire culturels profondément différents. L'analogie thermi-

(37) Deutscher, *op. cit.*, p. 622.

(38) B. Souvarine, *op. cit.*

(39) V. Serge, *Un tournant obscur*, rééd. 1972, Paris, p. 159.

(40) V.I. Lénine, *Oeuvres*, t. 42, p. 460.

(41) Exemple : "Thermidor ne fut qu'une des étapes de cette évolution inévitable" (L. Trotsky, *La Révolution trahie*, p. 125).

(42) F. Engels, *Anti-Dühring*, rééd. Paris, 1977, p. 384.

dorienne a une "lisibilité", si on conserve uniquement les aspects suivants du pouvoir thermidorien, résumés ainsi par Jacques Caillosse :

"1. — Il est le fait d'une couche dirigeante nouvelle :

2. — il exprime les transformations politiques résultant d'une situation objective nouvelle, marquée par la pression sociale d'éléments conservateurs" (43).

Cela entraîne une autre question : la nature des objectifs des mouvements babouviste et trotskyste. Le babouvisme était un dépassement de la Révolution française et avait des buts différents de celle-ci (communauté des biens, abolition de la propriété privée), à un moment où un tel dépassement était impossible historiquement. En revanche, le trotskysme ne se présentait que comme un retour au pouvoir soviétique des années 1917-1922 et, en aucun cas, comme un dépassement (l'existence de soixante-cinq ans de pouvoir bureaucratique a modifié certains termes du problème).

Les trotskystes préconisent une révolution politique (qui n'a donc pas à modifier les formes de propriété, ici collectives) ; les babouvistes préconisaient une révolution sociale (44). C'est la réponse à cette question qui prédétermine la réponse à l'analogie éventuelle entre Babeuf et Trotsky.

C'est dans la zone de différences (nature de classe différente des deux révolutions, phases distinctes du développement historique, moments différents dans le processus révolutionnaire et objectifs différents du mouvement babouviste comme du mouvement trotskyste ; différences des deux couches nouvelles postrévolutionnaires, l'une, la bourgeoisie étant le bénéficiaire de cette révolution, l'autre, la bureaucratie, qui n'est pas une classe, usurpant le pouvoir révolutionnaire) que s'inscrit la tentative d'analogie Babeuf-Trotsky. Par là même, elle est frappée d'inanité.

Alors, quels sont, en définitive, les points communs fondant une éventuelle analogie entre conjuration des Égaux et Opposition de gauche, entre Babeuf et Trotsky ?

a) Le dévouement à la cause de la révolution prolétarienne, au communisme. C'est une évidence, mais il faudrait alors établir une analogie entre tous les combattants de cette cause et Trotsky. Analogie et voisinage que Trotsky lui-même ne renierait pas. Et qui, d'un certain point de vue, empêcherait toute supposée identification du combat de Babeuf à celui de Trotsky (ou réciproquement).

b) La conséquence de ce dévouement qu'est leur commune fin en martyrs. Ici aussi, l'analogie est peu utile (en termes historiographiques, s'entend). Jean Jaurès, assassiné lui aussi au début d'une confrontation mondiale, comme Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, assassinés sur ordre de dirigeants se réclamant du socialisme, en l'occurrence ceux de la II^e Internationale, peuvent être l'objet d'analogies identiques et aussi ou aussi peu opérantes. Sans parler de tous les révolutionnaires assassinés par les stalienniens, en Asie, en Europe et même en France. Il y a, au sens où le rappelait la III^e Internationale dans son premier congrès, "continuité" des martyrs de la révolution prolétarienne.

c) L'assassinat par un pouvoir post-révolutionnaire, par le sommet d'une couche dirigeante nouvelle que ces révolutionnaires ont refusé d'accepter. Il faudrait prolonger l'analogie, par exemple jusqu'aux révolutionnaires nationalistes algériens assassinés en exil. Soit ; mais, en fait, c'est assez maigre.

d) L'aversion pour une caste bureaucratique au pouvoir issue de la révolution. Cette analogie également est très discutable, puisque éminemment réductrice. En effet, on peut trouver dans Marx de violentes critiques contre la bureaucratie (45) et Lénine est également utilisable dans ses textes ultimes, justement, et explicitement

(43) J. Caillosse, "La question du Thermidor soviétique dans la pensée politique de Léon Trotsky", *Cahiers Léon Trotsky*, 1989, n° 37, p. 17.

(44) Rappelons que ce texte est écrit en 1989. Voir l'article de François Forgue : "L'actualité de *La Révolution trahie*", *La Vérité*, n° 18.

(45) K. Marx, *Critique de l'Etat hégelien*, *Manuscrit de 1843*, Paris, 1976, pp. 139 à 157.

contre la bureaucratie (46). Conserver comme ennemis des "castes bureaucratiques" seulement Babeuf et Trotsky, c'est ôter Marx, Lénine (et d'autres) du patrimoine révolutionnaire, et c'est un peu faire de ces derniers des avocats de la bureaucratie.

À tout prendre, il y a cependant un point commun entre Babeuf et Trotsky, mais, de manière générale, entre tous les communistes dignes de ce nom : ils pourraient signer ce qu'écrivait le bolchevik Barmine, qui, en pleine guerre civile en Sibérie, proclamait :

"Venez au parti qui ne vous promet ni avantages ni richesses ; si nous sommes vainqueurs, nous bâtrions un monde neuf ; si nous sommes vaincus, nous nous battons jusqu'au dernier" (47).

En conclusion, peut-on imaginer que c'est tout à fait consciemment, volontairement, que Trotsky évacue toute référence au Babeuf combattant "en vain" le Directoire — alors qu'il connaissait correctement le combat de Babeuf — quand il parle de l'Opposition de gauche, puis du combat de la IV^e Internationale, combat dont il refuse d'écrire, à juste titre, qu'il fut inutile ? On peut raisonnablement le penser.

Jean-Marc Schiappa

(46) Exemple, parmi d'autres : Lénine, *Oeuvres*, t. 42, pp. 459 à 466.

(47) Cité dans P. Broué, *Le Parti bolchevique*, op. cit., p. 131.

ANNEXE

Textes de Buonarroti et de Rakovsky sur la bureaucratie

S'il se formait, disait (Babeuf), dans l'Etat, une classe exclusivement au fait des principes de l'art social, des lois et de l'administration, elle trouverait bientôt dans la supériorité de son esprit, et surtout dans l'ignorance de ses compatriotes, le secret de se créer des distinctions et des priviléges ; exagérant l'importance de ses services, elle parviendrait aisément à se faire regarder comme la protectrice nécessaire de la patrie ; et, colorant ses audacieuses entreprises du prétexte du bien public, elle parlerait encore de liberté et d'égalité à ses peu clairvoyants concitoyens, déjà soumis à une servitude d'autant plus dure qu'elle paraîtrait légale et volontaire. Les lois primordiales ne suffisent pas à un Etat ; elles ne peuvent ni tout prévoir ni s'adapter à tous les temps, et il en faut souvent de nouvelles pour maintenir l'esprit des institutions et pourvoir aux cas imprévus.

Il est, d'ailleurs, dans la nature de l'homme d'améliorer ses ouvrages par l'expérience et, afin que le but de la société soit complètement rempli, il est nécessaire que les lois en appliquent successivement les résultats à l'administration publique.

S'il faut à l'Etat une puissance législative permanente, si cette puissance ne peut, comme nous le verrons dans un moment, résider que dans le peuple entier, un des plus importants devoirs de l'instituteur d'une république est donc de mettre tous les citoyens en état de l'exercer, c'est-à-dire de donner au peuple la possibilité d'être réellement souverain. Les décisions éclairées du peuple sur des objets généraux ne sauraient contrarier ni l'égalité ni le bonheur de la société ; mais elle ne peuvent être telles qu'autant que l'égalité existe dans toute la force du mot.

De ce devoir fondamental émanent pour tous les citoyens trois espèces d'occupations, qui, par l'importance de leur objet, par l'attention qu'elles exigent et par l'élévation qu'elles donnent aux esprits, charmeraient une grande partie de la vie ; ces occupations consistent dans la conservation et dans la propagation des principes de l'institution sociale et des lois, dans l'apprentissage, dans l'exercice.

Buonarroti, *Conspiration pour l'Egalité dite de Babeuf*,

Paris, 1957, t. 1., pp. 171-172

Quand une classe s'empare du pouvoir, c'est une partie d'elle-même qui devient l'agent de ce pouvoir. C'est ainsi que surgit la bureaucratie. Dans un Etat socialiste où l'accumulation capitaliste est interdite aux membres du parti dirigeant, la différenciation commence par être fonctionnelle et devient ensuite sociale. Je pense ici à la situation sociale d'un communiste qui dispose d'une automobile, d'un bon appartement, d'un congé régulier, qui touche le salaire maximum autorisé par le parti, une situation bien différente de celle du communiste qui travaille dans les charbonnages et touche 50 à 60 roubles par mois. Et vous savez que les ouvriers et employés sont divisés en dix-huit catégories différentes...

Une autre conséquence consiste en ce qu'une partie des fonctions accomplies auparavant par tout le parti ou par toute la classe passe maintenant dans les attributions du pouvoir, c'est-à-dire à une certaine fraction seulement des gens de ce parti, de cette classe.

L'unité et la cohésion qui étaient auparavant la conséquence naturelle de la lutte des classes révolutionnaire ne peuvent désormais être maintenues que par tout un système de mesures, dont le but est de maintenir l'équilibre entre les divers groupements de la même classe et du même parti afin de les soumettre à l'objectif fondamental.

Mais c'est là un processus long et difficile : il consiste à éduquer la classe dominante du point de vue politique, à lui apprendre ce savoir-faire qu'elle doit acquérir, à tenir entre ses mains l'appareil de l'Etat, du parti et des syndicats, à les contrôler et à les diriger.

Je le répète : c'est une affaire d'éducation. Aucune classe n'est venue au monde avec l'art d'administrer. Celui-ci ne s'acquierte qu'avec l'expérience dans les erreurs qu'on commet, c'est-à-dire en tirant les leçons de celles qu'on a commises. Aucune Constitution soviétique, si idéale soit-elle, n'est en mesure d'assurer à la classe ouvrière l'application sans obstacle de sa dictature et de son contrôle gouvernemental si le prolétariat ne sait pas utiliser les droits qu'elle lui accorde. Le décalage entre les capacités politiques d'une classe donnée, son savoir-faire en matière d'administration et les formes constitutionnelles et juridiques qu'elle élaboré à son usage en s'emparant du pouvoir est un fait historique.

K. Rakovsky, *op. cit.*, pp. 83-84

Extrait du Manifeste des plébériens (novembre 1795)

« (...) Nous expliquerons clairement ce que c'est que le bonheur commun, but de la société.

Nous démontrerons que le sort de tout homme n'a pas dû empirer au passage de l'état naturel à l'état social.

Nous définirons la propriété.

Nous prouverons que le terroir n'est à personne, mais qu'il est à tous.

Nous prouverons que tout ce qu'un individu en accapare au-delà de ce qui peut le nourrir est un vol social.

Nous prouverons que le présumé droit d'aliénabilité est un infâme attentat populaire.

Nous prouverons que l'héritage par famille est une non moins grande horreur ; qu'elle isole tous les membres de l'association, et fait de chaque ménage une petite république, qui ne peut que conspirer contre la grande et consacrer l'inégalité.

Nous prouverons que tout ce qu'un membre du corps social a au-dessous de la suffisance de ses besoins de toute espèce et de tous les jours est le résultat d'une spoliation de sa propriété naturelle indivi-

uelle, faite par les accapareurs des biens communs.

Que, par la même conséquence, tout ce qu'un membre du corps social a au-dessus de la suffisance de ses besoins de toute espèce et de tous les jours est le résultat d'un vol fait aux autres coassociés, qui en prive nécessairement un nombre plus ou moins grand, de sa cote-part (*sic*) dans les biens communs.

Que tous les raisonnements les plus subtils ne peuvent prévaloir contre ces inaltérables vérités.

Que la supériorité de talents et d'industrie n'est qu'une chimère et unurre spécieux, qui a toujours indûment servi aux complots des conspirateurs contre l'égalité.

Que la différence de valeur et de mérite dans le produit du travail des hommes ne repose que sur l'opinion que certains d'entre eux y ont attachée, et qu'ils ont su faire prévaloir.

Que c'est sans doute à tort que cette opinion a apprécié la journée de celui qui fait une montre vingt fois plus que la journée de celui qui trace des sillons.

Que c'est cependant à l'aide de cette fausse estimation que le gain de l'ouvrier horloger l'a mis à portée d'acquérir le patrimoine de vingt ouvriers de charrue, qu'il a, par ce moyen, expropriés.

Que tous les prolétaires ne le sont que par le résultat de la même combinaison dans tous les autres rapports de proportion, mais partant tous de l'unique base de la différence de valeur établie entre les choses par la seule autorité de l'opinion.

Qu'il y a absurdité et injustice dans la prétention d'une grande récompense pour celui dont la tâche exige un plus haut degré d'intelligence, et plus d'application et de tension d'esprit ; que cela n'étend nullement la capacité de son estomac.

Qu'aucune raison ne peut faire prétendre une récompense excédant la suffisance des besoins individuels.

Que ce n'est non plus qu'une chose d'opinion que la valeur de l'intelligence,

et qu'il est peut-être encore à examiner si la valeur de la force toute naturelle et physique ne la vaut point.

Que ce sont les intelligents qui ont donné un si haut prix aux conceptions de leurs cerveaux, et que, si c'eût été les forts qui eussent concurremment réglé les choses, ils auraient sans doute établi que le mérite des bras valait celui de la tête, et que la fatigue de tout le corps pouvait être mise en compensation avec celle de seule partie ruminante.

Que sans cette égalisation posée, on donne aux plus intelligents, aux plus industriels, un brevet d'accaparement, un titre pour dépourrir impunément ceux qui le sont moins.

Que c'est ainsi que s'est détruit, renversé dans l'état social, l'équilibre de l'aisance, puisque rien n'est mieux prouvé que notre grande maxime : *qu'on ne parvient à avoir trop qu'en faisant que d'autres n'aient point assez.*

Que toutes nos institutions civiles, nos transactions réciproques ne sont que les actes d'un perpétuel brigandage autorisé par d'absurdes et de barbares lois, à l'ombre desquelles nous ne sommes occupés qu'à nous entre-dépouiller.

Que notre société de fripons entraîne, à la suite de ses atroces conventions primordiales, toutes les espèces de vices, de crimes et de malheurs contre lesquels quelques hommes de biens se liguent en vain pour leur faire la guerre, qu'ils ne peuvent rendre triomphante parce qu'ils n'attaquent point le mal dans sa racine, et qu'ils n'appliquent que des palliatifs puisés dans le réservoir des idées fausses de notre dépravation organique.

Qu'il est clair, par tout ce qui précède, que tout ce que possèdent ceux qui ont au delà de leur cote-part individuelle dans les biens de la société est vol et usurpation.

Qu'il est donc juste de le leur reprendre.

Que celui-même qui prouverait que, par l'effet de ses seules forces naturelles, il est capable de faire autant que quatre et qui, en conséquence, exigerait la rétribu-

tion de quatre, n'en serait pas moins un conspirateur contre la société, parce qu'il en ébranlerait l'équilibre par ce seul moyen et détruirait la précieuse égalité.

Que la sagesse ordonne impérieusement à tous les coassociés de réprimer un tel homme, de le poursuivre comme un fléau social, de le réduire au moins à ne pouvoir faire que la tâche d'un seul, pour ne pouvoir exiger que la récompense d'un seul.

Que ce n'est que notre seule espèce qui a introduit cette folie meurtrière de distinction de mérite et de valeur, et qu'aussi ce n'est qu'elle qui connaît le malheur et les privations.

Qu'il ne doit point exister de privation des choses que la nature donne à tous, produit pour tous, si ce n'est celles qui sont la suite des accidents inévitables de la nature, et que, dans ce cas, ces privations doivent être supportées et partagées également par tous.

Que les productions de l'industrie et du génie deviennent aussi la propriété de tous, le domaine de l'association entière, du moment même que les inventeurs et les travailleurs les ont fait éclore, parce qu'elles ne sont qu'une compensation des précédentes inventions du génie et de l'industrie, dont ces inventeurs et ces travailleurs nouveaux ont profité dans la vie sociale, et qui les ont aidés dans leurs découvertes.

Que, puisque les connaissances acquises sont le domaine de tous, elles doivent donc être également réparties entre tous.

Qu'une vérité contestée mal à propos par la mauvaise foi, le préjugé ou l'irréflexion, c'est que cette répartition égale rendrait tous les hommes à peu près égaux en capacité et même en talent.

Que l'éducation est une monstruosité lorsqu'elle est inégale, lorsqu'elle est le patrimoine exclusif d'une portion de l'association, puisqu'alors elle devient, dans les mains de cette portion, un amas de machines, une provision d'armes de toutes sortes, à l'aide desquelles cette première portion combat l'autre, qui est

désarmée, parvient facilement, en conséquence, à la juguler, à la tromper, à la dépouiller, à l'asservir sous les plus honteuses chaînes.

Qu'il n'est pas de vérité plus importante que celle que nous avons déjà citée, et qu'un philosophe a proclamée en ces termes : "Discourez tant qu'il vous plaira sur la meilleure forme du gouvernement, vous n'aurez rien fait, tant que vous n'aurez point détruit les germes de la cupidité et de l'ambition."

Qu'il faut donc que les institutions sociales mènent à ce point, qu'elles ôtent à tout individu l'espoir de devenir jamais ni plus riche, ni plus puissant, ni plus distingué par ses lumières quaucun de ses égaux.

Qu'il faut, pour préciser davantage ceci, parvenir à enchaîner le sort ; à rendre celui de chaque coassocié indépendant des chances et des circonstances heureuses et malheureuses ; à assurer à chacun et à sa postérité, telle nombreuse qu'elle soit, la suffisance, mais rien que la suffisance ; et à fermer, à tous, toutes les voies possibles, pour obtenir jamais au-delà de la cote-part individuelle dans les produits de la nature et du travail.

Que le seul moyen d'arriver là est d'établir l'administration commune ; de supprimer la propriété particulière ; d'attacher chaque homme au talent, à l'industrie qu'il connaît ; de l'obliger à en déposer le fruit en nature au magasin commun ; et d'établir une simple administration de distribution, une administration des subsistances, qui, tenant registre de tous les individus et de toutes les choses, fera répartir ces dernières dans la plus scrupuleuse égalité et les fera déposer dans le domicile de chaque citoyen.

Que ce gouvernement, démontré praticable par l'expérience, puisqu'il est celui appliqué aux douze cent mille hommes de nos douze armées (ce qui est possible en petit l'est en grand) ; que ce gouvernement est le seul dont il peut résulter un bonheur universel, inaltérable, sans mélange ; le bonheur commun, but de la société.

Que ce gouvernement fera disparaître les bornes, les haies, les murs, les serrures aux portes, les disputes, les procès, les vols, les assassinats, tous les crimes ; les tribunaux, les prisons, les gibets, les peines, le désespoir que causent toutes ces calamités ; l'envie, la jalousie, l'insatiableté, l'orgueil, la tromperie, la duplicité, enfin tous les vices ; plus (et ce point est sans doute l'essentiel) le ver rongeur de l'inquiétude générale, particulière, perpé-

tuelle de chacun de nous sur notre sort du lendemain, du mois, de l'année suivante, de notre vieillesse, de nos enfants et de leurs enfants.

Tel est le précis sommaire de ce terrible Manifeste que nous offrirons à la masse opprimée du peuple français, et dont nous lui donnons la première esquisse pour lui en faire saisir l'avant-goût. »

Bibliographie

• **Maurice Dommangeat**, *Babeuf et la conjuration des Egaux*, Spartacus, réédité en 1989 avec une préface de S. Bianchi. Une évocation chaleureuse de Babeuf et de ses compagnons écrite avec le talent pédagogique de l'instituteur et du militant syndicaliste soucieux de mettre son érudition à la portée d'un large public. L'auteur met en lumière le parcours intellectuel du tribun du peuple : communiste dès avant 1789, mais comme on pouvait l'être alors en "caressant l'utopie" ; il a enrichi sa réflexion en participant aux combats pratiques de la Révolution. Il a vu la grandeur politique de Robespierre — "le robespierriisme, c'est la démocratie" — et mesuré l'insuffisance des demi-mesures (impôt progressif) ou utopiques (loi agraire). Selon Dommangeat, les babouvistes n'ont pas bien compris le sens des conflits patrons-ouvriers, mais, par la fermeté de leurs engagements aux côtés des opprimés, par leur réflexion sur la démocratie, la nécessité d'une action centralisée sur l'éducation du peuple, ils s'inscrivent dans un mouvement qui comptera, une génération plus tard, Marx et Blanqui.

• **Buonarotti**, *Conspiration pour l'égalité dite de Babeuf*, avec une préface de Georges Lefebvre, Editions sociales, 1957, deux volumes. Par un proche compagnon de Babeuf, membre du directoire secret qui devait diriger l'insurrection de 1796, le récit vivant et passionné des effets des babouvistes pour reprendre le cours de la Révolution brisé par la chute de Robespierre. C'est la source principale

de notre information sur cette première manifestation du "communisme agissant" (Marx). L'auteur, robespierriste intransigeant, souligne la filiation entre l'idéal démocratique de l'an II et l'aspiration à "l'égalité réelle". Malheureusement non réédité, à consulter en bibliothèque.

• *Présence de Babeuf : Lumières, Révolution, communisme*, publication de la Sorbonne, 1994 ; actes du colloque tenu à Amiens en octobre 1989. Dans la première partie, "Babeuf et les Lumières", une intéressante analyse de B. Didier : aux utopistes tel Rétif, qui refont le monde dans leur chambre et n'inquiètent nullement le pouvoir, elle oppose Babeuf, chez qui l'utopie est ferment d'action, tension vers l'avenir. La deuxième partie, "Babeuf et la Picardie", confirme, précise ce que nous savions du militant engagé sur tous les fronts : aux côtés des paysans contre leurs seigneurs, dans les clubs jacobins (Noyon) pour fortifier la revendication républicaine. Les controverses qui rejallisent dans la troisième partie — sur le "pessimisme économique", sur le caractère désespéré de l'entreprise, brillante communication d'E. Walter sur le style prophétique du tribun — prouvent que l'intérêt pour Babeuf ne se dément pas chez certains historiens.

• **Jean-Marc Schiappa**, *Gracchus Babeuf avec les Egaux*, Editions ouvrières, 1991. Ecrit à partir d'une thèse fort documentée sur l'implantation nationale du babouvisme, cet ouvrage (264 pages) nous propose des réflexions origi-

nales qui appellent le débat : il nie la thèse lancée par J. Dautry, selon laquelle le "pessimisme économique" aurait nourri chez Babeuf un communisme de répartition de pénurie, ignorant les avantages de la mécanisation. Il affirme également que, si les formes ont varié, le communisme fut la perspective constante de Babeuf avant et pendant la Révolution. Réfléchissant aux bizarries de la carte du babouvisme, il conclut sur le rôle décisif des militants, dont il nous dresse des portraits alertes : Babeuf s'est efforcé d'associer dans un même combat les robespierristes, les hébertistes. Enfin, l'auteur met au jour une tentative très construite d'implantation en milieu ouvrier, dont l'échec s'explique par les conditions objectives : la sans-culotterie a perdu nombre de ses cadres, le prolétariat reste embryonnaire. Un point de vue original qui renouvelle les perspectives.

Dans les locaux du CERMFI :

Depuis des années, le CERMFI a collecté des archives des époques de la grande révolution ouvrière révolutionnaire — et plus précisément de celle de 1832 — et de celle dans l'Opposition de gauche.

Il met à la disposition des militantes, des historiens et des chercheurs :

— 400000 documents

des milliers de documents et de journaux

les *Cahiers du CERMFI*, publication trimestrielle sur toutes les thématiques rares.

LE CERMFI A CONSTITUÉ UN FONDS PARCOURS DE POLITIQUES UNIVERSELLES

Renforcer notre mission est une chose primordiale. Cela nécessite de développer la recherche et l'information pour préserver les documents historiques de l'opposition révolutionnaire, de l'opposition sociale permettant un meilleur fonctionnement de la société, de développer la bibliothèque de consultation.

Le CERMFI est un lieu de rencontres avec les acteurs de l'opposition révolutionnaire.

Il est nécessaire de le faire vivre, à ce moment où les idées et les idéals sont de nouveau en jeu.

INFORMEZ VOS AMIS,
DE VOTRE ENTHUSIASME ET DE VOTRE SOUTIEN

Extrait du catalogue
des Cavailler au C.E.R.W.T.R.I.

- Documents sur la révolution espagnole (1830-1839)
- Documents sur la révolution de 1848 au C.E.R.W.T.R.I.
- Documents sur la guerre du Front ouvert (G.C.L. 1870)
- Troupes Républicaines (du 1848 à l'origine des communautés à Minas Gerais)
- Documents sur l'origine révolutionnaire brésilienne (1835-1839)
- Documents sur la révolution portugaise (1808-1809 et 1821-1823)
- Documents sur la commune de Paris
- Documents sur les mouvements populaires (1789-1848)
- Documents sur la révolution française de 1789. (1789-1791)
- Documents sur les débuts officiels C.C.I et I.S. (1805-1815)
- Documents sur les batailles navales de la guerre pour l'unité des Etats-Unis

Bulletin d'abonnement

Nom, prénom _____

Adresses : _____

Cotisation annuelle : 100 F (ouvrant droit à notre Catalogue)

Cotisation annuelle avec droit de consultation : 130 F

Achevé d'imprimer sur les presses de Jouve - Paris
N° 243455X. Dépôt légal : Janvier 1997

Cahier d'accompagnement

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert
Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps,
Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue,
Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein,
Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie,
Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X